



# 9<sup>èmes</sup> Rencontres des Études africaines en France

## Résumé des ateliers et des communications

### Table des matières

<b>A1 - Du caractère politique des articulations art-SHS dans les études africaines : des perspectives décoloniales ?.....</b>	<b>16</b>
Présentation de l'atelier.....	16
Gbeshi 2.0 Un rituel à la croisée de l'art et des soins mentaux.....	17
Puzzle(D) : chronique ethnographique de récits et vécu fragmenté.....	17
<b>A2 - (Re)Penser les présences chinoises par le bas : l'Afrique francophone en perspective.....</b>	<b>18</b>
Présentation de l'atelier.....	18
Répertoires d'accès : engagement des entreprises et des communautés dans l'exploitation minière de la bauxite chinoise en Guinée.....	19
Mining lives and moving worlds : infrastructures migratoires chinoises et rencontres locales aux frontières extractives de l'Afrique.....	20
Vivre et travailler dans une enclave du capital global : ethnographie des interactions sino-congolaises dans les mines du Copperbelt.....	20
Les effets socio-économiques de la présence des entrepreneurs migrants chinois dans les espaces marchands de la ville de Douala.....	21
Produits chinois au Togo : collaboration ou échange inégal ?.....	21
<b>A3 - Abdulrazak Gurnah, cinq ans après le Prix Nobel.....</b>	<b>22</b>
Présentation de l'atelier.....	22
Abdulrazak Gurnah, an author from the Indian Ocean region.....	23
Champ, contrechamp, hors-champ : Abdulrazak Gurnah, le prix Nobel, et l'espace littéraire swahili contemporain.....	23
Dire de loin, fuir de près : les récits de la Révolution de Zanzibar en anglais et en swahili comme prismes pour repenser le statut d'Abdulrazak Gurnah, de la scène littéraire globale à	

la reconnaissance locale.....	24
Abdulrazak Gurnah en français : conditions de (re)publication des romans après 2021, traductions et réception critique.....	24
<b>A4 - Actrices locales et acteurs locaux de l'éducation en Afrique subsaharienne (1945-1976).....</b>	<b>25</b>
Présentation de l'atelier.....	25
Peter Mbiyu Koinange, pionnier (oublié) de l'éducation au Kenya.....	25
Adramé Sow, pionnier de l'école française dans le Djolof (1951-1980) : trajectoire d'un instituteur entre héritage colonial et dynamiques locales.....	26
Éduquer les petits ? Scolarisation de masse, instruction vernaculaire et littérature dans le Kenya occidental (années 1960-1970).....	26
Des supervisors des missions chrétiennes aux inspecteurs du Ministry of Education de la Western Region (1952-1966) : une mutation délicate dans le cadre de la démocratisation scolaire au Nigeria.....	26
Devenir institutrice au tournant de l'indépendance au Soudan : histoire orale, mémoire et reconstitution des trajectoires éducatives et professionnelles à distance.....	27
<b>A5 - Afro-Arabités : figures, récits et identités en tension.....</b>	<b>27</b>
Présentation de l'atelier.....	27
Replacer l'Afrique du Nord-Ouest : de la métagéographie religieuse à la métagéographie raciale, puis critique.....	28
Afro-arabité et panafricanisme en tension : perspectives depuis le Maroc, de 1955 à nos jours.....	28
Afro-marocanités musicales dans les célébrations nocturnes, du gnawa au sha'bi maroxellois.....	28
La solidarité afro-arabe dans l'émancipation politique en Afrique noire: l'exemple du Sénégal avec les anciens étudiants arabisants au Caire.....	29
Islam camerounais en mutation : Tensions entre arabisants réformistes et élites traditionnelles.....	29
<b>A6 - Atelier « archives de chercheur·e-s africanistes : un patrimoine scientifique à explorer ».....</b>	<b>29</b>
Présentation de l'atelier.....	29
Relire l'histoire de la décolonisation à travers les archives de chercheur.euse.s africanistes : réflexions à partir du cas du Congrès International des Africanistes (1962-1991).....	30
Les archives africanistes de la BULAC.....	31
Accompagnement de la recherche : faire revivre les morts, ou comment traiter des fonds de chercheurs disparus (CollEx-Persée, Biblissima, ANR).....	32
Les archives de Lilyan Kesteloot à l'UCAD.....	32
Repenser les frontières de la recherche africaniste à travers l'archive de la médiatrice culturelle et traductrice Erica de Bary (1907-2007).....	33
Exploration du fonds Gilles Carpentier.....	33
Matérialités de l'archive Janheinz Jahn et ses perspectives sur la Négritude.....	34
<b>A7 - Artistes et chercheurs sur les scènes africaines : collaborations, créations et croisements.....</b>	<b>35</b>
Présentation de l'atelier.....	35
Bani-Volta. Expérience dialogique artistes/chercheur.ses, production de récits et de savoirs dansés sur la violence (post)coloniale.....	36
Galope !.....	36
TIDINIT - Une aventure filmique à la rencontre de la musique et de l'anthropologie.....	37
Documentaires et performances à la lumière des recherches en art de la scène ou qu'en est-il de la recherche-crédation en Afrique et dans les diasporas ?.....	38
Vers une troisième université (post-extractiviste) ?.....	38
Cheveux de riz – Résistance, mémoire et transmission dans les salons de coiffure afro à Paris. 39	39
Théâtre et mémoire postcoloniale : une collaboration entre artistes et chercheurs autour de la scène tchadienne contemporaine.....	39
Le théâtre populaire tchadien comme espace de critique sociale et de recherche participative (1980-2025).....	40

Exister, résister ou ré-exister ? Les politiques actuelles de la santé et les espaces scéniques des performances orales au Burkina Faso et en Italie.....	40
Épidémies et créations : renforcer la sensibilisation par l'art et la science.....	41
<b>A8 - Au nom et au-delà de l'amitié : comprendre les rapports sociaux de sexes, d'âges et les solidarités interpersonnelles autrement.....</b>	<b>42</b>
Présentation de l'atelier.....	42
Landscapes of Friendship: Negotiating Social Ties and Urban Space in Cairo.....	43
Parenté, amitié et affaires : les matériaux des relations reliant Dakar et sa diaspora.....	44
Quand les amitiés se tendent : ressources féminines et confidences risquées à Nosy Be, Nord-Ouest de Madagascar.....	44
Les amies de nos pères. Amitié, âge et parenté chez les Bassari de Guinée.....	45
<b>A9 - Boko Haram dans la littérature et le cinéma nigériens.....</b>	<b>46</b>
Présentation de l'atelier.....	46
Pourquoi ton Dieu a-t-il besoin d'un fusil ? : D'un fanatisme à l'autre dans le paysage littéraire nigérian.....	46
Les Filles de Chibok: notre histoire de Wole Oguntokun, le théâtre du traumatisme à l'épreuve de la traduction.....	46
Boko Haram and Women abduction as portrayed by Wole Soyinka, Ben Okri and Helon Habila.....	47
<b>A10 - Ce que les objets techniques font aux hiérarchies sociales dans les Afriques (17e-21e siècles).....</b>	<b>48</b>
Présentation de l'atelier.....	48
Qui amène la lumière au village ? Bricoleurs et électriciens au Cameroun et à Madagascar.....	49
Le « sublime colonial » dans le quotidien : le cas du Gyrobus.....	50
La chasse en pays dagara pendant la période coloniale (Haute-Volta) : une activité des « évolués ».....	50
L'aéronautique et l'inégalité en Afrique au milieu du XXe siècle.....	51
Des « ingénieurs » de l'époque royale aux concepteurs de la Karenjy : compétences, objets techniques et ordres sociaux à Madagascar (années 1820-1980).....	52
<b>A12 - Chemins de traverse et vies dissidentes : processus d'individuation et résistances aux normes sociales et de genre en Afrique.....</b>	<b>53</b>
Présentation de l'atelier.....	53
Abeti Masekini : musique, dissidence et métamorphose à l'ère des décolonisations.....	54
Entre terrain conflictuel et enquêtes sensibles : reconstituer le militantisme féminin dans le bassin du Lac Tchad.....	55
Amnga jabar? (As-tu une conjointe?) : Respectabilité et dissidence maritale parmi les professionnels dakarois.....	56
Le parcours singulier de Nelly Barret : dissensions et dissidence d'une militante à distance du parti communiste réunionnais et du mouvement féministe de l'union des femmes de La Réunion.....	57
<b>A13 - Chercher la vie en RDC : mobilités socio-économiques de jeunes adultes... 58</b>	<b>58</b>
Présentation de l'atelier.....	58
Du droit au travail (emploi) à la bénédiction : représentations sociales et religieuses de la réussite professionnelle chez les jeunes Congolais.....	59
Prier pour réussir : jeunesse, mobilité religieuse et économie spirituelle à Kinshasa.....	60
Entre débrouille numérique et économie du clic : les jeunes kinois face à la reconfiguration des mobilités socio-économiques.....	60
De Mbuji-Mayi à Lubumbashi : Suivre le sens de l'eau, se construire un avenir.....	61
Défis stratégiques d'insertion professionnelle et informelle des réfugiés en Afrique Centrale : Étude de cas dans la ville de Kinshasa en RDC.....	61
Chercher la vie par le petit commerce transfrontalier à Kasumbalesa.....	62
Se chercher un « métier d'homme » dans le Congo rural du Grand Katanga.....	62
<b>A14 - Comment augmenter ses chances d'être publié ? Atelier de formation au fonctionnement des revues à comité de lecture et à l'écriture scientifique.....</b>	<b>63</b>
Présentation de l'atelier.....	63

<b>A15 - Composer avec les traces du colonialisme : mémoire, héritage et reconstruction des sociétés postcoloniales africaines.....</b>	<b>65</b>
Présentation de l'atelier.....	65
Héritage industriel et mémoire coloniale à Kaolack (Sénégal) : recompositions territoriales et enjeux de patrimonialisation dans l'Afrique postcoloniale.....	66
Le tourisme mémoriel dans le sillage du colonialisme au Cameroun postcolonial : fondements historiques et modalités pratiques d'une orientation touristique.....	66
Nostalgie de la modernité : Usages et mémoires des passés coloniaux au sud du Mozambique.....	67
De la matière à la mémoire : traces du colonialisme dans les soies sauvages africaines.....	67
Jeux d'argent à Dakar : traces matérielles, institutionnelles et symboliques du colonialisme.....	68
Discours à posteriori des populations déplacées lors de la guerre de l'indépendance du Cameroun 1955-1971.....	69
L'art contemporain comme porteur de significations et de consciences en mouvement : Décolonisation des regards en miroir entre l'Afrique et l'Europe.....	69
Pratiques de la coopération culturelle et scientifique en Éthiopie, composer avec les traces du colonialisme au quotidien.....	70
Persistance et renouveau d'une photothèque scientifique sénégalaise produite en situation coloniale.....	70
Marc Côte en héritage, L'Algérie ou l'espace réapproprié.....	71
<b>A16 - Corps, frontières et résilience : une analyse sociologique des dynamiques migratoires des femmes africaines au Maroc.....</b>	<b>72</b>
Présentation de l'atelier.....	72
Voix invisibles, présences résistantes : la migration féminine subsaharienne entre silence social et affirmation de soi.....	73
Quand le rêve des migrantes subsahariennes se transforme en abus de servitudes domestiques dans les pays de transit vers l'Europe.....	73
Insécurité grandissante et migrations transversales des femmes subsahariennes vers l'Europe à partir du transit marocain phallocrate.....	74
Les dynamiques migratoires des femmes africaines au Maroc : agency, résilience et recompositions identitaires dans un espace de transit.....	75
<b>A20 - Décoloniser les recherches sur les Afriques, au-delà d'une ambition théorique. Initiatives et tensions d'une mise en pratique.....</b>	<b>76</b>
Présentation de l'atelier.....	76
Faire science en contexte postcolonial : réflexivité, tensions et pratiques dans un projet interdisciplinaire sur l'hydro-climatologie au Sahel.....	77
Recherches participatives et communautaires en sciences sociales et santé publique & perspectives décoloniales : défis et enjeux à partir du cas de la lutte contre le VIH.....	77
Décoloniser les recherches sur les Afriques, au-delà d'une ambition théorique. Initiatives et tensions d'une mise en pratique.....	78
Décoloniser la politique comparée par le décentrement des sources. Pour un comparatisme dialogique et pluriversel.....	79
<b>A22 - Données de la recherche en études africaines : les études migratoires et leurs enjeux.....</b>	<b>79</b>
Présentation de l'atelier.....	79
Proximité sociale et distance scientifique : enjeux éthiques de la collecte de données sur la communauté guinéenne par un chercheur d'origine guinéenne aux Pays-Bas.....	80
Un autre type de données sur les migrations ? Tentatives de coproduction de connaissances avec des jeunes en situation de déplacement forcé en Afrique du Sud.....	81
Enquêter dans un contexte d'incertitude : le cas des Camerounais en mobilité étudiante en France.....	82
Langues et migralectes aux frontières : aborder le sensible de l'expérience migratoire par des données sensibles.....	82
Du bricolage dans les données ? Enquêtes qualitatives et expositions numériques, enjeux et limites.....	83
<b>A24 - Éducation, libération et décolonisation(s) dans la pensée africaine.....</b>	<b>83</b>
Présentation de l'atelier.....	83

La pratique du « signal » à l'école primaire au Bénin. Un héritage de la colonisation française.....	84
Revolutionary Education: The « Nile Route » to Pan-Africanism.....	85
L'Invention de "l'Ecole du Peuple" en République du Congo : front de libération-reconstruction et de formation de la conscience nationale ? 1963-1990.....	86
Politicality of Education in Zimbabwe's Liberation Struggle, 1965-1980.....	87
Endogénéisation et productions de savoirs émancipateurs en Afrique subsaharienne.....	88
<b>A25 - Enfances vulnérables dans les sociétés africaines. Temporalités, parcours et trajectoires sur la longue durée.....</b>	<b>89</b>
Présentation de l'atelier.....	89
Les enfants à l'œuvre : orphelinats agricoles dans les colonies françaises d'Algérie et du Sénégal, deuxième moitié du XIXe siècle.....	90
Traverser la mer. Quand des jeunes mineurs de justice d'Algérie étaient incarcérés en France (1830-1862).....	91
Fabriquer l'enfant indésirable : entre pathologisation, indigence et répression (seconde moitié du XIXe siècle - années 1930).....	91
Entre histoire de la délinquance juvénile et histoire de la pauvreté : les rapports des services sociaux des années 1950 en Gold Coast.....	92
<b>A26 - Étudier le conte africain à la croisée des disciplines scientifiques.....</b>	<b>92</b>
Présentation de l'atelier.....	92
Traduire les contes d'Afrique centrale : méthodologie et pratiques.....	93
L'ethnolinguistique comme méthodologie pour étudier le conte.....	94
Les contes traditionnels en tant que source d'analyse linguistique.....	94
L'enfant et sa famille dans les contes bwa (Mali) : une collaboration aux études démographiques.....	94
<b>A27 - Évolution du droit des médias africains à l'ère de l'Intelligence artificielle.</b>	<b>95</b>
Présentation de l'atelier.....	95
L'adaptation du droit des médias africains face aux défis de l'intelligence artificielle : entre innovation technologique et garanties juridiques.....	96
Les défis de l'application du droit de l'encadrement de la communication à l'ère du numérique en Côte d'Ivoire.....	97
L'impact de l'intelligence artificielle sur les médias en Afrique : Enjeux législatifs et défis éthiques.....	97
Problématique du statut juridique des journalistes des radios communautaires ivoiriens à l'ère de l'intelligence artificielle.....	98
L'usage des médias numériques et le droit de l'information et de la communication en Côte d'Ivoire.....	98
<b>A28 - Extractivisme et mobilisations en zones forestières dans le Bassin du Congo.....</b>	<b>99</b>
Présentation de l'atelier.....	99
Extractivisme et mobilisations en zones forestière dans l'ex-province du Katanga-RDC.....	100
Paix contre mines ? Dynamiques extractives, justice environnementale et mobilisations locales dans l'Est de la République Démocratique du Congo.....	100
Quand le torchon brûle entre la Sosucam et les riverains au Centre-Cameroun : Comprendre les mobilisations socio-environnementales des riverains autour des exploitations de la société sucrière à Nkoteng.....	101
L'exploitation des pierres dans la périphérie urbaine de Yaoundé-Cameroun : Quand le politique étouffe la voix des « sans voix » à Febe-village.....	102
Exploitation de la bauxite au Cameroun : impacts environnementaux, sociaux et ripostes paysannes à Minim-Martap (Adamaoua-Cameroun).....	102
<b>A29 - Comparative Perspectives on Gender Politics in the Malagasy Diaspora....</b>	<b>103</b>
Présentation de l'atelier.....	103
Caractéristiques et rôle des femmes de la diaspora dans le lien avec leurs pays d'origine : Analyse à partir d'une enquête originale sur la diaspora malgache dans le monde.....	104
Mother-Children Reunification and Social Status of Malagasy Women in France.....	105

Du fihavanana au midivy : une ethnographie des jeunes femmes malgaches en mouvement....	105
The « wife » as model of the migrant: how Malagasy women who migrate through marriage manage their ties to home.....	106
<b>A30 - Genre, féminismes et parité : penser la transformation universitaire en Afrique.....</b>	<b>106</b>
Présentation de l'atelier.....	106
Où sont les femmes dans l'enseignement supérieur en Afrique ? Etude de cas de la FALSH à l'université de Ngaoundéré.....	108
Genre et pouvoir dans l'enseignement supérieur ivoirien : enjeux de visibilité, de légitimation et de parité dans les postes décisionnels (2012-2025).....	108
Les paradoxes de l'engagement féminin dans l'université camerounaise.....	109
Penser le genre à l'université camerounaise et sa (dé)composition à partir des savoirs associatifs féminins ».....	110
Examining the Impacts of Surname Changes on Academic Identity, Publication Record, and Career Progression Among Women Scholars Post-Marriage.....	111
L'institutionnalisation du genre dans les universités africaines à l'épreuve du « modèle voyageur » : entre circulations normatives et reconfigurations institutionnelles.....	111
La philosophe universitaire au Cameroun et le patriarcat du pouvoir institutionnel.....	113
L'Université de Ngaoundéré au prisme de l'approche transformative genre : logiques parité et résistances académiques.....	114
<b>A32 - Histoire(s) précoloniale(s) des zones humides africaines: méthodes et enjeux de la recherche.....</b>	<b>114</b>
Présentation de l'atelier.....	114
L'installation portugaise à Quelimane dans le delta du Zambèze (XVIe-XVIIe siècles).....	115
Au-delà du commerce lointain : pratiques locales d'exploitation des ressources du littoral à Ilha de Moçambique (XVIe-XVIIIe s.).....	116
Rives fluctuantes; espaces de résistance. Le lac Tchad et les sultanats du Kanem et du Borno (13e-17e siècles).....	116
Entre histoire et archéologie, comprendre les interactions homme-environnement du delta du Tana au Kenya.....	117
Histoires proto-coloniales de fabrications, circulations, délimitations: les arts de la métallurgie et leur rapport à l'espace fluvial Gabon-Congo (XIXe siècle).....	118
<b>A33 - Humanités numériques (DH) et IA dans les études africaines.....</b>	<b>118</b>
Présentation de l'atelier.....	118
Intelligence artificielle et patrimonialisation : entre indexation automatisée et perte de sens... 118	118
Du terrain aux algorithmes : l'intelligence artificielle au service de la linguistique historique africaine.....	119
Quels impacts de l'IA sur les sciences humaines ?.....	120
Retour sur une note de synthèse analysant la relation entre Humanités Numériques, l'IA et les Études Africaines (Hanovre, février 2025).....	121
Retrouver la révolte malgache de 1947. Le deep learning appliqué aux inventaires de destruction.....	121
<b>A34 - Imaginaires, géographies et relations de pouvoir dans les pratiques culturelles vodun.....</b>	<b>122</b>
Présentation de l'atelier.....	122
Les Asen, objets rituels et régalia royaux du Danxomè: étude archéologique et ethnohistorique.....	123
Nana Buku, Ritual Archive, and Counter-Hegemonic Discourse in the Age of Abolition, 1762-1894.....	123
Faire événement par la danse.....	124
Les matrimoines vodun : identité, genre et hiérarchie dans les sociétés du Sud-Bénin.....	124
TòFá et Vodun Days. Processus de patrimonialisation, intellectualisation et politisation du sacrée dans le Bénin contemporain.....	125
<b>A37 - Interroger les appréhensions morales et politiques de la question climatique depuis l'Afrique.....</b>	<b>126</b>

Présentation de l'atelier.....	126
Vivre avec la mer qui avance: érosion, moralités climatiques et engagements locaux au Sénégal.....	127
Les enfants des nuages: récits poétiques sahraouis sur l'histoire climatique.....	127
Gouverner la poussière : savoirs, souverainetés et climat postcolonial au Sahel.....	128
Climat, croyances et adaptation : les récits endogènes autour du barrage de Soum (Burkina Faso).....	128
Sensibiliser à la protection côtière : engagement professionnalisé et gouvernementalité environnementale à Cotonou et Lagos.....	129
<b>A38 - Itinéraires de frontières du Maghreb au Sahara : spatialités, temporalités et échelles.....</b>	<b>130</b>
Présentation de l'atelier.....	130
Mobilités subsahariennes en Algérie. Itinéraires mouvants et trajectoires incertaines en Oranie.....	131
L'immigration clandestine en provenance du Sahel et ses répercussions sur la sécurité communautaire en Algérie : le cas du Mali.....	132
Dans l'oeil de l'autoritarisme : les reconfigurations des pratiques de solidarités aux personnes migrantes en Tunisie.....	132
Vivre le refoulement : recompositions des parcours migratoires ouest-africains depuis la Tunisie.....	133
<b>A39 - Itinéraires scolaires et rapports de genre : violences, résistances et reconfigurations en contextes africains.....</b>	<b>133</b>
Présentation de l'atelier.....	133
Beyond the Classroom? Secondary School Expansion and Female Genital Cutting in Senegal	134
Champions of Change - Fostering gender-equal attitudes and behaviors through social targeting.....	134
Fostering gender attitudes and behaviors: Evidence from a Sport Education Program.....	135
Sexe transactionnel et corruption sexuelle dans le milieu scolaire malgache.....	135
<b>A40 - L'art au cœur des recompositions politiques en Afrique.....</b>	<b>136</b>
Présentation de l'atelier.....	136
L'art (slam) au service de la communication diplomatique de l'État : .....	137
« NON » de Jhonen, un nouveau narratif de la souveraineté au Niger.....	137
L'Art de l'allusion : Monnè, outrages et défis, fresque de la déchéance mandingue et de la défaite française.....	137
Le grand masque d'mba : art, identité et engagement politique.....	139
<b>A41 - La (de)construction des catégories ethniques et raciales au travers des pratiques administratives coloniales et postcoloniales.....</b>	<b>140</b>
Présentation de l'atelier.....	140
Retracer le rôle de l'ethnicité au sein de la communauté « arabisé » de Kisangani (République Démocratique du Congo).....	141
Portraits photographiques et construction d'une ethnogenèse au Cameroun allemand (1884-1914): le cas des pratiques photographiques d'administrateurs coloniaux.....	141
Catégories raciales et catégories ethniques, une comparaison des documentations et pratiques administratives coloniales au Kongo (Bas-Congo belge et Congo portugais), 1876-1920.....	142
Catégories juridiques coloniales et administration de la différence : le cas des villes de Guinée portugaise (1945-1961).....	143
Administrer les identités des réfugiés. Attente, fixité et ancrage dans le protocole de la réinstallation des Nations-Unies (Kampala, Ouganda).....	143
<b>A42 - La complexité foncière africaine : d'un espoir de renouveau à la reproduction des rapports de domination et d'exclusion des communautés.....</b>	<b>144</b>
Présentation de l'atelier.....	144
Les systèmes fonciers Ouest africains : entre logiques juridiques, légitimité coutumière et enjeux de sécurité.....	146
Le conflit des sources normatives dans le cadre de la propriété foncière et de l'aménagement du territoire des pays d'Afrique subsaharienne : cas d'étude de la Côte	

d'Ivoire.....	146
Regards croisés sur les dynamiques et défis d'appropriation des terres par les femmes rurales et urbaines au Cameroun.....	147
Habiter des quartiers à Libreville : Entre logiques d'appropriation traditionnelle des populations et régime de la propriété foncière en République gabonaise.....	147
Dépossession foncière et crise du lien social en contexte de déplacement des paysans Palor de Keur Moussa : le cas de l'aéroport international Blaise Diagne.....	148
La complexité des droits fonciers au Cameroun et au Gabon à l'aune des exigences de la protection des forêts et des peuples autochtones.....	149
Effets de la réduction des superficies agricoles sur les moyens de subsistance des agriculteurs dans la commune de Zè au sud du Bénin.....	150
La terre pour qui, pour quoi ? le droit foncier chez les chasseurs-cueilleurs Ba'Akas.....	150
Réfugiés centrafricains et pression foncière à l'Est-Cameroun à l'orée des années 2000 : défis d'intégration et coexistence pacifique.....	151
Des fonciers ruraux aux nouveaux territoires de l'urbain et de l'extraction minière : l'habiter en tension en Guinée-Maritime.....	152
<b>A43 - La déclinaison des droits politiques extraterritoriaux des diasporas africaines.....</b>	<b>152</b>
Présentation de l'atelier.....	152
L'apport normatif et opérationnel de l'ordre juridique international au droit électoral des diasporas africaines.....	153
Les (non-)droits politiques des diasporas tunisienne, algérienne et marocaine après le printemps arabes de 2011.....	153
Représentants transnationaux et exercice des droits politiques extraterritoriaux : Le cas des députés de la diaspora sénégalaise.....	154
Citoyenneté sportive et citoyenneté politique : les paradoxes de la double appartenance dans l'ordre juridique camerounais.....	154
<b>A44 - La lutte contre le VIH/sida en Afrique face au gel des financements étatsuniens.....</b>	<b>155</b>
Présentation de l'atelier.....	155
Conséquences à court terme des coupes budgétaires du PEPFAR et de l'USAID sur la prise en charge des personnes vivant avec le VIH dans les sites de la cohorte leDEA Afrique de l'Ouest.....	156
L'impact multiniveau du retrait de l'aide Américaine en Afrique francophone et lusophone sur les organisations communautaires et les personnes concernées par le VIH.....	156
Stratégies de pérennisation des activités de prise en charge des personnes atteintes de VIH-SIDA par les ONG locales à Bouaké, Côte d'Ivoire.....	157
Femmes séropositives du CSAS face au gel des financements étatsuniens : vulnérabilités renouvelées et stratégies d'adaptation à Bouaké en Côte d'Ivoire.....	158
Vers une souveraineté scientifique. L'avenir de la recherche sur le VIH/sida au Maroc à l'ère post-aide internationale.....	158
Entre urgence sanitaire et transition épidémiologique : que révèle le gel des financements américains de la lutte contre le sida au Sénégal ?.....	159
<b>A45 - La mobilité missionnaire chrétienne inversée de l'Afrique vers l'Europe (XXè-XXIè siècles).....</b>	<b>160</b>
Présentation de l'atelier.....	160
D'une mission pentecôtiste occidentale au Cameroun à une mission pentecôtiste camerounaise en occident : cas de la mission de la Vraie Eglise de Dieu du Cameroun.....	161
La spiritualité en migration : Quand la diaspora camerounaise réinvente le christianisme en Europe.....	162
Migrants-missionnaires africains dans l'espace européen : entre quête de réformation et conquête de réappropriation religieuses.....	162
Mission inversée ou mission déplacée ? Le continuum d'évangélisation intra-africain dans les diasporas chrétiennes en Europe.....	163
Implantation de l'église presbytérienne camerounaise hors des frontières camerounaises : le cas de la France (1989-2007).....	164
Christianisme africain en Europe : un exemple de l'Eglise catholique romaine 1957-1993.....	164
<b>A46 - Le couple, objet d'étude du militantisme en Afrique.....</b>	<b>165</b>

Présentation de l'atelier.....	165
Les couples d'avocats anticolonialistes pendant la guerre d'Algérie.....	166
Maria Helena et Amílcar. Un couple anticolonial de Lisbonne à Conakry et Rabat.....	167
Militer pour la Révolution culturelle tchadienne : Joseph Brahim Seid et Haoua Brahim Seid (Tchad, années 1970).....	168
Un couple d'intellectuels en Action dans la Guinée indépendante. Louis Béhanzin et Yolande Joseph-Noël.....	169
Analyse d'un couple panafricain : George Padmore et Dorothy Pizer. Un (contre-)modèle de la modernité ?.....	169
Puisse notre amour et nos tendres baisers te soutenir dans ton injuste exil. Enquête sur deux couples séparés par l'insurrection malgache de 1947.....	170
Une mémoire peuplée de fantômes. Les époux disparus des militantes de la révolution éthiopienne.....	171
Les coûts du militantisme révolutionnaire : la famille Chingunji et les croisements de la violence politique et de l'intimité.....	172
Il ne fallait pas se marier avec l'ennemi: les couples révolutionnaires des kādihīn en Mauritanie.....	173
<b>A47 - Le droit international depuis l'Afrique : usages, critiques et reconfigurations.....</b>	<b>174</b>
Présentation de l'atelier.....	174
La restitution du patrimoine culturel africain : vers une expression juridique africaine.....	174
La politique des États sahéliens (Burkina Faso, Mali et Niger) à l'égard du droit international.	175
Droit et migration : le système africain des droits humains comme espace épistémologique de production normative.....	175
L'investissement durable dans l'espace panafricain : du Code panafricain d'investissements au Protocole investissement ZLECAf, levier de reconfigurations juridiques face aux impératifs épistémiques et écologiques.....	176
Penser le droit au développement à partir des approches dé-coloniales : dilemmes et ré-africanisation.....	176
Réalités et virtualité de l'idée de frontières inter-étatiques dans l'imaginaire politico-juridique africain.....	177
La fabrique de l'autochtone dans les droits et politiques africains.....	177
<b>A48 - Le peuple sahraoui et ses 50 ans de résistance.....</b>	<b>177</b>
Présentation de l'atelier.....	177
50 ans de la RASD: légitimité diplomatique et souveraineté territoriale.....	178
On the regeneration of the Sahrawi struggle through the «transpolitical» space between Spain.....	179
From waiting to agency: towards new political subjectivities in Saharawi refugee youth.....	180
The evolution of the Sahrawi resistance in the occupied territories during the 21st century.	181
They're our resources ! A new frame in the struggle for the liberation of the Sahrawi people.....	182
<b>A49 - Les éléments culturels africains sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité : quelles stratégies dans une intendance partagée ou « share stewardship » pour le développement durable ?.....</b>	<b>182</b>
Présentation de l'atelier.....	182
Endocentricité, interactivité individualisée, consentement libre, préalable et éclairé des communautés comme stratégies méthodologiques priorisées pour une approche « par le bas » de l'inscription des éléments culturels immatériels sur la LRPCIH.....	182
Le Nguon : histoire, enjeux d'une inscription sur la LRPCIH et perspectives de développement communautaire.....	183
Patrimonialisation des savoirs médicaux africains : entre sauvegarde et reconnaissance internationale.....	184
Polyphonies Aka : entre mémoire vivante et stratégies africaines de durabilité culturelle.....	184
Intendance partagée dans la sauvegarde du patrimoine culturel peul au Cameroun : entre stratégies communautaires et logiques institutionnelles.....	185
Le Zaoul des Gouro en Côte d'Ivoire : stratégies communautaires de sauvegarde pour un développement local inclusif.....	186

Utilisation des systèmes d'information géographique dans une intendance partagée pour la gestion durable du patrimoine culturel immatériel de l'humanité : cas du Cameroun.....	187
<b>A51 - Les savoirs de l'alimentation en Afrique : approche historique.....</b>	<b>188</b>
Présentation de l'atelier.....	188
Foodways and transformation of social identities at Manda ruins, Lamu, Kenya 800-1600ce.....	188
La production de l'attiéké chez les Adjoukrou de Côte d'Ivoire : entre savoirs culinaires endogènes et innovations contemporaines.....	189
Fish Consumption, Territoriality, and Urban Experience in Colonial Luanda (1945-1975).....	190
Pommes de terre, bœuf, lait : des savoirs agricoles au service d'une destinée politique.....	190
Consommation des produits patrimoniaux et dynamiques identitaires des communautés locales en milieu urbain au Cameroun.....	191
<b>A52 - Migrations de retour en Afrique : perspectives politiques, sociales et culturelles.....</b>	<b>192</b>
Présentation de l'atelier.....	192
Entre désaffiliation et réaffiliation, les trajectoires migratoires des jeunes Guinéens retournés et la recomposition des liens familiaux.....	193
Corps expulsé, séjour interrompu, projets gâchés?.....	194
Pour une gouvernance inclusive du retour : obstacles et leviers de l'engagement social des diplômés camerounais d'Europe.....	195
Accompagnement psychosocial et dette sociale dans la migration de retour au Sénégal : enjeux de gouvernance et limites des dispositifs institutionnels.....	196
« Ni d'ici, ni de là-bas ? » : Enquêter sur les mobilités de retour post-adoptives en France et en Éthiopie.....	197
<b>A53 - Mimer le peuple : humour et affects comme (nouvelles) techniques du pouvoir politique en Afrique.....</b>	<b>198</b>
Présentation de l'atelier.....	198
Les motions de soutien comme expression du « peuple sans le peuple » : retour sur le 37 <sup>e</sup> anniversaire du RDPC à Zoétélé.....	199
Les moyens traditionnels de légitimation du pouvoir par les élites du RDPC dans l'Ouest Cameroun. Le cas des élites politique et économique du département de la MIFI à partir, des exemples des élections présidentielles de 2018 et 2025.....	199
Production de la légitimité par les élites politiques et renforcement de l'autorité de l'État dans un contexte de guerre et de concurrence entre les administrations.....	199
Rire, chanter, danser et régner : les codes culturels populaires comme nouvelle grammaire ou nouveau champ lexical du pouvoir et de l'influence en Afrique.....	200
Du vendeur d'œufs à Moulinex : humour populaire et fabrique ministérielle de l'autorité chez Paul Atanga Nji.....	200
Asseoir l'Etat à travers le langage : une analyse de quelques sorties d'Atanga Nji dans l'espace public au Cameroun.....	200
<b>A54 - Narrations, mobilisations et migrations en Afrique de l'Ouest et en Europe.....</b>	<b>201</b>
Présentation de l'atelier.....	201
Identité narrative en lutte, identité narrative comme lutte. Quand les narrations de soi constituent un pouvoir de subjectivation.....	202
Récits migratoires et destin familial : l'itinéraire de S. Kamara du Sénégal à la Côte d'Ivoire (1919-2003).....	203
Dialogues par le bas : réflexivité sur une enquête auprès des anciens issus de l'immigration africaine à Belleville.....	204
Dire la douleur, faire exister l'injustice : récits numériques de femmes migrantes africaines atteintes de drépanocytose.....	204
<b>A55 - Processus de racialisation, esclavages et citoyenneté en Afrique centrale et de l'est.....</b>	<b>205</b>
Présentation de l'atelier.....	205
Identités serviles, assignations statutaires et citoyenneté dans l'espace camerounais.....	206
Marginalisation et exploitation des pygmées d'Afrique centrale.....	206
Le concept de Kirdi : altérité et trajectoire de marginalisation au Nord-Cameroun.....	207
Persistance du statut servile dans les cours des Fo'o chez les Bamiléké de l'Ouest-Cameroun.....	

208	
	La mendicité des enfants musulmans à Yaoundé : entre normalisation sociale et transgressions normatives..... 208
	Les expressions de la citoyenneté au Tchad : entre marginalités et considérations..... 209
<b>A56 - Productions, usages et trajectoires d'ambiances en Afrique (XIXe-XXIe).....</b>	<b>209</b>
	Présentation de l'atelier.....210
	Peur sur les colonnes : atmosphère obsidionale et guerres coloniales françaises dans l'Afrique subsaharienne au XIXe siècle..... 210
	Ambiances coloniales en éclats. Ce que les délires d'Anjanamasina font remonter du monde malgache de la première moitié du XXe siècle.....212
	Saisir l'ambiance de la représentation théâtrale en zone de guerre (Kivu, RD Congo, 2018-21)..... 212
	Performer la mémoire. Les procession vodun en tant qu'archives en mouvement..... 213
<b>A57 - Les savoirs endogènes africains à l'épreuve des défis sociétaux et environnementaux.....</b>	<b>213</b>
	Présentation de l'atelier..... 214
	Le rite de l'anagsama : un instrument de régulation de la paix sociale et de promotion du bien-être chez les Eton du Cameroun central..... 214
	Wangari Maathai, une femme africaine pionnière de la protection de l'environnement : penser l'écologie en Afrique par les savoirs endogènes..... 215
	Savoirs forestiers pygmées et durabilité écologique : la contribution des Bakola/Bagielli à la préservation de la biodiversité dans le sud du Cameroun.....216
	Savoirs vernaculaires vezo du Sud-ouest malgache et savoirs modernisés des ONG : entre marginalisation et résistances locales dans les politiques de conservation marine..... 216
	Savoirs endogènes, injustices cognitives et gouvernance environnementale dans le delta du Saloum Savoirs endogènes, injustices cognitives et gouvernance environnementale dans le delta du Saloum.....217
<b>A58 - Religiosités féminines et autorité morale en Afrique : paroles, pratiques et transmissions.....</b>	<b>218</b>
	Présentation de l'atelier.....218
	Pouvoir d'État et féminisation de l'enseignement arabo-islamique au Togo : dynamiques et perceptions contrastées (1990-2021).....218
	Figures, pratiques et pédagogies du lavage mortuaire : ethnographies d'un métier féminin..... 219
	Stratégies d'autonomisation des femmes dans les Églises pentecôtistes haïtiennes de la diaspora en France..... 220
	Des médiatrices euphémisées du divin ? Ethnographie auprès d'enseignantes en instituts musulmans en France..... 220
	Figures savantes, espaces féminins et mutations de l'autorité religieuse : une ethnographie des mahadras urbaines mauritaniennes - Femmes, textes islamiques et recomposition silencieuse des espaces savants à Nouakchott.....221
<b>A59 - Retour et Restitution des biens culturels africains acquis en contextes coloniaux.....</b>	<b>222</b>
	Présentation de l'atelier..... 222
	Inventorier pour restituer : Le patrimoine culturel mandara et kanuri face aux enjeux de la restitution postcoloniale..... 223
	Traces invisibles des spoliations coloniales : photographies, films, sons et textes en quête de restitution..... 224
	Repenser les stratégies culturelles réparatrices en Afrique : Réflexions sur la coopération muséale franco-ivoirienne.....225
	Restituer sans rendre : les paradoxes des biens religieux camerounais dans les relations germano-camerounaises.....225
	La restitution des biens culturels africains acquis en contextes coloniaux : des vœux pieux à l'émergence de nouveaux concepts..... 226
	Les ruses de la restitution..... 227
<b>A60 - Regards croisés sur les impacts environnementaux des activités extractives en Afrique.....</b>	<b>227</b>

Présentation de l'atelier.....	227
Produire collectivement des connaissances sur les pollutions d'une « mine urbaine » : conditions d'émergence, fonctionnement et limites de l'Observatoire éco-citoyen de Sébikotane au Sénégal.....	228
Que devient la pollution après la mine ? Construction de l'oubli environnemental à Oued el Heimer (Maroc).....	229
Droit, extractivisme et transition énergétique : une reconfiguration silencieuse des vulnérabilités environnementales au Sénégal.....	229
Étude interdisciplinaire de l'imprégnation au mercure dans deux villoges d'orpailleurs du centre de la Côte d'Ivoire : méthodes d'enquête et restitution des résultats.....	230
Violences environnementales et inégalités sociales autour des mines artisanales d'or au Tchad : perceptions locales et stratégies de résilience.....	231
L'eau : entre consommation locale et ressource industrielle.....	232
<b>A61 - Résistances en contexte africain : formes, échelles et temporalités de la contestation.....</b>	<b>232</b>
Présentation de l'atelier.....	232
Resisting State Surveillance In Post-Coup Zimbabwe: What Strategies Are Used And Do They Really Work?.....	233
Résistances locales et gouvernance grise dans l'extractif africain.....	234
Résistance des façons de penser et décolonisation des imaginaires africains.....	234
Formes et aspects protéiformes de la résistance sociale : critique de la raison colonialiste à partir des stratégies de la « chanscription » urbaine camerounaise.....	235
Cyber-résistance et production d'un « territoire discursif » : genèse et performativité politique du « collectif des anglophones » dans l'espace socio-numérique camerounais.....	236
La prohibition de l'alcool à hajeb el ayoun ; vers un marché parallèle.....	236
<b>A62 - Restitution des œuvres d'art africaines: Enjeux scientifiques, défis politiques et reconfigurations patrimoniales autour de la restitution des œuvres d'art.....</b>	<b>237</b>
Présentation de l'atelier.....	237
Patrimonialisation et musées africains: tensions normatives et reconfigurations culturelles.....	238
Le masque tukoh des Bamendou au Cameroun : le parcours d'une restitution par les fondamentaux 2018-2022.....	238
Post-restitution et formation professionnelle en muséologie au Gabon.....	239
Parcours d'objets entre Madagascar et Toulouse. Co-construction et mise en ligne patrimoniale entre musées.....	239
Spoliation, destruction, et déplacements des objets d'arts en Tunisie pendant la Seconde Guerre mondiale.....	240
<b>A63 - Risques, incertitudes, espoirs et aspirations en contextes postcoloniaux et temps de crises sur le continent africain.....</b>	<b>240</b>
Présentation de l'atelier.....	240
Le gouvernement pentecôtiste des incertitudes au Bénin méridional.....	241
Faire tenir la crise : le spectacle épique « L'amour de la patrie » (Niger, 2024) et la conversion de l'incertitude en capacité d'agir.....	242
Soigner la terre, rétablir les relations : les danses de soins comme ressource en temps de crise au Kalahari.....	242
Vivre dans la crise et l'incertitude : Le vécu de Sangaré un éleveur de bétail au Burkina Faso.....	243
Negotiating adulthood amid the legacies of War: experiences of children born of war in northern Uganda.....	243
<b>A64 - Se déplacer, croire, pratiquer: matérialités et immatérialités religieuses dans la mobilité.....</b>	<b>245</b>
Présentation de l'atelier.....	245
Implication de la religion dans les pratiques translocales des migrants du Kouritenga, du Boulkiemde et du loba (Burkina Faso).....	246
Récits de prêtres Africains racisés en migration.....	246
Le Foyer Berlier (FB), cadre d'entretien et d'expression de la foi chrétienne catholique pour	

les étudiants migrants à Niamey.....	247
Migration des maîtres coraniques et marchandisation du religieux à Niamey.....	248
Exil spirituel et enracinement confrérique: Le cas des disciples bambara de la Kuntiyya à Ndiassane (XIXe-XXe siècle).....	249
Le merveilleux religieux congolais en contexte migratoire: les pratiques et les objets.....	250
Spiritualité, migration et reconstruction de soi: la gnose comme ressource socio-émotionnelle chez les disciples du guide spirituel Cheikh Sayid Omar Kébé aux États-Unis.....	251
<b>A65 - Studying the Nursing and Midwifery Through Time, Space and Disciplines.....</b>	<b>252</b>
Présentation de l'atelier.....	252
Women's Education, Medical Training and Reproductive Bodies in Colonial Eritrea (1880-1930s).....	253
The Turn of the Twentieth Century: The Making of Colonial Medicine and the Remaking of Egyptian Midwives.....	253
Professionalization of Nursing and Midwifery in Villa Maria and Mua Mission Hospitals, 1900s-1980s.....	254
Royalty and Colonial Care: Yoruba Princesses in British Nursing and Midwifery, 1930s- 1940s.....	255
Pictures as sources for the history of Gold Coast colonial midwives, 1930s-1940s.....	255
Biography as approach to study Sudanese midwifery and nursing in Sudan and abroad (1938-1956).....	256
The Role of Arab Nurses in the reform of Nursing and Family Planning during the Cold War: Sources and Issues.....	257
« Almost as Free as She was in Freedom » : US Southern Midwifery and Enslaved Women's Complicated Knowledge.....	257
Midwives in Tension: Navigating Empowerment Agendas, Moral Hierarchies, and Everyday Reproductive Life in Contemporary Benin.....	258
<b>A67 - Territoires politiques, religieux, coutumiers et académiques : tensions et reconfigurations des légitimités en présence.....</b>	<b>259</b>
Présentation de l'atelier.....	259
Gouverner l'école à Touba, Tivaoune et Rufisque : entre légitimités religieuses, politiques, communautaires et académiques dans la fabrique territoriale de l'éducation.....	260
L'insertion dans « le miracle posthume » et capitale du mouridisme, Touba : recompositions spatiales, intégration sociale et reconversions professionnelles.....	261
Les transformations éducatives à Touba : entre ancrage et ouverture.....	262
Les études arabo-islamiques au Sénégal : de la tension avec l'école d'inspiration occidentale à la légitimation institutionnelle et académique.....	262
Concurrence, porosité et hybridation : reconfigurations territoriales du religieux et du touristique à Mbour (Sénégal).....	263
<b>A68 - Transformation des sociétés en Éthiopie et dans la Corne de l'Afrique : Changement, diversité et mémoire.....</b>	<b>264</b>
Présentation de l'atelier.....	264
Revendications autonomistes en Ethiopie du Sud : la diffusion d'un modèle par et pour les élites ?.....	265
Transformations urbaines et identités citadines à Addis-Abeba.....	266
Linguistic changes and changing practices in Kambaata beekeeping.....	266
Emerging Varieties in Ethiopian Urban Centers: Bidirectional Influence between Amharic and Gurage.....	267
<b>A69 - Transformations du champ médiatique et recompositions politiques au Sénégal.....</b>	<b>267</b>
Présentation de l'atelier.....	267
Influenceurs-militants et désintermédiation de l'information : ce que le numérique fait à l'autorité journalistique au Sénégal.....	268
« Les Tic et la reconfiguration des formes de « gouvernementalité » dans le système politique sénégalais : lecture à partir de la « technopolitique ».....	269
Les mutations du champ médiatique sénégalais sous l'effet du numérique et des	

transformations politiques.....	270
Lorsque la parole numérique fait autorité : figures et discours des « influenceurs politiques » sénégalais (2021-2025).....	270
« Télés ci poch » : nouvelles mises en scène de l'information au Sénégal.....	271
<b>A70 - Usages et pratiques des Humanités Numériques en études africaines</b>	<b>273</b>
Présentation de l'atelier.....	273
La numérisation des Archives nationales malgaches : enjeux et perspectives pour les chercheurs en Histoire.....	274
Réentendre le terrain : humanités numériques, usage et transmission des archives de terrain du Niger.....	274
Manuscrits éthiopiens.....	275
Apport du numérique dans les transformations de la pratique scientifique et de la diffusion de la recherche en Afrique : cas pratique sur la géographie en République du Congo.....	276
Du terrain aux algorithmes : l'intelligence artificielle au service de la linguistique historique africaine.....	277
<b>A71 - Vers une gouvernance inclusive : dynamiques et enjeux du leadership féminin dans les Afriques.....</b>	<b>278</b>
Présentation de l'atelier.....	278
Le leadership féminin à l'aune des questions du genre dans le milieu martial en Afrique: le cas de l'armée malgache.....	278
Femmes, pouvoir et redistribution immobilière au Gabon : Le cas des épouses et maîtresses d'Omar Bongo.....	279
Femmes samburu, invisibles mais centrales : pratiques féminines et reproduction pastorale... 280	280
Le rapport à la jonya au sein des mariages permet-il de questionner les pratiques d'émancipation des femmes au Mali ?.....	280
Penser la gouvernance inclusive : que nous apprend l'histoire des femmes dans la construction de l'État en Afrique ?.....	281
<b>A72 - Villes côtières africaines face aux défis climatiques et aux dynamiques foncières.....</b>	<b>282</b>
Présentation de l'atelier.....	282
Érosion côtière, cohabitations d'activités économiques et risques de tensions dans les villes littorales de San-Pédro et Sassandra.....	283
Fabriquer les métropoles africaines littorales : le laboratoire d'idées des Ateliers de Cergy 283	283
Dynamiques urbaines en périphérie dakaraise : entre recompositions foncières et justice socio-spatiale.....	284
Urbanisation, pression foncière et risques environnementaux à Diofior (Sénégal).....	284
Urbanisation littorale : tendances et scénarios en Afrique.....	285
<b>A73 - Violences conjugales et intrafamiliales en Afrique jusqu'aux années 60 : sources, dynamiques et représentations.....</b>	<b>286</b>
Présentation de l'atelier.....	286
Les violences conjugales au Sénégal à l'époque coloniale au prisme des plaintes déposées auprès de la justice indigène.....	286
Affaires abandonnées et effacement des violences de genre en contexte colonial : dénonciations, témoignages et expertises dans l'Afrique de l'Ouest française (c. 1900-1950) 287	287
Pouvoir, patriarcat et justice coloniale : la gestion politique des violences conjugales dans le Tchad colonial (1900-1960).....	288
Entre condamnation et passivité : l'ambivalence des missions face aux violences intrafamiliales, Kenya (années 1920-1930).....	288
<b>A74 - Nouvelles écritures » en études africaines : réflexions critiques et retours d'expériences.....</b>	<b>289</b>
Présentation de l'atelier.....	289
Réactiver des archives sonores enregistrées dans un contexte colonial. La recherche-crédation et ses enjeux.....	290
« C'est notre voix » : éthique de l'écoute et subjectivité de la recherche par le son en Afrique... 291	291
Retour d'expérience sur des ateliers de recherche-crédation entre l'Afrique du Sud et le	

Nigéria.....	292
Anthropologie partagée et transmission filmique. Retour d'expériences en Côte d'Ivoire.....	292
Formats de l'enquête dans le processus de création participative de films par un public adolescent au Sénégal. Retour d'expériences.....	293
L'écriture visuelle pour rendre compte du passé architectural du Togo.....	294
Archives sonores et création radiophonique : enjeux autour de la restitution d'une recherche au Rwanda.....	294
Liminalités croisées : chercheur-se-s et artistes-migrants face à la production des savoirs en sciences sociales.....	295
Un livre d'enfants pour parler d'Histoire ? Projets, usages, enjeux et pièges d'un livre d'images pour parler du massacre de Marikana (Afrique du Sud).....	296
Réflexions méthodologiques du projet AFRIUNI : fragments d'expériences créatives à Abidjan, Abomey-Calavi, Dakar et Yaoundé.....	296
<b>A75 - « La révolution féministe sera internationale ou ne sera pas ».</b>	
<b>Engagements, réseaux et circulations des militantes africaines à l'international (années 1920/années 1970).....</b>	<b>297</b>
Présentation de l'atelier.....	297
Annie Jagge (1918-1996) : À la croisée de l'action sociale chrétienne et des mouvements pour les droits des femme.....	298
A Story of Two Bayas: Algerian Women's Participation in International Organising Under French Colonialism.....	299
Intercontinental Connections and Women's Rights Activism. The Case of Charlotte Maxeke's South Africa's Advocacy for Women and the Family: 1900-1939.....	300
L'Union Nationale des Femmes Tunisiennes : une histoire transnationale (1956-1966).....	301

# A1 - Du caractère politique des articulations art-SHS dans les études africaines : des perspectives décoloniales ?

**Noah Konan Allui Léonce**

**Alix de Morant**

## Présentation de l'atelier

Dans un monde globalisé et toujours marqué par les héritages coloniaux, les artistes et chercheur·euses des « Suds » font face à des inégalités structurelles : accès limité aux financements, mobilité réduite, visibilité restreinte et reconnaissance conditionnée par les institutions et programmes du Nord. Ces dissymétries renforcent un ordre bien établi dans la production des savoirs et des arts, où les perspectives dominantes définissent ce qui est légitime et valorisé.

Cet atelier se concentre sur l'anthropologie urbaine en danse et performance pour explorer comment les pratiques corporelles, performatives et situées permettent de produire transmettre et légitimer des savoirs depuis les Suds. La recherche-crédation et la recherche-action, lorsqu'elles sont articulées à l'art, offrent des outils pour transcender les frontières disciplinaires, reconfigurer les rapports de pouvoir et générer des épistémologies indisciplinées, ancrées dans les expériences, les corps et les territoires africains.

L'atelier s'appuie sur le projet de thèse et la méthode Broukabrou Relâche, développée par Léonce Noah entre la Côte d'Ivoire, le Congo et l'Europe. Cette méthode indisciplinée constitue un programme de formation, un espace de production artistique et un laboratoire de réflexion sur la transmission des savoirs. Elle propose une pensée du corps située, fondée sur le désapprentissage, la réappropriation des espaces publics et la prise en compte des urgences des jeunes artistes africains. Broukabrou Relâche explore les gestes quotidiens, les langues et les interactions sociales pour créer un mouvement critique, poétique et politique. L'atelier rassemblera des chercheur·euses et artistes engagé·e·s dans des démarches de recherche-crédation et de pédagogies alternatives sur le continent africain.

Les communications pourront inclure des analyses théoriques, des récits d'expériences et des extraits de travaux artistiques (vidéos, carnets, archives).

En croisant les perspectives des études africaines, des pratiques performatives et de l'anthropologie du geste, l'atelier recentre la focale sur les arts du spectacle impliquant le corps, en interrogeant les conditions de production et les mécanismes de transmission des savoirs situés. L'objectif est de contribuer à une épistémologie indisciplinée du geste artistique et de la pensée scientifique en Afrique, capable de dépasser les logiques dominantes et de valoriser les savoirs et pratiques locales.

Ainsi, cet atelier questionne comment la danse et la performance, au croisement de l'anthropologie urbaine et de la recherche-crédation peuvent participer à la décolonisation des arts et des savoirs, tout en légitimant des pratiques critiques, situées et indisciplinées. Il offre un espace de dialogue pour repenser les articulations entre art et SHS depuis les Suds

et pour envisager des perspectives nouvelles sur la production, la transmission et la visibilité des savoirs situés.

\*\*\*

## Gbeshi 2.0 Un rituel à la croisée de l'art et des soins mentaux

**Aurélie Doignon**  
**Kossivi Sénagbé Afiadegnigban**

Notre présentation souhaite mettre en avant une collaboration entre art et recherche, entre points de vue émiques et étiques, qui permettent également tout un éventail d'approches culturelles, genrées, etc. Si cette co-recherche est réalisée à partir d'expériences situées diverses (Haraway, 1988), elle permet aussi de toucher des publics variés, mobilisant des formes de transcription et des canaux de diffusion élargis : rue, salles de spectacles, universités, hôpitaux, etc. En effet, le panel de formes épistémologiques à l'œuvre est multiple. Nous convoquons l'analyse du geste, les dimensions ethnopsychiatriques, autant que des apports anthropologiques ou chorégraphiques. L'enjeu est de créer une forme d'atelier à plusieurs, à la manière des séances de soin transculturel (réalisées par Marie-Rose Moro), sans hiérarchies entre les connaissances, les cultures et dans une optique de complémentarité pour co-construire le savoir.

Cette recherche-crédation ambitionne de croiser l'expérience incarnée du danseur et la pensée académique, afin d'explorer comment la danse peut devenir un espace de réparation et de médiation symbolique, en travaillant sur le Gbeshi, qui est chez les Ewé (Togo, Ghana, Bénin) un rituel de guérison mentale. La démarche artistique repose sur une collecte des gestes sacrés avant leur transmutation chorégraphique en un langage scénique expérimental et multimédia, offrant ainsi une expérience artistique et spirituelle immersive. Nous souhaitons apporter un éclairage analytique, praxéologique sur les formes de guérisons mentales et heuristique à travers la construction du savoir corporel, la mémoire gestuelle et la performativité du rituel comme acte de connaissance. Dans ce travail poético-scientifique, le corps devient un espace d'expériences (dans une optique phénoménologique), de guérison et de savoirs partagés. Nous faisons émerger la formalisation d'un dialogue entre pratiques artistiques, thérapies contemporaines et rituels ancestraux ainsi que les questionnements suivants : comment la danse peut-elle faire ressortir, transparaître, faire apparaître, révéler les mondes invisibles ? Qu'est-ce que l'énergie du vaudou et qu'est-ce que l'énergie de ce rituel, de ces croyances peut apporter au danseur, mais aussi à la danse, au mouvement et aux spectateurs ? Comment le rituel s'inscrit-il dans une chorégraphie contemporaine et qu'est-ce qui le fait advenir ? Et enfin, comment transe et contemporanéité se marient-elles ?

## Puzzle(D) : chronique ethnographique de récits et vécu fragmenté

**Christian Romain Kossa**

Puzzle(D) est un acte performatif, une recherche-création et un processus de d construktion né d'une traversée de 6 700 km en autobus. En inversant le trajet migratoire habituel pour relier Montpellier   Abidjan, ce projet explore les pratiques de recherche documentaire ainsi que les géographies de l'attente et de l'accueil à travers plusieurs territoires : la France, l'Espagne, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal et le Mali.

Cette « chronique gestuelle » fragmente et recompose les récits de vie collectés au fil du voyage et des passages de frontières, transformant l'expérience du déplacement en une forme d'anthropologie urbaine située. La communication s'appuie sur des notes de terrain, des entretiens informels recueillis durant le voyage et un travail de transcription corporelle développé en studio. Elle met en lumière la manière dont ce matériau brut a nourri la création d'un spectacle chorégraphique et continue d'irriguer une pratique pédagogique menée auprès de jeunes danseurs et danseuses.

En articulant récit de terrain et expression corporelle, Puzzle(D) propose une réflexion sur une épistémologie du fragment : celle d'un corps-archive vivant et d'un territoire en mouvement.

**Mots-clés:** Recherche-création, trajet migratoire inversé, anthropologie du geste, récits urbains, corps-archive, savoirs situés

\*\*\*

## A2 - (Re)Penser les présences chinoises par le bas : l'Afrique francophone en perspective

Cai Chen  
Hang Zhou

### Présentation de l'atelier

Depuis la conférence de Bandung, il y a soixante-dix ans, les relations entre la Chine et le continent africain n'ont cessé d'évoluer (Chaponnière 2008). Marquées d'abord par la solidarité du « Tiers Monde » durant la Guerre froide, elles se caractérisent, depuis ces dernières décennies, par des engagements afro-chinois tous azimuts, allant des infrastructures de toutes sortes aux circulations transnationales de biens, de capitaux, de personnes et de savoirs, dans un contexte désormais qualifié de « *Global China* » (Lee 2017). Les présences chinoises en Afrique (Aur gan et Pairault 2024) suscitent un intérêt croissant parmi les académiques, les journalistes et les décideur-euse-s politiques, bien au-delà du seul espace Afrique-Chine. Elles donnent lieu à une littérature foisonnante en langue française, mobilisant des prismes variés et abordant des thèmes divergents : géopolitiques (Aur gan 2024 ; Gazibo et Mbabia 2010), capitalisme d'état et investissement chinois (Kernen 2014), développement (Zhou 2017), marchandises (Blundo 2023), diplomatie publique (Huang 2019), culture populaire et médias (Jedlowski 2023), ou encore migrations (Bertoncello et Bredeloup 2009 ; Bourdarias 2009 ; Gu ye 2021 ; Ma Mung 2009 ; Park

2009). Si la Chine et les acteurs chinois occupent une place centrale dans ces travaux, un tournant épistémologique s'opère aujourd'hui : celui d'un décentrage de la Chine au profit d'un recentrage sur l'Afrique et les acteurs africains ainsi que leur agencité (Pairault, Soulé et Zhou 2023).

Néanmoins, l'Afrique francophone et les présences chinoises qui s'y déploient restent à ce jour relativement peu étudiées, surtout au regard de l'abondance et de la diversité des travaux consacrés à l'Afrique anglophone. Par ailleurs, tout en s'appuyant sur les analyses macro et méso déjà riches dans la littérature, il est également fécond de porter l'attention sur les interactions quotidiennes entre individus africains et chinois, sur les dynamiques micro-sociales qui les façonnent, ainsi que sur la manière dont ces engagements afro-chinois traversent et transforment les sociétés et les expériences vécues des Chinois en Afrique. Plus rares encore sont les travaux adoptant une posture réflexive sur les conditions de production des savoirs et sur les trajectoires des chercheur·euse·s qui les produisent (Chen 2023).

Cet atelier se propose d'examiner les présences chinoises en Afrique francophone « par le bas ». Il s'agit de mettre en lumière la diversité des engagements afro-chinois, la subtilité des interactions quotidiennes entre les peuples, ainsi que les effets socio-culturels situés des présences chinoises sur les sociétés africaines. Une attention particulière sera portée aux contributions mobilisant des approches ethnographiques et une réflexivité approfondie de la part des chercheur·euse·s.

\*\*\*

## Répertoires d'accès : engagement des entreprises et des communautés dans l'exploitation minière de la bauxite chinoise en Guinée

**Yifan Yang**

À travers le prisme du répertoire, cet article examine les interactions entre les entreprises et les communautés locales dans le cadre de deux grands projets d'exploitation de sites vierges menés par des entreprises publiques chinoises dans la région bauxitique de Guinée. L'heuristique met en évidence la manière dont les tactiques liées à différentes traditions de gouvernance réapparaissent dans les micro-écologies de sens, d'objets et de pratiques. En m'appuyant sur cinq mois de travail de terrain en Guinée, je retrace l'interaction dialogique entre : (a) les répertoires évolutifs des entreprises visant à transformer et à maintenir l'accès, allant des cadres techniques à la routinisation des tactiques de contre-insurrection telles que la persuasion de masse et la distribution de quotas d'emploi ; et (b) les répertoires communautaires de contestation, qui réadaptent les concepts de néo-tutorat et d'autochtonie pour renégocier les compensations et articuler des revendications fondées sur les droits. L'article contribue à la recherche sur les relations entre l'Afrique et la Chine en proposant une analyse micropolitiques de l'engagement, montrant que les projets à grande échelle dépendent à la fois de l'ingénierie politique des exceptions et de l'ingénierie sociale de l'accès, souvent par le biais de la privatisation des fonctions étatiques dans les zones riches en ressources.

## Mining lives and moving worlds : infrastructures migratoires chinoises et rencontres locales aux frontières extractives de l'Afrique

**Abdou Rahim Lema**

La migration chinoise vers l'Afrique s'est intensifiée parallèlement à l'Initiative Belt and Road (BRI), produisant de nouvelles intersections entre mobilité transnationale, extraction des ressources et gouvernance locale. Cette étude examine la vie quotidienne, les infrastructures de mobilité et les dynamiques de rencontre des travailleurs migrants et entrepreneurs chinois implantés dans les zones minières africaines. En s'appuyant sur des données de terrain comparatives issues de la Guinée et de la République Démocratique du Congo (RDC), l'analyse explore la manière dont les migrants chinois naviguent entre des systèmes de gouvernance formels et informels, négocient leur légitimité et interagissent avec les communautés locales dans un contexte de tensions liées aux ressources. Alors que la migration chinoise est souvent analysée sous un prisme économique ou diplomatique, cette étude met en avant les dimensions sociologiques des infrastructures migratoires – les intermédiaires, réseaux, et les liens entre acteurs étatiques et non étatiques qui facilitent ou entravent la mobilité chinoise. En situant ces dynamiques dans la perspective plus large de l'économie politique des relations sino-africaines, cette étude montre que la mobilité chinoise ne résulte pas uniquement de stratégies étatiques, mais est également façonnée par des formes d'adaptation et de contestation localisées. Cette recherche contribue aux débats sur la migration transnationale, la mobilité Sud-Sud, et les dimensions humaines de la BRI en Afrique.

## Vivre et travailler dans une enclave du capital global : ethnographie des interactions sino-congolaises dans les mines du *Copperbelt*

**Penglei Su**

Cette communication examine les présences chinoises en Afrique francophone « par le bas » à travers une ethnographie du travail et de la vie quotidienne dans une concession minière du *Copperbelt* congolais. En m'appuyant sur quatorze mois d'enquête participante menée au sein d'une entreprise minière chinoise – où j'ai occupé la fonction de chargé des relations interpersonnelles – je propose d'analyser comment les espaces, les temporalités et les régimes disciplinaires structurent les rapports sociaux et redéfinissent les formes d'agencéité au sein de l'enclave minière. L'espace minier apparaît comme une enclave du capital global, fortement hiérarchisée et cloisonnée : les travailleurs chinois vivent dans des zones résidentielles sécurisées, les ouvriers congolais habitent à l'extérieur ; leurs circulations, leurs repas, leurs loisirs sont strictement séparés. Ce dispositif spatial matérialise une politique du contrôle et de la distance. Sur le plan temporel, les rythmes de travail imposés – *fly in-fly out*, rotations continues, horaires étendus, semaines de travail différenciées – traduisent la temporalité industrielle du capitalisme mondial, que les acteurs expatriés et locaux s'efforcent néanmoins de réinterpréter au quotidien. Au-delà de cette discipline

spatiale et temporelle, les interactions entre travailleurs laissent entrevoir des formes d'adaptation, de contournement et parfois de reconnaissance mutuelle. Les routines partagées, les échanges multilingues au travail ou les moments de crise créent des micro-espaces de coopération au sein même de la ségrégation. En mobilisant les travaux de Lee (2017) sur le *Global China* et de Pairault, Soulé et Zhou (2023) sur l'agencéité africaine, cette contribution montre comment la gouvernance du travail dans les mines sino-congolaises produit à la fois des frontières rigides et des pratiques d'invention relationnelle qui reconfigurent les rapports entre le global et le local.

## Les effets socio-économiques de la présence des entrepreneurs migrants chinois dans les espaces marchands de la ville de Douala

**Cyrille Aymard Bekono**

La dynamisation des relations économiques entre la Chine et le Cameroun au début de la décennie 2000 s'est accompagnée par l'accroissement de la présence des entrepreneurs migrants chinois dans les espaces marchands des grandes villes camerounaises. Douala, capitale économique du Cameroun, a la réputation d'être la ville la plus active de la sous-région d'Afrique centrale (zone CEMAC) et de ce fait elle accueille le plus grand contingent des commerçants chinois. Contrairement à d'autres villes camerounaises, l'investissement des espaces commerciaux de Douala par les entrepreneurs chinois a des effets sur la configuration desdits espaces et des rapports intercommunautaires. Dans ce sens, cette étude pose le problème de l'impact de l'activité commerciale des entrepreneurs chinois sur l'organisation et le fonctionnement des espaces marchands dans la ville de Douala. La combinaison des approches qualitative et quantitative, à la lumière de la théorie constructiviste, permet de comprendre les logiques de l'enracinement de la présence économique des migrants chinois dans la capitale économique camerounaise, des espaces dits marginaux à l'« accaparement » des positions stratégiques. Les résultats de cette étude montrent que la présence commerciale chinoise à Douala a des effets mitigés. Elle affecte l'urbanisme commercial de la ville, stimule l'économie locale, rend les produits moins chers et plus accessibles. Mais cette présence crée aussi des zones de tensions du fait de la forte concurrence qu'elle impose aux locaux et la dépendance aux chaînes d'approvisionnement chinoises. Pour limiter les effets de la concurrence chinoise, les acteurs locaux, avec l'appui des pouvoirs publics, réinventent leurs stratégies d'investissement en priorisant l'économie numérique et le « made in Cameroun ».

## Produits chinois au Togo : collaboration ou échange inégal ?

**Fidèle Ebia**

Cet article s'inscrit dans la lignée de la Conférence de Bandung de 1955 en se concentrant sur la collaboration et les échanges Sud-Sud. Il aborde ce sujet à travers l'étude des chaînes de valeur contemporaines entre la Chine et l'Afrique, et plus particulièrement celle des motos chinoises au Togo, un produit qui a inondé le marché togolais au cours des 25

dernières années et qui représente un symbole de « dépannage » dans la vie quotidienne au Togo. À l'aide de recherches ethnographiques, d'études d'autres chercheurs (Agossou 2004 ; Guézéré 2012, 2017 ; Blundo & Guézéré 2022 ; Blundo 2023) et de la théorie des chaînes de valeur mondiales, j'analyse la manière dont les motos fabriquées en Chine sont utilisées au Togo – notamment celles servant de taxi-motos (« *zémidjan* » – sont distribuées et redistribuées à travers un réseau d'acteurs qui tirent profit de leur utilisation: propriétaires de taxi-motos, chauffeurs, mécaniciens, assembleurs, semi-grossistes et l'importeur chinois – sans oublier les togolais qui les utilisent quotidiennement comme moyen de transport public. Chaque acteur de la chaîne de valeur ajoute de la valeur et en tire un profit. Ainsi, ma question de recherche : quel est l'impact économique (et socio-culturel) des motos produites en Chine et distribuées au Togo sous forme des taxis-motos ? Serait-il un échange équitable ou une forme de néocolonialisme chinois souvent évoqué ?

\*\*\*

### A3 - Abdulrazak Gurnah, cinq ans après le Prix Nobel

**Guillaume Cingal**

#### Présentation de l'atelier

En octobre 2021, l'annonce de la remise du prix Nobel de Littérature à Abdulrazak Gurnah a pris de court les médias mais aussi un certain nombre de spécialistes reconnus du champ des littératures post-coloniales anglophones et/ou d'Afrique de l'Est. L'œuvre de Gurnah, qui traite autant des identités diasporiques que de la situation très particulière de Zanzibar et des peuples côtiers de Mombasa à Dar-es-Salam, s'est vu reprocher notamment son caractère trop peu « africain », par opposition à celle d'un Ngũgĩ wa Thiong'o ou d'un Nuruddin Farah, deux écrivains longtemps annoncés comme « nobélisables ». Il semble intéressant de s'interroger sur le traitement médiatique de cet évènement et de ses retombées en termes de visibilité des littératures est-africaines (y compris en swahili), sur les discours et interviews accordées par l'écrivain depuis 2021, ainsi que sur les conditions dans lesquelles le milieu éditorial français a tenté de compenser le vide : en octobre 2021, seulement trois des dix romans de Gurnah avaient été traduits... et tous étaient épuisés. À cela s'ajoute, en France, la mise au programme de l'agrégation externe d'anglais 2026 de *Paradise*, renforçant par là même le caractère canonique de ce roman au sein de l'œuvre. Par-delà la réflexion sur ces questions qui relèvent aussi de la sociologie de la littérature, nous invitons les participant-es à réfléchir à l'articulation entre les romans historiques (*Paradise*, *Afterlives*) et les récits interrogeant l'identité diasporique (*By the Sea*, *Pilgrims Way*...), mais aussi au dernier roman paru de Gurnah, *Theft* (Riverhead Books, 2025).

\*\*\*

## Abdulrazak Gurnah, an author from the Indian Ocean region

**Manfred Loimeier**

When Abdulrazak Gurnah, an author living in Kent, UK, was awarded the Nobel Prize for Literature in 2021, there was some confusion about which culture the author actually belongs to. Is he a British author because he has lived most of his life in the United Kingdom and began writing there? Is he an African, a Tanzanian author, because Zanzibar, the island kingdom where he comes from, is part of the East African state? Is he a Zanzibari author, even though the sultanate that existed when Gurnah was born no longer exists? These questions were also raised in the East African daily press, and public opinion there agreed that Gurnah could not be a « classic African author ». However, the point is not to define Gurnah's literary nationality, whereas it may be helpful to explore the cultural influences that have shaped and continue to shape Gurnah's literature. And in each of his novels, including his historical novels *Paradise* (1994) and *Afterlives* (2020), it is clear that it is the Indian Ocean region that has shaped and continues to shape the author's imagination.

The novel *By the Sea* (2001) in particular highlights how Zanzibar's cultural ties extend to India and that the ocean is not a dividing force but a connecting one. If we deduce from this that the Pacific, the oceans, and even the Mediterranean are not understood as divisive forces of nature, as they are today, but rather as connecting hubs of international understanding, then we can see how groundbreaking Gurnah's literature can be for peaceful coexistence—and how his books unfold their full meaning in the context of Indian Ocean Studies.

## Champ, contrechamp, hors-champ : Abdulrazak Gurnah, le prix Nobel, et l'espace littéraire swahili contemporain

**Aurélie Journo**

Près de cinq ans après l'attribution du prix Nobel de littérature à Abdulrazak Gurnah, ma communication mobilise les notions de « hors-champ », comme concept heuristique et « révélateur » (Kondrat, 2021), et celle, complémentaire, de contrechamp (un hors-champ qu'un déplacement du regard rend visible) pour analyser la réception de l'annonce du prix en Tanzanie et en Afrique de l'Est, où Gurnah était jusqu'alors quasiment inconnu et ses œuvres peu lues. Il s'agira également de s'interroger sur ce que le prix révèle de ce « hors-champ » relatif que constitue, dans le Nord global, la littérature en swahili en revenant sur les modalités de sa (non-)circulation (traduction, édition). Enfin, il s'agira d'analyser les effets du prix décerné en 2021, à contrechamp, dans l'espace littéraire swahili, et de voir dans quelle mesure il est possible de lire l'œuvre de Gurnah conjointement aux productions littéraires contemporaines en swahili auprès desquelles elle a aujourd'hui sa place, notamment par le biais de la traduction de deux de ses romans en swahili par Ida Hadjavayanis.

## Dire de loin, fuir de près : les récits de la Révolution de Zanzibar en anglais et en swahili comme prismes pour repenser le statut d'Abdulrazak Gurnah, de la scène littéraire globale à la reconnaissance locale

**Pierre Leroux**

La traduction de *Paradise* (1994) en swahili par Ida Hadjavayanis est publiée en 2022, un an seulement après l'obtention par Abdulrazak Gurnah du Prix Nobel de littérature. Ce texte, Upepo, est présenté sur le site de son éditeur, Mkuki na Nyota, comme un retour « à la maison » (« home ») de cette histoire. En 2025, la publication quasi simultanée en anglais et en swahili du dernier roman de Gurnah (*Theft / Dhulma*) témoigne quant à elle d'un intérêt continu et d'une nouvelle dynamique de traduction et de publication. Dans ce contexte, le prix Nobel semble bien marquer un tournant dans la réception de Gurnah en Tanzanie, et, de manière significative, les textes traduits ne sont pas ceux qui traitent de l'exil, mais des récits historiques situés au début du XXe siècle (*Paradise*) ou dans les décennies qui suivent les Indépendances (*Theft*).

Si ces traductions tendent à faire de Gurnah un auteur tanzanien, il n'en demeure pas moins que son œuvre, par de nombreux aspects, se distingue de la production nationale. Son récit de la Révolution qui déchire Zanzibar en 1964 est ainsi très différent des propositions – hagiographiques ou critiques – publiées en swahili quelques dizaines d'années auparavant. Dans le cadre de cette communication, nous souhaitons revenir sur l'idée d'un « retour à la maison » de Gurnah en comparant sa représentation de la Révolution dans *Desertion* (2005) avec celle que l'on trouve, de manière souvent plus allusive, dans les romans *Asali Chungu* de Said Ahmed Mohamed (1977) et *Nyota ya Rehema* de Mohamed S. Mohamed (1976). Comment la confrontation de ces récits permet-elle de repenser le statut d'Abdulrazak Gurnah en tant qu'auteur local ou global ?

## Abdulrazak Gurnah en français : conditions de (re)publication des romans après 2021, traductions et réception critique

**Guillaume Cingal**

Dès l'annonce du Prix Nobel 2021, les médias littéraires et le monde éditorial francophone se sont émus du fait que seuls trois des dix romans alors publiés de Gurnah avaient été traduits, et que deux d'entre eux soient, de surcroît, épuisés. Denoël, appartenant au groupe Gallimard, s'est empressé de faire paraître à la hâte la traduction, tronquée et discutable, de *Paradise* parue trente ans plus tôt, de rendre disponible les deux traductions de Sylvette Gleize parues auparavant chez Galaade, et enfin d'acheter les droits de l'œuvre entière. Le rythme de publication des livres encore inédits en français est désormais d'un par an, généralement à l'automne ; il est intéressant de voir si ces ouvrages font l'objet d'un réel accueil critique et si cette inscription au catalogue d'une maison édition historique et bien identifiée se traduit par un nombre de lecteur-ric-e-s réellement accru, que ce soit en France ou en Afrique francophone.

\*\*\*

## A4 - Actrices locales et acteurs locaux de l'éducation en Afrique subsaharienne (1945-1976)

**Jean-Luc Martineau**  
**Laurie Merigeaud**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier se propose de réunir des chercheuses et des chercheurs qui présenteront des travaux sur les actrices et acteurs des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne, à tous les niveaux de la hiérarchie, dans les établissements ou dans les administrations et sur la mise en œuvre des politiques scolaires dans le primaire et le secondaire, en incluant la formation des enseignantes et enseignants. Le cadre chronologique que nous nous donnons va des débuts des luttes pour l'indépendance (1945) à la mise en place des jeunes États jusqu'en 1975-1976 avec la fin des occupations coloniales espagnole et portugaise. Les communications pourront être consacrées à un ou plusieurs terrains, issus de pays de langues officielles différentes et à des dispositifs éducatifs variés afin d'approfondir la réflexion historique comparée déjà en cours. Les communications seront fondées sur des sources inédites ou des sources revisitées produites par les actrices et les acteurs en Afrique ou hors d'Afrique renvoyant aux processus éducatifs dans leur ensemble.

\*\*\*

### Peter Mbiyu Koinange, pionnier (oublié) de l'éducation au Kenya

**Hélène Charton**

Cette contribution revient sur la vie et l'engagement de Peter Mbiyu Koinange (1907-1980), pionnier de l'éducation au Kenya. De Columbia University (Etats-Unis), où il est le premier africain du Kenya à préparer un master en 1937, au premier gouvernement du Kenya indépendant, en 1963, en tant que Ministre de l'éducation, en passant par le collège indépendant de Githunguri, dont il prend la tête et ses liens étroits avec le premier ministre Indien Jawaharlal Nehru, avec qui il œuvre à faciliter l'accès aux études supérieures des jeunes kenyans, la trajectoire de Koinange permet d'éclairer la manière dont luttes scolaires et combat pour l'émancipation politique sont indissociables dans le contexte du Kenya colonial. Il s'agira plus particulièrement de montrer ici comment l'histoire sociale et politique du Kenya, et l'histoire des luttes pour l'indépendance sur fond de guerre froide, s'entrecroisent autour des engagements de cette figure majeure, reléguée au second plan. Cette contribution se base principalement sur des sources d'archives collectées au Kenya, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis.

## Adramé Sow, pionnier de l'école française dans le Djolof (1951-1980) : trajectoire d'un instituteur entre héritage colonial et dynamiques locales

**Ndiouga Diagne**

Cette communication présente la trajectoire d'Adramé Sow, un ancien élève de l'école coloniale française devenu instituteur, dont le parcours illustre le rôle de l'école dans la formation des élites africaines durant et après la colonisation. Originaire d'une communauté pastorale peule du Djolof, il fait partie de la première génération d'enfants pasteurs scolarisés à Barkhédji. Après une carrière en Mauritanie puis dans son village au Sénégal, il contribue fortement à la scolarisation locale en convainquant les parents de l'importance de l'école dans un contexte de forte mobilité pastorale. Cette communication s'interroge sur la trajectoire d'Adramé Sow en tant que pionnier et acteur de la promotion de l'école française. Elle se propose d'étudier son parcours scolaire ainsi que son rôle dans la diffusion et la valorisation de l'éducation au sein des communautés pastorales. Elle s'appuie sur des sources orales (entretiens réalisés avec Adramé Sow et d'anciens élèves), des documents archivistiques et des sources écrites.

## Éduquer les petits ? Scolarisation de masse, instruction vernaculaire et littérature dans le Kenya occidental (années 1960-1970)

**Esther Ginestet**

De l'indépendance du Kenya au crépuscule du régime de Jomo Kenyatta, un réseau d'acteurs issus de l'école, de la littérature et de l'université débat de ce qu'il convient d'enseigner dans les écoles kenyanes. La massification du phénomène scolaire repose, avec une nouvelle importance, sur la question (ancienne) du rôle des « *mothertongues* » dans la culture scolaire nationale. Elle ouvre aussi un nouveau débat quant à ce que devraient être les ambitions et moyens d'une « bonne » éducation en contexte postcolonial. À partir d'archives, de livres pour enseignants, de récits autobiographiques et de littérature de jeunesse (en anglais, swahili et luò), on s'intéressera aux contributions des éducateurs et intellectuels issus de l'ouest Kenyan, en pays lusophone, dans l'émergence de ces conversations, la mise en œuvre de réformes scolaires, et leur évolution en dépit de la tension qui s'impose au climat politique, social et intellectuel au cours des années 1970.

## Des supervisors des missions chrétiennes aux inspecteurs du Ministry of Education de la Western Region (1952-1966) : une mutation délicate dans le cadre de la démocratisation scolaire au Nigeria

**Jean-Luc Martineau**

Lors de la mise en place du Free Education Scheme par les gouvernements successifs de l'Action Group entre 1952 et 1966 au Nigeria, un changement profond dans l'encadrement du système éducatif a été introduit par le ministre régional de l'éducation, Stephen O.

Awokoya. Dès 1952, il a pointé la nécessité d'organiser immédiatement la supervision du nouveau système éducatif public et privé sous contrat sous la houlette d'un nouveau service de son ministère, *l'Inspectorate Division*. Avec la massification des effectifs scolarisés et l'augmentation parallèle du nombre des enseignants employés, la WR ne pouvait plus se contenter de l'encadrement incertain des *supervisors* des missions. Une nouvelle catégorie de personnels, peu nombreux, est donc apparue dans le paysage scolaire avec la tâche ardue de travailler au « maintien des standards académiques » dans un contexte de mutation profonde des objectifs du système scolaire primaire, désormais gratuit et restructuré.

## Devenir institutrice au tournant de l'indépendance au Soudan : histoire orale, mémoire et reconstitution des trajectoires éducatives et professionnelles à distance

**Laurie Merigeaud**

Cette communication porte sur les trajectoires de deux institutrices soudanaises formées dans les *Teachers' Training Colleges* au Nord Soudan, l'une au milieu des années 1940 à Omdurman et l'autre au milieu des années 1960 à El Obeid. Ces trajectoires sont révélées grâce à des entretiens d'histoire orale réalisés avec ces anciennes institutrices entre 2024 et 2025 à Londres et au Caire. Que nous apprennent ces entretiens d'histoire orale sur l'éducation, la formation et le travail des premières institutrices soudanaises formées dans deux régions différentes au tournant de l'indépendance au Soudan, et ce notamment au regard de l'absence d'archives produites par ces actrices elles-mêmes ? Le conflit déclenché entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide en avril 2023 au Soudan a engendré la plus grave crise humanitaire au monde, empêchant par là même toute recherche sur place. Quelles sont les limites et quels sont les enjeux éthiques de ces entretiens devenus sources historiques menés dans des contextes spécifiques de déplacements et d'exils ?

\*\*\*

## A5 - Afro-Arabités : figures, récits et identités en tension

**Rim Affaya  
Zineb Faidi**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier propose de réfléchir à la pluralité des trajectoires, des appartenances et des imaginaires qui se tissent autour de l'afro-arabité, à l'intersection des mondes nord-africains, moyen-orientaux, subsahariens et afro-diasporiques. Il vise à visibiliser et à articuler les recherches émergentes sur les identités afro-arabes, tout en explorant les trajectoires historiques de mobilité, de créolisation, de solidarité politique (anticoloniale, panafricaniste, tiers-mondiste), mais aussi à des tensions, hiérarchies raciales et effacements au sein des sociétés arabes et africaines. Loin d'une catégorie homogène, l'afro-arabité est ici envisagée

comme une condition relationnelle, située et mouvante, qui engage des processus d'assignation, de revendication, de marginalisation ou de réappropriation.

Cet atelier articule des approches épistémologiques, ethnographiques, politiques et historiques, afin d'explorer les différentes manières dont se fabriquent et se contestent les appartenances afro-arabes. En analysant à la fois les métagéographies, les recompositions des solidarités panafricaines, les circulations esthétiques et musicales, les reconfigurations religieuses ou encore les expériences migratoires, l'atelier invite à déplier la manière dont des acteurs situés (étudiants, artistes, militants, diasporas, chercheurs, leaders religieux, figures politiques) produisent, contestent, négocient ou réinventent des identifications afro-arabes.

\*\*\*

## Replacer l'Afrique du Nord-Ouest : de la métagéographie religieuse à la métagéographie raciale, puis critique

**Marsh Wendell**

Cette communication retrace les mutations épistémiques et politiques qui ont rendu la région du « Nord-Ouest de l'Afrique » (s'étendant du grand Sahel occidental au Maghreb) pensable aujourd'hui. Marsh Wendell invite à élaborer une métagéographie critique pour repenser la région, en situant le Nord-Ouest de l'Afrique au sein de l'ordre épistémique évolutif qui continue de façonner la manière dont l'Afrique et le monde arabe sont imaginés, étudiés et gouvernés.

## Afro-arabité et panafricanisme en tension : perspectives depuis le Maroc, de 1955 à nos jours

**Ysé Auque-Pallez**

Cette communication propose d'analyser comment les imaginaires panafricains sont redéployés dans le Maroc contemporain par des acteurs de la société civile et comment ils participent à travailler les appartenances et les récits autour de « l'afro-arabité ». Elle se base sur une recherche portant sur la manière dont un certain hub du panafricanisme s'est (re)constitué au Maroc. Bien que ces acteurs visent à « effacer la séparation entre l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud », la communication démontre comment les clivages sont parfois rejoués, renégociés et reproduits, révélant des lignes de démarcation et des tensions sous-tendues par des rapports sociaux liés à la race, à la nationalité et au statut des étrangers dits « subsahariens » au Maroc.

## Afro-marocanités musicales dans les célébrations nocturnes, du gnawa au sha'bi maroxellois

**Hélène Sechehaye**

Cette présentation explore les afro-marocanités musicales au sein de la communauté marocaine de Bruxelles (appelée « maroxelloise »), dont la diversité socio-culturelle est souvent confondue avec l'immigration arabe du Moyen-Orient. A travers le cas de la musique Gnawa et celui de la musique Sha'abi, la recherche ethnomusicologique met en lumière les processus d'appropriation, de valorisation et d'invisibilisation des influences africaines et moyen-orientales. Ces analyses de répertoires et des discours produits par les artistes révèlent des dynamiques sociales et des tensions identitaires profondes au sein de cette communauté transnationale.

### **La solidarité afro-arabe dans l'émancipation politique en Afrique noire: l'exemple du Sénégal avec les anciens étudiants arabisants au Caire**

**Serigne Mbaye Dramé**

Cette communication se propose d'analyser les trajectoires historiques de solidarité politique et leurs limites, à travers l'exemple du Sénégal et le rôle des anciens étudiants arabisants formés au Caire, qui ont utilisé l'affiliation arabe pour mobiliser et structurer les luttes dans l'émancipation politique en Afrique noire. Elle montre les répercussions de la révolution nassérienne en Egypte sur les élites, le mouvement des idées en Afrique subsaharienne et sur l'administration coloniale.

### **Islam camerounais en mutation : Tensions entre arabisants réformistes et élites traditionnelles**

**Alassa Fouapon**

Cette présentation porte sur les reconfigurations du paysage religieux musulman camerounais et les tensions identitaires entre une « arabité importée » et l'islam local depuis la fin des années 1980. Le retour des arabisants formés dans les universités arabes a engendré une nouvelle élite contestant la légitimité des autorités traditionnelles. Cette confrontation met en lumière des tensions identitaires profondes entre trois pôles de référence : l'arabité (légitimité religieuse), les cultures locales (islam syncrétique africain), et la francophonie (cadre administratif postcolonial).

\*\*\*

### **A6 - Atelier « archives de chercheur·e·s africanistes : un patrimoine scientifique à explorer »**

**Alice Chaudemanche**

**Claire Riffard**

#### **Présentation de l'atelier**

Écrites, orales, coloniales, nationales, textuelles, audiovisuelles, ... les archives sont omniprésentes dans le domaine des études africaines et ont donné lieu à des débats – sur

leur accès, leur traitement, leur conservation, leur utilisation scientifique – dont les précédentes éditions des REAF se sont fait l'écho. Le travail de recherche produit également des archives : notes prises sur le terrain, transcriptions de textes oraux, brouillons de communication, bibliothèque de travail, documents confiés par des tiers... Le guide de l'AMUE (Agence de mutualisation des Universités et établissements d'enseignement supérieur et de recherche) les classe en trois catégories : archives issues du travail de recherche (en laboratoire, sur le terrain, en bibliothèques...), archives consignnant les résultats de la recherche et archives relatives à la réception de ces résultats. Ces archives conservées par les familles ou dans les laboratoires, quand elles ne sont pas versées à des bibliothèques, constituent une source d'informations primaires autant qu'un matériau pour l'épistémologie des recherches africanistes. Pourtant, comme le souligne Muriel Lefebvre, elles restent un « patrimoine scientifique peu exploré » (Lefebvre, 2015). Leur matérialité encombrante – cartons empilés dans un bureau, classeurs poussiéreux – est souvent plus visible que leur intérêt scientifique. Ce sont à ces archives et aux questions qu'elles posent en termes d'accès, de traitement et de valorisation, que sera consacré cet atelier.

\*\*\*

## Relire l'histoire de la décolonisation à travers les archives de chercheur.euse.s africanistes : réflexions à partir du cas du Congrès International des Africanistes (1962-1991)

**Laura Royer**

Cette communication propose une réflexion préliminaire sur deux aspects des archives de chercheur.euse.s africanistes, en lien avec mon travail de recherche doctorale sur l'histoire du Congrès International des Africanistes (1962-1991).

D'une part, je suggérerai d'élargir la définition et la catégorisation des archives africanistes évoquées dans la proposition d'atelier, en y intégrant les archives liées à (A) l'organisation, (B) la collectivisation, (C) et la mémorialisation du travail savant. Le Congrès International des Africanistes a rassemblé des chercheur.euse.s du monde entier pendant une trentaine d'années, lors de grandes conférences africanistes organisées dans des universités du continent africain, ainsi qu'au cours des réunions préparatoires. L'organisation de ces événements a donné lieu à la production d'un ensemble hétérogène de publications, de documents organisationnels (programmes, lettres, discours, rapports, articles de presse, photos, etc.), ainsi que de mémoires publiées ou orales. À travers cet exemple, je chercherai à montrer la diversité des archives africanistes – et à inclure des formes non liées à l'acte (intellectuel et individuel) de recherche, mais cependant essentielles pour comprendre la nature et les enjeux du travail savant au XXe siècle.

D'autre part, et me fondant sur les sources présentées plus haut, je discuterai du potentiel des archives africanistes pour l'écriture de l'histoire de la décolonisation et des indépendances africaines. En effet, si les archives africanistes produites avant les années 1960 ont déjà été régulièrement mobilisées dans l'historiographie coloniale, les archives

scientifiques post-coloniales ont été peu explorées. Or, les indépendances africaines ont donné lieu à l'établissement de nombreuses nouvelles institutions savantes et éducatives, ainsi qu'à des politiques d'africanisation des structures existantes dès la fin des années 1950. L'histoire de la décolonisation des savoirs commence ainsi, d'un point de vue institutionnel et collectif, au moment des indépendances. Elle s'est jouée à l'échelle nationale, mais également internationale, à travers des débats et des conflits entre chercheur.euse.s, portant par exemple sur la légitimité des savant.e.s européen.e.s à produire des savoirs sur l'Afrique, ou sur la nature et l'utilité des savoirs pour les États post-coloniaux – débats dont le Congrès International des Africanistes s'est fait l'écho. Se plonger dans les archives africanistes post-coloniales permet ainsi de retracer une histoire de la décolonisation et des indépendances africaines du point de vue des savant.e.s et des intellectuel.le.s.

## Les archives africanistes de la BULAC

**Marine Defosse**

À son ouverture en 2011, la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC) est déjà l'héritière d'archives de chercheurs ou d'institutions africanistes (André Basset ; Charles et Vincent Monteil ; Afrique et langages), cédées dans le cadre de legs ou dons de bibliothèques pouvant regrouper tout à la fois ouvrages, périodiques et papiers. Depuis, elle s'est enrichie d'autres corpus aux composantes variées (papiers personnels de chercheurs ; notes et retranscription de terrain ; documents de travail universitaire ; travaux préparatoires ; correspondances ; photographies...) et couvrant des disciplines diverses (histoire contemporaine ; géographie rurale ; littérature ; linguistique africaine ; islamologie). Ce patrimoine reste cependant méconnu en raison d'un signalement limité (pré-inventaires de certains fonds) et épars (descriptifs publiés sur le CCFr, le site de la bibliothèque, le Carreau de la BULAC et la plateforme Defter, inscription prochaine de ces ensembles sur Calames). L'invisibilité de ces sources est aussi le révélateur des difficultés liées au traitement et à la mise à disposition de ces documents pour un grand établissement spécialisé dans la recherche aréale en sciences humaines, dont la politique de gestion de ce patrimoine archivistique a évolué au fil du temps. Elle pose enfin la question épineuse des frontières de l'archive en bibliothèque où livres, tirés à part, articles de revues se mêlent aux sources primaires et où il est complexe de les dissocier. Dans ce contexte, la BULAC tente malgré tout de faire connaître et de valoriser ces ressources, proposant un accès privilégié de ces corpus aux chercheurs, l'étude de ces fonds inexplorés nourrissant la recherche africaniste tout en permettant au bibliothécaire de progresser dans l'élaboration d'inventaires et la meilleure connaissance de ses collections.

Après un tour d'horizon des différents lots d'archives en présence, l'exploration de corpus particuliers mettra en avant les pistes ou stratégies qui pourraient être menées pour les faire connaître, de la mise à disposition individuelle pour des recherches ponctuelles à l'élaboration de projets structurés et portés par des financements extérieurs (CollEx-Persée, Biblissima, ANR).

## Accompagnement de la recherche : faire revivre les morts, ou comment traiter des fonds de chercheurs disparus (CollEx-Persée, Biblissima, ANR)

**Odette Ambouroué**

**Jeanne Zerner**

Concrètement, lorsqu'un chercheur décède sans avoir pris la peine de trier tout son matériel scientifique – ce qui arrive la majeure partie du temps, les équipes qui récupèrent ledit matériel se retrouvent face à une succession de dilemmes qui peuvent rendre très épineux l'archivage des données scientifiques afférentes. Au sein de l'atelier, nous nous proposons de présenter l'itinéraire et les difficultés que nous rencontrons pour faire revivre et valoriser le matériel scientifique de nos chercheurs disparus de la réception des cartons à l'archivage. Les fonds reçus récupérés sont souvent un bric-à-brac mêlant correspondance et dossiers personnels, articles et ouvrages hétéroclites, bandes sonores, cassettes et disquettes, cahiers de terrain, photos et notes de lecture... constituant un casse-tête chinois quant au choix des documents à archiver, à donner ou même à jeter. Au-delà des ayants droit, les partenaires scientifiques, associatifs, ou autres à prendre en compte constituent également une « variable » non négligeable dans le traitement des fonds.

### Les archives de Lilyan Kesteloot à l'UCAD

**Mbaye Gueye**

**Modibo Ibrahima Kanfo**

Lilyan Kesteloot a été une figure éminente de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), en tant que chercheuse, enseignante et directrice de recherches à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) ; elle partageait son temps entre le département de Lettres modernes de l'UCAD et l'IFAN et où elle avait son bureau. Ses archives, composées pour l'essentiel de correspondances, brouillons et notes ainsi que d'une importante collection d'enregistrements audio et de transcriptions de traditions orales africaines qu'elle avait elle-même collectées, constituent un patrimoine scientifique peu exploré, fondamental pour l'épistémologie des recherches africanistes.

Cette communication s'appuie sur des travaux antérieurs menés à l'UCAD, en premier lieu ceux du Professeur Mamadou Ba, qui souligne son rôle majeur dans la formation et l'encadrement à l'UCAD et la valorisation des études africanistes. Nous examinerons les enjeux d'accès, de conservation, de traitement, de matérialité, ainsi que les questions éthiques et juridiques que soulèvent ces archives encore largement méconnues. Cette présentation vise à contribuer à la valorisation de ce patrimoine scientifique fondamental pour l'histoire des savoirs africanistes.

## Repenser les frontières de la recherche africaniste à travers l'archive de la médiatrice culturelle et traductrice Erica de Bary (1907-2007)

**Laurel Braddock**

Le fonds d'archives d'Erica de Bary, auteure, traductrice et médiatrice culturelle allemande, acquis par l'Institut für Asien- und Afrikawissenschaften (IAAW) de Berlin, constitue un ensemble exceptionnel pour l'histoire intellectuelle et littéraire des relations entre l'Allemagne et le continent africain. Composé de journaux de voyage, poèmes, correspondances, photographies et manuscrits de traduction, ce fonds éclaire le rôle central d'Erica de Bary dans la diffusion de la littérature africaine en Allemagne de l'après-guerre. Bien qu'elle ne soit pas une chercheuse au sens académique du terme, son parcours invite à élargir la notion même de « chercheur-se africaniste ». Son activité de traductrice – notamment des œuvres de Léopold Sédar Senghor, Léon-Gontran Damas, Jean-Joseph Rabéarivelo ou Birago Diop – et ses échanges avec de nombreux intellectuels et dissidents anticoloniaux africains et diasporiques, rencontrés à Paris dans les années 1940, témoignent d'un engagement intellectuel et politique singulier. Ses archives révèlent aussi la complexité genrée et hiérarchique du champ africaniste en Allemagne, en particulier à travers sa relation avec Janheinz Jahn, figure reconnue des études africaines, dont elle fut à la fois inspiratrice et collaboratrice. Il faut aussi signaler que ses premières rencontres avec ces intellectuels et hommes de lettres (ce n'était que des hommes) africains ont eu lieu dans un contexte où nous ne pouvons-nous empêcher de nous demander si elle-même y voyait certaines contradictions par rapport à sa position et responsabilité politique : en effet, elle habitait Paris dans les années 1940s parce que son mari était dans la Wehrmacht, Paris étant alors sous l'occupation Nazi.

Cette communication proposera une réflexion sur trois plans :

1. la revalorisation des archives de figures marginales ou « non académiques » dans l'histoire des études africanistes ;
2. la matérialité et les difficultés d'accès du fonds (écrits manuscrits difficile à déchiffrer, lacunes dans la correspondance) ;
3. l'ambiguïté éthique résultante d'un engagement politique anticolonialiste qui semblerait pourtant éviter les questions de responsabilité individuelle pendant le Troisième Reich.

Explorer les archives d'Erica de Bary, c'est ainsi interroger la frontière entre écriture littéraire, traduction et production scientifique africaniste.

## Exploration du fonds Gilles Carpentier

**Thomas Szapinar**

La communication que je me propose de faire dans le cadre de l'atelier *Archives de chercheurs. ses africanistes : un patrimoine scientifique* à explorer s'articule à l'exploration que j'ai effectuée du fonds Carpentier. Ce fonds consiste en quatre *cartons empilés dans un[e*

*cave*] et contient les documents que la compagne de feu Gilles Carpentier, éditeur au Seuil entre 1979 et 2003, a jugé utile de conserver lorsqu'il a disparu.

Peut-on considérer qu'ils constituent un matériau qui est éligible à une communication dans le cadre de l'atelier que vous proposez aux REAF? À priori, non, étant donné qu'il ne s'agit pas des archives d'un.e chercheur.euse. Je pense pourtant qu'ils peuvent y trouver une place, en ce sens que l'esprit de l'appel à contribution me semble être d'ouvrir un segment de nature réflexive sur les savoirs liés au continent africain, vu l'entrée par la question du *discours produit sur « l'Afrique »*, plutôt que la question du *discours étant produit par « l'Afrique »*. Or le fonds Carpentier dispose d'une puissance heuristique indéniable dans cette perspective : il est celui qui, durant deux décennies, en tant que « référent Afrique du Seuil » (Ducournau, 2017), a d'une certaine manière défini ce qu'était la littérature « africaine » en français par l'acte de choisir les textes qui franchiraient le stade du manuscrit à la maison du Seuil, principale maison installée qui édita ces textes sur la période. Ce faisant, en tant que gatekeeper de la littérature (Shoemaker & Vos, 2008), il a joué un rôle dans la définition de ce qu'est « l'Afrique » dans les imaginaires des lecteurs de « ses » auteurs (théorie de la réception). Partant, il constitue, au même titre que les chercheur.euses qui produisent du discours sur, un matériau pour l'épistémologie des recherches africanistes dans le domaine littéraire.

Outre une présentation du fonds en soi, l'axe qui m'intéresse tout particulièrement, dans l'appel à contribution, parce qu'il résonne avec certains de mes questionnements, est celui de l'éthique. Telle que je la pense actuellement, ma présentation consisterait à présenter trois problèmes de cette nature : la question des translocations d'archives africaines apparaît dans l'archive de Carpentier ; celle de la balance entre intérêt heuristique et vie intime des personnes civiles qui sont autrices ; et le problème des exigences des propriétaires des archives, qui cherchent à influencer la recherche.

## Matérialités de l'archive Janheinz Jahn et ses perspectives sur la Négritude

**Susanne Gehrman**

**Sylvère Mbondobari**

**Ana Carolina Coppola**

L'archive du publiciste et traducteur Janheinz Jahn (1918-1973) englobe des correspondances avec plus de 600 auteurs africains et afrodiasporiques mais aussi avec des maisons d'édition et des institutions, des scripts non publiés, la collection des critiques parues sur son œuvre et ses traductions, des émissions radiophoniques, des photographies... Dans notre présentation à trois, S. Gehrman va d'abord présenter l'histoire de la mise en place et conservation de l'archive et donner un aperçu de son fonds matériel. S. Mbondobari et A.C. Coppola vont ensuite présenter leurs recherches sur les auteurs de la Négritude effectués dans le cadre d'un projet qui implique les universités

d'Ibadan, Bordeaux Montaigne et HU-Berlin (subventionné par la fondation Alexander von Humboldt).

Pour des raisons opportunistes, Janheinz s'est souvent présenté comme continuateur de l'œuvre de Leo Frobenius. Fier, il annonce à Léopold Sédar Senghor que son ouvrage paraîtra « chez le même éditeur de [sic] Frobenius et comme suite de son œuvre ». En réalité, il recherche surtout une filiation avec Senghor lecteur et admirateur de Frobenius. Dans la présentation de S. Mbondobari, l'accent sera mis sur les affinités intellectuelles et idéologiques entre le journaliste et traducteur allemand et le chantre de la Négritude Léopold Sédar Senghor à partir d'une exploitation des échanges épistolaires. La présentation d'A.C. Coppola mettra en avant les perspectives de Senghor et de Jahn sur Frobenius. En examinant leurs motivations et réticences respectives vis-à-vis de l'ethnologue allemand, l'analyse met en lumière un différend entre eux resté jusqu'ici inconnu et inexploré.

La mise en valeur du fonds d'archive de Jahn permet d'interroger non seulement les enjeux de la traduction d'une langue à l'autre, mais aussi les décalages entre la genèse des concepts, leur réception et leur appropriation par les acteurs intellectuels et politiques.

\*\*\*

## A7 - Artistes et chercheurs sur les scènes africaines : collaborations, créations et croisements

**Alice Degorce**

**Katrin Langewiesche**

### Présentation de l'atelier

Les collaborations entre artistes et chercheurs connaissent une forte intensification depuis plusieurs années (Baracchini et al. 2021, Bénéï 2019, Ingold 2013, Müller et al. 2017, Ouédraogo 2021, Pussetti 2018, Rikou et Yalouri 2018, Schneider 2017, Schneider et Wright 2013). Ce panel a pour objectif d'interroger les articulations actuelles entre sciences sociales et arts de la scène sur des terrains africains ou diasporiques, en entendant le champ des arts de la scène, ou des arts vivants, dans toute sa diversité (de façon non exhaustive : théâtre, danse, cirque, musique, chant, performances, créations sonores, poétiques, rap, slam, ...).

Dès les années 1980, ces liens ont été explorés à propos du théâtre dans des recherches portant sur l'Afrique, avec les travaux de Fabian au Zaïre (Fabian 1985), ou avec ceux de Victor Turner sur le rituel (Turner 1982). Si les collaborations entre sciences sociales et théâtre ont continué à être pensées, notamment à travers le théâtre-forum ou le théâtre pour le développement, de nombreuses autres pratiques artistiques scéniques ont été le lieu de croisements avec la recherche. Dominique Malaquais a ainsi exploré les liens entre sciences sociales et performance, dans leur relation à l'engagement politique (2022, 2025).

Il s'agira d'interroger la manière dont ces collaborations se mettent en place actuellement, en lien avec cet élan des projets de recherche-crédation, et comment sciences et arts s'articulent autour des spécificités des arts de la scène sur les terrains africains. Comment

ces collaborations influencent-elles les résultats de la recherche-crédation ? Comment recherche et création artistique s'entrelacent-elles et interagissent-elles dans ce type de processus ? Une attention particulière sera ainsi portée sur la méthodologie adoptée, en mettant l'accent sur les co-constructions et les spécificités propres à chaque projet, ainsi que sur les intentions artistiques et les questions de recherche développées. L'un des fils conducteurs de ce panel visera ainsi à interroger les spécificités de ce type de création dans les Afriques (continentale et au-delà).

\*\*\*

### **Bani-Volta. Expérience dialogique artistes/chercheur.ses, production de récits et de savoirs dansés sur la violence (post)coloniale**

**Sarah Andrieu**

**Bienvenue Bazié**

**Sarah Bouyain**

**Isabelle Launay**

**Sandra Nogry**

**Jean-Bernard Ouédraogo**

Issu d'un dialogue entre un artiste chorégraphique, une vidéaste et quatre chercheur.ses en sciences humaines et sociales (anthropologie et études en danse), le projet de création et de recherche Bani-Volta s'inscrit dans une double actualité. Il rejoint, d'une part, des débats anciens mais de plus en plus audibles, tant en Afrique qu'en Europe, sur la question coloniale et ses enjeux politiques contemporains. Il tisse, d'autre part, des liens entre cette guerre du passé (1915-1916) qui sert de point de départ au processus de recherche-crédation et les conflits du présent qui articulent attaques terroristes sans précédents et refus de l'arrogance et des dominations postcoloniales. À l'aune d'une pièce chorégraphique qui interroge et performe non seulement l'archive coloniale mais aussi la transmission orale des récits de cette guerre et d'une série vidéographique qui documente ce projet de recherche-crédation, *Bani-Volta* entend constituer un espace réflexif et dialogique pour penser « en actes » les mémoires de la violence coloniale ainsi que les récits contemporains qu'elle peut faire émerger.

Nous proposons, dans le cadre de ce panel, de retracer brièvement les grandes étapes de ce projet en s'attachant plus particulièrement à déplier les différentes dynamiques collaboratives entre artistes et chercheur.se.s qui lui donne corps. Nous tenterons de mettre en mots les « intéressements réciproques » des un.e.s et des autres, les malentendus (productifs ou non), les logiques d'accordages, les apprentissages mutuels et le processus plus global de « déplacement » qu'implique ce type de projet de recherche-crédation.

**Galope !**

**Alice Degorce**

**Issa Maïga (Bassitey)**

Inspiré des traditions équestres du Burkina Faso, Galope ! allie création artistique et recherche en sciences sociales, et mêle slam, archives sonores, extraits d'entretiens, projection vidéo et photographie. Il part du récit de vie d'un cavalier burkinabè, installé en France depuis une vingtaine d'année et l'un des derniers dépositaires de ces savoirs. Le fil conducteur repose sur les symboliques associées au cheval, aux personnages sociaux des cavaliers et au galop. Dès nos premières recherches artistiques et anthropologiques, ces éléments, et notamment le galop, ont été associés à des représentations ambivalentes sur le terrain. D'un côté, le cheval est en effet lié aux traditions qui entourent la chefferie et le pouvoir. D'un autre, le galop est associé dans les discours recueillis au mouvement, à la liberté au sens large. Ce mouvement est à la fois celui de la course du cheval, mais aussi celui du voyage, de l'aventure. Mais il est aussi celui du politique, d'une société qui bouge et qui évolue. Le galop traverse les parcours de vie des cavaliers, tant au sens propre qu'au sens métaphorique, leurs vies étant marquées par une grande mobilité. Au-delà des individus, le galop du cheval a aussi une symbolique sociale et identitaire forte. Le cheval est ainsi omniprésent dans la société burkinabè, se retrouvant à la fois dans les récits mythiques, les attributs des chefferies, ou encore les symboles de la nation. Dans cet atelier, nous reviendrons sur la manière dont recherche en anthropologie et création artistique s'articulent et se croisent dans ce projet encore en cours, pour coconstruire une méthodologie et un objet communs.

## TIDINIT - Une aventure filmique à la rencontre de la musique et de l'anthropologie

### Sébastien Boulay

Mon intervention partira d'un projet de film documentaire porté en relation avec un musicien autodidacte des camps de réfugiés sahraouis de Tindouf en Algérie. Né en 2019 de la rencontre avec Mahfoudh Ethmane, joueur de tidinit à la notoriété grandissante dans la région ouest-saharienne, ce projet a donné lieu à un premier tournage en mai 2024 à Tindouf et se poursuivra en Mauritanie en 2026.

À partir de différents extraits sous-titrés, mon intervention discutera de la façon dont ce projet a, à la fois, émergé de mes travaux d'anthropologue sur cette musique, à la pratique normalement interdite à des individus comme Mahfoudh Ethmane non-descendants de griots (iggâwen), et nourri mes recherches en cours sur les circulations des artistes engagés entre Nouakchott et Tindouf. Ce projet est à la fois le résultat de nombreuses années de recherche et le moteur de réflexions en cours, en collaboration avec Mahfoudh Ethmane, sur la transmission des savoirs musicaux en contexte d'exile et sur l'émancipation par l'art.

Je reviendrai sur les différentes modalités et difficultés de co-élaboration du projet, autrement dit sur la façon dont mes objectifs de recherche ont rencontré les objectifs de perfectionnement artistique de Mahfoudh Ethmane, pour aboutir à une narration commune.

## Documentaires et performances à la lumière des recherches en art de la scène ou qu'en est-il de la recherche-crédation en Afrique et dans les diasporas ?

**Christine Douxami**

A la lumière de son expérience de terrain en Afrique et en Amérique latine, Christine Douxami exposera des expériences de recherches - création tant de doctorants qu'elle a pu suivre que d'artistes-chercheurs ou encore autour de ses propres recherches-crédations. Elle montrera comment, à partir d'un regard sensible, la recherche peut être portée par des questions parfois peu abordées en sciences sociales qui permettent d'atteindre d'autres types de savoirs en lien avec des domaines tels que la transe, les limites du corps, l'invisible. Or ces éléments sont autant d'interrogations anthropologiques, qu'artistiques qui entrent en résonance à partir d'une démarche de recherche-crédation. S'il est essentiel d'insister sur le fait que toute création performative porte nécessairement en elle des recherches préalables permettant son élaboration, l'inverse est également possible : comment une création performative peut donner jour à des recherches sensibles ? Or la spécificité du lien entre Arts et politiques sur le continent africain et dans les diasporas, rend la question des recherches entre arts et politiques particulièrement riches (DOUXAMI 2011, 2017, 2023, Malaquais 2025). De même, la question décoloniale autour des nouvelles formes théâtrales est particulièrement enrichie par cette méthode.

## Vers une troisième université (post-extractiviste) ?

**Julie Peghini**

L'importance du travail accompli par Dominique Malaquais pour penser « les collaborations, créations et croisements » entre artistes et chercheurs sur les scènes africaines n'est plus à souligner. Comme j'ai pu l'écrire, la clairvoyance des échanges qui trament son dernier ouvrage « Faire art pour faire politique » (2025), tiennent indissociablement à ce que Dominique Malaquais y relaie les arts africains d'être engagés et engageants – qui font humain ensemble : ubuntu – et aux façons dont elle effectue cette passe, suggérant par quelles coopérations à géométrie variable peut s'opérer ce relais.

Cette communication souhaite tout d'abord souligner les enseignements méthodologiques tracés par l'ouvrage. À partir de la figure de Goddy Leye, artiste camerounais décédé qui a fondé en 2003 Art Bakery, un « laboratoire de création contemporaine », à Bonendale, aux portes de Douala. Singulièrement ouvert, cet espace devient rapidement un lieu de formation foisonnant et un « artists' space » collaboratif réceptif à toutes les pratiques artistiques contemporaines, Dominique Malaquais va rencontrer une constellation d'artistes camerounais (Hervé Youmbi, Hervé Yamguen, Justine Gaga, Lamyne M ou plus récemment Snake) puis de toutes les Afriques avec lesquels elle va mener des expérimentations tout aussi politiques qu'utopiques, dans l'esprit du lieu laboratoire voulu par Goody Leye.

Je souhaite aussi revenir sur ma propre expérience de personne engagée dans ce type d'expérimentation. J'ai pu aussi mesurer parfois les difficultés de compréhension entre les démarches des chercheurs et artistes. Loin d'être des échecs, ces difficultés sont des perturbations et des déplacements qui peuvent être très intéressants et qui peuvent générer des processus créatifs. Je reviendrai, avec l'artiste Mega Mingiedi, sur un travail en cours intitulé « Vers une troisième université (post-extractiviste) ? Exploration graphique et performative », qui se nourrit de ces difficultés, autour du thème des savoirs.

### **Cheveux de riz – Résistance, mémoire et transmission dans les salons de coiffure afro à Paris**

**Nico Angiuli**

Le projet Cheveux de riz s'inscrit dans un processus de recherche-crédation consacré aux formes de micro-résistance et d'infrapolitique, que j'ai intitulé Résistance à temps partiel, en référence aux « armes des faibles » définies par l'anthropologue James C. Scott. Ce chapitre de la recherche explore les pratiques des femmes de la « Côte du Riz » (Guinée, Sénégal, Gambie, Sierra Leone, Libéria) qui, avant d'être déportées vers les Amériques, cachaient des grains de riz dans leurs tresses pour préserver un fragment de leur terre natale et assurer leur subsistance. Cette résistance invisible trouve aujourd'hui un écho dans la présence de leurs descendantes à Paris, notamment à Château-Rouge, Saint-Denis et Montreuil, où elles tiennent des salons de coiffure afro. Ces lieux, souvent perçus comme purement économiques, deviennent ici des espaces de mémoire et de transmission, à travers le geste du tressage qui relie symboliquement passé et présent. L'intervention proposée analysera la manière dont coiffeuses et clientes peuvent devenir partenaires et co-autrices, détentrices d'un savoir gestuel et d'une mémoire silencieuse. À travers des rencontres, des enregistrements et des ateliers, Cheveux de riz considère la coiffure comme un acte de transmission et de résistance quotidienne, transformant les salons afro en laboratoires vivants où art, recherche et société s'entremêlent. En dialogue avec Résistance à temps partiel, ce travail interroge les lieux de production artistique, les alliances entre art et pratiques sociales, et la possibilité de construire des processus relationnels et communautaires au-delà de la sphère institutionnelle de l'art.

### **Théâtre et mémoire postcoloniale : une collaboration entre artistes et chercheurs autour de la scène tchadienne contemporaine**

**Adama Moukhtar Sambo**

Cette communication s'intéresse à la dynamique de collaboration entre artistes de théâtre et chercheurs en sciences sociales dans le contexte tchadien contemporain, marqué par un renouvellement des formes scéniques et une réappropriation critique de la mémoire coloniale et postcoloniale. Le projet de recherche-crédation sur lequel se fonde cette étude associe des comédiens, des metteurs en scène et des anthropologues autour d'ateliers de performance et de théâtre documentaire menés à N'Djaména entre 2022 et 2025. L'objectif

est d'explorer comment la scène devient un espace de co-construction du savoir, où le geste artistique et le regard scientifique se nourrissent mutuellement. En s'appuyant sur les principes du théâtre-forum et du théâtre-récit, les participants ont revisité des épisodes de l'histoire récente du Tchad — guerres civiles, mémoire de la colonisation, questions de justice et de réconciliation — pour en faire matière de création collective. La méthodologie adoptée s'inscrit dans une perspective de recherche-action, privilégiant l'observation participante, les entretiens collectifs et la documentation visuelle des processus de création. L'analyse portera sur la manière dont le travail scénique transforme la posture du chercheur, l'impliquant comme acteur du processus de création et producteur de sens partagé. Cette contribution entend ainsi interroger les potentialités du théâtre comme laboratoire de connaissance sociale et comme outil de reconstruction symbolique dans les Afriques contemporaines. Elle mettra en lumière les conditions concrètes de cette collaboration entre arts et sciences, ses défis méthodologiques et ses apports épistémologiques à la recherche-crédation.

### **Le théâtre populaire tchadien comme espace de critique sociale et de recherche participative (1980–2025)**

**Ibrahim Bourma Ahmat**

Cette communication se propose d'analyser le théâtre populaire tchadien comme un espace de dialogue entre création artistique et recherche en sciences sociales. Depuis les années 1980, plusieurs troupes théâtrales tchadiennes ont émergé dans les villes et les milieux ruraux, abordant des thématiques sociales telles que la guerre, la pauvreté, la corruption ou les inégalités de genre. Ces formes d'expression, souvent issues du théâtre-forum ou du théâtre pour le développement, constituent de véritables laboratoires de recherche participative où artistes, chercheurs et communautés locales co-construisent des savoirs sur la société tchadienne contemporaine.

À partir d'exemples concrets recueillis à N'Djamena et dans d'autres régions, cette étude interroge la manière dont le théâtre populaire contribue à une critique sociale et à une transformation des représentations collectives. Elle s'intéresse également aux méthodologies collaboratives mises en œuvre dans ces expériences, notamment à travers les interactions entre performeurs et chercheurs. En articulant art et science, cette communication vise à montrer comment la scène tchadienne devient un espace de production de connaissance et d'émancipation sociale au sein des Afriques contemporaines.

### **Exister, résister ou ré-exister ? Les politiques actuelles de la santé et les espaces scéniques des performances orales au Burkina Faso et en Italie**

**Elisabetta CANNAS**

Les politiques sanitaires actuelles au Burkina Faso valorisent la médecine traditionnelle en conservant uniquement la pharmacopée et en excluant les rituels. Cela témoigne d'une

« fièvre occidentale » ! En effet, émerge une déstructuration sociale<sup>1</sup> plutôt qu'un métissage de savoirs et de savoir-faire. Les arts performatifs, qui donnent forme à la pensée collective et à la souffrance sociale, intègrent en leur sein le rituel, tant pour conserver la tradition que comme soin capable de transformer la crise en expérience culturelle collective.

En tant qu'ethnocliniciens, nous réfléchissons sur le mal-être identitaire en observant les dynamiques de soin qui se déclenchent en relation avec la géopolitique du lieu.

Cette situation nous dirige vers l'observation des griots, au Burkina Faso et dans la diaspora en Italie, en tant que médiateurs et gardiens des mémoires collectives. Il ressort que le contenu oral suit des logiques connues<sup>2</sup> tandis que l'espace scénique varie entre les griots au Burkina Faso, chargé d'objets actifs<sup>3</sup> de la tradition, et ceux des griots en diaspora en Italie, qui, quant à eux, se dépouillent complètement.

La première question est la suivante : le contenant scénique parle-t-il autant que le contenu oral ? C'est ainsi que nous commençons à observer et à documenter ces espaces liminoïdes<sup>4</sup> à travers l'analyse topologique de la performance et de la politique des espaces de Fischer-Lichte<sup>5</sup>, en suivant la théorie décoloniale de Fanon. De là naissent d'autres interrogations : ces scènes artistiques sont-elles des espaces politiques et thérapeutiques où la tradition est mise en avant comme forme de lutte et de résistance, ou bien sont-elles des espaces nus, ouverts au dialogue et au métissage comme forme de nouvelle ré-existence ?

## Épidémies et créations : renforcer la sensibilisation par l'art et la science

**Marie Yvonne Curtis**

**Macky Tolno**

**Amadou Tidiane Barry**

**Dinimba Béavogui**

**Moustapha Keïta-Diop**

Depuis deux ans, une équipe de chercheurs (doctorants et titulaires de master) intervient dans le cadre d'un programme en sciences sociales et santé globale pour réaliser des ethnographies sur les dynamiques des acteurs impliqués dans la surveillance des épidémies, ainsi que sur les relations entre l'homme, l'animal et l'environnement dans le cadre de la prévention des maladies zoonotiques. Depuis un an, les chercheurs rapprochent leurs travaux des techniques, outils et champs artistiques afin d'enrichir leurs connaissances et d'intégrer celles des artistes et artisans locaux. Cette démarche vise à favoriser une meilleure compréhension de la santé selon l'approche One Health et à développer une sensibilisation participative.

---

<sup>1</sup> Fanon F. 1952 et 1961.

<sup>2</sup> *Africultures*, 61,4,2004.

<sup>3</sup> Nathan T., Stengers I., 1995.

<sup>4</sup> Turner V., 1982.

<sup>5</sup> Fischer-Lichte E., Wihstutz B., 2013.

Cette communication mettra en lumière les méthodologies adoptées pour établir un dialogue entre les sciences et la création artistique. En outre, elle présentera les résultats des recherches-créations menées en collaboration avec :

1. Un groupe de musiciens peuls, les « Nyamakala » qui chantent les hauts faits de l'histoire de leur village tout en mettant en valeur des personnalités locales. Ils ont accepté de participer à la sensibilisation pour prévenir les risques liés aux maladies zoonotiques dans leur environnement.
2. Un groupe de jeunes rappers (âgés de 15 à 20 ans) de Sangarédi, un village dont l'environnement a été transformé par l'exploitation minière, et qui subit les impacts sur la santé des habitants.
3. Un groupe d'écoliers d'un district de Haute Guinée, avec lequel des photographes, peintres et dessinateurs recueillent leurs perceptions de certaines maladies zoonotiques présentes dans leur environnement.

L'objectif des chercheurs en sciences sociales est d'élargir les moyens de rendre leurs travaux plus accessibles aux populations avec lesquelles ils collaborent.

\*\*\*

## A8 - Au nom et au-delà de l'amitié : comprendre les rapports sociaux de sexes, d'âges et les solidarités interpersonnelles outremer

**Delphine Durand Sall**  
**Camille Van Deputte**

### Présentation de l'atelier

Nos recherches en Afrique de l'Ouest, nous ont amenées à repenser l'amitié au-delà d'une relation libre de choix, égalitaire et désintéressée. A Korhogo (Côte d'Ivoire), une affinité exceptionnelle peut s'imposer à deux femmes, avec ou sans écart d'âge, qui décideront de sceller leur relation par l'échange ostentatoire de biens (Van Deputte, 2023). A Saint-Louis (Sénégal), des jeunes hommes célibataires deviennent les dépendants de femmes plus âgées, recevant de la nourriture en retour de divers services rendus (Durand Sall, 2025). Pendant longtemps amitié et parenté ont été mises en opposition ; la première serait « volontaire, optionnelle et flexible » et la seconde « involontaire, inévitable et immuable » (Fortes, 1969 :63). Pourtant, la parenté implique des choix autant que l'amitié suit des prescriptions (Bell & Coleman, 1999). L'attachement de l'anthropologie africaniste à considérer la parenté comme un principe d'organisation sociale a relégué au second plan l'intérêt pour d'autres liens. En conséquence, à un niveau ethnographique, les liens de parenté entre deux personnes sont soulignés aux dépens d'autres aspects de leur relation. A un niveau analytique, l'amitié reste subordonnée à la parenté, sans que ces logiques propres soient pleinement explorées (Killick & Desai, 2010).

Les études africanistes se sont concentrées sur d'une part l'amitié acquise par socialisation quotidienne, souvent dans des espaces homosociaux, et d'autre part l'amitié institutionnalisée (*formal friendship*) faisant l'objet d'une contractualisation rituelle. Or, en abordant l'amitié à travers les expériences vécues, une diversité de liens est mise au jour incarnant divers degrés de proximité et d'affectivité. Loin d'être seulement privée ou interpersonnelle, l'amitié participe à la construction des identités des personnes, en s'appuyant sur d'autres distinctions telles que l'âge, le genre, la classe sociale, le statut marital, la religion ou l'ethnicité. A la fois normée et normative, elle s'avère être révélatrice d'autres rapports sociaux (Guichard, Grätz & Diallo, 2014).

Ce panel propose de comprendre autrement les relations d'amitié sur le continent africain :

- 1) Depuis les rapports sociaux de sexes et d'âges, comment l'amitié transcende, reconfigure ou confirme les rapports préexistants ; inversement comment ces rapports traversent les formes d'amitiés tissées entre les personnes ?
- 2) Depuis la substance des liens sociaux, comment et pourquoi les personnes s'engagent dans des relations avec des non-apparentés où sont en jeu de la dépendance, des obligations, de la solidarité, des attentes normatives et des affects ? ; inversement comment l'amitié se distingue des autres modalités relationnelles à disposition ?

\*\*\*

## Landscapes of Friendship: Negotiating Social Ties and Urban Space in Cairo

**Noa Jacobs-Latreche**

This paper explores how youth in Cairo create, sustain, and negotiate friendships within a rapidly transforming urban landscape. Drawing on ethnographic fieldwork and participatory methods such as mental mapping and photography, the study conceptualises *landscapes of friendship*—the spatial configurations and shared activities through which friendships are formed and maintained. It examines friendship as a socially embedded and spatially enacted practice. Often seen as flexible and voluntary, friendship in practice carries obligations, power imbalances, and strategic significance. In Cairo, friendships are shaped by gender, age, class, and spatial access. They are not free of hierarchy: beauty, style, education, and social capital influence how power is distributed and exercised. Friendship offers space for hope, intimacy, and transformation, but can also perpetuate inequalities and serve as a site for monitoring and control. In a city where public space is increasingly privatised and leisure fortified, the built environment decisively influences where and how friendships unfold. For some, Cairo is a playground for sociability; for others, a landscape of exclusion. The research examines how youth creatively repurpose infrastructural voids and negotiate gendered, classed and spatial constraints to carve out ephemeral zones of togetherness. By centring friendship as both a method (Tillmann-Healy, 2003) and a subject of inquiry, the paper

contributes to a relational and spatial understanding of social ties. It considers friendship not as an idealised category but as a lived, embodied, and contested social form through which broader questions of urban life and political possibility can be examined.

### Parenté, amitié et affaires : les matériaux des relations reliant Dakar et sa diaspora

**Chelsie Yount**

Les travaux sur la parenté ont traité les liens du sang et d'affinité comme distincts de l'amitié, ou en un sens « plus que » celle-ci, laissant largement inexplorés leurs recoupements. Dans cet article, j'examine les amitiés qui se nouent entre certains membres d'une même famille et qui constituent le fondement de relations commerciales axées sur le transport de marchandises d'Europe vers le Sénégal par conteneur. À partir d'un travail de terrain mené auprès des expéditeurs de marchandises en France et de leurs destinataires à Dakar, ainsi qu'auprès de coursiers sénégalais organisant le transport de conteneurs, cet article analyse les amitiés au sein des familles sénégalaises qui donnent lieu à des collaborations commerciales entre membres d'une même famille, hommes et femmes.

Au Sénégal, les familles sont larges et souvent transnationales. Les inégalités d'opportunités (et d'accès aux biens) liées à la vie sur différents continents divisent les familles sénégalaises, influençant la circulation des ressources. Mais au Sénégal, plutôt qu'un problème à résoudre, les inégalités sociales (qu'elles soient géographiques, économiques, de caste, de genre ou d'âge) peuvent être perçues comme des opportunités de complémentarité. J'explore comment les notions de complémentarité asymétrique sous-tendent les relations d'affaires entre les Sénégalais de Dakar et de sa diaspora. S'interroger sur la manière dont la parenté peut aussi être une forme d'amitié révèle comment certaines relations entre parents transnationaux peuvent constituer une base logique pour une collaboration commerciale.

### Quand les amitiés se tendent : ressources féminines et confidences risquées à Nosy Be, Nord-Ouest de Madagascar

**Lola Rolland**

Cette communication analyse un ordre de l'intime, entendu comme des pratiques discursives entourant la vie privée, ici la vie affective, sexuelle et conjugale des femmes à Nosy Be (Nord-Ouest de Madagascar). Elle interroge les effets de cet ordre de l'intime sur les relations amicales féminines. L'intimité est pensée comme un phénomène discursif qui prend sens à travers son contexte (Besnier 2015), associant le « transfert d'une information confidentielle et potentiellement nuisible » et des « liens étroits et durables entre deux personnes » (Zelizer 2005). À partir du cas de deux amies confrontées à des difficultés conjugales, cette communication examine la gestion des relations amicales féminines dans leurs tensions : à la fois nécessaires et socialement risquées.

Dans un contexte de sexualité transactionnelle, les usages légitimes de corps féminin (Tabet 2004) véhiculent des notions d'honneur qui imposent une gestion cruciale de la réputation. Lors des conversations entre amies et/ou voisines, l'exhibition comme la dissimulation des éléments de leur vie privée suivent une logique tenant à la construction d'une image sociale de soi. Ces interactions reproduisent et définissent une « bonne » féminité hétérosexuelle (Cameron 1997 : 59). Les confidences portent souvent sur les ressentis personnels et les moments de doute. S'il s'agit d'apporter du soutien et du réconfort, les conseils doivent rester mesurés, sous peine d'être accusée de manipulation. La proximité affective présente un risque (Geschiere 2013) : les femmes se méfient des trahisons, tandis qu'époux et familles réproouvent l'influence des paires et la « contagion » des mauvais comportements. Les relations amicales apparaissent instables, encadrées par des règles implicites articulant la parole intime aux normes de féminité liées à la conjugalité. Pourtant, elles demeurent des ressources cruciales, notamment en période de crise, dans un contexte où la résidence post-maritale virilocale éloigne les femmes de leur soutiens familiaux.

Ce travail repose sur un terrain de vingt-deux mois d'observation ethnographique dans l'archipel de Nosy Be, dans une perspective articulant une analyse des rapports de genre, de parenté et les émotions. À l'appui de cette enquête au long cours, la communication montre comment se « fait » l'intimité et se négocie l'amitié, au croisement des interactions et des normes. L'ordre de l'intime reste contraignant pour les femmes, quand bien même elles y négocient leur image sociale et y trouvent des ressources amicales. Ces relations, inscrites dans des cercles sociaux plus larges, exposent les femmes à des contraintes de genre spécifiques et contribuent à la reproduction d'un ordre social genré.

### Les amies de nos pères. Amitié, âge et parenté chez les Bassari de Guinée.

**Laurent Gabail**

Les Bassari disposent d'au moins six appellatifs différents, distincts de la terminologie de parenté, pour qualifier des relations qu'on pourrait approximativement traduire par amitié. Cette profusion d'appellatifs tient à la prise en compte à la fois du critère de genre (même sexe, sexe différent) et à celui de l'âge (même âge, âge différent) dans une société qui segmente les âges de la vie au moyen de classes d'âge initiatiques. Dans cette communication, je voudrais proposer un panorama d'ensemble de ces relations et focaliser plus spécifiquement sur trois d'entre elles : *nyapra*, *mbanyira* et *endyam*. Ces trois relations ont en commun de lier des hommes et des femmes, mais elles se nouent, dès l'adolescence et jusqu'à la fin de la vie, entre des personnes d'âge bien spécifique : au sein de la même classe d'âge (*nyapra*), entre classes consécutives (*mbanyira*) et entre classes alternes (*endyam*). Surtout, ces relations se distinguent en ce qu'elles supposent des relations d'échange plus ou moins formalisées, en ce qu'elles permettent ou proscrivent la sexualité, ou encore en ce qu'elles prennent une forme élective ou collective. En m'attachant à montrer comment ces trois modalités de relation entre hommes et femmes se déploient au

fil du temps, je chercherai à montrer ce qui les rapproche et les distingue des relations de parenté entre frère et sœur et entre conjoint et épouse.

\*\*\*

## A9 - Boko Haram dans la littérature et le cinéma nigériens

**Cédric Courtois**  
**Vanessa Guignery**

### Présentation de l'atelier

Ce panel propose d'examiner la manière dont les écrivain·e·s nigérien·e·s abordent les violences liées à Boko Haram, en mettant en lumière la diversité des formes – poésie, roman, théâtre – et des modes de narration. De Wole Soyinka à Wole Oguntokun, en passant par Ogaga Ifowodo, Ben Okri et Helon Habila, les contributions interrogent les formes d'expression du traumatisme, du fanatisme religieux et des violences faites aux femmes. Elles examinent également les enjeux éthiques, esthétiques et politiques soulevés par ces textes, ainsi que leur circulation à travers la traduction et la performance.

\*\*\*

### Pourquoi ton Dieu a-t-il besoin d'un fusil ? : D'un fanatisme à l'autre dans le paysage littéraire nigérien

**Christiane Fioupou**

« 'Why Does Your God Need a Gun' / « Pourquoi ton Dieu a-t-il besoin d'un fusil » ? » est le titre du poème récent (2025) d'Ogaga Ifowodo tiré du recueil (à paraître) *Lamentation for Leah* – composé du point de vue des filles de Chibok et de Dapchi enlevées par le groupe islamiste Boko Haram en 2014 et 2018. Cette communication propose une rapide mise en perspective de la montée des fanatismes religieux au Nigeria, leur violence brute ou leurs ravages sournois vus à travers quelques œuvres de Wole Soyinka, depuis les pièces satiriques *Jero's Metamorphosis* (1973) et *Requiem for a Futurologist* (1985) jusqu'à son long poème *A Humanist Ode for Chibok, Leah* (2019) et son roman *Chronicles From the Land of the Happiest People On Earth* (2021). Sera également examiné comment, pour dénoncer ces déchaînements d'atrocités et de haine, divers genres littéraires – théâtre et poésie mais aussi roman et essai – se font écho et se complètent chez des auteurs représentant plusieurs générations d'écrivains nigériens, notamment Wole Soyinka, Wole Oguntokun (*The Chibok Girls: Our Story*, 2015), Ogaga Ifowodo et Soji Cole (*Embers*, 2018).

### Les Filles de Chibok: notre histoire de Wole Oguntokun, le théâtre du traumatisme à l'épreuve de la traduction

**Marianne Drugeon**  
**Florence March**

Dramaturge et metteur en scène nigérian, Wolé Oguntokun écrit en 2015 *The Chibok Girls: Our Story*, qu'il crée la même année à Lagos, ce qui le contraindra à s'exiler au Canada où il meurt prématurément en 2024. La pièce dramatise l'enlèvement, par le groupe terroriste Boko Haram, de 276 lycéennes de Chibok, au nord-est du Nigéria, dans la nuit du 14 avril 2014. Inspiré de témoignages authentiques de victimes ayant survécu à leur enlèvement et de membres de leurs communautés, ce texte polyphonique revient sur les événements qui ont conduit à un niveau de criminalité sans précédent dans la région et sur leurs conséquences. Si l'acte 1 adopte une structure conventionnelle, composée de scènes au déroulement linéaire, l'acte 2 se déploie sous la forme fragmentée de vingt monologues, poèmes en vers libres qui ne coïncident pas forcément dans le temps et l'espace, portés par une multiplicité de voix et de points de vue qui diffractent le récit et disent la violence de Boko Haram, l'abandon par le gouvernement nigérian des victimes et de leurs familles, la frustration et le besoin de reconstruction. Formellement audacieuse, passant du mode dramatique au mode épique, *The Chibok Girls* se situe à la croisée du théâtre documentaire, du théâtre de l'urgence, du *In-Yer-Face* ou *In-Yer-Ear*, catégories que cette pièce-laboratoire revisite. Théâtre témoignage, qui reconstruit toujours la parole rapportée, le texte d'Oguntokun questionne sa propre légitimité, intégrant au projet scénique des victimes silencieuses et masquées. La communication sera l'occasion d'explorer les modalités éthiques et esthétiques de cette pièce du traumatisme à partir de notre expérience de traduction et de mise en voix pour un public français.

*Les Filles de Chibok : notre histoire* a bénéficié du soutien de la Maison Antoine Vitez, centre international de la traduction théâtrale, et a été publiée dans la collection « Nouvelles Scènes » des Presses Universitaires du Midi en 2024.

## Boko Haram and Women abduction as portrayed by Wole Soyinka, Ben Okri and Helon Habila

### Koumagnon Alfred Djossou

In Maiduguri in 2002, in the northern regions of Nigeria, an armed and Islamist movement led by Muhammad Yusuf called « Boko Haram » opposes its fundamentals to the traditional Islamic tolerance to broaden violence all over the country and even beyond. The horror of the attacks, the distress they leave and the silence of the government force many people to fear the group's swift raid. Many personalities denounce the sect's existence, the failure of military anticipation and the political compromission around the abductions as ransoms were heavily paid. The height of the crisis was the attack on the school facility on the 14th of April 2014 for which the sect claimed accountability. Since then, several educational institutions have been attacked, teachers slaughtered and parents beheaded for sending their children to modern schools. This has obliged opinion leaders, legal experts and writers like Wole Soyinka, Ben Okri and Helon Habila to join the dynamic by writing about the extreme violence and the inhumanity. With different styles, these writers discuss the reality of living through conflict, the psychological and physical trauma that women endure in such

environments. They also highlight the loss of home, family members, and community, emphasizing the emotional and social toll of displacement. To achieve this aim, I adopt the theory of Critical Discourse Analysis which focuses on the literary representation of the group's cruelties in the areas which are similar to other groups in bordering countries.

\*\*\*

## A10 - Ce que les objets techniques font aux hiérarchies sociales dans les Afriques (17e-21e siècles)

**Benoît Beucher**

### Présentation de l'atelier

Un des lieux communs de la littérature coloniale européenne a trait aux objets techniques, considérés comme fondamentalement étrangers à des sociétés prétendument « en retard ». Les armes à feu, les moyens de transport motorisés, les appareils électriques, etc., étaient censés conforter des hiérarchies sociales et politiques asymétriques, au profit d'hommes et de femmes issus des sociétés « techniciennes » occidentales. De fait, les objets techniques, complexes, nécessitant un apprentissage spécifique pour leur fabrication, entretien et usage, ont contribué à donner corps à une majorité sociologique en situation coloniale. Cet atelier vise au contraire à mettre en lumière les processus de « réinvention de la différence<sup>6</sup> » et de naturalisation de ces objets techniques par les acteurs africains, dont les plus modestes.

Les objets techniques ne sont pas des artefacts ordinaires. Ils sont l'expression d'un « sublime colonial<sup>7</sup> », mais aussi post-colonial, en même temps qu'ils sont sources « d'éblouissement »<sup>8</sup>. Leur aura est susceptible de rejallir sur leurs détenteurs et usagers, faisant ainsi intervenir les notions d'honneur, de prestige ou de respectabilité parmi d'autres. Par exemple, l'usage de fusils AK-47, dans le prolongement des fusils de traite de l'époque moderne, peuvent être l'affirmation de nouveaux statuts sociaux, pensons au cas des enfants soldats. L'automobile, l'usage de l'avion, marquent dès l'entre-deux-guerres l'ascension de nouvelles élites. En réaction, les objets techniques peuvent être réinvestis par les acteurs désireux de conserver leur statut privilégié. Notre atelier vise à saisir, dans la durée, en quoi la détention et l'usage des objets techniques travaille les relations sociales, les relations de pouvoir et d'autorité dans les Afriques. Dans quelle mesure sont-ils une entrée privilégiée pour saisir les formes de définition et d'affirmation de soi ? Comment ces objets contribuent-ils à des formes de mise en scène dans le cadre d'affirmation de l'honneur ou de la respectabilité ? À quelles batailles morales participent-ils ? Comment permettent-ils ou limitent-ils les inversions de statut ? Autant de questions, non exclusives, qui invitent au jeu d'échelles, interrogeant l'articulation entre sphère individuelle et collective, privée et publique.

---

<sup>6</sup> Bayart Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996; Clifford James, *The Predicament of Culture. Twentieth Century Ethnography, Literature and Art*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.

<sup>7</sup> Larkin Brian, *Signal and Noise. Media, Infrastructure, and Urban Culture in Nigeria*, Durham, Duke University Press, 2008

<sup>8</sup> Tonda Joseph, *L'impérialisme postcolonial. Critique de la société et des éblouissements*, Paris, Karthala, 2015

\*\*\*

## Qui amène la lumière au village ? Bricoleurs et électriciens au Cameroun et à Madagascar

**Théo Baraillé**

Dans de nombreux pays des Suds, des individus, des associations, des acteurs publics locaux ou privés viennent assurer la fourniture de services essentiels, là où l'Etat faillit à fournir un service continu et de qualité. Ils produisent ainsi différentes « configurations électriques » qui participent à un phénomène « d'hybridation <sup>9</sup>», forme dominante du développement des infrastructures électriques dans les Suds.

Dans ce contexte, une variété de bricolages et de stratégies plus ou moins pérennes se déploient afin d'assurer a minima l'accès aux services électriques (batteries, groupes électrogènes, lampes solaires, kits solaires domestiques, mini-réseaux...).

À l'échelle des villages nouvellement électrifiés, ces stratégies sont « traduites » par des travailleurs aux parcours et profils variés<sup>10</sup>. Du fait d'un fort « idéal moderniste » associés à l'accès à l'électricité et ses différents usages (éclairage, télévision, réfrigérateur...)<sup>11</sup>, ils occupent souvent une place de prestige au sein des hiérarchies sociales villageoises. Au-delà des seuls objets techniques et de leur détention, cet exemple illustre comment le fait de faciliter l'accès à un service à forte dimension technique comme l'électricité confère un certain pouvoir. Mais s'ils permettent à des individus de se positionner avantageusement au sein des hiérarchies sociales, ces processus techniques exposent aussi les travailleurs à des « épreuves » susceptibles de valider ou d'invalider leur expertise, de confirmer le statut acquis ou de le remettre en cause. Ces derniers sont par ailleurs parfois pris dans des conflits de loyauté entre les usagers d'une part, et l'opérateur d'électricité qui est le donneur d'ordre de l'autre<sup>12</sup>, pouvant éroder le prestige associé à leur fonction.

À partir d'une approche socio-géographique du travail d'électrification dans le cadre d'une thèse en cours empruntant aux études urbaines et à la sociologie de l'activité<sup>13</sup>, l'objectif de cette communication est double. Tout d'abord, présenter le rôle de travailleurs aux profils

---

<sup>9</sup> Éric Verdeil et Sylvie Jaglin, « Electrical Hybridizations in Cities of the South: From Heterogeneity to New Conceptualizations of Energy Transition », *Journal of Urban Technology* 30, no 2 (2023): 1-10, <https://doi.org/10.1080/10630732.2023.2172301>

<sup>10</sup> Paul Munro, « On, off, below and beyond the Urban Electrical Grid the Energy Bricoleurs of Gulu Town », *Urban Geography* 41, no 3 (2020): 428-47, <https://doi.org/10.1080/02723638.2019.1698867>; Ismaël Maazaz, « Pushcarts and Fountains: Masculinity, Agency and Labour Culture among Water Workers of N'Djamena, Chad », *Development and Change* 55, no 5 (2024): 1051-77, <https://doi.org/10.1111/dech.12801>.

<sup>11</sup> Kathryn Furlong, « STS beyond the « modern infrastructure ideal »: Extending theory by engaging with infrastructure challenges in the South », *Technology in Society* 38 (2014): 139-47; Idalina Baptista, « Electricity Services Always in the Making: Informality and the Work of Infrastructure Maintenance and Repair in an African City », *Urban Studies* 56, no 3 (2019): 510-25, <https://doi.org/10.1177/0042098018776921>; Taryn Dinkelman et al., « Leaping or creeping up the energy ladder? Technology adoption in rural African households », Unpublished Manuscript, 2024, <https://www.taryndinkelman.com/s/ElectricityDiffusion10May2024.pdf>.

<sup>12</sup> Emilie Etienne, « Des villages sous tensions : maintenir des mini-réseaux solaires au Sénégal et au Kenya. Promesses et accountability autour des petites infrastructures de développement » (Thèse en préparation, Université Grenoble Alpes, 2025), <https://theses.fr/s260931>

<sup>13</sup> Sandrine Caroly et Yves Clot, « Du travail collectif au collectif de travail : développer des stratégies d'expérience », *Formation Emploi* 88, no 1 (2004): 43-55, <https://doi.org/10.3406/forem.2004.1737>; Céline Cholez, « Compétences spatiales, compétences d'action dans l'espace. La tournée du chauffeur-livreur », *Revue d'anthropologie des connaissances* 2, nos 2-1 (2008), <https://journals.openedition.org/rac/20011>

divers dans l'accès et la continuité des services électriques dans des villages camerounais et malgaches, et le prestige qu'ils en retirent.

Ensuite, elle propose de resituer leur activité au sein d'une chaîne de valeur de l'électrification<sup>14</sup> impliquant une multiplicité d'acteurs à différentes échelles, en donnant à voir les dynamiques de pouvoir, de captation de valeur, les relations hiérarchiques (formelles ou non) et les marges de manœuvre qui s'y expriment.

## Le « sublime colonial » dans le quotidien : le cas du Gyrobus

**Robert Heinze**

Une des thèses les plus connues dans l'histoire de la technologie et des infrastructures en Afrique ces dernières années est celle de l'anthropologue Brian Larkin sur le « sublime colonial », l'effet (ou effet inattendu) des bâtiments, infrastructures et technologies coloniales sur les Africains. Les chemins de fer, les barrages, les usines de ciment, représentés et circulant dans les médias, symbolisaient les promesses de la modernité, écrit Larkin. Mais la question reste : comment se déroulait ce sublime dans le quotidien de l'usage des infrastructures ? Est-ce que ces promesses de modernité tenaient pour les Africains ordinaires et comment y réagissaient-ils ? Pour répondre à ces questions, la conférence utilise le cas du Gyrobus, une technologie extraordinaire utilisée à Kinshasa pendant la dernière décennie de l'époque coloniale belge. Le Gyrobus était un bus électrique qui fonctionnait sans être toujours connecté à un câble. Présenté comme l'expression de « Kin la belle », la ville moderne, propre et technologique, les véhicules étaient quand même trop sensibles pour le climat humide de Kinshasa et son revêtement manquant. La décennie du Gyrobus (1950-60) est aussi la décennie des fula fula, les camions reconvertis avec des bancs en bus transportant une population croissante beaucoup plus efficacement que les Gyrobus. Comment est-ce que ce « sublime colonial » (qui est, bien compris, très vivant dans les mémoires de l'époque coloniale à Kinshasa, y inclus le Gyrobus) et le quotidien de la mobilité urbaine dans une ville fortement croissante peuvent être compris dans leur coexistence ? Quel rôle est-ce que les objets techniques jouaient dans l'imaginaire colonial et le quotidien des Africains ? La conférence tente de rapprocher ces questions vues d'en bas, du point de vue de l'expérience vécue des contemporains et de la mémoire post-coloniale.

## La chasse en pays dagara pendant la période coloniale (Haute-Volta) : une activité des « évolués »

**Sourbar Justin Wenceslas Hien**

La chasse en pays dagara avait une spécificité historique pendant la période précoloniale. Bien plus qu'une activité alimentaire, elle avait une fonction initiatique. La formation du

---

<sup>14</sup> Gary Gereffi et al., « The Governance of Global Value Chains », *Review of International Political Economy* 12, no 1 (2005): 78-104, <https://doi.org/10.1080/09692290500049805>

guerrier passait par la chasse et c'est l'action préliminaire à la découverte et à la rencontre du surnaturel. C'est la marque d'une bravoure à travers la confrontation avec la faune sauvage et les esprits de la brousse, et de préparation aux conquêtes territoriales (les conflits inter et intracommunautaires). En plus, la pratique de la chasse était un signe de virilité, car c'est une activité réservée aux hommes. Enfin, c'est la preuve que l'homme domine la nature. L'activité de chasse était toute une école en pays dagara, et c'est en cela que tout homme qui pratiquait la chasse est vu comme un guerrier, capable de nourrir, de protéger et de défendre la communauté. Et son arme était l'arc et les flèches. Ces différentes fonctions lui conféraient une certaine autorité dans la communauté. Cependant, les héritages coloniaux ont impacté l'honneur du chasseur, principalement par la modification des structures socio-économiques, l'exploitation des ressources et la redéfinition du statut social, affectant ainsi sa respectabilité traditionnelle. L'imposition de nouvelles règles et l'économie de marché ont pu dévaloriser les pratiques de chasse traditionnelles, autrefois source de prestige. Le colonialisme a facilité l'introduction d'armes modernes, supplantant ainsi les armes traditionnelles. Cette transition a permis aux chasseurs ayant les armes modernes ou les « évolués » de continuer à chasser, conservant ainsi une forme d'autorité. Et l'acceptation de cette culture occidentale par les colonisés ou « évolués », fait d'eux des hommes supérieurs aux autres. En réinventant la culture occidentale, ils posèrent un acte irréversible qui a impacté la société et le potentiel faunique en Haute-Volta.

## L'aéronautique et l'inégalité en Afrique au milieu du XXe siècle

**Baz Lecocq**

L'aviation matérialise les principaux éléments de la modernité : la science appliquée comme entreprise rationnelle, la puissance explosive et la condensation de l'espace et du temps dans la vitesse. En bref : le progrès qui surmonte les limites de la nature. Pour les colonisateurs comme pour les colonisés, les avions constituaient la puissance coloniale : discursivement comme manifestation de la supériorité technique « blanche » européenne, et matériellement comme arme de destruction massive par les bombardements aériens, et comme moyen de transport et réseau logistique qui liait les empires coloniaux à l'intérieur et à l'extérieur. Il n'est pas surprenant que l'aviation représentait la souveraineté indépendante pour les mouvements nationalistes africains également. Comme ailleurs, l'aviation reflétait et renforçait les inégalités sociales, impériales, nationales, raciales, du genre et de la classe dans les mondes africains coloniaux et postcoloniaux. Une publicité de l'Union de Transport Aéromaritime à l'intention des passagers potentiels d'Afrique de l'Ouest de 1952 l'exprime: « *Un voyage à La Mecque dans des conditions de grand confort et de rapidité avec des avions aussi modernes et aussi puissants que les Douglas DC4, quadrimoteurs de l'UAT soulignera le prestige déjà grand de ceux qui portent le titre de Hadj.* » Dans cette contribution, j'aborde les principales questions de cet atelier à partir des exemples de l'aviation impériale et des compagnies aériennes nationales des États africains indépendants : en quoi la détention et l'usage des objets techniques « travaille » les

relations sociales, les relations de pouvoir et d'autorité dans les Afriques. Dans quelle mesure sont-ils une entrée privilégiée pour saisir les formes de définition et d'affirmation de soi ? Comment ces objets contribuent-ils à des formes de mise en scène dans le cadre d'affirmation de l'honneur ou de la respectabilité? À quelles batailles morales participent-ils ? Comment permettent-ils ou limitent-ils les inversions de statut?

\*\*\*

Aviation embodies the main elements of modernity: applied science as rational endeavour, explosive power, and the condensation of space and time in speed. In short: progress overcoming the limits of nature. To colonizers and colonized alike, aeroplanes embodied colonial power; discursively as the embodiment of European « white » technical superiority, and materially as both a weapon of mass destruction in aerial bombardments, and as a mode of transport and its accompanying web of logistics that connected the colonial empires internally and externally. It is not surprising that aviation came to embody independent sovereignty to the nationalist independence movements of Asia and Africa as well. Both colonial and post-colonial aviation in Africa reflected and gave further shape to the social inequalities of the colonial and post-colonial world along the lines of empire, nation, race, gender and class status. As the advertisement of the Union de Transport Aéromaritime to prospective West African passengers put it in 1952: *'A journey to Mecca in great comfort and speed with UAT's modern and powerful Douglas DC4 four motor aeroplanes will underline the great prestige of those who sport the title of Hadji'*. In this paper I discuss the main questions of this workshop at the examples of both imperial aviation and the national flag carrying airlines of independent African states: How does the possession and use of technical objects *'shape'* social relations, power relations and authority in Africa? To what extent are they a privileged gateway to understanding forms of self-definition and self-assertion? How do these objects contribute to forms of self-presentation in the context of asserting honour or respectability? In what moral battles do they participate? How do they enable or limit status reversals?

**Des « ingénieurs » de l'époque royale aux concepteurs de la Karenjy : compétences, objets techniques et ordres sociaux à Madagascar (années 1820-1980)**

**Didier Nativel**

À partir du règne de Radama Ier (1810-1829), des artisans malgaches en contact avec des étrangers intègrent des pratiques et des objets techniques venus d'Europe, notamment dans le domaine de la construction et de la production d'armes. C'est dans ce contexte qu'émergent des (« ingénieurs » parfois appelés *alinjinery*) issus, mais non exclusivement, de groupes sociaux dominants. Dans les années 1980, l'État malgache indépendant et en rupture avec le bloc de l'Ouest, suscite la production d'une marque automobile locale, la *Karenjy*. Entre ces deux moments, la colonisation a imposé une conception assujétissante

des techniques tout en rendant indispensable un nombre croissant de techniciens malgaches, bien au-delà de la région de la capitale, Antananarivo.

Après un rappel des conditions d'apparition de nouveaux objets techniques et de nouvelles compétences avant la colonisation, nous reviendrons sur l'exemple de l'automobile à l'époque coloniale et suivante, notamment durant le moment révolutionnaire (à partir du milieu des années 1970). Nous essaierons de comprendre dans quelle mesure les objets techniques ont constamment questionné les ordres politiques et les normes sociales dans la Grande île.

\*\*\*

## A12 - Chemins de traverse et vies dissidentes : processus d'individuation et résistances aux normes sociales et de genre en Afrique

**Mamaye Idriss**

### Présentation de l'atelier

Cette table-ronde souhaite mettre en lumière les vies dissidentes et les trajectoires singulières d'hommes et de femmes africain-es en ayant œuvré à tracer les contours de nouveaux possibles dans le domaine intime (idéaux, projets de vie, sexualité, santé mentale), conjugal (couple mixte, exogamie, union libre, minorité de genre, LGBTQ+) et professionnel (activité littéraire et artistique, déclarée ou informelle, cumulée ou atypique) ou dans le cadre de la mobilité et le tissage de réseaux multiples au-delà des frontières nationales (migration, exil, incarcération).

Ces « vies rebelles » et déviantes (Hartman, 2024) dévoilent des processus d'individuation à contre-courant de formes d'imposition et de pratiques sociales séculaires. En se penchant sur ces chemins de traverse, il s'agit de repenser les formes de l'échange et la place de l'individu dans des sociétés pensées bien souvent comme des espaces où le groupe prédominerait sur l'individu. Si les conflits sociaux ont été abordés sous l'angle des mobilisations sociales et politiques, cette table-ronde cherche à penser le conflit en dehors de l'arène politique au sein de la sphère intime et à la façon dont les individus, aux marges de la société contribuent, individuellement, à résister aux normes sociales et de genre.

Les communications s'attacheront à dessiner les portraits d'Africains et Africaines du XIXe-XXe siècle – artistes, femmes célibataires, fous/folles, veuves/veufs, minorités de genre, LGBTQIA+ – leurs aspirations et leurs désirs, leurs pensées. Elles se centreront sur les écrits du for privé de ces acteurs et actrices de l'ombre en les confrontant à d'autres archives (administratives, policières, judiciaires, presse) afin de mettre à jour la façon dont femmes et hommes ont contribué à tracer de nouveaux sillons. Aussi, plus que les écrits souvent fragmentaires, l'examen de leur « gestes, attitudes et actions » – sorte d'idiome à partir duquel l'expression de leur point de vue et de leur condition de vie transparaît (Barker, 2024)

– permettra de déterminer de potentiels traits de résistance susceptibles de nous renseigner sur l'évolution des structures de pouvoir (Abu-Lughob, 1990 : 42).

\*\*\*

This workshop aims to highlight the dissident lives and unique trajectories of African men and women who have worked to outline new possibilities in the intimate sphere (ideals, life plans, sexuality, mental health), the marital sphere (mixed couples, exogamy, common-law unions, gender minorities, LGBTQ+) and professional spheres (literary and artistic activity, whether declared or informal, cumulative or atypical) or in the context of mobility and the weaving of multiple networks beyond national borders (migration, exile, incarceration).

These 'rebellious' and deviant lives (Hartman, 2024) reveal processes of individuation that run counter to forms of imposition and secular social practices. By looking at these alternative paths, we can rethink the forms of exchange and the place of the individual in societies often thought of as spaces where the group predominates over the individual. While social conflicts have been addressed from the perspective of social and political mobilization, this workshop seeks to consider conflict outside the political arena, within the intimate sphere, and how individuals on the margins of society contribute, individually, to resisting social and gender norms.

The presentations will focus on portraying African men and women of the 19th and 20th centuries—artists, single women, madmen/madwomen, widows/widowers, gender minorities, LGBTQIA+ individuals—their aspirations and desires, and their thoughts. They will focus on the private writings of these actors and actresses in the shadows, comparing them with other archives (administrative, police, judicial, press) in order to reveal how women and men contributed to breaking new ground. In addition to the often fragmentary writings, the examination of their « gestures, attitudes, and actions » —a kind of idiom through which their points of view and living conditions are revealed (Barker, 2024)—will make it possible to identify potential traits of resistance that can inform us about the evolution of power structures (Abu-Lughob, 1990: 42).

\*\*\*

## Abeti Masekini : musique, dissidence et métamorphose à l'ère des décolonisations

**Charlotte Grabli**

Cette présentation s'intéresse à la chanteuse Abeti Masekini, première star féminine de la musique congolaise connue en dehors des frontières du Congo-Kinshasa, dont le parcours demeure mal documenté en dépit de sa notoriété. L'étude de cette trajectoire singulière s'inscrit dans mes recherches récentes sur les circuits féminins de la rumba des années 1940 aux années 1970, qui croise la sociologie des musiciennes sur la division genrée dans le travail musical (Buscatto 2007 ; Ravet 2003) aux travaux, plus rares, sur les rapports de pouvoir marquant l'expérience des artistes féminines sur le continent (Gilman 2011 ; Kelley

2012, Fair 2001, Aterianus-Owanga 2016, Bertho 2025). Il s'agira ici d'analyser les stratégies d'Abeti Masekini pour se faire une place dans le milieu musical kinois dominé par des hommes (Gondola 2014) et transformer la place des chanteuses au Congo colonial, puis au Zaïre. En effet, comment parvient-elle à se faire un nom dans un pays où la vision patriarcale de l'État colonial marque durablement l'imaginaire politique (Lauro 2020 ; Hunt 1991 ; Covington-Ward 2018) ? Avant et après l'indépendance, comment penser son rapport à l'émancipation féminine et à la dissidence genrée en examinant ses multiples métamorphoses, au fil de ses séjours en Afrique de l'Ouest et en France, de ses innovations dans le domaine musical, de son activité entrepreneuriale (école de danse, labels...) et de son rôle d'ambassadrice du Zaïre et de soutien au président Mobutu Sese Seko ? À partir d'un travail sur sa discographie, les archives coloniales belges, la presse congolaise, des archives audiovisuelles et des entretiens avec ses musiciens et ses danseuses, je chercherai à rendre compte de la force d'inventivité – artistique, sociale, politique – de cette chanteuse, et, plus largement, des jeunes femmes noires, largement ignorée en Afrique comme en diaspora (Hartman 2019), et révéler l'articulation complexe entre lutte pour l'émancipation et quête de reconnaissance artistique féminines à l'ère des décolonisations.

### Entre terrain conflictuel et enquêtes sensibles : reconstituer le militantisme féminin dans le bassin du Lac Tchad

#### Tombruma Médjéyé

Cette communication analyse l'émergence de femmes militantes dissidentes dans le Nord-Cameroun à partir des parcours de Marthe Wandou (fondatrice de l'Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA) et d'Aïssa Doumara Ngatansou (cofondatrice de l'antenne locale de l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF). Ces deux femmes incarnent un leadership singulier, façonné par la violence patriarcale, les inégalités scolaires et les effets du conflit dans le bassin du Lac Tchad. Leur expérience permet de dépasser les catégories habituelles (« femmes du Sahel », « victimes », « associations locales ») pour saisir comment des individus transforment leur environnement social. L'étude s'appuie sur des entretiens menés dans l'Extrême-Nord et l'analyse d'archives institutionnelles de leurs organisations. Elle montre le rôle pionnier de Marthe Wandou, dont le travail de terrain en zones rurales (éducation des filles, soutien psychosocial et médiation communautaire) a contribué à redéfinir les normes locales de protection et de participation. Son engagement, reconnu par le Right Livelihood Award, illustre comment une militante enracinée dans les communautés devient une référence nationale et internationale. Aïssa Doumara Ngatansou incarne une autre forme de dissidence féminine. Mariée très jeune, elle transforme son expérience personnelle en action collective. Avec l'ALVF, elle documente, accompagne et rend visibles les violences subies par les femmes, surtout dans les zones touchées par la secte terroriste Boko Haram. Son engagement, récompensé par le Prix Simone Veil, politise la question des droits des femmes au-delà du simple registre humanitaire. La confrontation de ces deux trajectoires

montre que le militantisme féminin dans le bassin tchadien ne se limite ni à l'égalité ni à la représentation institutionnelle. Il s'exprime dans plusieurs domaines (paix, éducation, reconstruction post-conflit) et fait émerger des formes de leadership situées et diverses. Ces parcours, tout en s'inscrivant dans une histoire collective de luttes féminines, révèlent les conditions sociales, familiales et politiques permettant l'apparition de voix dissidentes capables de transformer les structures locales et nationales.

**Mots-clés:** militantisme féminin, dissidence, leadership, violences de genre, bassin du lac Tchad

## Amngo jabar? (As-tu une conjointe?) : Respectabilité et dissidence maritale parmi les professionnels dakarois

**Peter S. Miller**

À Dakar, le mariage est le plus souvent présenté comme une obligation sociale à laquelle chacun doit aspirer pour devenir un adulte socialement respecté. Cependant, le mariage est constamment critiqué pour être un lieu de violences et de déceptions genrées.

Fruit d'une étude ethnographique, mon intervention porte ainsi sur des personnes dissidentes du mariage normatif, en se concentrant sur quatre catégories différentes de dissidence maritale : les personnes qui ne se sont jamais mariées ; les divorcé·e·s qui refusent de se remarier ; les jeunes qui retardent leur mariage ; et les personnes LGBTQ+ qui envisagent de nouvelles formes de liens en dehors et au sein du mariage normatif. Ce qui rend possible leur dissidence, sans qu'elles deviennent des personnes marginalisées, est leur statut socio-économique et symbolique. En tant que professionnels éduqués bénéficiant d'une certaine indépendance économique, elles sont perçues par leurs communautés comme des personnes respectées : elles respectent de nombreuses normes sociales, mais sont dissidentes envers le mariage.

En étant dissidentes du mariage tout en restant respectées par leurs communautés, elles remettent en question l'obligation sociale du mariage. Elles permettent de constater que d'autres chemins sont non seulement possibles, mais peuvent aussi être légitimes et respectés. Ce faisant, elles remettent en question les rôles genrés et les normes patriarcales promues par la société, en démontrant de nouvelles façons d'être homme ou femme. Mais elles font aussi l'objet de critiques genrées de la part de la société. Pour les femmes, ces critiques remettent en cause leur authenticité culturelle en tant que Sénégalaises, Africaines et femmes, suggérant qu'une femme qui ne se marie pas ne peut pas être une femme sénégalaise. Pour les hommes, ces critiques remettent en cause leur sexualité, présentant l'homosexualité comme la seule explication à un désir de ne pas se marier.

En résumé, leur dissidence nous permet de nous interroger sur le pouvoir et la puissance des normes matrimoniales, mettant en lumière les forces patriarcales qui se cachent derrière l'obligation sociale du mariage, ainsi que des autres modes de vie qui se légitiment en dehors du mariage.

## Le parcours singulier de Nelly Barret : dissensions et dissidence d'une militante à distance du parti communiste réunionnais et du mouvement féministe de l'union des femmes de La Réunion<sup>15</sup>

**Quentin Robert**

Nelly Barret (1934-...) est une femme réunionnaise issue d'un milieu modeste, fille d'un agriculteur et d'une mère sans emploi. En 1954, elle se marie avec Gervais Barret (1931-1983), et devient institutrice tout en suivant sa formation, qui la mène au Certificat d'aptitude pédagogique qu'elle obtient deux ans plus tard. Elle prend sa retraite en 1985. Elle découvre le communisme en 1953 grâce à son frère, Bruny Payet (1922-2020), figure majeure du Parti communiste réunionnais (PCR). Elle s'engage dans les années 1950 dans l'Union des femmes françaises, qui devient en 1958 l'Union des femmes de La Réunion (UFR), organisation satellite du PCR. Malgré l'insistance du PCR et l'adhésion de son frère et son mari, elle refuse de l'intégrer. Elle subit un exil forcé en métropole de 1961 à 1973 en raison de l'ordonnance Debré, période durant laquelle elle dénonce le racisme que sa famille subit. Elle fonde à Saint-Louis une section locale, l'Union des femmes de La Rivière, préférant le militantisme de proximité après son opposition aux stratégies de la direction de l'UFR en 1973, à son retour. Elle s'éloigne finalement de la vie politique après la mort de son mari, en 1983.

Le parcours de Nelly Barret montre à plusieurs égards des formes de résistances à des normes produites à l'intersection des rapports sociaux de classe, de race et de genre. Elle s'oppose aux normes du couple, du parti, ou de l'autorité publique, qui l'astreignent à tenir certaines positions et tâches : tâches domestiques, du care, devoir de réserve en tant que fonctionnaire, devoir de suivre la logique militante du parti. Cela passe par la construction d'un réseau militants situé en marge des cadres institutionnels, mais aussi par des aspects plus intimes, comme boudier sa famille lorsque les attentes qui pèsent sur elle deviennent trop fortes.

Comment Nelly Barret s'engage-t-elle sans rejoindre le PCR ? Quelle forme prend son combat militant en dehors de la scène militante du PCR et quelles stratégies de dissidence Nelly Barret, militante féministe à l'UFR et communiste dans une société coloniale départementalisée, met-elle en œuvre afin de s'opposer aux structures contre lesquels, et au sein desquels, elle lutte ?

\*\*\*

---

<sup>15</sup> Cette étude se base sur deux entretiens avec Nelly Barret le 16 décembre 2024 et le 14 mars 2025, ainsi que son autobiographie, *Le cahier de Nelly*, Saint-Denis, Orphie, 2018. Les entretiens de type semi-directifs ont été menés dans le cadre d'un mémoire de master portant sur la place des femmes dans les luttes pour l'autodétermination de La Réunion. L'autobiographie, en huit chapitres, porte sur sa vie depuis son enfance jusqu'aux années 2010.

## A13 - Chercher la vie en RDC : mobilités socio-économiques de jeunes adultes

**Amélie Delescluse**  
**Anouk Bontoux**

### Présentation de l'atelier

En République démocratique du Congo, comme ailleurs sur le continent, les jeunes adultes luttent pour améliorer leurs conditions de vie. dans un pays marqué par une insuffisance des possibilités d'insertion socioprofessionnelle et par le paradigme de la corruption (Rubbers, 2007). Cette recherche de mobilité sociale et économique peut être obtenue en changeant de province, de ville ou de village, en acquérant un emploi, en s'investissant dans l'arène religieuse ou politique, ou en optant pour des stratégies amoureuses. Cette quête d'avenir donne lieu à des expériences très diversifiées de socialisation, dépendamment du contexte urbain ou rural où les « jeunes » résident, mais aussi du genre, de la classe sociale, de l'appartenance régionale, ethnique ou politique. Les jeunes dont il est question dans ce panel (20-35 ans) appartiennent à des catégories diversifiées (étudiants, villageois, vendeurs, creuseurs, agriculteurs, etc...) versant dans des activités salariées, informelles, paramilitaires ou même criminelles. Quelles sont les stratégies mises en place pour obtenir une reconnaissance sociale et se démarquer des autres jeunes de sa génération? Quelles ressources et quel réseau relationnel sont mobilisés dans le cadre des activités économiques? Quelles reconfigurations identitaires sont induites par l'exercice de ces modes de subsistance? Quels sont les usages sociaux du terme « jeunes » et quelle pertinence émique de cette utilisation (Champy, 2020)? Nous posons l'hypothèse que ces luttes de vie ou de mort sociale (Mazzocchetti, 2008) induisent des parcours complexes et parfois périlleux pour conserver une image positive de soi-même, dans un pays où les jeunes sont souvent décriés par les politiques et intellectuels pour leurs goûts prononcés pour les réseaux sociaux, le sexe, la consommation.

Cet atelier souhaite donc initier des échanges autour des liens entre les quêtes d'avenir des jeunes adultes et leurs expériences de travail. Il s'agira de comprendre les choix qu'ils réalisent et les conditions d'insertion des jeunes dans les activités économiques où ils s'emploient, les conséquences de ce flux de main d'œuvre exogène sur les processus productifs, les différenciations sociales qui en résultent, les conflits qui peuvent jaillir, notamment en raison du tribalisme ou de tensions avec d'autres acteurs sociaux aux intérêts antagonistes. Dans les cas où ces jeunes se sont déplacés, l'analyse pourra aussi traiter des effets de ces mobilités sur la situation économique et sociale des membres de la famille demeurés dans les villes ou régions de départ. La réflexion restera ouverte à une démarche pluridisciplinaire et s'appuiera sur les facteurs que les jeunes concernés perçoivent comme favorables ou préjudiciables à la réalisation de leurs aspirations. Un accent particulier sera mis sur les logiques de masculinité et de féminité qui déterminent les choix et les orientations de ces jeunes adultes.

\*\*\*

## Du droit au travail (emploi) à la bénédiction : représentations sociales et religieuses de la réussite professionnelle chez les jeunes Congolais

**Léonard Mugurha Balangalire**

En République démocratique du Congo, le droit au travail, mieux le droit à l'emploi, est garanti par la Constitution et encadré par les lois spéciales. L'État dispose au-delà des différents établissements autonomes, d'un ministère du Travail, Emploi et Prévoyance sociale, chargés de favoriser l'insertion professionnelle et de réguler le marché de l'emploi. Malheureusement, dans un contexte de chômage chronique, de précarité généralisée et de népotisme, accéder à un emploi reste exceptionnel, une « bénédiction ». Dans l'un de ses discours, le Président de la RDC a même déclaré que « beaucoup de jeunes se trompent en pensant que l'État peut leur fournir un travail, et que le peu d'emplois disponibles n'est pas destiné à tous les jeunes ». Ces propos étonnants, tenant compte de leur auteur, révèlent comment un droit fondamental peut devenir, dans la vie quotidienne, une « bénédiction », et montrent la légèreté des autorités publiques face à une préoccupation de fond et existentielle pour la jeunesse.

Ainsi, la présente communication analyse au prisme des garanties constitutionnelles du travail, les représentations sociales et religieuses de l'emploi chez les jeunes Congolais âgés de 20 à 35 ans, dans les principales villes du pays, notamment Kinshasa et Lubumbashi. À partir d'entretiens semi-directifs menés auprès de diplômés, de travailleurs du secteur formel et informel et d'acteurs évoluant dans différents types d'activités économiques, l'étude explore la manière dont le travail est perçu comme un bien rare, socialement valorisé et spirituellement chargé. Elle examine les stratégies d'accès à l'emploi, incluant les réseaux relationnels, l'appartenance à des groupes religieux, à un mouvement socio culturel, un parti politique, la prière et la fidélité à un pasteur, et analyse comment ces pratiques façonnent les trajectoires professionnelles et l'économie morale du travail.

L'analyse met également en lumière les tensions entre discours juridique et pratiques sociales, ainsi que l'impact des représentations religieuses sur la construction de la réussite professionnelle. La notion de « bénédiction » illustre la combinaison de hasard, de foi et de capital social qui souvent prime sur les qualifications formelles dans un marché de l'emploi instable. Enfin, l'étude interroge les effets sociaux de ces dynamiques sur la dignité, le devoir de gratitude et l'image de soi des jeunes, ainsi que sur les logiques de genre et les différenciations sociales qui en résultent.

En gros et c'est le fond de mon propos, l'État est tenu de rendre le droit au travail effectif et mettre en place des politiques sociales rassurantes, afin de réduire le décalage entre le droit théorique et la réalité sociale, et de répondre aux aspirations des jeunes Congolais à une insertion professionnelle digne et équitable. L'emploi ne doit pas être une bénédiction pour celui qui a les aptitudes de travailler.

## Prier pour réussir : jeunesse, mobilité religieuse et économie spirituelle à Kinshasa

**Nadine Luaba Ngalula**

Dans la Kinshasa contemporaine, marquée par la précarité, le chômage et la désillusion politique, un nombre croissant de jeunes adultes réinventent leurs trajectoires sociales à travers les Églises de réveil. Ces espaces religieux ne sont plus seulement des lieux de culte, mais de véritables laboratoires de mobilité socio-économique et symbolique. Cette communication analyse la manière dont les jeunes, en particulier les femmes et les diplômés sans emploi, investissent la foi comme ressource stratégique pour « chercher la vie ». À partir d'une enquête qualitative menée dans plusieurs communautés pentecôtistes et charismatiques (Mont Amba, Ngaba et Ngaliema), la recherche mobilise la sociologie du religieux (Bayart, 2010) et la théorie du capital symbolique (Bourdieu, 1971) pour comprendre les modes de circulation entre économie spirituelle et économie matérielle. Entre prière, dons, engagements communautaires et services rendus à l'Église, ces jeunes construisent de nouvelles formes d'identité et d'espérance, tout en légitimant leur ascension sociale à travers le langage de la grâce et du mérite divin. L'hypothèse soutient que cette mobilité religieuse représente à la fois une forme d'émancipation et une dépendance symbolique, révélant la centralité du religieux comme espace de reproduction des inégalités et d'invention de soi dans la société kinoise post-crise.

## Entre débrouille numérique et économie du clic : les jeunes kinois face à la reconfiguration des mobilités socio-économiques.

**Justin Beya Mulumba**

Dans le contexte congolais contemporain, la quête de « la vie » chez les jeunes adultes ne se réduit plus à la mobilité physique ni à l'insertion dans l'économie formelle. Une nouvelle génération de jeunes urbains, particulièrement à Kinshasa, s'inscrit dans des mobilités numériques et symboliques, où les réseaux sociaux (TikTok, WhatsApp, Facebook) deviennent des espaces d'opportunités, de réputation et de revenus. Cette communication interroge la manière dont ces jeunes « entrepreneurs du clic » transforment les logiques traditionnelles de la débrouille urbaine en stratégies de reconnaissance sociale et économique. En croisant l'approche de l'économie morale (Boltanski & Thévenot, 1991) et celle des mobilités sociales (Mazzocchi, 2008), l'étude analysera les trajectoires de jeunes influenceurs, community managers et vendeurs en ligne dans les communes populaires de Lemba et Matete. L'enquête repose sur une ethnographie numérique et des entretiens semi-directifs menés entre 2023 et 2025. Elle vise à comprendre comment ces acteurs recomposent les frontières entre travail, visibilité et masculinité urbaine, dans un contexte marqué par la précarité et l'absence de politiques d'emploi jeunes. L'hypothèse centrale est que ces mobilités numériques constituent une nouvelle forme de « chercher la vie », où la

connexion devient capital social, et la viralité un instrument de survie et de distinction générationnelle.

## De Mbuji-Mayi à Lubumbashi : Suivre le sens de l'eau, se construire un avenir

**Annélie Delescluse**

La République démocratique du Congo est le pays d'Afrique qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées internes à l'intérieur de ses propres frontières nationales. Si certaines mobilités ont gagné en visibilité en raison du conflit armé qui sévit à l'est du pays (5,6 millions de déplacés forcés dans les Kivu et en Ituri), d'autres formes de déplacements sont moins connues. C'est le cas de celles en provenance du Grand Kasai et à destination des quatre provinces de l'ancien Katanga. Selon certaines estimations de la presse congolaise, près de 3000 kasaiens arrivent tous les jours dans les villes de Lubumbashi, Kolwezi, Likasi et Kasumbalesa. Ces déplacements qui ont débuté dans les années 2000 résultent d'une conjonction de facteurs à la fois macrosociologiques (le boom minier au Katanga et une « crise » multiforme au Kasai) et microsociologiques (poursuite des études, réunification familiale, etc.). La communication s'intéresse aux réseaux migrants et à la formation de chaînes migratoires (Thomas et Znaniecki, 1919; Weber, 2004) vers Lubumbashi. Qui sont les nouveaux kasaiens au Katanga et de quels milieux sont-ils originaires au Kasai ? Quels métiers exerçaient-ils avant de quitter leur province natale ? Quels réseaux facilitent leur voyage depuis le Grand Kasai, leur arrivée dans le Haut-Katanga et leurs insertions dans des activités économiques ? La migration étant un processus, comment leur projet migratoire s'est-il construit, transformé ou réajusté au fil de leurs années de présence au Katanga ? La communication distingue les trajectoires féminines et masculines. Si la plupart des femmes rencontrées ont suivi leur mari installé avant elles à Lubumbashi, plusieurs expérimentent une forme de désillusion à cause d'un déclassement par rapport à la situation prémigratoire, notamment les vendeuses ambulantes. Les hommes interrogés ont plus tendance à valoriser le « génie kasaien », qui leur confère un dynamisme économique et commercial leur permettant de tirer profit de cette mobilité et des métiers de mototaxis et de cambistes qu'ils exercent à Lubumbashi. Cette communication s'appuie sur quatre mois d'enquête ethnographique à Lubumbashi et à Kolwezi, incluant quatre-vingts entretiens menés auprès de Katangais et de Kasaiens actifs dans l'économie urbaine informelle (mototaxis, vendeuses, cambistes).

## Défis stratégiques d'insertion professionnelle et informelle des réfugiés en Afrique Centrale : Étude de cas dans la ville de Kinshasa en RDC

**Josiane Tousse Djou**

Une des particularités de l'Afrique Subsaharienne est de connaître de manière permanente des conflits et autres troubles socio-politiques, conduisant aux déplacements massifs des populations. En effet, les conflits politiques qui s'y déroulent conduisent des milliers de

citoyens à migrer à l'intérieur de leur pays ou à se réfugier dans des pays voisins. Le RDC, dans sa politique de migration, accueille la majorité des réfugiés issus des pays limitrophes en conflit tels que le Nigéria, la République Centrafricaine, le Tchad et le Cameroun. Installés au Centre du pays, ces migrants, à la recherche du travail, vont se ruer vers le secteur agricole, dont ils seront dépendants pour leur survie. En effet, face aux opportunités d'emploi désespérément limitées, l'agriculture reste une source importante d'activités et de revenus. Cette communication questionne sous un angle socio-politique les réalités difficiles d'intégration professionnelle de ces réfugiés ayant choisi la voie de l'agriculture. À l'issue de la recherche documentaire et des enquêtes qualitatives (entretiens semi-directifs et focus groups) réalisées d'août 2024 à septembre 2025 auprès de ces jeunes migrants agriculteurs dans la ville de KinsHASA, ce travail se veut une ébauche des réflexions aidant à comprendre les conséquences socio-économiques de leurs déplacements. La recherche atteste d'une forte ruée des migrants aux activités agricoles pour leur subsistance, malgré les challenges qui s'y jalonent.

### Chercher la vie par le petit commerce transfrontalier à Kasumbalesa

**Sylvie Ayimpam**

À Kasumbalesa, petite ville située de part et d'autre de la frontière entre la Zambie et le Congo (RDC), le petit commerce transfrontalier est en grande partie animé par des femmes migrantes qui sont confrontées à des formes routinières de harcèlement sexuel de la part des agents des services frontaliers. Cet article s'appuie sur une enquête ethnographique qui documente les contraintes de genre qui pèsent sur ces commerçantes provenant de la région voisine du Kasai. L'enquête étudie aussi les stratégies que ces femmes mobilisent pour continuer à « chercher la vie » dans un environnement hostile. L'analyse met en lumière des pratiques dites de « parrainage », désignant une relation transactionnelle économico-sexuelle avec un agent frontalier, permettant aux commerçantes de réduire le harcèlement massif, de bénéficier de faveurs, de protection ou d'un passage facilité à la frontière. Le parrainage apparaît ainsi comme une forme spécifique de clientélisme. En s'appuyant sur la notion d'agentivité, l'analyse montre comment ces commerçantes développent des formes d'action situées, ambiguës, souvent contraintes, mais actives, dans un cadre marqué par une masculinité hégémonique. L'article invite à dépasser une lecture moralisante de ces pratiques pour mieux saisir les logiques d'adaptation, de négociation et les formes différenciées de pouvoir qui s'y exercent.

### Se chercher un « métier d'homme » dans le Congo rural du Grand Katanga

**Anouk Bontoux**

Dans le contexte rural du nord du « Grand Katanga » (RDC), la raréfaction des opportunités économiques frappe particulièrement la jeunesse, confrontée à la pauvreté et à un manque chronique d'emplois. Cette situation est renforcée par l'enclavement de la région et par un

héritage de violences armées ayant marqué le territoire entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2010. Situé au croisement des provinces du Haut-Lomami, du Haut-Katanga et du Lualaba, le parc national de l'Upemba constitue dès lors l'un des employeurs les plus attractifs pour la jeunesse villageoise, et particulièrement pour les hommes qui souhaitent intégrer les rangs des écogardes de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), favorisé par le renforcement des financements internationaux depuis une dizaine d'années.

Cette communication s'intéresse aux trajectoires de jeunes hommes récemment recrutés au sein de ce corps armé de conservation. En mobilisant une approche par le genre et les masculinités, elle analyse l'engagement de ces jeunes comme indissociable de leur condition masculine et des attentes sociales qui y sont associées. Le métier d'écogarde apparaît ainsi comme un « métier d'homme », permettant de répondre aux obligations familiales et morales liées au rôle de pourvoyeur économique. L'entrée dans le corps des écogardes ouvre ainsi des horizons de projection biographique — accès au mariage, prise en charge des parents et des cadets, quête d'honneur et de respectabilité — et participe à la formation de nouvelles subjectivités masculines en milieu rural. Toutefois, cette masculinité partagée n'est pas homogène : les jeunes hommes se distinguent par leurs situations matrimoniales, leurs origines sociales et ethniques, ainsi que par l'ampleur de leurs responsabilités économiques.

À partir de plus de sept mois d'enquête ethnographique menée auprès des écogardes et de leurs familles, à l'intérieur et aux abords du parc, cette communication interroge ce que révèle l'engagement pour la protection de la nature des aspirations, des contraintes et des rêves de la jeunesse rurale au Katanga. En s'appuyant sur la sociologie de l'engagement et du militaire, elle explore les recompositions identitaires et l'ordre moral de la débrouillardise en milieu rural congolais.

\*\*\*

## A14 - Comment augmenter ses chances d'être publié ? Atelier de formation au fonctionnement des revues à comité de lecture et à l'écriture scientifique

**Nadège Chabloz**

**Hortense Naas**

### Présentation de l'atelier

Comment fonctionnent les revues à comité de lecture ? À quelle revue adresser son article ? Comment sont évalués les textes ? Quels sont les pièges à éviter et comment optimiser les chances que son article soit accepté pour publication ? Cet atelier propose de répondre à ces questions et de fournir des conseils pour l'écriture d'un article scientifique, en offrant aux jeunes chercheur.e.s qui travaillent sur les mondes africains un espace d'information et de dialogue avec des représentant.e.s de revues. Cet atelier se fera en présence de

rédacteur.rices en chef et d'éditeur.rices de 6 revues : *Anthropologie et développement*, *Cahiers d'Études africaines*, *Journal des africanistes*, *Politique africaine*, *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, et *Sources. Matériaux & Terrains en études africaines*.

### **Communicants de l'atelier**

Séverine Awenengo Dalberto pour *Politique africaine*

Dorothee Boulanger pour *Sources. Matériaux & Terrains en études africaines*

Nadège Chabloz et Hortense Naas pour les *Cahiers d'Études africaines*

Léo Montaz pour le *Journal des Africanistes*

Karine Ramondy et Sara Panata pour la *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*

Alexis Roy pour *Anthropologie et développement*

### **Déroulé de l'atelier**

#### 1. Comment fonctionne une revue ?

Cette première partie de l'atelier se penchera sur le fonctionnement interne des revues : les rôles de la rédaction en chef, du secrétariat de rédaction et des différents comités seront décryptés, et nous aborderons également la question de l'évaluation des articles, de la diffusion des appels à contributions et des différents modèles économiques qui régissent les revues en France.

#### 2. Dans quelle revue publier ?

Comment choisir sa revue et répondre aux attentes de cette dernière ? Nous donnerons ici tous nos conseils pour soumettre un article à la bonne revue, tout en soulignant les pièges à éviter.

#### 3. Comment présenter et rédiger son article ?

Qu'entendons-nous par article inédit ? Comment problématiser et constituer un article dans son intégralité tout en mettant en valeur son matériel empirique, son travail d'archives ou ses données de première main ? Faut-il anonymiser ses sources ? Comment éviter le piège du plagiat et de l'auto-plagiat ? Nous tenterons ici de répondre à ces questions.

#### 4. Comment réagir aux retours des évaluations ?

En utilisant des exemples et en présentant plusieurs versions d'un même article, la question de l'évaluation et de la reprise à faire pour satisfaire les attentes exprimées par les évaluateurs et, par conséquent, pour être publié sera ici étudiée.

#### 5. La diffusion des articles : éclairage et point sur les plateformes (JStor, Persée, OpenEdition, Cairn, etc.)

La science ouverte a changé les règles de diffusion des articles de revue : comment y voir clair dans ce que l'auteur est autorisé à diffuser ou pas ? Et quel est le rôle des plateformes dans ce nouveau paradigme ?

#### 6. Comment présenter ses publications ou des travaux en cours dans son CV ?

La publication d'un article peut être longue et il est parfois nécessaire d'évoquer dans son CV des travaux en cours ou en voie de parution. Comment procéder ?

\*\*\*

## A15 - Composer avec les traces du colonialisme : mémoire, héritage et reconstruction des sociétés postcoloniales africaines

**Mélanie Duval**  
**Hugo Queminn**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier propose d'ouvrir un espace de réflexion collective autour des traces du colonialisme. Celles-ci ne renvoient pas seulement aux vestiges architecturaux ou aux bâtiments abandonnés, mais à des formes matérielles et immatérielles : patrimoines, archives, langues, institutions, normes sociales, hiérarchies raciales ou régimes de savoir – autant de traces du passé colonial qui continuent d'habiter les corps, les paysages et les imaginaires (Mbembe, 2000). Penser les sociétés africaines postcoloniales à partir de ces traces permet de décentrer le regard : quitter les analyses en termes de systèmes ou de domination globale pour explorer ce qui encombre, ce qui persiste, ce qui se transforme (Scott, 2004). Ces traces ne sont ni les restes d'un ordre cohérent, ni les signes d'une mémoire figée. Ce sont des fragments, discontinuités, survivances ou silences, au cœur de luttes symboliques, de politiques de développement ou de recompositions socio-identitaires. Elles engagent à la fois le passé, le présent, et les futurs possibles.

Trois axes de réflexion sont proposés, sans s'y limiter : 1/ Empirique : quelles formes prennent ces traces ? Où les trouve-t-on, attendues ou non ? Quels effets produisent-elles, même lorsqu'elles paraissent anodines ou banalisées ? ; 2/ Comparatif : à travers la diversité des situations africaines, comment ces traces sont-elles perçues, mobilisées ou ignorées de manière différenciée ? Quelles logiques sociales, politiques ou culturelles expliquent ces variations ? ; 3/ Epistémologique : comment les reconnaît-on ? Qui les identifie, selon quels régimes de savoir ou de sensibilité ?

Cet atelier vise à mettre en perspective des contributions issues de diverses disciplines (anthropologie, histoire, sociologie, géographie, philosophie, architecture, ...) et de différents contextes africains. Il ne s'agit pas uniquement d'examiner les effets du colonialisme sur les populations anciennement dominées, mais aussi d'analyser les formes de négociation, d'appropriation, de contestation ou d'oubli, y compris au sein des groupes historiquement dominants (Comaroff & Comaroff, 2012). À partir de regards situés, sensibles et ancrés dans des contextes variés, nous souhaitons interroger ce que cela signifie, aujourd'hui, pour les sociétés africaines, de composer avec les traces du colonialisme.

\*\*\*

## Héritage industriel et mémoire coloniale à Kaolack (Sénégal) : recompositions territoriales et enjeux de patrimonialisation dans l'Afrique postcoloniale

**Mbaye Diouf**

La ville de Kaolack (Sénégal) conserve des infrastructures héritées de la période coloniale. Usines, reliques du chemin de fer, entrepôts sont des témoins de l'histoire économique et territoriale marquée par les logiques coloniales. Ces traces matérielles, bien que marginalisées dans les politiques patrimoniales, constituent des vecteurs de mémoire, de réappropriation locale et de reconstruction identitaire.

Cette communication propose une analyse des trajectoires du patrimoine industriel de Kaolack dans un contexte post-colonial en interrogeant leur place dans les récits urbains, les usages contemporains et les dynamiques de valorisation. Elle s'appuie sur une approche croisée entre histoire, anthropologie du territoire et études patrimoniales, pour montrer comment Kaolack incarne une forme de résilience face aux héritages ambigus du colonialisme. Il s'agit de contribuer, à travers cette étude, à une réflexion plus large sur les modalités de composition avec les traces du passé colonial en articulant mémoire, héritage et reconstruction.

**Mots-clés** : patrimoine industriel, mémoire coloniale, postcolonialisme, héritage matériel, patrimonialisation

## Le tourisme mémoriel dans le sillage du colonialisme au Cameroun postcolonial : fondements historiques et modalités pratiques d'une orientation touristique

**Paul Derrick Dang à Goufan**

La présente communication se propose d'analyser les fondements historiques, ainsi que les modalités pratiques inhérents à la pratique du tourisme mémoriel sur les vestiges coloniaux au Cameroun. Élaborée à base d'une investigation documentaire composée des documents d'archives, travaux académiques, ouvrages et articles scientifiques mais aussi des enquêtes de terrain, elle démontre que, sur la base des vestiges coloniaux, le tourisme mémoriel est une composante essentielle de la construction d'une mémoire collective. Si la mémoire collective est le socle granitique sur lequel repose le passé ou encore le vécu commun d'un peuple, le tourisme de mémoire se positionne comme le logiciel d'éveil contre l'oubli du passé qui, selon Régis Debray est mortel. Le tourisme mémoriel désigne donc un ensemble de pratiques touristiques qui mettent en avant non pas l'aspect festif, mais la dimension historique et mémorielle d'un site touristique. Au Cameroun, il se manifeste par : l'aménagement des sites touristiques abritant des vestiges coloniaux dans les principales villes du pays ; la création et la promotion des forfaits touristiques adaptés au tourisme mémoriel par des agences de voyage ; l'exposition des vestiges coloniaux au du musée national (entre autres), sans oublier la formation/recyclage des guides de tourisme aux

nouveaux enjeux mémoriels. Au finish, il ressort que ces initiatives font du tourisme de mémoire, un élément indispensable dans la construction et l’affirmation d’une mémoire collective au Cameroun, territoire ayant connu une triple occupation allemande (1884-1916) et franco-britannique (1916-1960/61).

**Mots-clés :** mémoire collective, tourisme mémoriel, Cameroun postindépendance, colonisation.

## Nostalgie de la modernité : Usages et mémoires des passés coloniaux au sud du Mozambique

**Carla Bertin**

Dans le sud du Mozambique, dans une région qui a été site d’un important projet colonial de peuplement et d’un mégaprojet agroindustriel portugais (1950–1975), la littérature mentionne les pratiques de sabotage des agriculteurs contre cette intervention. Pourtant, au cours de mon terrain ethnographique (2023–2024), les mémoires locales apparaissent empreintes d’une nostalgie coloniale (Bissell 2008).

Ces affects — parmi lesquels le sentiment d’« avoir pu être une ville », comme le disent certains interlocuteurs — semblent être déchargés (Navaro-Yashin 2009) par les restes rouillés de machines agro-industrielles dispersés dans les villages. Or ces traces s’inscrivent en réalité dans un enchevêtrement de temporalités où l’histoire « bites back » (Napolitano 2015, 60) : s’y entremêlent passé socialiste, guerre civile et futurs passés de modernité (Geissler 2023).

Cette communication interroge, en premier lieu, cette nostalgie comme forme de critique des rapports de pouvoir contemporains à partir d’un lieu qui se voit désormais relégué aux marges des politiques nationales. En second lieu, elle s’intéresse aux fragments matériels agro-industriels : apparemment abandonnés, ils sont rassemblés, réagencés et transformés en objets utiles, permettant aux agriculteurs d’activer les passés afin, selon leur expression, de « soutenir leur vie » dans un présent incertain.

## De la matière à la mémoire : traces du colonialisme dans les soies sauvages africaines

**Annabel Vallard  
Laurence Douny  
Suzanne Lassalle**

Considérés à la fois comme des « ressources » et comme « inépuisables », les matériaux miniers, agricoles et forestiers d’Afrique de l’Ouest, exploités depuis la période coloniale, continuent de nourrir le commerce mondial et les industries globalisées, tout en entretenant une mémoire du pillage. Parmi ces matières coloniales, les soies d’espèces endogènes offrent un éclairage inédit sur les histoires coloniales et leurs répercussions. Sous forme de nids, de fibres, de fils ou de textiles, ces produits faisaient l’objet de réquisitions systématiques pour le paiement de l’impôt au Burkina Faso. Leur exploitation commerciale

intensive pour les industries européennes a contribué à la raréfaction de certaines espèces, comme au Nigéria, et a affecté les dynamiques socio-écologiques locales. En croisant terrains, collections muséales, histoire orale et archives, nous étudierons empiriquement la matérialité de ces soies dites « sauvages » et « identitaires » et leurs circulations. Si leur pénurie actuelle révèle la persistance d'héritages extractivistes, ces soies témoignent également d'une anthropisation croissante et du changement climatique. Nous examinerons les traces et les effets de ces collectes, ainsi que les enjeux contemporains qu'elles soulèvent, entre responsabilités historiques, reconnaissances des savoirs et pratiques locales, et éthique de la recherche collaborative sur les matériaux.

**Mots-clés :** extraction des matières, soies « sauvages », mémoire coloniale, collections muséales, Burkina Faso/Nigeria.

### Jeux d'argent à Dakar : traces matérielles, institutionnelles et symboliques du colonialisme

**Nicolas Brun**

Cette communication examine les jeux d'argent au Sénégal, et plus particulièrement à Dakar, comme des traces du colonialisme, à la fois matérielles, institutionnelles et symboliques. La création de la LONASE (Loterie nationale sénégalaise), s'inscrit dans une dynamique régionale, en Afrique de l'Ouest où les loteries nationales servent de source de recettes fiscales aux nouveaux états (Brenner et *al.*, 1992, 1996 ; Wyk, 2021). Les différents jeux proposés par cette nouvelle loterie sont issus des modèles européens et notamment français (Loterie nationale puis FDJ, et PMU). L'histoire du PMU sénégalais (Berret et Marionneau, 2022 ; Grancher et *al.*, 2025) et du parifoot (Fall et *al.* 2019) révèle la persistance d'une dépendance technique, économique et symbolique vis-à-vis de la France (PMU, FDJ, *Betcllic*, *Zeturf*, ...) et de sociétés européennes (*Editec*, ...), témoignant d'une mondialisation du jeu structurée par des héritages coloniaux. Si la tutelle institutionnelle et technologique reflète des logiques postcoloniales, notamment à travers le déploiement du Nord vers le Sud de normes internationales (jeu responsable, ...), les pratiques locales du jeu révèlent avant tout des dynamiques propres à la ville dakaroise. Les points de vente deviennent des espaces de sociabilité et de discussion, tout en restant connectés aux temporalités européennes (Ligue des Champions, Premier League, courses hippiques françaises). En m'appuyant sur l'enquête menée à Dakar entre 2023 et 2024, dans laquelle j'ai combiné observation de terrain, entretiens et analyse cartographique du réseau de points de vente de la LONASE, je souhaite montrer dans ce travail comment les lieux de jeux incarnent à la fois une continuité de l'ordre postcoloniale et une réappropriation locale des pratiques de jeu qui s'insèrent dans des réseaux globaux de consommation et de temporalités sportives, révélant que la mondialisation des pratiques ne se fait jamais indépendamment des héritages coloniaux et des appropriations locales.

**Mots-clés :** Jeux d'argent, Dakar, PMU, FDJ, mondialisation.

## Discours à posteriori des populations déplacées lors de la guerre de l'indépendance du Cameroun 1955-1971

**Claude Tatuebu Tagne**

Cette étude se propose d'analyser les discours des survivants de la guerre menée par l'armée franco-camerounaise en pays Bamiléké au Cameroun pour apprécier leur ressenti et leurs perceptions. Elle réinvestit les séquelles d'une période tragique du Bamiléké face au spectre grandissant d'oubli d'une étape déterminante de l'histoire du Cameroun. Les discours des survivants se présentent comme un moyen idoine de connaissance et d'analyse de cette épisode. En effet, les événements de la période (1955-1971) relatifs à la guerre ne sont pas assez abordés dans le discours quotidien des survivants et dans l'histoire du Cameroun. L'appareil gouvernemental aussi bien français que camerounais a été pendant longtemps hostile à l'évocation des faits et aux publications y relatives. Par conséquent, le traumatisme et la peur ont été maintenus dans les esprits des survivants à tel enseigne qu'ils ont du mal à parler des événements de cette époque. Pour cette période de l'histoire du Cameroun et particulièrement du pays Bamiléké où les déplacements forcés de la population et de nombreuses autres atrocités passent aux oubliettes, l'analyse des discours permet de constater que malgré la reconnaissance de la guerre et même si quelques survivants abordés acceptent de s'exprimer, la peur pour certains d'évoquer ces événements tragiques et la mélancolie pour d'autres est encore notée de nos jours.

**Mots-clés :** Discours, survivants, déplacés, guerre d'indépendance, Bamiléké.

## L'art contemporain comme porteur de significations et de consciences en mouvement : Décolonisation des regards en miroir entre l'Afrique et l'Europe

**Alena van Wahnem**

Dans cette communication, je donne un aperçu de ma recherche de thèse actuelle. Elle porte sur les débats menés sur le fait colonial/décolonial dans différents champs d'action en Afrique et en Europe et ses influences réciproques, tant dans la pratique artistique, curatoriale et scientifique que dans celle rituelle exercée dans des villages.

En suivant, au Sénégal et au Cameroun, le travail artistique de plusieurs plasticiens contemporains qui s'interrogent sur la question des traces matérielles et immatérielles du colonialisme dans des contextes de vie concrets, j'analyse les différentes significations que porte la dialectique colonial-décolonial dans la conscience de l'individu qui puise sa personnalité à travers son activité matérielle dans le monde social qui l'entoure (Léontiev).

Ainsi, les vestiges du colonialisme européen sont repris de manière consciente et inconsciente dans les réflexions artistiques et incitent des discussions et prises de conscience au moment où les oeuvres sont portées dans l'espace. En travaillant non seulement en contexte urbain en Afrique et en Europe, mais également dans des villages – en Casamance au Sénégal, et dans la région des grassfields au Cameroun – où leurs créations

sont utilisées notamment lors de rituels, les artistes ouvrent les débats à divers contextes de vie.

Dans ma recherche, j'interroge ces différentes significations et mises en regard des oeuvres entre la ville et le village en mettant l'accent sur les contradictions qu'elles suscitent dans les débats autour du fait colonial-décolonial, ainsi que sur leurs traductions dans les différents milieux avec leur histoire coloniale concrète respective.

**Mots-clés :** art plastique contemporain, théorie de l'activité, École historico-culturelle, pensée décoloniale en question, histoire coloniale Casamance/grassfields.

## Pratiques de la coopération culturelle et scientifique en Éthiopie, composer avec les traces du colonialisme au quotidien

**Marie Bridonneau**

Cette proposition consiste en un retour réflexif sur une pratique de huit années de la coopération culturelle et scientifique en Éthiopie, à la fois en tant que membre d'un centre de recherches français à Addis-Abeba, comme coordinatrice de projets de recherche-action sur des sites patrimoniaux situés dans le nord de l'Éthiopie, et chercheuse en sciences sociales. On s'intéresse ici aux traces du colonialisme dans le rapport français à l'Afrique, à travers les politiques de coopération culturelle et patrimoniale françaises en Éthiopie. Il s'agit ici de comprendre la manière dont les survivances du colonialisme imprègnent et innervent, ou pas, la conception et la mise en œuvre de ce champ de l'action publique. On propose ici de revenir sur des observations faites au quotidien, au cœur d'une multitude d'arènes ordinaires : la réunion de suivi de projet, le comité de pilotage, les visites de sites, les discours officiels, mais aussi les réunions publiques, les ateliers de formation, les chantiers de fouille archéologique ou de conservation, etc. On entend aussi interroger nos pratiques de chercheurs dans les interactions quotidiennes avec nos collègues, étudiants, partenaires institutionnels pour y déceler, le cas échéant, les traces du colonialisme. Il s'agit de faire le récit et l'analyse de situations d'inconfort, de déni, de violence ordinaire, rarement exprimées mais qui peuvent peut-être plaider pour une plus grande place des sciences sociales dans les projets de coopération culturelle.

## Persistance et renouveau d'une photothèque scientifique sénégalaise produite en situation coloniale

**Julie Cayla**

Le centre de recherche et de documentation du Sénégal de la ville de Saint-Louis a choisi de conserver une photothèque produite pendant la période coloniale au nom de l'ethnologie française. Héritée de l'Institut français d'Afrique noire (1936-1966), institution pionnière dans le développement de la recherche scientifique en Afrique, elle comporte près de 3000 photographies prises entre 1943 et 1963. Dans une perspective ethno-historique, ma

communication interrogera les manières dont l'institution sénégalaise a choisi d'hériter de cette photothèque, conçue comme une véritable technique du savoir (Mauuarin 2022).

A l'aune de ceux qui marquaient la photothèque en situation coloniale, j'examinerai les différences de parcours de ses acteur-rices (photographes, chercheur-ses, muséographes), les persistances des techniques et des savoirs documentaires qui l'organisent et le renouveau de savoirs scientifiques et culturels dont ces images sont la source. Dans un contexte intellectuel international marqué par une volonté commune de décolonisation des collections muséales et des savoirs, nous verrons dans quelle mesure le traitement contemporain de cette photothèque s'insère dans le rapport singulier que l'ancienne capitale de l'AOF a entretenu avec la présence coloniale française au fil de l'histoire (Dozon 2012).

**Mots-clés** : photothèque, savoirs, Saint-Louis-du-Sénégal, colonialisme, collections muséales.

## Marc Côte en héritage, L'Algérie ou l'espace réapproprié

**Nassima Baziz**

2022, a été l'année de disparition du géographe français Marc Côte. Ce géographe qui a consacré 30 ans de sa vie à la recherche et à l'enseignement de la discipline au sein de l'université algérienne, a contribué à poser les bases scientifiques et pédagogiques de la géographie algérienne post-indépendance, notamment à travers son ouvrage de référence : L'Algérie ou l'espace retourné. En hommage à sa disparition, un colloque international est organisé par l'université de Constantine, il donnera l'occasion de revenir sur l'héritage universitaire du géographe. En parallèle, les archives du géographe, confiées à l'institut culturel français de Constantine, feront l'objet d'une valorisation à travers l'exposition « Marc Côte en héritage, l'Algérie ou l'espace réapproprié », que j'ai moi-même montée. Chercheuse en urbanisme et photographe par ailleurs, une carte blanche m'a été proposée par l'institut français afin d'explorer le legs du géographe. De cette exposition sortiront une sélection d'archives ainsi qu'une série de photographies qui ambitionnent de croiser nos regards par l'intermédiaire d'une discipline artistique. Cette communication propose un retour sur cette expérience, à partir de plusieurs entrées. Celle de la relecture d'archives d'un géographe qui certes, aura contribué à construire l'université algérienne, mais dont les premières rencontres avec l'Algérie ont eu lieu pendant la colonisation, notamment dans le cadre d'un service militaire au camp de regroupement au village de Ain Bel ayoune (Guelma). Cette relecture posera plusieurs interrogations autour de la réappropriation des archives par les algérien.ne.s d'aujourd'hui: Que valoriser? Que contextualiser ? Qu'est-ce qu'on montre et par là même qu'est-ce qu'on écarte ? Par ailleurs, le croisement du regard du géographe avec celui du photographe, traite de l'aptitude à offrir une lecture contemporaine de la géographie algérienne, qui s'appuierait sur une démarche artistique décoloniale en proposant un décentrement du regard et une critique des savoirs coloniaux.

La série photographique exposée pose ainsi la question de la légitimité des savoirs hérités et leur place dans l'Algérie d'aujourd'hui.

**Mots-clés :** Décolonialité, relecture d'archives, géographie coloniale, regard situé, démarche artistique.

\*\*\*

## A16 - Corps, frontières et résilience : une analyse sociologique des dynamiques migratoires des femmes africaines au Maroc

**Martin Raymond Willy Mbog Ibock**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier propose d'examiner, dans une perspective sociologique, les parcours migratoires des femmes africaines subsahariennes transitant par le Maroc vers l'Europe. Si les migrations masculines ont fait l'objet d'une abondante littérature, les expériences féminines restent encore largement sous-étudiées, en particulier dans l'espace nord-africain. Pourtant, les migrations féminines sont marquées par des expériences spécifiques liées au genre, aux conditions socio-économiques et aux contextes géopolitiques. Ces migrantes font face à des vulnérabilités spécifiques, où le corps devient à la fois un lieu d'épreuves (violences physiques, sexuelles, psychologiques, précarité sanitaire) et un espace de négociation, de résistance et d'adaptation. Le Maroc, carrefour migratoire, est un espace où ces migrantes déploient des stratégies complexes pour naviguer les frontières physiques et sociales, révélant résilience et vulnérabilités (violences physiques, sexuelles, psychologiques, contraintes des politiques migratoires).

À travers une approche intersectionnelle croisant genre, rapports de pouvoir et résilience, l'atelier interroge les stratégies individuelles et collectives déployées par ces femmes pour franchir les frontières physiques et sociales. Il s'intéresse aux dynamiques concrètes de passage (réseaux sociaux, alliances temporaires, relations avec les passeurs), ainsi qu'à l'impact des politiques migratoires marocaines et européennes sur leurs corps et leurs trajectoires.

Cet atelier examine les dynamiques migratoires des femmes africaines transitant par le Maroc vers l'Europe, sous l'angle sociologique des vulnérabilités corporelles. Il s'articule autour de trois temps forts : une mise en perspective des cadres géopolitiques et frontaliers (avec un focus sur leurs effets genrés), une série d'études de cas et de témoignages issus d'enquêtes de terrain ou de sources secondaires, et enfin une table ronde réunissant chercheurs, acteurs associatifs et décideurs politiques afin de discuter des résultats et de formuler des recommandations pour des politiques migratoires plus sensibles au genre.

Cet atelier s'adresse aux chercheuses et chercheurs en sciences sociales, aux étudiant-es, aux militant-es associatif-ves ainsi qu'aux responsables publics intéressés par les liens entre migrations, genre, vulnérabilités corporelles et résilience.

\*\*\*

## Voix invisibles, présences résistantes : la migration féminine subsaharienne entre silence social et affirmation de soi

**Yasmine Bouchfar**

Longtemps tenue à l'écart des regards et des récits dominants, la migration féminine subsaharienne se révèle aujourd'hui comme un espace d'expérience profondément humaine, où se mêlent intimement mobilité, appartenance et quête de dignité. Au-delà des discours institutionnels et médiatiques, des femmes venues d'Afrique subsaharienne construisent chaque jour des trajectoires marquées par la fragilité, la foi, la solidarité et la volonté de se reconstruire dans des contextes souvent précaires. Cette communication s'attache à explorer ces voix invisibles, celles qui se déploient entre silence social et affirmation de soi. Elle s'appuie sur une démarche qualitative fondée sur l'écoute, la rencontre et l'observation de parcours féminins dans des espaces associatifs, religieux et communautaires. L'objectif est de comprendre comment ces femmes, confrontées à des réalités complexes, parviennent à transformer la vulnérabilité en ressource et à donner sens à leur présence au sein d'une société en mutation. Le corps apparaît ici comme un territoire sensible où se rejouent les rapports de domination, mais aussi un lieu de résistance et de mémoire. La parole, qu'elle soit verbale, spirituelle ou gestuelle, devient un moyen d'exister, de se relier aux autres et de reconfigurer les frontières du possible. En mobilisant une approche intersectionnelle, articulant genre, classe, race et spiritualité, cette étude met en lumière des formes discrètes de résilience et de reconstruction identitaire. Loin de se réduire à des trajectoires de survie, ces parcours traduisent une capacité à habiter le monde autrement, à inventer de nouveaux langages de soi et à affirmer une présence résistante au cœur du silence.

**Mots-clés :** Migration féminine, invisibilité sociale, résilience, corps, parole

## Quand le rêve des migrantes subsahariennes se transforme en abus de servitudes domestiques dans les pays de transit vers l'Europe

**Roméo Gbaguidi**

Les mouvements de personnes dans l'espace et dans le temps sont toujours guidés, selon les théories migratoires, par des facteurs « répulsifs » et « attractifs » respectivement dans les zones de départs et celles d'accueil. Il s'agit pour les pays africains, dans le contexte de la répulsion, de facteurs politico-économiques, climatiques et socio-culturels éprouvants la capacité de résilience de l'individu. L'objectif de cette communication est de présenter certains déterminants majeurs de l'émigration féminine depuis l'Afrique occidentale (et plus concrètement du district autonome d'Abidjan, Côte d'Ivoire) vers l'Eldorado et d'analyser les contraintes et risques des servitudes domestiques dans leurs pays de transit (qui se transforment souvent en pays d'installation). Cette contribution basée sur notre article

collectif précédemment publié expose une démarche méthodologique associant la recherche documentaire et une enquête auprès des migrantes de retour dans le district d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Elle permettra de se questionner sur pourquoi les femmes subsahariennes sont de plus en plus nombreuses à braver les risques de l'émigration à la recherche d'un mieux-être ailleurs. De cette question-remarque découlent plusieurs préoccupations secondaires dont les suivantes : Quels sont les déterminants de l'émigration féminine dans le district autonome d'Abidjan ? Comment les candidates à l'émigration préparent-elles leur projet migratoire ?

Quelles sont les caractéristiques des abus de servitudes domestiques qui fondent la désillusion du rêve de l'Eldorado chez les émigrantes subsahariennes dans leurs différents pays d'accueil ?

**Mots-clés** : Émigration féminine, Afrique subsaharienne, Eldorado, Projet migratoire, servitudes domestiques.

## Insécurité grandissante et migrations transversales des femmes subsahariennes vers l'Europe à partir du transit marocain phallocrate

**Freddy Lagme**

La montée en puissance du djihâdisme comme facteur d'insécurité sociale et politique est la source de déstabilisation des milieux humains notamment dans le Sahel. Face à cette situation inouïe, les femmes sont les plus vulnérables. Incapables de survivre dans un espace ambiant de violence terroriste, elles sont obligées de rechercher d'autres issues vitales en se livrant aux dangers de toute nature. C'est ainsi que les femmes s'organisent en se projetant dans un processus migratoire vers d'autres contrées. Le Maroc par sa position stratégique et sa proximité avec l'Europe à partir du détroit de Gibraltar, est devenu le socle de transit des migrantes. Ces 20 dernières années, le Maroc s'est lentement mué d'un pays de transit en un pays de destination pour les migrants d'Afrique subsaharienne, dont près de la moitié sont des femmes (Marco Simoncelli, 2023). La migration féminine a connu un développement important au Maroc, surtout depuis la fin des années 1970 et plus particulièrement depuis les années 1990 (Khadija Elmadmad, 2011). Au Maroc, les violences envers les femmes et les filles sont répandues, elles puisent notamment leur origine dans les normes patriarcales qui perpétuent la domination des hommes sur les femmes. L'un des derniers rapports du Haut-Commissariat au plan fait état des violences subies par les femmes marocaines, 62,8% des femmes âgées 18 à 65 ans déclarent avoir subi des violences psychologiques, physiques et sexuelles parmi elles 55% déclarent avoir subi des violences conjugales et 13,5% des violences familiales. Ces violences sont peu dénoncées, notamment car ces femmes craignent les sanctions sociales et ont peur d'être rejetées par leur communauté et/ou leur famille (Perle Guichenducq, 2023). Dans un climat social de violence féminine, les femmes migrantes sont largement exposées aux supplices tels que les abus sexuels et les astuces de conditionnement infernal pour réussir à atteindre l'eldorado ou une insertion sociale. La présente étude est un essai d'analyse des motivations des femmes

migrantes et la politique sociale marocaine dans le processus d'encadrement et de sécuritisation des femmes migrantes d'Afrique subsaharienne. Il vise à étudier les moyens de passerelle des migrantes au Maroc vers l'Europe. Nous allons utiliser la théorie de la motivation, et de la prise de décision conflictuelle développée par Irving L. Janus et Leon Mann (1968). En s'appuyant sur des données empiriques tels que les documents officiels, les rapports de mission des Organisations internationales et du HCR, nous allons montrer comment les femmes s'autorisent à se livrer à des pratiques peu humaines pour se sauver des frontières afin d'atteindre leur objectif migratoire. Au sortir, il sera question de mûrir les réflexions sur la notion de frontières ressources comme solution inclusive pour aménager et encadrer le processus de migrantes vulnérables.

**Mots-clés :** femmes subsahariennes, insécurité, migrations transversales, transit marocain phalocrate

### Les dynamiques migratoires des femmes africaines au Maroc : agency, résilience et recompositions identitaires dans un espace de transit

**Rokhaya Diallo**

Les migrations féminines africaines vers le Maroc redessinent les contours des dynamiques migratoires dans un contexte où ce pays, traditionnellement espace de transit, devient aussi un lieu de vie et d'ancrage pour de nombreuses femmes. L'objectif de cette réflexion est d'explorer comment les femmes africaines migrantes au Maroc négocient leur agency et leur résilience face aux défis socio-économiques, culturels et politiques, tout en recomposant leurs identités dans un espace liminal. La question centrale est la suivante : dans quelle mesure les femmes africaines migrantes au Maroc transforment-elles les contraintes de leur statut migratoire en opportunités d'émancipation et de reconstruction identitaire ? Pour répondre à cette interrogation, la collecte des données s'appuie sur une méthodologie qualitative combinant des entretiens semi-directifs avec 50 femmes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Nigeria, Cameroun, Côte d'Ivoire) résidant à Rabat et Casablanca, des observations participantes dans des associations de soutien aux migrants, et une analyse des récits de vie pour capturer les expériences subjectives. Le cadre théorique mobilise les concepts d'agency (Amartya Sen) et de résilience (Cyrulnik), croisés avec les théories postcoloniales de l'hybridité identitaire (Bhabha) pour comprendre les stratégies d'adaptation et les recompositions identitaires dans un contexte de marginalisation. L'hypothèse postule que, malgré les contraintes structurelles (précarité économique, discriminations raciales et sexistes, politiques migratoires restrictives), les femmes africaines migrantes développent des formes d'agency qui leur permettent de subvertir ces obstacles, en s'appuyant sur des réseaux communautaires et des initiatives entrepreneuriales. Les résultats révèlent deux dynamiques majeures : premièrement, les femmes migrantes créent des micro-entreprises (coiffure, restauration, commerce informel) qui, au-delà de la survie économique, renforcent leur autonomie et leur visibilité sociale dans l'espace public marocain ; deuxièmement, elles tissent des réseaux transnationaux de solidarité

(associations, groupes religieux) qui deviennent des espaces de résistance culturelle et de préservation identitaire, tout en favorisant des identités hybrides maroco-africaines. Ces résultats soulignent que le Maroc, en tant que carrefour migratoire, n'est pas seulement un espace de transit, mais un lieu où s'opèrent des transformations sociales et identitaires profondes. En conclusion, cette étude met en lumière la capacité des femmes africaines migrantes à transformer les défis de leur parcours en opportunités d'émancipation, défiant ainsi les stéréotypes de victimisation souvent associés aux migrations féminines. Elle invite à repenser les politiques migratoires marocaines pour mieux intégrer ces dynamiques d'agency et de résilience, tout en reconnaissant le rôle des femmes migrantes comme actrices de changement social. Ce travail, inédit par son focus sur les recompositions identitaires et l'entrepreneuriat féminin, propose une lecture nuancée des migrations africaines au Maroc, en résonance avec les luttes pour la justice sociale portées par des figures comme Rokhaya Diallo.

**Mots-clés :** agency, Maroc, migratoire, recompositions identitaires, transit

\*\*\*

## A20 - Décoloniser les recherches sur les Afriques, au-delà d'une ambition théorique. Initiatives et tensions d'une mise en pratique.

**Rubis Le Coq**  
**Emmanuelle Veillet**

### Présentation de l'atelier

La décolonisation des savoirs constitue désormais un impératif éthique et politique pour les recherches menées sur les Afriques. Si cet objectif est largement partagé dans les discours académiques, sa mise en œuvre concrète demeure balbutiante, traversée par de nombreuses tensions. Cet atelier entend déplacer la focale, en examinant non pas les intentions mais les pratiques effectives des chercheur·ses engagé·es dans cette entreprise critique, à partir de terrains situés en Afrique, en France hexagonale et dans les territoires dits « ultramarins ».

Notre système de production du savoir actuel est marqué par de multiples asymétries et inégalités. Face à ces déséquilibres systémiques, les appels à la réflexivité et au repositionnement, aussi nécessaires soient-ils, ne suffisent pas. En effet, la décolonisation reste bien souvent cantonnée à un registre symbolique ou intellectuel, sans que soient engagées des transformations pratiques, collectives et systémiques de nos modes de production et de diffusion des savoirs.

Or, décoloniser les recherches implique de profondes réorganisations : repenser les partenariats scientifiques et leurs financements, réévaluer les critères d'évaluation académique, adapter les pratiques de terrain et d'enseignement, mobiliser des moyens pour

garantir l'accessibilité matérielle et numérique aux événements scientifiques et aux travaux produits, dé-métropoliser les lieux de savoir et inclure les marges oubliées – notamment les territoires ultramarins français, à la croisée des prolongements coloniaux de la France et des Afriques diasporiques. Ces efforts, couteux en temps et en ressources, sont rarement valorisés dans les carrières ou les institutions, reposent en grande partie sur des initiatives individuelles, souvent portées par des chercheur·ses précaires, en plus de se confronter à des résistances au sein des collectifs de travail.

L'objectif de cet atelier est donc de rendre compte de ces pratiques « en tension » et de discuter des méthodes employées, des contraintes et des effets: comment les chercheur·ses opérationnalisent-iels la décolonisation et le décentrement dans leur quotidien académique ? Quelles stratégies déploient-iels pour travailler au concret à renverser ces hiérarchies et se défaire des obstacles rencontrés ?

\*\*\*

### Faire science en contexte postcolonial : réflexivité, tensions et pratiques dans un projet interdisciplinaire sur l'hydro-climatologie au Sahel

**Youssoupha Tall**

Cette communication met en lumière une réflexion axée sur les tensions épistémiques et partenariales dans la conduite des recherches scientifiques en contexte postcolonial, à partir d'une immersion d'un sociologue dans un projet interdisciplinaire sur l'eau et le climat au Sahel. En croisant enquêtes ethnographiques et des notes de terrain, cette communication documente les effets (in)visibles du partenariat Nord-Sud sur les pratiques scientifiques, en plus des idéaux de rapports verticaux et équitables (Leclercq et Tall, 2026).

En partant d'un projet de recherche interdisciplinaire financé par l'AFD et porté par l'IRD et ses partenaires au Sud, nous mettons en lumière les ambiguïtés du cadre partenarial : à la fois outil de rééquilibrage et vecteur de dissymétries dans la définition des objets d'étude, du financement et de la recherche. Elle propose une analyse de ma position, de mes interactions dans ce contexte partenarial marqué par l'héritage colonial, les injections à l'intégration des savoirs et les tensions latentes (Hours, 2020).

Cette communication s'attache à dépasser les orientations théoriques décoloniales des savoirs afin d'interroger les façons réelles de « faire science ». Nous invitons à une analyse de la réflexivité sur la base du positionnement du chercheur du Sud (Ouattara, 2022), embarqué dans un projet du Nord avec et pour les Suds, en explicitant les effets de ses marges d'action dans sa manière de pratiquer sa recherche (Giuliani et al., 2008).

### Recherches participatives et communautaires en sciences sociales et santé publique & perspectives décoloniales : défis et enjeux à partir du cas de la lutte contre le VIH

**Marion Di Ciaccio**

**Nicolas Lorente**

La recherche communautaire et participative (RC), repose sur une collaboration entre chercheur·e·s et acteur·rice·s communautaires (AC) dans un partenariat équilibré. La RC promeut une répartition des rôles et des pouvoirs horizontaux. C'est dans la mise en œuvre de RC dans des contextes interculturels, en Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, que nous avons pu expérimenter le potentiel décolonial « concret » de ce type de recherche à travers plusieurs étapes :

- 1) Définition des questions de recherches à partir des priorités, retours, des AC sur le terrain ;
- 2) La co-construction du protocole de recherche et d'outil de recueils adaptés ;
- 3) La co-analyse et diffusion des résultats.

Cette méthodologie permet d'éviter l'écueil de penser les priorités de recherche et les méthodologies à partir des expériences et regards du « Nord » et de développer une posture d'humilité et d'intelligence culturelle. Nous détaillerons plusieurs retours d'expériences de ces pratiques ainsi que les défis multinationaux rencontrés et les stratégies mises en place pour les relever, que ce soit sur le plan méthodologique, en particulier des méthodes qualitatives (enjeux de langue, de culture, de représentations, d'analyses), des conditions optimales de participation équilibrée, et sur le plan financier (lien avec les bailleurs pour justifier de « nouveaux types de coûts » dans les projets de recherche). L'ensemble sera resitué et discuté dans le contexte structurel et systémique d'inégalités de pouvoirs et de ressources. Enfin, nous présenterons les écueils qui restent à adresser afin d'améliorer la décolonisation de nos recherches.

**Décoloniser les recherches sur les Afriques, au-delà d'une ambition théorique. Initiatives et tensions d'une mise en pratique.**

**Fernando Ligue Engamba**

La décolonisation des savoirs sur l'Afrique est une exigence éthique et méthodologique. Cette communication se focalise sur les pratiques de recherche concrètes pour décoloniser ces savoirs en pays Maka, dans l'Est-Cameroun. L'objectif est de démontrer que la décolonisation ne peut être effective sans une revalorisation des savoirs endogènes et une révision profonde des méthodologies de recherche. L'étude se penche sur la manière dont la reconnaissance des traditions orales Maka (contes, cosmogonies, médecine traditionnelle) permet de restituer à la communauté le contrôle de ses connaissances. Cette approche renouvelle les paradigmes de la recherche en anthropologie, histoire et linguistique. Des études de cas sur le terrain révèlent des défis, notamment la confrontation entre la rationalité scientifique et la logique épistémique Maka, la difficulté de transcrire les savoirs oraux et les dynamiques de pouvoir complexes entre chercheurs et gardiens de la tradition. Ce travail montre que la décolonisation est un processus de co-construction. Les traditions ne sont pas simplement étudiées, elles sont engagées comme partenaires épistémiques dans la production de nouvelles connaissances. Cette approche milite pour une recherche

plus éthique et pertinente, où les savoirs africains sont des sources d'innovation théorique et méthodologique, et non de simples objets d'étude.

## Décoloniser la politique comparée par le décentrement des sources. Pour un comparatisme dialogique et pluriversel

**Sonia Le Gouriellec**

Cette communication met en lumière une réflexion axée sur les tensions épistémiques et partenariales dans la conduite des recherches scientifiques en contexte postcolonial, à partir d'une immersion d'un sociologue dans un projet interdisciplinaire sur l'eau et le climat au Sahel. En croisant enquêtes ethnographiques et des notes de terrain, cette communication documente les effets (in)visibles du partenariat Nord-Sud sur les pratiques scientifiques, en plus des idéaux de rapports verticaux et équitables (Leclercq et Tall, 2026).

En partant d'un projet de recherche interdisciplinaire financé par l'AFD et porté par l'IRD et ses partenaires au Sud, nous mettons en lumière les ambiguïtés du cadre partenarial : à la fois outil de rééquilibrage et vecteur de dissymétries dans la définition des objets d'étude, du financement et de la recherche. Elle propose une analyse de ma position, de mes interactions dans ce contexte partenarial marqué par l'héritage colonial, les injections à l'intégration des savoirs et les tensions latentes (Hours, 2020).

Cette communication s'attache à dépasser les orientations théoriques décoloniales des savoirs afin d'interroger les façons réelles de « faire science ». Nous invitons à une analyse de la réflexivité sur la base du positionnement du chercheur du Sud (Ouattara, 2022), embarqué dans un projet du Nord avec et pour les Suds, en explicitant les effets de ses marges d'action dans sa manière de pratiquer sa recherche (Giuliani et *al.*, 2008).

\*\*\*

## A22 - Données de la recherche en études africaines : les études migratoires et leurs enjeux

**Hinde Maghnoji**

**Pierre Peraldi-Mittelette**

### Présentation de l'atelier

Dans le cadre de ces 9e rencontres, nous entendons étudier les enjeux que soulève l'utilisation d'un certain nombre de données sensibles collectées durant des enquêtes portant sur des populations en situation migratoire. Les travaux portant sur les migratoires impliquent un ensemble de données sensibles, parfois problématiques, et potentiellement dangereuses pour les interlocuteurs. Concernant ces données, plusieurs questions se posent relevant du cycle de vie des données : qu'en est-il de leur collecte, des traitements qui leur sont appliquées, des analyses produites, et de leur conservation (Que doit-on conserver, que ne faut-il pas conserver, de quelles manières, avec quels types d'embargos ?), qui aura accès

à ces données et pourquoi, que faire de ces données, et comment peuvent-elles être réutilisées ? Ces questions générales pourront être totalement ou partiellement reprises par les personnes participant à l'atelier en croisant les disciplines des études africaines.

L'intérêt de cet atelier portera notamment sur des questions juridiques, mais aussi sur des questions éthiques plus classiques. Cet atelier s'inscrit dans une période où le traitement et l'utilisation de données sensibles sont particulièrement investis par les populations concernées, par les chercheurs, mais aussi dans un contexte où la science ouverte est à l'ordre du jour. Cela implique un accès croissant aux données et aux processus d'enquête, notamment à travers des « data papers », de fait, les données de la recherche n'ont jamais connu une telle mise en visibilité.

Il sera particulièrement intéressant, dans cet atelier, d'interroger la manière dont sont construits les plans de gestion de données, les stratégies de collecte, et les protocoles de traitement dans les études africaines. L'enjeu est d'examiner leur pertinence selon les disciplines, mais aussi en fonction des sensibilités particulières liées à certaines données, en revenant toujours aux individus derrière les corpus et les carrières.

Nous souhaiterions donc que certains axes soient abordés dans cet atelier, sans pour autant être exhaustifs :

- le silence et le secret autour de certaines données,
- le droit des personnes auprès de qui les enquêtes sont menées (droit à l'image, droit de rétractation, etc.),
- les valorisations de corpus complexes et hétérogènes (sites internet, prestations artistiques, expositions, etc.),
- les co-constructions

\*\*\*

### Proximité sociale et distance scientifique : enjeux éthiques de la collecte de données sur la communauté guinéenne par un chercheur d'origine guinéenne aux Pays-Bas

**Oumar Barry**  
**Marie Steffens**

Dans la société multiculturelle contemporaine aux Pays-Bas, l'intégration et la participation des migrants occupent une place centrale dans l'agenda politique et sociétal. Alors que de nombreuses recherches portent sur les grandes communautés migrantes (marocaine, turque, surinamaïse), les plus petites communautés restent largement invisibles, malgré leurs dynamiques et défis spécifiques. Cette contribution s'inscrit dans le cadre d'une recherche sur l'intégration et la participation de la communauté néerlandaise-guinéenne à Utrecht.

Les premiers résultats ont montré que ces processus sont fortement influencés par l'intersectionnalité de plusieurs facteurs : une forte cohésion interne, qui consolide les liens intracommunautaires mais limite les ponts avec la société néerlandaise ; des barrières

linguistiques persistantes ; et des obstacles institutionnels. Au-delà ces constats empiriques, la recherche a soulevé des questions fondamentales sur la gestion des données sensibles et sur les possibles biais dans les interactions avec le chercheur, lui aussi d'origine guinéenne.

La posture du chercheur joue en effet un élément central. En tant que membre de la diaspora ouest-africaine (in-group), le chercheur a eu accès à des récits intimes, tandis que son rôle d'universitaire aux Pays-Bas (out-group) exigeait une distance réflexive. Par ailleurs, la conscience dans le chef des participants de la possibilité que les données anonymes publiées dans le cadre de la recherche puissent être exploitées par les autorités néerlandaises pourrait les avoir incités à l'autocensure, créant ainsi des biais. Des signes de méfiance ont été observés à l'égard de l'enquêteur dans son rôle de chercheur, mais aussi en tant qu'homme au sein de sa propre communauté.

Cette communication propose une réflexion sur les causes de cette méfiance et sur les moyens de l'atténuer par une gestion éthique explicite des données : conditions de conservation et de suppression des données, choix informé de la langue d'entretien, validation des données par les répondants, triangulation et notes réflexives. Cette communication vise aussi à donner des éléments de réponses aux questions suivantes : comment protéger les communautés vulnérables à l'ère de la science ouverte ? Comment garantir l'anonymat et la confidentialité ? Comment rendre les données de recherche accessibles de manière responsable sans compromettre la sécurité des répondants ?

### Un autre type de données sur les migrations ? Tentatives de coproduction de connaissances avec des jeunes en situation de déplacement forcé en Afrique du Sud

**Glenda Santana de Andrade**

**Jane Freedman**

Cette présentation, basée sur des recherches en cours auprès de jeunes (âgés de 15 à 25 ans) en situation de déplacement forcé en Afrique du Sud, analyse nos tentatives de coproduction de données et de connaissances avec ces jeunes, les défis que cela implique et les avantages potentiels tant pour les participants que pour les chercheurs. Nous avons utilisé des méthodes participatives et créatives, notamment la photographie/photovoix et le podcasting, afin de nous éloigner des approches traditionnelles de collecte de données et de permettre aux jeunes, dans la mesure du possible, de définir leur propre programme de recherche et leurs propres moyens de raconter leurs expériences. Cinq ateliers ont ainsi été organisés sur quatre semaines à eThekweni (Durban) en juillet/août 2025 : photographie avec des jeunes majeurs (N8), podcast avec des jeunes majeurs (N8), photographie avec des jeunes mères (N6), photographie avec des jeunes d'âge scolaire (N3) et enfin podcast avec des jeunes d'âge scolaire (N7). D'autres ateliers sont actuellement en cours à Cape Town et à Johannesburg. L'objectif était de s'éloigner des méthodes de recherche extractivistes et colonialistes et d'ouvrir de nouvelles possibilités pour produire des données et des connaissances de manière plus équitable. Nous explorons les défis éthiques et les difficultés

liés à ces méthodes en ce qui concerne les (im)possibilités de surmonter les inégalités de pouvoir et les injustices épistémiques existantes liées à notre positionnement au sein d'une université du Nord, ainsi que les difficultés plus pratiques liées à la recherche auprès de jeunes en situation de marginalisation et parfois de vulnérabilité extrême.

Enfin, nous nous interrogeons sur la manière dont ces méthodes peuvent produire de nouvelles formes de connaissances et de savoirs, et quel impact cela pourrait avoir à la fois sur les recherches futures et sur les expériences des jeunes qui y participent.

### Enquêter dans un contexte d'incertitude : le cas des Camerounais en mobilité étudiante en France

**Jean Marie Etogo Assene Nkou**

Dans le cadre de notre travail doctoral, nous nous intéressons aux trajectoires des étudiants camerounais à la fin de la mobilité pour études en France. Nous avons eu recours à la démarche ancrée pour mener à bien ce travail pour plusieurs raisons à savoir : l'absence des données au sujet de ces étudiants, la difficulté à les contacter et la difficulté à les faire parler. La démarche ancrée nous permettant d'investir le terrain sans hypothèse préalablement conçu offre comme dépassement le recours à un échantillon théorique (Glaser Barney G et al., 2017) au lieu d'un échantillon statistique.

Nous souhaitons montrer ici deux éléments importants de notre terrain à savoir : les stratégies de collecte de données mobilisées dans un contexte d'incertitude liée à la situation autoritaire (Pommerolle, 2008) du Cameroun d'une part. Il est tout aussi question du silence ou du secret des données que nous associons à la liberté de parole de nos enquêtés c'est-à-dire comment et pourquoi les enquêtés camerounais dépassent la peur lors des entretiens semi-directifs relatif à leurs retours ou leurs ancrages en France. Ceci est la quintessence de notre proposition qui a comme objectif de montrer les difficultés d'un chercheur dans les études migratoires où la moindre information peut freiner les intentions de mobilités des futurs étudiants.

**Mots-clés :** Mobilité étudiante, Camerounais, Incertitude, Cameroun, France

### Langues et migralectes aux frontières : aborder le sensible de l'expérience migratoire par des données sensibles

**Alexandra Galitzine-Loumpet**

Un multiple « sensible » travaille les terrains des frontières et leurs violences constitutives : sensible subjectif et intime des vies effractées par les parcours migratoires, sensible de l'utilisation des données recueillies, offertes, données dans des contextes profondément asymétriques. A ces entrecroisements, sinon ces frictions entre plusieurs formes de sensibles, émergent des questionnements épistémologiques et éthiques : Comment rendre compte et analyser ? Que montrer et que taire ? Quel statut des récits ou des conversations engagées dans des situations de communication fragiles, éphémères, avec ou sans

traduction ? Ces interrogations reposent sur les travaux menés à Calais et Paris par l'ANR Liminal et depuis par le programme Co-front, financé par l'institut Convergences migrations.

## Du bricolage dans les données ? Enquêtes qualitatives et expositions numériques, enjeux et limites

**Pierre Peraldi-Mittelette**

À partir des différents corpus collectés depuis 2011 et le début de mes enquêtes auprès des Touaregs installés en France, je souhaite proposer une réflexion épistémologique sur la constitution et l'utilisation de corpus hétérogènes dans les recherches qualitatives sur l'exil. Ces réflexions sur les données de l'exil auront pour finalité d'interroger les manières dont l'outillage informatique et logiciel actuel apporte une potentielle plus-value aux enquêtes qualitatives, et ce qu'ils permettent de réaliser à partir du croisement de ces corpus. Ce sera l'occasion de revenir sur la mise en place de méthodes d'enquêtes qui envisagent une réflexivité méthodologique et technique relative au travail d'interopérabilité de divers corpus dans le champ des sciences qualitatives, et spécifiquement de l'anthropologie des migrations.

\*\*\*

## A24 - Éducation, libération et décolonisation(s) dans la pensée africaine

**Mélanie Toulhoat  
Elisa Prosperetti**

### Présentation de l'atelier

*Quels sont les liens entre éducation et émancipation politique en Afrique sub-saharienne ?*

Comment certaines pratiques éducatives à vocation émancipatrice et les indépendances politiques sur le continent africain s'articulèrent-elles ? Comment ces rapports furent-ils pensés, théorisés et mis en pratique par les divers protagonistes ? Comment la décolonisation des structures, des pratiques éducatives et des supports didactiques fut-elle envisagée comme partie intégrante du développement futur et contribua-t-elle à l'élaboration des nouveaux imaginaires des nations ?

Cet atelier s'intéressera à ces questions dans des contextes historiques variés : pays en lutte pour leur libération et jeunes États tout récemment indépendants (jusqu'aux années 70). Il s'agira de regrouper des communications s'intéressant à différents terrains, à des cas issus de pays de langue officielle différente, à des dispositifs éducatifs variés, afin de constituer les bribes d'une réflexion transversale et comparée.

Les communications accorderont une importance toute particulière à l'originalité ou au caractère inédit des différentes sources produites par les actrices et acteurs en Afrique : dirigeantes et dirigeants politiques, responsables de structures éducatives, enseignants et

enseignantes, animatrices ou animateurs culturels, anciennes et anciens élèves ou autres membres des processus éducatifs dans leur ensemble.

\*\*\*

## La pratique du « signal » à l'école primaire au Bénin. Un héritage de la colonisation française

**Kocou Prosper Tonato**

**Hugues Pentecouteau**

**Gildas Grimault**

### *La persistance d'une pratique coercitive : du « symbole » breton au « signal » africain*

En Bretagne, l'interdiction du breton à l'école est un fait historique documenté (Broudic, 2013 ; Milin, 2022). Si son application systématique dans tous les établissements reste difficile à établir, les témoignages convergent sur une pratique stigmatisante : l'enfant surpris à parler breton se voyait imposer un objet autour du cou, souvent appelé « symbole » (*ar simbol*). Pour échapper à la punition, il devait le transmettre à un autre élève pris en flagrant délit, instaurant ainsi un système de surveillance mutuelle, de dénonciation et de discrimination linguistique.

Cette méthode, loin d'être propre à la Bretagne, a existé dans de nombreuses régions de France (Gascogne, Languedoc, Provence, Alsace, Lorraine, Pays basque, Catalogne nord, Corse...) et au-delà des frontières métropolitaines (Amougou, 2005 ; Meinhof & Smith, 2003 ; Barron-Hauwaert & Duarte, 2016). Plus troublant encore, elle a perduré tout au long du XXe siècle, notamment dans les territoires anciennement colonisés d'Afrique subsaharienne, bien après sa disparition en France.

### *Un héritage colonial silencieux : le « signal » au Bénin et ailleurs*

Nos enquêtes de terrain menées au Bénin en 2023 et 2024 révèlent que cette pratique, connue sous le nom de « signal », persiste dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, comme le Sénégal et le Bénin (ce que révélait déjà la thèse de Milin, 2022). Pourtant, elle reste largement invisible : les enfants n'en parlent pas, les enseignants l'évoquent rarement, et les parents ignorent souvent son existence dans les écoles de leurs enfants. Officieusement tolérée, le « signal » relève d'un non-dit collectif.

Lorsqu'on aborde le sujet avec les parents, les élèves, les enseignants..., les réactions sont contrastées : certains y voient un outil pédagogique indispensable, tandis que d'autres dénoncent une survivance coloniale, une dépendance à des pratiques qu'il faudrait dépasser.

### *Questions de recherche et méthodologie*

Qu'en est-il aujourd'hui de cette pratique ? Est-elle reproduite à l'identique, ou évolue-t-elle avec les générations ? Pour y répondre, nous nous appuyons sur un corpus riche de plus de

200 témoignages, recueillis à travers des entretiens individuels et collectifs (en collaboration avec des chercheurs béninois et bretons), des symposiums, et des visites d'écoles primaires et de collèges. Notre analyse vise à éclairer la réalité contemporaine du « signal » dans les écoles béninoises, dans un pays qui compte 68 langues, et à interroger les mécanismes de sa perpétuation ou de sa transformation.

## Revolutionary Education: The « Nile Route » to Pan-Africanism

**Sara Hussein**

For at least nine centuries, students across the African continent have traveled to Cairo to study at Azhar University either as the main destination or as a stopover en route to pilgrimage to Mecca. At different moments, scholars have recollected the various routes to Egypt by African students. Less attention has been paid to these groups of students in the context of revolutionary Egypt. Besides elaborating Egypt's affiliations to a pan-Arabism, the Nasserist state likewise articulated the intrinsic relations of the newly independent nation to emergent conceptions of pan-African thought and transnational exchange. This paper is concerned with recovering histories of pan-Africanism from Egypt, which witnessed a transformation in the mid-twentieth century in its African orientation materialized in militant and diplomatic support for African self-determination across the continent and institutional efforts to build an African consciousness domestically. The recruitment and sponsorship of African students comprised part of this state initiative which saw the total number of students at Azhar rising from 5,500 in 1953 to 27,975 in 1963-64 from thirty two African countries. Using memoirs, institutional materials, press, and state archives, this paper documents the role of university, students, and faculty as historical subjects in the struggle for liberation by investigating African student circuits to Cairo and their contributions to the city's transformation into a pan-African hub.

In this paper, I focus on the historical experiences of East African student groups who arrived in Cairo through the « Nile route » beginning in 1956 across an independent Sudan-sometimes through subversive means that evaded the watchful eyes of colonial officers. These students found themselves in a bustling metropolis erupting with revolutionary energy and a rich pan-African scene made up of political exiles from nearly every African national liberation movement operating from their Cairene headquarters- which offered provisions of financial assistance, logistical support, telecommunications access, and a robust publishing infrastructure. This paper recounts the experiences of those students who became entangled in the nationalist sentiments that pervaded the city and went on to become organizers, guerilla fighters, and leaders of their own respective struggle against colonial regimes. Additionally, this paper provides an overview of Egyptian efforts to foment anti-imperialist objectives through education missions across the continent. I pay particular attention to how these dynamics corresponded with wider Egyptian policy toward Africa in addition to engaging with local factors like radical changes to Egyptian education taking place between 1961 and 1967.

## L'Invention de "l'Ecole du Peuple" en République du Congo : front de libération- reconstruction et de formation de la conscience nationale ? 1963-1990

### Sostel Boloma

La question de l'éducation constitue de toute évidence, un enjeu crucial pour les pays d'Afrique qui accèdent à la souveraineté nationale dans le courant des années 1960.

En effet, elle participe à la construction d'un nouvel ordre social. La République du Congo qui connaît la première révolution au cœur de l'Afrique noire (1963), appelée « les Trois Glorieuses », (en référence aux journées de mobilisation populaire 13,14,15 août) transforme son système éducatif en un front de lutte politique et idéologique en vue de l'édification d'une société basée sur l'économie socialiste.

Dans ce contexte trouble qui combine à la fois lutte anti-impérialiste et déconstruction des structures coloniales, les révolutionnaires congolais réunis au sein du CNR (conseil national de la révolution) et plus tard dans le Parti Congolais du Travail (P.C.T), mettent sur pied le projet d'une nouvelle école dédiée à la formation des masses : l'Ecole du Peuple.

*« L'école du peuple est le moyen d'élever le niveau d'éducation de l'ensemble de la population congolaise, d'assurer la couverture des besoins en personnel qualifié et politiquement engagé, nécessaire au développement de l'économie pour la consolidation de l'indépendance nationale et la construction de la société socialiste ».*

Plusieurs facteurs en effet, rendent compte de la nécessité et de l'invention de cette nouvelle structure. On peut souligner le rejet du système éducatif colonial à caractère sélectif, et dont l'objectif s'est limité à la stricte formation d'une petite élite au service des intérêts de l'administration coloniale.

*« En fait, le colonisateur n'avait pas besoin de tant d'écoles pour former tant de cadres. Il avait juste besoin d'auxiliaires subalternes de la colonisation : (interprètes, petits commis d'administration, miliciens, aide comptables, etc...). Il avait juste besoin des gens capables de comprendre le français afin de ne pas confondre le diamant au charbon, et l'or à la boue. Des gens capables de compter le nombre de billes à exporter et la surface de terrain à cultiver ».*

Si l'indépendance du 15 août 1960 fait naître l'espoir d'une profonde réforme du système éducatif congolais, force est de constater que la nouvelle école ne verra jamais le jour. Le Congo hérite pour ainsi dire, des structures éducatives coloniales avec les mêmes programmes. Pour cette raison, on la qualifie d'école « néocoloniale », c'est-à-dire, le calque de l'ancien dispositif d'aliénation du peuple. Aussi, les citoyens formés à partir de ses contenus sont-ils plus tournés vers l'occident que vers la réalisation du développement économique de leur propre territoire.

*« L'école existante ne prépare pas la relève. Elle ne forme pas de techniciens (agricoles, techniciens de la santé, de l'industrie, etc...) qui sont nécessaires pour que la République Populaire du Congo puisse avec confiance compter sur les forces et la compétence des jeunes congolais ».*

Ainsi, l'Ecole du Peuple aura-t-elle la mission de former les citoyens selon les réalités socio-économiques du Congo, en renforçant la formation professionnelle et technique de ces derniers. Il ne s'agit plus de former des théoriciens au mode de vie occidental, mais des

techniciens (hommes et femmes), responsables du destin de la nation tout entière par le travail productif, en particulier l'agriculture. Les structures de l'Ecole du peuple auraient-elles réellement favorisé l'indépendance nationale, la démocratie, le développement et l'émergence d'une conscience nationale nouvelle ?

Cette communication se propose d'élucider, la problématique des liens entre éducation et émancipation politique en Afrique subsaharienne à partir de l'expérience congolaise de l'Ecole du Peuple. Construction idéologico-politique, l'Ecole du peuple bien au-delà de ses quelques succès sporadiques, demeure une entreprise inachevée. Toute extrapolation gardée, l'échec de l'expérimentation congolaise en matière d'éducation en contexte post-colonial, conforte pour nous la thèse selon laquelle : de manière générale, les systèmes éducatifs des pays d'Afrique, hérités de la colonisation ou pensés après les indépendances, ne contribuent que de façon limitée aux problèmes d'émancipation des catégories sociales défavorisées, et à la maturité d'une conscience politique attachée aux valeurs démocratiques. Pour ce faire, nous structurons notre propos en trois moments : le premier consistera en un bref aperçu de la révolution congolaise de 1963, et de l'expérience socialiste qui en découle. Cette présentation rendra possible la compréhension des postures des acteurs politiques, les rôles et tâches dévolus aux masses dans le cadre de l'édification de la nouvelle société. En second lieu, il conviendra de présenter et d'analyser les alternatives éducatives à destination des masses (Ecole du peuple) telles que conçues par le Parti Congolais du Travail, guide de la révolution. Enfin, en dernier ressort, il s'agira de mesurer l'impact réel de l'Ecole du peuple sur les domaines socio-économiques, politiques et culturels de la République du Congo. L'héritage de la Révolution pourrait-il éclairer les réformes éducatives actuelles ? Telles sont les axes de réflexion que nous souhaitons développer dans le cadre de cette communication.

## Politicality of Education in Zimbabwe's Liberation Struggle, 1965-1980

**Nathan Moyo**

This study employs the descriptor 'politicality of education' to examine how education was instrumentalised as a weapon of liberation and envisaged nationhood by Zimbabwe's leading nationalist movements, the Zimbabwe African People's Union (ZAPU) and Zimbabwe African National Union (ZANU). The protracted war against the Rhodesian settler regime from 1965 to 1979 witnessed an influx of refugees who were eager to join the war effort but too young to be recruited into military training. Consequently, both liberation movements were forced to begin mass schooling programmes for these young minds, most of whom had already been introduced to the colonial Rhodesian curriculum that was capitalist and alien to the African child. Therefore, the setting up of schools in the war camps of Zambia, Mozambique and in the liberated zones presented an historic opportunity for the liberation movements to experiment with a novel and yet relevant educational model for the new Zimbabwe that they envisaged. Ostensibly socialist, both ZAPU and ZANU were poignantly aware of the political and ideological nature of education and its potency for mass conscientisation. It was therefore imperative that a radical education model that

foregrounded the liberation struggle ideology, the history of Zimbabwe and yet cognisant of the disciplinary nature of knowledge and its canons had to emerge in the war camps. It is against this backdrop that this study, whose theoretical underpinning is the historicity of curriculum as never neutral, poses the following questions: How did the curriculum that evolved in the war camps reflect both the exigencies of the liberation war and the vision of liberation that was at the core of the armed struggle? In what ways did the curriculum materials and pedagogical approaches used in the war camps approximate Freirean Critical Pedagogy? Finally, why were the educational models developed in the war camps not institutionalised in the new Zimbabwe? In responding to these questions, the study engages in a critical archival analysis of the educational materials that were developed to replace Rhodesian material. It also conducts interviews with the products and leaders of the schooling system in the war camps. Through a comparative analysis of both ZAPU and ZANU ideological approaches to education, the study finds that both movements had neither the ideological clarity nor the time and resources to articulate an alternative and comprehensive model of education. Finally, the study reflects on why the model failed to be institutionalised in the new Zimbabwe.

## Endogénéisation et productions de savoirs émancipateurs en Afrique subsaharienne

**Olga Akou Kochie**

Malgré les indépendances politiques acquises au XXe siècle, les systèmes éducatifs des anciennes colonies africaines n'ont pas opéré de rupture significative avec les modèles coloniaux. Comme le souligne Sambou Ndiaye (2021), les curricula, les langues d'enseignement et les finalités éducatives demeurent largement tributaires des paradigmes occidentaux, perpétuant une dépendance épistémologique qui freinerait l'émergence de savoirs contextualisés et émancipateurs.

Cette continuité postcoloniale se manifeste également par une recrudescence des migrations estudiantines vers les anciennes métropoles, souvent motivées par la quête de reconnaissance académique et de meilleures perspectives socio-économiques. Yao Saturnin Davy Akaffou (2023) observe que cette dynamique s'inscrit dans un contexte de précarité structurelle, où l'éducation peine à répondre aux besoins locaux et à valoriser les savoirs endogènes.

Face à ce constat, plusieurs chercheurs et praticiens de l'éducation appellent à une refondation des systèmes éducatifs africains par l'endogénéisation des savoirs. L'étude menée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA, 2021) sur les savoirs et savoir-faire endogènes montre que ces derniers constituent une ressource précieuse pour construire une éducation adaptée aux réalités socioculturelles africaines.

La communication intitulée « Endogénéisation et productions de savoirs émancipateurs en Afrique subsaharienne » s'inscrit dans cette perspective critique et transformative. Elle interroge les finalités des politiques éducatives postcoloniales et explore les conditions de

possibilité d'une éducation libératrice, fondée sur les épistémologies du Sud et les mémoires collectives, comme le propose le GIRCI UCAD (Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur les Cultures et Identités de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Sénégal) dans ses travaux sur les savoirs et mémoires endogènes.

En se référant à la problématique « Pourquoi les systèmes éducatifs hérités n'ont-ils pas permis une émancipation ? », cette étude propose d'interroger une approche endogène des finalités éducatives (définition et enjeux de l'endogénéisation, la revalorisation des épistémologies du Sud) en rupture avec les paradigmes coloniaux encore dominants dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (Ndiaye, 2021).

Dans ce cadre, nous explorerons les conditions de possibilité d'une éducation émancipatrice, en tenant compte des tensions entre globalisation et enracinement local. Ce dialogue entre savoirs endogènes et savoirs globalisés, tel que défendu par le GIRCI UCAD, constitue une voie prometteuse pour refonder les politiques éducatives africaines sur des bases plus inclusives, critiques et transformatrices.

\*\*\*

## A25 - Enfances vulnérables dans les sociétés africaines. Temporalités, parcours et trajectoires sur la longue durée

**Véronique Blanchard**

**Raphaël Gallien**

### Présentation de l'atelier

Ce panel entend interroger la construction sociale, juridique et politique de l'enfance « irrégulière » (enfants des rues, enfants maltraités, enfants délinquants, enfants « anormaux », etc.) en Afrique, du début du XIXe siècle aux réalités les plus contemporaines. L'objectif est de restituer cette réalité dans sa complexité et sa profondeur historique, à travers des lectures qui ne se concentrent pas uniquement sur le fait colonial. Il s'agit ainsi de mettre en lumière les régimes d'historicité variés qui façonnent les représentations et les traitements de ces enfances perçues comme vulnérables, déviantes, marginales. À travers une approche diachronique et transversale, ce panel ambitionne de retracer les logiques sociales, politiques et juridiques qui ont contribué à construire ces catégories de l'irrégularité juvénile, tout en tenant compte des discontinuités, des adaptations et des résistances locales.

Les communications attendues s'articuleront autour de deux axes. D'une part, l'étude des normes juridiques, médicales ou religieuses qui ont participé à catégoriser et encadrer ces enfants : lois sur la minorité pénale, tribunaux spécialisés, institutions psychiatriques, de police, de protection ou de répression, transferts de modèles métropolitains, mais aussi les usages différenciés selon le genre, l'âge et la race. D'autre part, une attention particulière sera accordée à la parole et aux expériences enfantines, à partir des traces de l'intime souvent dépendantes des archives institutionnelles. Par ailleurs, nombreuses sont les formes

de résistance qui nous renseignent sur les figures enfantines et nous permettent de réfléchir à la reconstitution de trajectoires individuelles ou collectives. Les communications devront également questionner les sources, nombreuses mais éparées, allant des archives judiciaires, policières, médicales jusqu'aux documents missionnaires, en passant par la presse et la photographie.

Ce panel souhaite ainsi contribuer à une meilleure compréhension des parcours juvéniles singuliers dans les sociétés africaines et à une lecture plus fine de l'exercice du pouvoir sur les jeunesses irrégulières.

\*\*\*

## Les enfants à l'œuvre : orphelinats agricoles dans les colonies françaises d'Algérie et du Sénégal, deuxième moitié du XIXe siècle

**Hélène Blais**

Dès les débuts de la conquête française, plusieurs orphelinats et pénitenciers agricoles, tenus par des ordres religieux, sont créés en Algérie. Certains accueillent des enfants européens, d'autres des enfants algériens, et tous reposent sur l'idée de mettre ces enfants, abandonnés, « délinquants », « vagabonds », au travail et au service de l'entreprise coloniale. La logique est sensiblement la même au Sénégal, où sont recueillis des enfants « abandonnés », « rachetés », mêlés parfois à de jeunes détenus. Comme en métropole à la même période, les autorités religieuses et politiques mettent en avant des arguments autour de la valeur rédemptrice du travail de la terre, de l'importance de l'activité physique, du travail au grand air pour justifier la mise au travail des enfants. S'y ajoute cependant une ambition coloniale, liée à la nécessité de former une main d'œuvre docile et acclimatée quand elle arrivera à l'âge adulte, pouvant œuvrer à l'entreprise de colonisation rurale dans les colonies africaines.

Pour tenter de rendre compte du vécu de ces enfants dans les orphelinats, et de la spécificité coloniale de ces entreprises, les discours seront confrontés à la réalité quotidienne de ces orphelinats, lieux de travail contraint, où la transformation de la nature et l'expérimentation agronomique servent de support à des opérations qui cherchent à être rentables, au prix d'un certain nombre d'entorses à l'idéal du travail salvateur et du soin de enfants. Le travail gratuit de la terre représente un enjeu économique qui doit conforter le projet colonial, en permettant la culture de denrées d'exportation et en initiant les jeunes aux méthodes culturelles réputées modernes, en Algérie comme au Sénégal.

À partir de deux études de cas, celle de l'orphelinat de Medjez Amar créé par l'abbé Landmann puis repris par les chanoines et Saint-Maurice, et celle du pénitencier de Thiès (1888-1903), au Sénégal, tenu par les Spiritains, nous souhaitons interroger les décalages entre les modèles métropolitains et la réalité coloniale de ces entreprises, en s'intéressant tout spécialement aux travaux agricoles et aux expérimentations botaniques qui sont faits sur ces sites, au quotidien des enfants et aux projections coloniales qui accompagnent la mise au travail.

Seront mobilisées les sources des religieux qui ont été partie prenante de ces tentatives, comme l'abbé Landmann, le père Brumauld, les archives institutionnelles des ordres impliqués dans ces opérations (Chanoine de Saint-Maurice pour Medjez Amar, Archives des Spiritains pour Thiès), ainsi que les sources administratives permettant de retracer l'histoire de ces institutions.

## Traverser la mer. Quand des jeunes mineurs de justice d'Algérie étaient incarcérés en France (1830-1862)

**Nadia Biskri Berkane**

Dès les débuts de la monarchie de Juillet et jusqu'au milieu du Second Empire, des flux réguliers vers la France de condamnés en provenance d'Algérie accompagnent la période nécessaire à la conquête du territoire algérien et à l'organisation de l'enfermement punitif. Les convois qui partent de la rade d'Alger acheminent vers le port de Toulon des hommes, des femmes mais également des enfants. À défaut de maisons de correction et de quartiers réservés aux mineurs de justice dans les établissements pénitentiaires ouverts dans la colonie, la France devient la terre punitive pour les jeunes condamnés contraints à une migration forcée.

Certes, l'absence des dossiers judiciaires des mineurs condamnés restreint *de facto* le « surgissement d'existences ». Toutefois, la documentation relative aux jeunes détenus produite par l'administration coloniale et conservée aux Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), conjuguée aux nombreuses sources imprimées, livre de précieuses traces de la jeunesse délinquante d'Algérie et de son traitement punitif sur le sol métropolitain. Les données puisées dans les archives du ministère de la Guerre et du gouvernement général, un carton en particulier qui dévoile un échantillon de 131 enfants et adolescents transférés dans une maison de correction ou dans le quartier réservé d'une maison centrale métropolitaine durant la décennie 1844-1854, autorise ainsi une reconstitution du profil des jeunes condamnés, des faits qui ont dicté leur déplacement forcé outre-Méditerranée et de leur trajectoire entre les deux rives. Les archives des administrations pénitentiaire et coloniale relatives à cette catégorie de détenus permettent d'entrebâiller la porte de leur univers punitif sur la terre de leur exil forcé.

## Fabriquer l'enfant indésirable : entre pathologisation, indigence et répression (seconde moitié du XIXe siècle - années 1930)

**Raphaël Gallien**

Cette communication revient sur la manière dont, durant la période coloniale, se mettent en place à Madagascar les premiers dispositifs de prise en charge des « enfances indésirables ». Sans nier l'existence d'ancrages antérieurs, l'analyse se concentre sur la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque l'administration coloniale structure des formes d'assistance, de contrôle et de relégation en combinant héritages malgaches et cadres européens. Il s'agira d'interroger la fabrique de catégories d'enfance « à problème » servant avant tout à fixer des

seuils de visibilité et de tolérance sociale. Loin d'être cohérentes, ces prises en charge révèlent des continuités profondes entre aide, discipline et mise à l'écart, et permettent de saisir comment naît, se stabilise, et parfois vacille, la figure de l'enfant « indésirable ».

## Entre histoire de la délinquance juvénile et histoire de la pauvreté : les rapports des services sociaux des années 1950 en Gold Coast

**Anne Hugon**

Au début des années 1950 dans la colonie britannique de Gold Coast, des travailleurs sociaux sont envoyés dans les familles des mineurs qui ont commis des délits, pour rendre compte de leurs conditions de vie. Entre composition de la famille, profession des parents, voisinage et expérience scolaire, la rubrique destinée à la description du logement et de son équipement permet d'avoir un aperçu de l'environnement matériel, souvent très rudimentaire, de ces enfants et adolescents, et d'éclairer avec ces données le phénomène, encore relativement nouveau, de la délinquance juvénile.

\*\*\*

## A26 - Étudier le conte africain à la croisée des disciplines scientifiques

**Massinissa Garaoun**

### Présentation de l'atelier

« il y eut ce qu'il y eut jusqu'à ce qu'il y eût », est la formule d'introduction aux contes merveilleux en usage dans la Kabylie des Babors, en Algérie. Ici comme ailleurs, le conte est une tradition vivante associée à un savoir-faire, un apprentissage et des codes. Ses lieux, ses heures de production ou encore les profils des conteurs peuvent différer fortement d'une société à l'autre. Nous souhaitons à travers cet atelier réfléchir à l'importance du conte africain dans son ensemble, à partir des domaines de sciences humaines jusqu'à des disciplines comme la botanique, la zoologie ou la génétique des populations dont la complémentarité ne nous semble pas être assez mise en avant. Le conte transmet un récit composé d'éléments fictifs ou non, qui nous renseignent sur la manière de penser et de raconter d'un peuple. Les différences et ressemblances entre typologies de contes et techniques narratives des communautés peuvent être croisées par l'anthropologie et la narratologie (Aranda 2011). La langue des contes fait parfois usage d'un registre littéraire particulier, souvent conservateur, ainsi que d'archaïsmes inutilisés dans les registres plus courants (Bergeron-Maguire, 2023). Les contes doivent parfois être considérés comme des sources d'information réelles. Il est arrivé qu'ils permettent de découvrir ou de redécouvrir des espèces restées inconnues des biologistes. Comme dans le cas de l'okapi bien connu des récits des Pygmées Aka jusqu'à sa description tardive par des zoologues (Dauby 2015). Les histoires orales contiennent des éléments historiques qui ont déjà aidé à

reconstituer des avènements avérés. Comme c'est le cas des migrations indonésiennes vers Madagascar, anciennes de plus de mille ans et toujours relatées par de nombreuses légendes locales (Kusuma 2017). La (ou les) morale(s) du conte, dont la compréhension peut varier selon le narrateur, entre(nt) directement en lien avec les codes et les principes d'un groupe. Cet esprit du conte nous confronte à la spiritualité du groupe, superposant souvent, dans les contextes africains, un système religieux ancien greffé à une religion adoptée plus récemment. Par essence, l'univers du conte ouvre un espace transculturel. Le conte nous permet de dessiner une part de la psychologie du groupe et les places assignées aux différents personnages selon leurs rangs peuvent nous renseigner sur la stratification d'une société ; mais il faut se méfier des analyses préconçues, car analyser le rôle et la lecture du conte nécessite une méthodologie et une connaissance profonde des systèmes politiques et des valeurs des sociétés en question (Lacoste-Dujardin 2003). À tous ces niveaux, l'étude du conte africain nous permet de progresser dans la connaissance des sociétés africaines ce qui nous encourage à l'examiner à la lumière du croisement des approches, des méthodologies et des disciplines.

\*\*\*

## Traduire les contes d'Afrique centrale : méthodologie et pratiques

**Adeline Darrigol**

La littérature orale constitue un élément socio-culturel propre à l'ensemble des aires linguistiques d'Afrique centrale. Elle véhicule l'histoire, les croyances, l'organisation socio-politique et les pratiques culturelles des peuples. En Afrique centrale, la littérature orale repose essentiellement sur les contes, les proverbes et les épopées. Denise Paulme (1976) considère qu'en Afrique : « un conte n'est pas le récit d'un fait divers. Il transmet toujours en langage allusif un message implicite ». Les contes remplissent donc une fonction pédagogique. Ils sont riches d'enseignements et dégagent une morale sociale ou individuelle. Ils revêtent aussi un caractère esthétique et ludique. Par ailleurs, l'audition ou la récitation d'un conte est un exercice d'apprentissage ou de maîtrise de la langue, une compréhension de l'univers, de la nature ou de la société (Darrigol, 2014). Pendant la période coloniale, les missionnaires publiaient les contes dans des revues à des fins ethnographiques et évangélisatrices. Après les indépendances et à la fin du XXe siècle, des recherches de terrain se sont multipliées, des collectes et des publications d'ouvrages les ont suivies dans le but de préserver le patrimoine immatériel et d'enseigner la littérature orale africaine. Pendant ces deux étapes, se sont posés des problèmes de traduction de ces contes des langues africaines vers le français, l'anglais ou l'espagnol. Quelle serait alors la méthodologie de traduction adaptée à ce genre littéraire ? Les difficultés de traduction sont liées au contexte socio-culturel, à la transcription des langues africaines, ainsi qu'à l'établissement des équivalences lexicales et des correspondances entre des systèmes grammaticaux différents. En passant à l'écrit, il s'avère aussi indispensable de conserver les traits stylistiques de l'oralité des énoncés comme le registre de langue, les répétitions ou la

personnification. Le traducteur doit également veiller à la rhétorique et à l'incipit du récit. Le défi majeur reste une traduction finale fidèle au texte d'origine et respectueuse des codes linguistiques. Les textes que nous avons sélectionnés constituent des traductions, adaptations ou arrangements des contes du Cameroun et de Guinée équatoriale. Par leurs thèmes et leur diversité linguistique, ils présentent un intérêt d'un point de vue littéraire et ethnolinguistique.

## L'ethnolinguistique comme méthodologie pour étudier le conte

**Paulette Roulon-Doko**

L'étude ethnolinguistique du conte qui, en suivant le fil de la parole, prend en compte tant les particularités linguistiques que les choix conceptuels de la culture étudiée, permet d'identifier les pertinences qui y sont exprimées. Pour illustrer cela je propose une réflexion en deux temps. Tout d'abord, le cas du conte type et de son interprétation selon les cultures qui est révélateur de l'importance que jouent les spécificités de chacune d'elles. Il convient d'avoir étudiée la culture elle-même pour saisir les éléments de pertinence qui y font sens et aussi sa langue qui en est la manifestation par excellence à partir de plusieurs exemples (la fille difficile, le conte des échanges successifs...). Ensuite, j'étudierai la répartition, dans les contes de plusieurs cultures d'Afrique centrale, de deux personnages de conte, les lépreux et les hernieux et je montrerai que ce choix est motivé. Notamment comment la présence ou l'absence des derniers est en corrélation avec la distribution géographique d'un type de maladie infectieuse.

## Les contes traditionnels en tant que source d'analyse linguistique

**Ekaterina Aplonova**

L'art menacé des contes traditionnels nous fournit des données uniques pour l'analyse linguistique, car certaines constructions grammaticales et lexicales ne se trouvent que dans les traditions orales, qui se perdent avec la disparition de la tradition narrative. Dans mon exposé, je présenterai deux études de cas basées sur des corpus de contes traditionnels issus de différentes langues d'Afrique de l'Ouest. Tout d'abord, je présenterai les résultats d'un projet ERC sur les stratégies de discours rapporté, en mettant l'accent sur le wan (mandé) et le kafire (gour). Ensuite, je présenterai une recherche en cours sur l'annotation des relations de cohérence discursive qui révèle une série d'asymétries lexico-grammaticales frappantes dans les passages narratifs en ginyanga (kwa) et en gizey (tchadique).

## L'enfant et sa famille dans les contes bwa (Mali) : une collaboration aux études démographiques

**Cécile Leguy**

À l'occasion d'un projet ANR dirigé par Véronique Hertrich, démographe, nous avons exploré un corpus de contes enregistrés depuis les années 1990 par une radio locale pour son

émission hebdomadaire. L'objectif de ce projet était d'étudier l'évolution des rapports à l'enfant en milieu rural africain, en période de transition démographique (Hertrich et Samuel 2024 : 20). Dans une région du sud-est du Mali peuplée majoritairement par les Bwa (région administrative de San), il était tout particulièrement pertinent d'interroger les dynamiques issues de l'émergence de nouveaux modèles de socialisation suite à deux gros changements observés depuis les années 1990 : l'augmentation du taux de scolarisation des enfants grâce à l'instauration d'écoles communautaires et le développement de la migration de travail des jeunes filles, la région étant un des bassins fournissant le plus de « petites bonnes » aux classes moyennes urbaines. Les données démographiques ont été recueillies lors d'enquêtes longitudinales réalisées de manière quinquennale de 1987 à 2009 par Véronique Hertrich et son équipe, fournissant des informations riches sur la famille et la dynamique démographique de cette population rurale. Cette même période a vu la fondation d'une radio communautaire émettant dans la langue locale (le boomu, langue gur), et la création d'une émission « contes et légendes » pour laquelle les animateurs sont allés enregistrer des conteurs et conteuses dans leurs villages, entourés de leur public habituel, dès 1994 (Leguy 2007). Parmi les quelques 200 contes du corpus de la radio (recueillis entre 1994 et 2010), trente-neuf concernent plus spécifiquement les relations parents-enfants. L'étude de ces contes a été envisagée en appui aux recherches démographiques, afin de mettre en regard les histoires racontées et entendues à la radio et les situations vécues en famille (Leguy et al 2023). Nous verrons dans cette communication dans quelle mesure l'étude de ce corpus a fait écho aux recherches démographiques concernant la parentalité dans un contexte où la socialisation des enfants est soumise à de nouveaux codes.

\*\*\*

## A27 - Évolution du droit des médias africains à l'ère de l'Intelligence artificielle

**Elsa Burdin**  
**Wally Karim**

### Présentation de l'atelier

Le droit des médias (médias classiques et nouveaux médias) ou droit de la communication (de l'information, des médias, de la presse) est entendu ici comme l'« ensemble des règles qui régissent l'exercice des activités médiatiques » (Balle, 2006 : 152). Pour Emmanuel Derieux, ces règles visent à permettre le libre exercice des activités médiatiques, à fournir le cadre et à déterminer les limites d'exercice. Le droit des médias est donc celui de toutes les formes d'expression (écrites, orales, sonores, visuelles, audiovisuelles) et techniques de communication publique (presse, radio, télévision, films, livres, affiches, supports numériques, communications au public en ligne...), quel qu'en soit le contenu (information d'actualité, récits historiques, enseignement, documentation, fiction, divertissement, messages commerciaux...) (Derieux, 2013 : 34).

Au croisement des sciences de l'information et de la communication et des sciences juridiques, cet appel à communication vise à mieux saisir l'évolution du droit des médias sur le continent africain, à l'ère du numérique et de l'Intelligence artificielle (IA). Nous nous intéresserons principalement à l'aspect relatif à la reconfiguration du cadrage juridique, dans « un contexte marqué par l'emprise des acteurs du numérique » (Ngono, 2021) et l'irruption de l'IA dans ce secteur. En outre, depuis une dizaine d'année, l'avènement de l'IA change la donne. Les pratiques journalistiques se trouvent bouleversées par l'introduction de nouvelles technologies issues de l'IA. Cette (r)évolution technologique pourrait entraîner (si ce n'est déjà le cas) la révision des normes régissant les médias.

Les communications examineront ces nouveaux enjeux, en questionnant toutes les problématiques relatives au droit des médias en contexte africain (anglophone, francophone et lusophone) en lien avec l'IA. Quelques questions peuvent servir de lignes directrices aux résumés attendus. Comment le droit des médias accompagne l'évolution du secteur médiatique dans différents pays d'Afrique à l'ère de l'IA ? Dans quelle mesure l'essor du numérique et des TIC a entraîné des révisions des législations sur les médias afin de prendre en compte les changements observés ? Quelles dispositions juridiques spécifiques sont envisagées pour protéger les médias face aux conséquences de l'IA ?

\*\*\*

## L'adaptation du droit des médias africains face aux défis de l'intelligence artificielle : entre innovation technologique et garanties juridiques

**Anne Fansou**

L'essor de l'intelligence artificielle (IA) dans le secteur médiatique transforme profondément les modes de production, de diffusion et de régulation de l'information. En Afrique, cette mutation technologique suscite à la fois des opportunités inédites en matière d'innovation journalistique, de diffusion de l'information et de régulation des contenus, mais aussi des inquiétudes relatives à la protection des droits et libertés fondamentaux, à la fiabilité de l'information et à la responsabilité des acteurs médiatiques. Dans ce contexte, se pose une interrogation centrale : comment le droit des médias africains s'adapte-t-il face aux défis de l'IA, dans l'optique d'une conciliation entre les innovations technologiques et la préservation des garanties juridiques ?

Cette communication propose d'examiner l'adaptation du droit des médias africains à l'ère de l'IA, à travers une approche comparative entre les espaces francophone et anglophone. Inscrite dans une perspective de pluralisme juridique, l'analyse s'appuie sur le droit de la communication et sur les principes de gouvernance numérique pour comprendre comment les législations nationales tentent de répondre à la montée en puissance des technologies d'IA dans le champ médiatique.

## Les défis de l'application du droit de l'encadrement de la communication à l'ère du numérique en Côte d'Ivoire

**Nanga Désiré Coulibaly**

**Sangaré Mahmoud**

Cette contribution a pour objectif d'analyser les implications communicationnelles dans l'application du droit de la communication dans le contexte d'une technologie numérique et générative d'images, de textes et de sons en ébullition. Les internautes produisent des contenus médiatiques en utilisant ces technologies numériques, et cette pratique soulève des questions éthiques et juridiques relatives à la responsabilité du fait personnel, du fait d'autrui et de réputation sur Internet. Une dichotomie entre des usages positifs et négatifs des technologies numériques par les Ivoiriens est observée. Au regard de cette ambivalence, de nombreuses dérives sur Internet ont été constatées, conduisant à des opérations de communication du gouvernement ivoirien à travers la campagne « En ligne, tous responsables ». En effet, Internet, en sa qualité d'espace multimédia par excellence, est le théâtre de nombreuses dérives, parmi lesquelles la cybercriminalité et la cyberdélinquance, pour n'en citer que quelques-unes. Dans cette perspective, il convient d'examiner si la régulation des médias numériques ou la sensibilisation des internautes ivoiriens constituent des approches plus pertinentes.

## L'impact de l'intelligence artificielle sur les médias en Afrique :Enjeux législatifs et défis éthiques

**Nadia Moumen**

**Yusra Akkaoui**

L'Intelligence Artificielle transforme profondément les secteurs des médias à l'échelle mondiale, en redéfinissant les pratiques journalistiques, l'automatisation de la production d'information et la diffusion des contenus. Cependant, alors que l'IA s'impose progressivement dans les pays occidentaux à travers des régulations comme l'IA Act européen, l'Afrique fait face à un retard notable dans la mise en place de lois et de régulations spécifiques.

Cette étude repose sur une analyse documentaire détaillée des régulations et textes législatifs existants en Afrique, particulièrement ceux liés à la presse, à la liberté d'expression et à la protection des données personnelles. Les données proviendront de rapports issus des sommets africains sur l'IA, tels que le Sommet de l'Union africaine de radiodiffusion et le Sommet africain sur l'IA de 2024, qui abordent les défis liés à l'usage de l'IA dans les médias. L'analyse s'appuiera également sur des études de cas provenant de pays comme le Nigéria, et l'Afrique du Sud, où des initiatives législatives et des expérimentations liées à l'IA sont en cours. Enfin, des interviews d'experts et de professionnels des médias seront réalisées pour comprendre les perceptions des acteurs clés face à l'IA dans le secteur des médias.

## Problématique du statut juridique des journalistes des radios communautaires ivoiriens à l'ère de l'intelligence artificielle

**Koffi Éric Atta**

**Michelle Topé**

Vers la fin des années 90, le paysage radiophonique ivoirien s'est diversifié consécutivement à la mise en place d'une législation autorisant et régulant le pluralisme radiophonique. Ainsi, grâce à la libéralisation du secteur avec notamment, l'autorisation d'émission de radios de proximité ou radios communautaires, les stations de radio se sont multipliées. Selon la Haute Autorité de la Communication audiovisuelle (2025), on dénombre en Côte d'Ivoire, trois cent cinquante-sept (357) radios communautaires, dont la mission consiste à démocratiser la communication grâce à la participation communautaire sous différentes formes en fonction du contexte social local (AMARC, 1998). S'il existe un arsenal juridique, qui encadre l'environnement de cette catégorie de radios, ce n'est pas le cas pour les journalistes, dont les profils, statuts et carrières sont problématiques. Alors, l'essor de l'intelligence artificielle peut se présenter comme une opportunité majeure pour ces acteurs clés des radios communautaires. Cette recherche se propose de questionner le statut juridique des journalistes des radios communautaires à l'ère de l'intelligence artificielle en Côte d'Ivoire. Cette recherche mobilise l'approche juridique fondée sur l'analyse des textes juridiques et réglementaires sur la question. Elle s'appuie sur l'observation, l'étude documentaire et des entretiens réalisés en tenant compte de la typologie des radios communautaires.

## L'usage des médias numériques et le droit de l'information et de la communication en Côte d'Ivoire

**Azobé Sylvie Epse Kédi**

L'utilisation des médias numériques a connu une ascension ces dernières décennies en Côte d'Ivoire. L'émergence et la massification de l'usage des médias numériques et des plateformes en ligne (smartphones, réseaux sociaux, presse en ligne) ont profondément transformé l'espace public, l'accès à l'information et les pratiques de communication. Cette révolution technologique exige une adaptation rapide et complexe du cadre juridique national pour concilier les libertés fondamentales et la nécessité de régulation. La Côte d'Ivoire a posé les bases d'un environnement numérique structuré en reconnaissant l'accès à l'internet comme droit fondamental par la loi d'orientation de la société de l'information et de la communication (2017-803). Il se trouve que cette loi qui régit le fonctionnement de la communication ivoirienne est méconnue de la population ivoirienne. Cette méconnaissance engendre un désordre dans l'utilisation des plateformes numériques. Il est primordial de parler de l'usage qui est fait des médias numériques et du droit de l'information et de la communication en terre ivoirienne. D'où l'intitulé « L'usage des médias numériques et le droit de l'information et de la communication en Côte d'Ivoire ». La question est de savoir

comment l'usage des médias numériques a entraîné la modification du droit de l'information et de la communication en Côte d'Ivoire ? Ce sujet vient suite au fait que les médias numériques sont mal utilisés en Côte d'Ivoire et les textes juridiques qui régissent leurs utilisations sont méconnus des usagers. L'objectif de cette communication est de montrer l'intérêt de la connaissance des lois aux usagers des médias numériques pour leurs améliorations.

\*\*\*

## A28 - Extractivisme et mobilisations en zones forestières dans le Bassin du Congo

**Christophe Mvogo**  
**Justin Sheria Nfundiko**

### Présentation de l'atelier

Couvrant une superficie d'environ deux (02) millions de km<sup>2</sup>, étalé sur six pays d'Afrique central, le Bassin du Congo constitue la deuxième plus grande forêt tropicale humide au monde après l'Amazonie. Riche, en ressources foncières, forestières et minières variées, il constitue non seulement un catalyseur d'une diversité d'activités économiques, pratiquées à des échelles sociales diverses, mais aussi, un régulateur du climat mondial et un patrimoine culturel pour les populations locales dans la sous-région. Sous l'encadrement formel des États et sous des modes d'action informels, de nombreux investisseurs et entrepreneurs locaux et transnationaux exploitent ces ressources naturelles en mettant en œuvre des pratiques semi-mécanisées, mécanisées et industrielles. Cependant, l'expansion territoriale de ces investisseurs et entrepreneurs locaux et transnationaux sur les terres coutumières des communautés riveraines, entraîne une pression foncière, des accaparements de terres et des dommages environnementaux (pollution des sols et des eaux), contre lesquels les populations riveraines se mobilisent de manière intermittente depuis des décennies.

L'atelier analyse ces mobilisations en privilégiant la manière dont, face à la montée des phénomènes d'accaparement des terres, à la détérioration de leur environnement, les populations riveraines revendiquent une meilleure prise en compte de leurs droits fonciers et leurs intérêts. Il s'agit aussi de considérer les plaidoyers à travers lesquels ils revendiquent un dédommagement. Il propose d'aborder la question de la justice socio-spatiale et environnementale en référence à de situations de pression foncière et d'exposition à la pollution des sols et des eaux, du fait de l'exploitation à grande échelle des terres par les sociétés extractives implantées dans le Bassin du Congo.

Les communications sont invitées à rendre compte de ces mobilisations pour en comprendre les processus politiques, juridiques et sociaux qui rendent possibles cette pression foncière et ces expositions à la pollution de l'espace vital, à l'origine des conflits fonciers, d'une dégradation de la qualité des sols et des eux qui conduit au phénomène de paysans sans

terre (à cause des expropriations et la destruction des terres cultivables), et une vulnérabilité socioéconomique des habitants (faible production, maladie, pauvreté)

\*\*\*

## Extractivisme et mobilisations en zones forestière dans l'ex-province du Katanga-RDC

**François Ntumba Ndaye**

De plus en plus dans le Katanga, les vastes zones de forêts ont disparu à cause de la déforestation au bénéfice de l'exploitation minière et agricole, ainsi que l'expansion urbaine incontrôlée (AFREWATCH, 2024)<sup>16</sup>. Ces activités industrielles entraînent l'acquisition des grandes superficies des terres par les investisseurs et politiciens dans les différents villages de l'espace Katanga. Par l'inexistence de mécanisme de participation des communautés locales dans le processus décisionnel, les terres coutumières sont acquises par l'influence du pluralisme juridique et des sources de pouvoir divers. Cependant, la régulation d'accès à ces terres alimente des conflits entre des communautés locales, des vendeurs et des acheteurs par manque de consensus et transparence dans le processus. Ce qui soulève souvent des questions sur l'interaction entre les lois modernes et coutumières, le pouvoir politique ; relevant ainsi des défis juridiques à trancher. Dans le contexte de la zone minière, le cadastre minier privilégie l'occupation du sol à l'exploitation minière que d'autres activités. Pourtant l'article 18 du code agricole reconnaît le droit foncier coutumier d'utilisation des terres par les communautés locales. Ce qui entraîne souvent une délocalisation des communautés et leurs économies, la dégradation des écosystèmes naturels et leurs services ; ainsi que la perte de moyens de subsistance sans aucune redevabilité de l'État. Face à ce constat dans l'espace Katanga, il y a lieu de s'interroger pour savoir, qu'est ce qui encourage la dépossession des terres communautaires ? Quelle est la place des communautés dans la tendance actuelle de redistribution foncière ? Quelles mesures faudra – t – il pour une synergie d'engagement entre les acteurs divers concernés par le phénomène ?

**Mots-clés** : Exploitation minière, conflits fonciers, pluralisme juridique, influence politique, Katanga

**Paix contre mines ? Dynamiques extractives, justice environnementale et mobilisations locales dans l'Est de la République Démocratique du Congo**

**Justin Sheria Nfundiko**

---

<sup>16</sup><https://afrewatch.org/wp-content/uploads/2024/12/Rapport-AFREWATCH-Decembre-2024.pdf>

Dans un contexte des conflits répétitifs où les États-Unis et d'autres puissances internationales promeuvent des « deals » de type *peace-for-minerals* — liant stabilité régionale et accès sécurisé aux ressources stratégiques — l'Est de la République Démocratique du Congo se trouve au cœur d'un paradoxe. D'un côté, ces initiatives prétendent favoriser la paix et la reconstruction économique par la régulation du secteur minier ; de l'autre, elles risquent de renforcer les logiques d'exclusion, d'accaparement foncier et d'exploitation inégale des richesses au profit des « grands accapareurs » souvent au détriment des communautés locales. Cette communication explore les tensions entre ces agendas internationaux de paix et les réalités locales de l'extractivisme dans les provinces de l'Est de la RDC (Sud-Kivu, Nord-Kivu et du Maniema). Elle interroge la manière dont les promesses de paix et de développement se traduisent, sur le terrain, par des recompositions des rapports de pouvoir autour des ressources minières et foncières. Les populations riveraines, confrontées à la pollution, à la spoliation et à la militarisation des espaces miniers, développent des formes hybrides de mobilisation pour défendre leurs droits fonciers, écologiques et économiques. À partir d'une approche socio-anthropologique de la justice environnementale, l'analyse mettra en évidence comment ces mobilisations locales révèlent les contradictions d'un modèle de paix fondé sur la valorisation extractive. En replaçant les « **deals paix contre mines** » dans les logiques de gouvernance globale des ressources, la communication interroge la durabilité de ces politiques et leur capacité réelle à instaurer une paix juste et inclusive dans les zones minières du Bassin du Congo.

**Mots-clés** : Est de la RDC, paix contre mines, extractivisme, justice environnementale, gouvernance des ressources, mobilisations locales.

Quand le torchon brûle entre la Sosucam et les riverains au Centre-Cameroun : Comprendre les mobilisations socio-environnementales des riverains autour des exploitations de la société sucrière à Nkolteng

**Christophe Mvogo**

Depuis 1965, la société sucrière du Cameroun, une entreprise agro-industrielle, est installée au Centre-Cameroun et exploite près de 20 000 hectares (à Mbandjock et Nkolteng) pour la production de la canne à sucre. Cependant, l'exploitation des terres par cette société entraîne des dommages sur l'environnement (pollution des sols et des eaux), contre lesquelles les populations riveraines se mobilisent de manière intermittente. Cette communication analyse ces mobilisations en étant attentive aux enjeux environnementaux qui se dynamisent autour des exploitations acquises par la Sosucam dans un contexte où la littérature met davantage l'accent sur les motivations politiques et économiques des revendications des populations autochtones. Basée sur des données qualitatives (observation, entretiens semi-directifs) recueillies dans les localités de Nkolteng, cette recherche fait l'hypothèse qu'en zone rurale émerge une conscience des risques écologiques qui poussent les populations à lutter pour la préservation de leur environnement. Ce qui

n'exclut pas le fait que ces mobilisations hébergent d'autres attentes. L'analyse examine tout d'abord la littérature sur les mobilisations des populations en zone rurale autour des dynamiques d'extractivisme. Elle étudie ensuite les fondements des marches de dénonciations d'octobre 2023. Enfin, Elle fait ressortir la portée des dites mobilisations.

**Mots-clés :** Environnement, Exploitation des terres, Sosucam, mobilisations paysannes, politisation

## L'exploitation des pierres dans la périphérie urbaine de Yaoundé-Cameroun : Quand le politique étouffe la voix des « sans voix » à Febe-village

**Solange Rachel Essomba Ebela**

Depuis quelques décennies, l'immersion des firmes internationales dans le sous-sol camerounais ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Tel un « abreuvoir », de nombreuses compagnies chinoises affluent sans cesse vers cette cave qui, pour elles, constitue une opportunité d'enrichissement au regard des gains procurés (J N Essoungou Kwack : 2009 ;). Si l'extractivisme souterrain apparaît comme l'un des socles de l'embourgeoisement de ces sociétés étrangères, il ne l'est pas toujours pour les nations pourvoyeuses, sujettes à de multiples controverses (accaparement des terres, tensions sociales, préjudices environnementaux, etc.). En prenant pour prétexte empirique la carrière de pierres de Febe-village, cet article donne à voir les procédés mis en œuvre par les élus locaux pour étouffer les réclamations des populations, suite à l'extraction du gravier par la société « Jinli ». Comment comprendre une telle réaction des élus locaux face à cette mobilisation « territoriale » ? À partir d'une démarche qualitative il se donne à voir que cette attitude est légitimée par une sorte de concubinage incestueux entre cette catégorie d'élite et la société d'exploitation « Jinli ». Pour comprendre les revendications locales, la sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective nous a semblé fructueuse parce qu'elle met en avant les moyens collectifs mobilisés pour engager l'action collective. Les résultats de cette réflexion montrent à bien d'égard que les moyens de répression utilisés par l'élite locale traduisent non seulement l'idée d'une opacité dans la répartition et la gestion des indemnités d'expropriation, mais aussi et surtout révèlent l'idée d'un abus de pouvoir entretenu par la corruption.

**Mots-clés :** Exploitation des pierres, le politique, « voix des sans voix ».

## Exploitation de la bauxite au Cameroun : impacts environnementaux, sociaux et ripostes paysannes à Minim-Martap (Adamaoua-Cameroun)

**Zainabou Mountouzache**

La commune rurale de Martap étendue sur 3 125 km<sup>2</sup> avec 43 110 habitants (2025), connaît depuis plusieurs années une transformation territoriale majeure liée à l'exploitation industrielle de la bauxite fondée sur des promesses de création d'emplois et de

développement économique par la CAMALCO (Canyon Aluminium Cameroun), une filiale de la société Australienne. Cependant, l'activité extractive de cette filiale entraînent des dommages socio-économiques et environnementaux, contre lesquels les populations opposent une riposte. Cette étude analyse ces ripostes en s'appuyant le décalage préoccupant observé entre les promesses, engagements de la CAMALCO et les bénéfices réels acquis par les communautés locales. Comment les populations riveraines s'activent pour opposer des revendications face à ce décalage et ses effets socio-économiques et environnementaux ? Sur la base des données qualitative (observation, entretiens semi-directifs) recueillies dans les localités de Martap, cette recherche émet l'hypothèse que face à une marginalisation accrue des populations locales, source d'une injustice socio-environnementale, ces derniers se mobilisent en association (ARM : Association des Ressortissants de Martap) pour revendiquer leurs droits sur la terre et des emplois promis par la CAMALCO. L'étude analyse tout d'abord, les promesses, la mise en œuvre du projet CAMALCO et ses effets sur les activités agropastorales autour de Martap. Ensuite, elle étudie la mobilisation associative et les revendications locales. Enfin, elle fait ressortir les enjeux de justice environnementale et les recommandations pour une exploitation plus équitable.

**Mots-clés :** Bauxite, impacts environnementaux, impacts sociaux, ripostes paysannes

\*\*\*

## A29 - Comparative Perspectives on Gender Politics in the Malagasy Diaspora

Jennifer Cole

Elyse Huysmans

Claudine Rakotomanana

### Présentation de l'atelier

It is by now well established within studies of migration that transnational mobility and resettlement are profoundly shaped by dynamics of gender, understood relationally as shaping expectations and hierarchies for both men and women, and race. With respect to gender scholars have shown how gender norms shape the possibilities for mobility at the same time that migration and settlement in a new place sometimes allows for transformations in gender relations. For example, while early studies hypothesized that independent female migration, entry into the job market, and access to material resources empowered women, other studies have cast doubt on these arguments, pointing to a «gender stall» for migrant women (Choi et al, 2018). Race and the racial hierarchies inherited from the colonial encounter further complicate these dynamics. How might these issues play out in the context of a relatively recent Malagasy diaspora?

Historically, Madagascar was not a country of emigration, although internal migration was common (Fournet-Guérin 2010). Since the 1990s, however, the numbers of people

migrating beyond the great island have increased significantly. The vast majority of these people migrate to greater France which as the former colonial power, continues to occupy a privileged position in the Malagasy political imaginary (see Cole & Somda 2025). Although statistics for the Malagasy diaspora in France are difficult to come by, information pertaining to France, in particular, gives a sense of the growth of this group and its social contours. Crenn (2013) notes that in 1975 very few Malagasy had settled in France, especially compared to other groups from France's former colonies. Those who had were a highly elite group, who had largely come for education. By contrast, more recent studies estimate the numbers at somewhere around 150,000-200,000 (Razafindrakoto et al. 2018). The growth of the diaspora goes hand in hand with a diversification of both the class/education background of migrants and their points of origin on the island, with more people coming from coastal regions. Significantly, the population is overwhelmingly feminine: it is estimated that 2/3 of Malagasy living in France are women, a far greater proportion than other groups from the former colonies. In light of these observations, and in light of recent events in Antananarivo and across Madagascar where « Gen Z » held massive protests against the current government, with significant support from the broader Malagasy diaspora in France, the papers on this panel engage issues of gender and race and their intersection within the broader Malagasy diaspora.

\*\*\*

### Caractéristiques et rôle des femmes de la diaspora dans le lien avec leurs pays d'origine : Analyse à partir d'une enquête originale sur la diaspora malgache dans le monde

**Mireille Razafindrakoto**

L'apport financier des diasporas à leur pays d'origine, à travers les transferts de fonds internationaux, est aujourd'hui supérieur au montant total de l'aide publique au développement, elle-même appelée à se réduire encore dans les années à venir. Mais le rôle de la diaspora ne se réduit pas à son apport financier. Il couvre différents types d'actions pour maintenir le lien avec le pays (échanges et soutiens, formation et conseil, constitution de réseau, etc.) qu'il convient d'étudier. Pourtant, l'évaluation de ces actions reste difficile, faute de données fiables. La mesure du poids et des activités de la diaspora pose de redoutables défis méthodologiques. Les informations collectées dans les pays d'accueil traitent rarement des liens qu'entretient la diaspora avec son pays d'origine. La communication se propose de présenter les résultats d'une enquête originale et innovante, la première du genre, sur la diaspora malgache en France et dans le reste du monde menée en 2024-2025, sur un échantillon de plus de 3 500 personnes. Sachant que l'enquête a une visée représentative et qu'elle a concerné différentes catégories de personnes et différents types de profils, elle offre l'opportunité d'analyser de manière précise les caractéristiques et les contributions spécifiques des femmes en comparaison avec leurs homologues masculins. Différentes thématiques seront abordées : le degré d'attachement au pays des membres de

la diaspora, leurs contributions effectives et potentielles, leurs valeurs et leurs points de vue sur la situation à Madagascar.

## Mother-Children Reunification and Social Status of Malagasy Women in France

**Claudine Rakotomalala**

This talk explores how the ability or inability of Malagasy women in France to reunite with children left behind in Madagascar affects their social status. Based on ethnographic fieldwork in La Réunion and digital ethnography of the broader Malagasy diaspora in France, this research examines how family reunification serves as a key measure of a woman's social worth. How is a Malagasy woman's reputation in the diaspora attached to the figure of the left-behind child? How do gendered norms shape expectations around transnational parenthood?

The paper argues that women who manage to bring their children to France are often perceived as strong, capable, and possessing significant social capital. In contrast, women unable to bring their children to France face blame and mockery, particularly during conflicts. Despite financial stability, French citizenship, strong social networks, or supportive relationships, they are often perceived as weak and are therefore viewed as having failed in their maternal duty. While men are also involved in transnational parenting, they are rarely held to the same standards. The paper highlights how family reunification becomes a gendered moral test for Malagasy women, revealing broader dynamics of migration and diaspora politics.

## Du fihavanana au mividy : une ethnographie des jeunes femmes malgaches en mouvement

**Elise Huysmans**

Basée sur une ethnographie multi-située menée à Madagascar et en Europe, cette communication explore les subjectivités genrées de jeunes femmes malgaches parties comme « au pairs ». Issues de la classe moyenne urbaine, ces jeunes femmes s'inscrivent dans des trajectoires de mobilité où le travail du care devient à la fois ressource et contrainte, révélant les tensions entre aspiration à la modernité et reproduction d'inégalités globales. Leur expérience s'ancre dans un contexte sociohistorique profondément transformé par la libéralisation économique des années 1990, marquée par le passage du fihavanana — idéal d'harmonie sociale — au mividy, logique de relations transactionnelles. Cette reconfiguration morale et relationnelle, que Jennifer Cole (2010) a décrite comme un « désancrage », s'exprime dans les récits migratoires de ces femmes, qui associent mobilité, indépendance et quête d'un ailleurs plus juste. À travers le registre vernaculaire du hena maso — « faire quelque chose parce qu'on est observé » —, cette recherche montre comment les au pairs négocient leur agentivité dans un espace d'intimité marqué par des rapports de pouvoir subtils entre familles d'accueil, État et réseaux transnationaux. Dans le

contexte actuel, où la génération Z malgache se mobilise politiquement et où la diaspora joue un rôle croissant dans les débats publics, comprendre ces trajectoires féminines en migration permet de saisir les mutations contemporaines du lien social, du genre et de l'appartenance dans la société malgache.

### The « wife » as model of the migrant: how Malagasy women who migrate through marriage manage their ties to home

**Jennifer Cole**

Over the past two years the Malagasy government, in partnership with French development agencies, has sought to create a project (TADY) aimed at cultivating the broader Malagasy diaspora as a resource for economic growth within the country. Given that women make up at least two-thirds of migrants to France, and over ninety percent of migrants to the Gulf States, the development project focuses especially on the role of gender, which in this context, implicitly means « women ». A stated goal of the program is both to reduce gender inequalities in Madagascar and to foreground the role of women in contributing to the country's socio economic development\_especially through remittances. In light of this broader project, this paper builds on almost fifteen years of fieldwork among Malagasy women who have come to France via marriage to ask the question: « what does it really take to succeed via upward mobility through marriage ? » And how is such success related to investment back home? In contrast to most discussions about remittances which take the (male) labor migrant as an implicit point of departure, I show how migration through marriage entails a far more complex ability to tie together distinctive networks and to manage social relations, despite massive contradictions and imbalances in power at multiple levels. I propose that taking the notion of the « wife » as a more general model of the migrant, regardless of biological/sex/gender, might enrich our understanding of the role of gender in the politics of the Malagasy diaspora and the management of their ties to home.

\*\*\*

### A30 - Genre, féminismes et parité : penser la transformation universitaire en Afrique

**Brenda Masanga Ngum**  
**Estelle Véline Salla Bezanga**

#### Présentation de l'atelier

Cet atelier propose une réflexion critique sur la place des femmes dans l'enseignement supérieur en Afrique, à partir des récits et expériences de femmes issues des universités publiques du Cameroun, de Côte d'Ivoire et du Ghana. Il met en lumière les formes d'invisibilisation et de sous-représentation auxquelles elles sont confrontées, notamment dans l'accès aux postes décisionnels, et interroge les mécanismes qui perpétuent ces inégalités.

La première partie dresse un état des lieux de la représentativité des femmes dans deux universités africaines, en analysant les causes de leur marginalisation et en proposant des pistes pour renforcer leur participation. La deuxième partie s'intéresse aux pratiques de mobilisation des femmes dans le milieu universitaire : formes de revendication, stratégies déployées, résultats obtenus, mais aussi rapports complexes avec les réseaux féministes et les raisons de certains désengagements. La troisième partie aborde un enjeu souvent négligé: l'impact du mariage et du changement de nom sur la carrière des enseignantes-chercheuses, montrant comment cette pratique fragilise leur visibilité et leur identité académique. Au-delà de ces trois axes, l'atelier invite à repenser les rapports de genre et de pouvoir dans l'enseignement supérieur africain, en intégrant une perspective décoloniale qui contextualise les expériences et interroge les héritages institutionnels. Sa richesse réside dans la diversité des cas étudiés : trois pays, près d'une dizaine d'universités, situées aussi bien dans des grandes villes que dans des zones périphériques. Le dialogue entre institutions francophones et anglophones met en évidence le poids des héritages coloniaux dans la structuration universitaire.

L'approche est pluridisciplinaire, mobilisant la sociologie, les sciences politiques, l'histoire, la littérature et les études de langues. Les travaux de Ngum Brenda Masanga et Marie Hortense Bouldai examinent la place des politiques de genre à l'Université de Ngaoundéré, avec un focus sur la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FALSH), en analysant la répartition des étudiantes du Licence au doctorat et la présence des femmes dans l'administration. Estelle Véline Salla Bezanga, centrée sur l'Université de Yaoundé II, met en évidence les paradoxes de l'engagement féminin, entre marginalisation et auto-exclusion, malgré des dispositifs institutionnels en faveur de l'égalité.

Kouakou Adja Doubia Angèle et Azagni Blath Esther analysent la coexistence, entre 2012 et 2025, d'une féminisation progressive des effectifs et d'une faible transformation des rapports de pouvoir dans les universités Félix Houphouët-Boigny et Alassane Ouattara, où les postes décisionnels restent majoritairement masculins.

Prisca Assiène s'intéresse à la manière dont le genre est saisi et (dé)composé à l'université camerounaise à travers les savoirs et pratiques associatifs féminins, en mettant en lumière le rôle des associations dans la production de savoirs genrés et la promotion du leadership féminin.

Enfin, Forfoe Mawunyo Adzo, Dorcas Pearl Slippe, Franklina Kabio-Danlebo et Ernest Nyamekye explorent, à partir de la théorie de l'identité et de la théorie féministe, l'impact du changement de nom après le mariage sur la visibilité académique des femmes au Ghana. Leur recherche montre comment cette pratique perturbe la reconnaissance institutionnelle et la continuité de l'identité professionnelle, et appelle à des politiques universitaires plus inclusives. En réunissant ces perspectives, l'atelier se veut un espace de dialogue et de réflexion critique, où les voix des femmes universitaires africaines sont mises au centre, afin de mieux comprendre les dynamiques de visibilité, de légitimation et de reconnaissance dans l'enseignement supérieur

## Où sont les femmes dans l'enseignement supérieur en Afrique ? Etude de cas de la FALSH à l'université de Ngaoundéré

**Brenda Masanga Ngum**

L'Afrique est porteuse d'une tradition intellectuelle féministe riche et durable, qui documente depuis longtemps les expériences vécues, les luttes et les mouvements de résistance des femmes dans une diversité de contextes culturels, politiques et géographiques (Kuumba, 2006). Ce corpus de savoirs a constamment remis en question la domination patriarcale, en révélant son rôle dans la marginalisation et la mise sous silence des contributions des femmes à travers le continent (Tamale, 2019). Il a également mis en lumière le rôle central des femmes dans la construction de mouvements populaires et la transformation des institutions (Tsikata et Osome, 2024). Malgré ces avancées, la place des femmes dans le monde académique africain reste largement sous-explorée. Bien que de nombreuses universités africaines revendiquent des engagements en faveur de la parité et de l'égalité de genre dans leurs politiques institutionnelles, peu d'études s'intéressent concrètement à la manière dont ces principes se traduisent dans les dynamiques internes des établissements.

Ce travail propose d'examiner la place des politiques de genre à l'Université de Ngaoundéré. Il vise à dresser un état des lieux des composantes genrées de l'institution au cours des cinq dernières années, avec un focus particulier sur la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FALSH). L'analyse portera sur la répartition des étudiantes du niveau Licence 1 jusqu'au doctorat, ainsi que sur la présence des femmes dans le personnel administratif, en particulier celles occupant des postes de responsabilité dans l'administration centrale et au sein des départements. Au-delà d'une approche descriptive, cette étude ambitionne d'interroger les rapports de pouvoir et les positions occupées — ou non — par les femmes dans cette faculté. Elle se veut un article pionnier, une première cartographie de la place des femmes dans l'enseignement supérieur au Cameroun, et une base de réflexion pour des recherches futures sur cette thématique, tant dans le contexte camerounais que dans une perspective panafricaine.

**Mots-clés :** genre, parité, égalité, enseignement supérieure

## Genre et pouvoir dans l'enseignement supérieur ivoirien : enjeux de visibilité, de légitimation et de parité dans les postes décisionnels (2012-2025)

**Adja Doubia Angèle Kouakou**

**Blath Esther Azagni**

L'enseignement supérieur ivoirien, principalement l'université Félix Houphouët-Boigny et l'université Alassane Ouattara connaît depuis plusieurs décennies une féminisation progressive de ses effectifs étudiants et, dans une moindre mesure, de son personnel académique. Toutefois, cette évolution quantitative ne s'est pas traduite par une réelle

transformation des rapports de pouvoir dans les instances décisionnelles universitaires. Les postes de direction tels que les présidences, décanats, directions d'UFR, directions des ressources humaines, chefs de départements et autres, demeurent majoritairement occupés par des hommes, révélant une inégalité persistante d'accès aux fonctions de gouvernance. Les rapports du MESRS (Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique) et du Programme National de Promotion du Genre indiquent à cet effet que la représentation des femmes dans les présidences, décanats et autres directions est inférieure à 20 %. Dans ce contexte, la présente recherche s'interroge sur les mécanismes de sous-représentation des femmes dans ces espaces de pouvoir universitaire en Côte d'Ivoire. Ainsi, quels sont les facteurs sociaux, institutionnels et symboliques qui freinent la visibilité et la légitimation des femmes dans les postes de responsabilité de l'enseignement supérieur ivoirien ? L'objectif principal de cette étude est de comprendre les dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans les structures académiques ivoiriennes, en identifiant les obstacles à l'accès des femmes aux fonctions décisionnelles, tout en analysant les formes de reconnaissance ou d'invisibilisation dont elles font l'objet. Il s'agit également d'évaluer les politiques existantes en matière de parité et de montrer des pistes pour une gouvernance universitaire plus inclusive. La méthodologie adoptée combine une analyse documentaire (rapports institutionnels, textes législatifs, données statistiques du MESRS), une revue de littérature sur les rapports de genre dans l'enseignement supérieur, et une approche qualitative fondée sur des entretiens semi-directifs menés auprès de femmes occupant ou ayant occupé des postes de direction dans ces différentes institutions universitaires ivoiriennes. Cette triangulation méthodologique permet d'articuler les données objectives aux récits d'expérience pour une bonne compréhension des enjeux.

**Mots-clés :** parité, genre, pouvoir, légitimation, visibilité.

## Les paradoxes de l'engagement féminin dans l'université camerounaise

**Estelle Vérine Salla Bezanga**

Cette communication explore les paradoxes de l'engagement féminin dans l'université en mettant en lumière une dynamique complexe. Les femmes sont simultanément privées d'intérêt pour leurs sujets d'étude et s'auto-excluent (Ben Salem, 2010) parfois de cet intérêt, malgré la mise en norme gouvernementale de l'égalité des sexes (SND 30). Elles continuent de faire face à une série de limitations au cours de leur engagement notamment sur les programmes de recherche sur le genre, dans la participation à l'administration et dans la socialisation des étudiantes aux enjeux du genre. Premièrement, nous examinons comment les stéréotypes de genre et les normes institutionnelles créent un environnement peu propice pour les femmes. Ces barrières invisibles qui conduisent à la démobilisation collective (Pommerolle, 2008) pour leur cause. Entraînant deuxièmement, l'auto-exclusion individuelle qui exacerbe en définitive une hégémonie (Gourarier, Rebutini & Vörö 2015) d'une expertise masculine sur elles dans l'espace universitaire.

L'objectif de cette communication est alors de réaliser une étude monographique à partir de l'expérience de l'engagement féminin à l'Université de Yaoundé II. Pour y parvenir, l'analyse s'appuiera sur un travail ethnographique indispensable pour la constitution du matériau rendant possible la réflexion. Des entretiens avec les enseignantes-chercheuses ont été effectués lors d'une enquête exploratoire sur les inégalités de genre à l'université. L'exploitation des ressources documentaires (rapports d'activités, presse écrite) seront inévitables pour combler notre manque de connaissances sur la vie institutionnelle de cette catégorie.

**Mots-clés :** engagement, université, genre, domination

## Penser le genre à l'université camerounaise et sa (dé)composition à partir des savoirs associatifs féminins »

**Prisca Assiene**

Le genre fait référence aux mécanismes de dualisation et de hiérarchisation sexuée à l'œuvre à chaque niveau de la réalité sociale (Gavray, 2017). Au niveau organisationnel, la vie associative constitue un terrain intéressant pour observer les modes genrés de production de savoir (Sow, 2020) et les luttes pour l'institutionnalisation des cadres d'échange et de partage entre femmes à l'université. Elle vise à établir un pont entre les femmes indépendamment de leurs statuts et positions au sein la structure administrative, voire académique, à travers des actions de solidarité et d'entraide suivant le champ d'expression dans lequel il s'inscrit. Qu'elles soient administratives, académiques ou financières, diverses raisons justifient cette solidarité apparente autour du bien commun (Lasida, 2014) féminin. L'une des plus évidentes est la position et la condition déclassée qu'occupent les femmes dans les rapports de genre (Ndengue, 2023) et de pouvoir au sein de la structure universitaire largement dominée par les hommes. A cet effet, les organisations féminines exerçant au sein de l'université remplissent des fonctions sociales, culturelles et politiques qui au sein du cadre universitaire, donnent sens à l'engagement de certaines d'entre-elles pour la cause féminine, voire féministe (Zaidman, 2005) et l'égalité de genre comme registre d'action (Bereni, 2012). Des registres d'action dans lequel il est possible de puiser pour promouvoir le leadership féminin et évaluer la politique de genre de l'université en interrogeant la place des femmes dans la recherche, la production scientifique, les postes décisionnels et les structures académiques. Dès lors, cette proposition tente d'examiner à partir de l'engagement associatif, les stratégies mobilisées par les femmes pour se rendre visibles (Sonko, 2022) ainsi que leurs actions dans le champ universitaire afin de mieux défendre la cause et les intérêts des genres. L'émergence et l'action de certaines associations féminines au sein de l'université de Yaoundé II tels que l'« Association U2- Ladies »<sup>17</sup> ou encore « Ré-SFUGE »<sup>18</sup> comme terrains d'observation et d'analyse s'inscrivent dans cette dynamique. Elles renseignent sur l'engagement associatif,

<sup>17</sup> Association U2-Ladies (Association des femmes de l'université de Yaoundé II), dynamique des femmes en service à l'université de Yaoundé II).

<sup>18</sup> Le Réseau scientifique des femmes universitaires en économie et gestion (Ré-SFUGE) de l'Université de Yaoundé II.

son rapport au genre de savoir à l'université défini à partir de l'ordre social du collectif. Dans la même veine, ce travail tente d'analyser l'engagement associatif féminin à l'université comme nouveau territoire de questionnements épistémiques, méthodologiques et de renouvellement de l'analyse sur les genres de savoirs et les savoirs sur le genre puisque très peu traités. A cet effet, on tentera de traiter à partir du terrain associatif à l'université, comment le concept de genre est saisi, ses limites et les enjeux de son institutionnalisation.

### Examining the Impacts of Surname Changes on Academic Identity, Publication Record, and Career Progression Among Women Scholars Post-Marriage

**Adzoe Forfoe Mawunyo**

**Dorcas Pearl Slippe**

**Franklina Kabio-Danlebo**

**Ernest Nyamekye**

Women changing their names after marriage has become a growing norm in Africa. This can be linked to the societal value placed on marriage especially for African women. This rather new addition to Ghanaian marital practices has significant implications for women and their identity in general. This study investigates the often-overlooked consequences of surname changes among women scholars following marriage, focusing on their academic identity, publication continuity, and career progression. Drawing on Identity Theory and Feminist Theory, the research explores how a change in surname, a symbolic shift in personal and professional identity, can disrupt scholarly visibility, citation tracking, and institutional recognition among women in Academia in Ghana. Through a mixed-methods approach, the study combines bibliometric analysis of publication records with in-depth interviews to uncover both the measurable and experiential impacts of name changes. Findings reveal that surname changes can lead to fragmented citation histories, diminished academic recognition, and slowed career advancement, particularly in systems that prioritize consistent author identifiers. The study also highlights the gendered nature of these challenges, emphasizing how traditional marital norms intersect with academic structures to disproportionately affect women. By highlighting these dynamics, the research calls for more inclusive citation practices and institutional policies that support continuity in academic identity, regardless of name changes.

**Keywords:** Surname Change, academic identity, women scholars, citation continuity, career progression

### L'institutionnalisation du genre dans les universités africaines à l'épreuve du « modèle voyageur » : entre circulations normatives et reconfigurations institutionnelles

**Yves Patrick Mbangue Nkomba**

L'institutionnalisation du genre dans les universités africaines constitue aujourd'hui un enjeu majeur des transformations modernes de l'enseignement supérieur et des recompositions de l'action publique universitaire et le cas du Cameroun n'en est pas moins. Longtemps marginalisées dans les espaces académiques africains, les questions de genre tendent progressivement à s'imposer à travers des dynamiques de circulation internationale des normes relatives à l'égalité, à l'inclusion et à la parité. Comme le souligne Fatou Sow (2007), la montée en visibilité des études de genre en Afrique s'inscrit dans un contexte de redéfinition des rapports entre savoirs, développement et gouvernance. Toutefois, cette intégration demeure traversée par des résistances institutionnelles, des tensions culturelles et des rapports de pouvoir qui en limitent la portée effective. Dans le même sens, Pigeyre et Valette (2004) montrent que les structures universitaires restent fortement marquées par des logiques de domination et de sous-représentation des femmes dans les espaces décisionnels et académiques.

Cette communication se propose d'interroger les modalités par lesquelles les normes de genre circulent, sont appropriées, traduites ou réinterprétées au sein des universités africaines en général et au Cameroun en particulier. La question centrale de cette étude est la suivante : comment l'institutionnalisation du genre dans les universités camerounaises révèle-t-elle des processus de circulation normative et de reconfiguration institutionnelle dans les espaces académiques ? L'hypothèse défendue est que l'intégration du genre dans les universités camerounaises ne relève pas d'un simple transfert mécanique de normes internationales, mais d'un processus conflictuel de traduction institutionnelle, marqué par des logiques d'appropriation, de résistance et de recomposition des rapports de pouvoir académiques. Dans cette perspective, le genre est appréhendé comme un analyseur des transformations de l'action publique universitaire. La réflexion s'appuie sur les apports du néo-institutionnalisme et de l'analyse cognitive des politiques publiques. Les travaux de Muller et Surel (1998) permettent notamment d'appréhender le genre comme un référentiel d'action publique venant reconfigurer les cadres de perception et les modes de gouvernement des institutions universitaires. De même, les analyses de Peter Hall (1993) sur les changements de paradigmes institutionnels éclairent les modalités par lesquelles les normes internationales relatives à l'égalité de genre s'introduisent dans les dispositifs universitaires africains. Cette approche rejoint également les réflexions de l'UNESCO (2024), qui mettent en évidence la persistance des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur africain malgré la multiplication des politiques d'inclusion et de parité.

L'étude s'intéresse particulièrement aux mécanismes d'intégration du genre dans les politiques universitaires, aux dispositifs de parité et d'inclusion, aux résistances bureaucratiques et culturelles, ainsi qu'aux stratégies déployées par les acteurs académiques engagés dans la promotion des études de genre.

Dans cette perspective, les universités africaines apparaissent comme des espaces de confrontation entre référentiels globaux de gouvernance inclusive et configurations sociopolitiques locales marquées par des héritages institutionnels spécifiques.

Sur le plan méthodologique, cette recherche repose sur une approche qualitative combinant analyse documentaire (textes réglementaires, politiques universitaires, curricula et programmes institutionnels), entretiens semi-directifs avec des responsables académiques, enseignant·e·s et militant·e·s universitaires, ainsi qu'une observation des dispositifs institutionnels liés au genre dans certaines universités africaines, notamment camerounaises. Cette communication entend cependant, rendre compte du processus d'institutionnalisation du genre, moins comme un processus linéaire d'intégration normative, mais davantage comme un espace de négociation et de recomposition institutionnelle, révélateur des mutations progressives des universités africaines. Elle met ainsi en lumière les tensions entre injonctions internationales, héritages institutionnels locaux et transformations des modes de gouvernance académique.

**Mots-clés** : Genre, action publique universitaire, circulation normatives, institutionnalisation, modèle voyageur.

## La philosophe universitaire au Cameroun et le patriarcat du pouvoir institutionnel

**Narcisse Rostan Miafo Yanou**

Au regard synoptique du présent, il n'échappe pas que l'université camerounaise innerve très largement au patriarcat du pouvoir institutionnel. Du coup le parti-pris de la présente réflexion entend dénoncer l'invisibilité institutionnelle de la philosophe universitaire au Cameroun afin d'y aboutir à l'idée-réalité de sa visibilité et sa légitimation dans les postes décisionnels et les structures académiques. Concurrençant les récits hypostatiques, les mémoires et les pratiques académiques très largement ancrés au patriarcat, la philosophe universitaire au Cameroun, très minoritaire du fait de la large masculinité de la discipline, des stéréotypes et des clichés de sa catégorisation de « cadet social » (Manirakiza et al., 2015) construits autour de celle-ci, reste encore en complétude exclusivement invisibilité sur le plan institutionnel. À date, jamais une philosophe ne fut par exemple chef du département de philosophie de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I depuis sa création en 1962. Il en est de même des diverses charges de responsabilité institutionnelle au sein de ladite Faculté ainsi que de l'administration centrale de l'université objet d'illustration ici. Les universités d'État de Douala, Dschang, Buea, Bamenda, Bertoua, Ebolowa, Garoua et Maroua n'étant pas en reste. Évidemment que requérant une origine sociale (S. de Beauvoir, 1949), cette crise du genre en milieu universitaire au Cameroun invite donc ainsi à une redéfinition de la logique décisionnelle en matière institutionnelle dans les universités d'État. Il s'agit en effet pour les acteurs en charge du pouvoir d'État de faire siennes les logiques résolument inclusives de la philosophe universitaire au niveau institutionnel. Ce qui aura à la fois le mérite d'instituer et d'enraciner la parité du pouvoir entre les hommes et les femmes philosophes au sein de l'université camerounaise. L'analyse, la critique et la prospective étant les balises méthodologiques permettant la prise en charge de ce parti-pris.

**Mots-clés :** Parité, patriarcat, philosophe, université, visibilité.

## L'Université de Ngaoundéré au prisme de l'approche transformative genre : logiques parité et résistances académiques

**Aïssatou Souaïbou**

L'éducation transformative aujourd'hui pensée dans l'espace universitaire, connaît une dynamique heuristique qui ne doit pas se limiter à une simple distribution équitable des postes de responsabilités ; mais à une véritable construction d'un savoir qui se fait à base des programmes d'enseignements dispensés aux étudiants. Au-delà d'une simple sédimentation de la connaissance complexe autour de la problématique du genre, un tel exercice ouvre des voies nouvelles aux recherches empiriques sur cette question parfois galvaudée par une idéologie et un féminisme béant qui s'écartent de la formation de l'esprit scientifique. Partant de cette conjecture, cette réflexion part de l'Université de Ngaoundéré pour formuler l'hypothèse selon laquelle, malgré l'évolution de la représentation de la femme dans l'instance décisionnelle universitaire, les curricula locaux sont encore moins imprégnés des enseignements fondamentaux orientés vers l'éducation transformative. C'est pourquoi, cette communication ambitionne de montrer comment la réforme des programmes d'enseignement contribue à la double construction d'un imaginaire scientifique orienté vers les recherches axées sur la parité et l'équité. Pour y parvenir, la méthode privilégiée est la recherche documentaire critique qui consiste à dénombrer les unités d'enseignement qui traitent de la question du genre au sein de l'Université de Ngaoundéré. Cette approche baigne dans une théorisation qui ressasse les théories de l'empowerment et l'exégèse des Objectifs du Développement Durable face aux logiques sociétales de l'épistémologie des sciences de l'éducation. In fine, quatre centres d'intérêt se greffent à cette réflexion : le processus historique d'institutionnalisation du genre au sein des universités- l'analyse des curricula d'enseignement au sein de l'Université de Ngaoundéré- les facteurs socio-institutionnels de limitation de l'éducation transformative- l'urgence d'une épistémologie de la transgression des programmes d'enseignement.

**Mots-clés:** Genre, parité, curricula, transformation universitaire

\*\*\*

## A32 - Histoire(s) précoloniale(s) des zones humides africaines: méthodes et enjeux de la recherche

**Margaux Lefèvre**

**Yanis Mokri**

### Présentation de l'atelier

Au titre de la convention de protection des zones humides d'importance internationale, dite « convention de Ramsar », les zones humides « *sont des régions où l'eau est le principal*

*facteur déterminant l'environnement, et la vie végétale et animale associée*<sup>19</sup> ». Ce concept large englobe l'ensemble des espaces recouverts ou gorgés d'eau (zones marines, lacustres, estuariennes, riveraines ou palustres). Elles sont souvent fragiles et les altérations d'origine naturelle et anthropique peuvent avoir des répercussions fortes sur l'écosystème associé et les sociétés qui en dépendent. Dans le contexte des bouleversements climatiques et environnementaux actuels, il apparaît urgent de comprendre et de préserver l'histoire de ces espaces en transformation parfois rapide et définitive. En Afrique, l'histoire ancienne de ces espaces souffre du manque généralisé de sources et fait face à des défis majeurs, tels que les conditions de conservation, les difficultés de financements et les inégalités dans la production comme dans la circulation des savoirs scientifiques. Les recherches existantes révèlent pourtant la richesse de ces milieux comme autant de zones d'installations durables, de circulations, de transition, de mélanges et d'échanges qui ont vu l'adaptation et la naissance de pratiques accompagnant parfois l'émergence de nouvelles sociétés.

Les contributions de cet atelier offrent la possibilité de repenser l'histoire « précoloniale » des zones humides africaines sur le temps long (avant le XXe siècle), de réfléchir aux pratiques et aux méthodes de recherche dans la fabrication des connaissances sur ces régions. Elles s'interrogent, au travers de disciplines variées, sur les dynamiques entre l'homme et l'environnement, sur le lien entre l'histoire écologique et l'histoire de peuplement, l'histoire commerciale, politique ou artisanale. À partir de premiers terrains d'étude tels que le delta du Zambèze, l'île de Mozambique, le lac Tchad, le lac Tana, ou l'Ogooué et le Congo, un argumentaire s'élabore, en faveur d'une histoire des zones humides dans le champ des études africaines en France.

\*\*\*

## L'installation portugaise à Quelimane dans le delta du Zambèze (XVIe-XVIIe siècles)

**Amélie Lemanceau**

Depuis l'époque moderne au moins, le fleuve Zambèze a fait couler beaucoup d'encre. Dans les sources portugaises, le Zambèze porte plusieurs noms, témoignant de la difficulté à saisir cet espace dans toute sa complexité : *rio dos Bons Sinais* (rivière des Bons Signes), *rio do Ouro*, *rios de Sena* ou encore *rios de Cuama*. Le delta du Zambèze concentre une grande partie des préoccupations liées au fleuve. Soumis aux aléas climatiques en amont, et aux marées de l'océan Indien, les différentes embouchures ne sont pas toutes navigables de la même façon et aux mêmes moments. C'est ce que constatent les navigateurs et marchands portugais dès le début du XVIe siècle. L'installation d'une factorerie portugaise à Quelimane n'est donc pas anodine.

Ma communication présente l'installation portugaise à Quelimane au XVIe-XVIIe siècle comme une véritable plateforme intermodale. Cette installation s'adapte à la fois aux

---

<sup>19</sup> Voir la [synthèse](#) de 2007 sur le site de la convention de Ramsar

conditions environnementales, aux besoins commerciaux des acteurs du lieu, et aux enjeux politiques locaux. Les contacts avec les peuples makhuwa, tonga et maravi déterminent, fluidifient ou enrayent les circulations des marchandises.

Ainsi, l'installation de Quelimane dans le delta du Zambèze est marquée par un environnement complexe et des acteurs nombreux. Le but de ma communication sera de montrer comment les acteurs portugais parviennent à y construire une place forte et comment ils négocient leur place dans un environnement climatiquement et politiquement instable.

### Au-delà du commerce lointain : pratiques locales d'exploitation des ressources du littoral à Ilha de Moçambique (XVIe-XVIIIe s.)

**Charles Clément**

Cette communication cherche à examiner le littoral d'Ilha de Moçambique comme espace productif au quotidien des habitants entre le XVIe et le XVIIIe siècle, et non plus comme une interface du commerce régional seulement. Cette cité insulaire est située dans le Sud-Est africain, au large des côtes du Mozambique actuel, et est habitée par des communautés Makhuwa et Swahili depuis au moins le début du XVe siècle. Localité pleinement intégrée dans le « corridor swahili », elle entretient des liens commerciaux avec les grandes cités côtières d'Afrique de l'Est en tant que port secondaire de marchandage. A la fin du XVe siècle, elle devient le quartier-général des Portugais dans le Sud-Est africain. L'historiographie de cette région (et plus globalement celle des Swahili) a bien démontré le rôle joué par les acteurs swahili dans le commerce côtier et intercontinental de marchandises précieuses (or, ivoire, esclaves, tissus, ambre...) et ce depuis au moins le premier millénaire de notre ère, comme l'indiquent les sources écrites et les études archéologiques. L'objet de cette communication sera donc de revenir non pas sur les espaces côtiers en tant que lieux du commerce où les communautés swahili pratiquent pleinement leur rôle d'intermédiaire, mais en tant que zones humides exploitées elles-mêmes pour leurs ressources par les habitants d'Ilha de Moçambique et de son arrière-pays immédiat, par un réexamen des sources européennes au prisme de cette question. En effet, les récits de voyage ou la production administrative de l'empire portugais nous informent des denrées alimentaires (notamment les produits de la pêche) et autres ressources (notamment bois et pierre de corail) issues des rivages, des lagons, des mangroves et des récifs coraliens de la région. Ces ressources, exploitées localement pour contribuer à la vie de la population insulaire dont le nombre varie en fonction des arrivées de marins, sont les marqueurs des interactions à l'échelle locale et d'un commerce « au quotidien » central pour ses habitants.

### Rives fluctuantes; espaces de résistance. Le lac Tchad et les sultanats du Kanem et du Borno (13e-17e siècles)

**Rémi Dewière**

Le lac Tchad, au croisement des Niger, Nigeria, Cameroun et Tchad actuels, apparaît dans l'histoire du Sahel comme un espace à la fois stratégique et mouvant. Située au centre du bassin hydraulique du même nom, cette mer intérieure est peu profonde et est sujette à d'importants changements de sa surface, ainsi que des paysages qui le caractérisent. Avant la colonisation, cette versatilité a profondément influencé les dynamiques politiques, environnementales et sociales des sultanats du Kanem (XIe-XIVe siècles) et du Borno (XVe-XVIIIe siècles). Cette présentation analysera le rapport ambivalent des Etats islamiques riverains du lac avec cet espace mouvant. Comment les autorités centrales ont-elles exploité le lac comme ressource militaire et économique ? Quel est le lien entre histoire politique des ces formations politiques et histoire écologique ? Comment le lac a servi de zone de refuge ou d'exil pour des groupes marginalisés, et comment ces groupes interagissaient avec les souverains du Kanem et du Borno? En mobilisant sources écrites cette communication propose d'examiner ces questions afin de mieux comprendre comment un environnement hydrologique peut façonner les structures de pouvoir, les stratégies de survie et les formes de résistance dans les sociétés sahéennes, ouvrant ainsi des pistes pour des recherches futures sur les interactions entre environnement et gouvernance dans les zones arides.

### Entre histoire et archéologie, comprendre les interactions homme-environnement du delta du Tana au Kenya

**Yanis Mokri**

Le delta du fleuve Tana constitue la seconde zone deltaïque la plus importante d'Afrique de l'Est, rejoignant en 2012 la liste des zones humides d'importance internationale. Cette région a contribué à l'enrichissement des cités-États commerçantes swahili grâce à son importante niche écologique. Les nombreuses sources européennes de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ont été mobilisées par la recherche universitaire pour analyser les ressorts de cette région au XIX<sup>e</sup> siècle, fortement liée au trafic d'ivoire. Cependant, l'histoire de ce territoire et des populations qui l'occupent reste mal documentée aux périodes plus anciennes. Entre les années 1970 et 1980, l'archéologie a mis en exergue des vestiges et des sites de la fin du premier millénaire en amont du delta et à l'embouchure du fleuve, mais la zone deltaïque n'a quasiment pas bénéficié de ces recherches. En 2018, de nouvelles données archéologiques ont émergé dans le cadre de ma recherche doctorale, révélant des sites jusqu'alors inconnus remontant pour certains à la fin du premier millénaire de notre ère. Dans une perspective d'étude sur le temps long, une approche spatiale a été privilégiée afin de croiser les données de l'archéologie, de l'histoire orale, textuelle et cartographique. Les résultats ont mis en lumière les dynamiques d'occupation de la région sur mille ans, dépendant des événements naturels et anthropiques. Ils contribuent aussi à prendre conscience de la fragilité des sites d'habitat anciens dans cet espace dynamique qui transforme le paysage de façon continue. L'approche originale de cette recherche, au croisement de l'histoire, de l'archéologie et de la spatialité, favorise ainsi une réflexion autour des relations homme-environnement. Cette communication propose de valoriser ces

nouvelles données et ainsi de montrer la spécificité des zones deltaïques à travers l'exemple du delta du Tana.

### Histoires proto-coloniales de fabrications, circulations, délimitations: les arts de la métallurgie et leur rapport à l'espace fluvial Gabon-Congo (XIXe siècle)

**Margaux Lefèvre**

Le Gabon et la République du Congo, terrains des missions d'explorations françaises de la fin du XIXe siècle, constituent à cette période un environnement complexe et un pays multiethnique, qui s'organise de part et d'autre de nombreux cours d'eau. L'histoire de la production artisanale de la région, dans ce contexte proto-colonial, est documentée au gré de la découverte des données hydrographiques, délimitant les itinéraires empruntés par les explorateurs. Ces derniers y collectent les premiers objets ethnographiques connus, parmi lesquels d'abondantes collections d'armes, d'outils, de parures ou d'instruments en fer ou en cuivre, qui représentent aujourd'hui les sources matérielles d'une histoire des arts de la métallurgie à l'échelle régionale. De l'estuaire du Gabon au bassins de l'Ogooué et du Kouilou-Niari, jusqu'à la rive droite du Congo, l'expansion coloniale gomme progressivement les dynamiques préexistantes de la fabrication et de l'usage de ces objets, tandis qu'elle en fournit dans le même temps le témoignage.

\*\*\*

### A33 - Humanités numériques (DH) et IA dans les études africaines

**Vincent Hiribarren  
Frédéric Madore**

#### Présentation de l'atelier

Ce panel organisé par Frédéric Madore et Vincent Hiribarren fait suite à la réflexion entamée à l'ECAS2025. Il vise à présenter des recherches transdisciplinaires de pointe dans le monde francophone qui utilisent des méthodes numériques pour explorer les complexités des réalités, des identités et des systèmes de connaissance africains. En encourageant le dialogue sur le potentiel et les pièges des approches numériques, nous souhaitons contribuer à un paysage numérique plus inclusif, plus diversifié et plus critique dans les études africaines.

\*\*\*

### Intelligence artificielle et patrimonialisation : entre indexation automatisée et perte de sens

**Mbaye Diouf**

Dans un contexte de multiplication et de numérisation des archives audiovisuelles, l'intelligence artificielle (IA) s'affirme comme un levier incontournable dans les processus d'indexation et de mise en valeur du patrimoine.

Cette communication interroge les effets de l'automatisation sur la construction du sens, en particulier dans le cadre du traitement des patrimoines immatériels africains. À partir d'une étude de cas centrée sur le Xooy, cérémonie divinatoire sérère reconnue comme patrimoine immatériel au Sénégal, l'analyse met en évidence les limites des systèmes algorithmiques face à la complexité des savoirs rituels, des langues vernaculaires et des contextes d'énonciation. L'indexation automatisée, bien qu'efficace, peut également engendrer des réductions sémantiques, des ruptures contextuelles et une occultation des logiques culturelles sous-jacentes de ce réservoir complexe de savoirs oraux, de pratiques symboliques et de cosmologies locales. En mobilisant les apports de l'histoire culturelle, les études critiques sur les données et de l'anthropologie du numérique, cette communication plaide pour une patrimonialisation hybride, combinant intelligence artificielle et médiation humaine, afin de préserver la pluralité interprétative et la mémoire située des pratiques culturelles.

**Mots-clés :** Patrimoine immatériel, Intelligence artificielle, Xooy, Indexation automatisée, Patrimonialisation

## Du terrain aux algorithmes : l'intelligence artificielle au service de la linguistique historique africaine

**Promise Dodzi Kpoglu**

La linguistique africaine a longtemps intégré les innovations technologiques dans la documentation et la description. Toutefois, les avancées récentes en intelligence artificielle ouvrent la voie à ce que celles-ci dépassent leurs fonctions traditionnelles pour devenir des outils d'analyse et de la théorisation. Cette étude explore cette question à partir des langues dogons, dont la documentation est riche, mais dont l'étude historique reste limitée par la rareté des données adéquates et l'inaccessibilité du terrain. Je montre comment des corpus initialement destinés à la description peuvent être mobilisés dans un cadre computationnel afin d'aborder des problématiques historiques. Ainsi, en combinant un modèle de simulation bayésienne et un modèle d'apprentissage profond, l'étude examine la trajectoire diachronique d'un sous-groupe de langues dogon. L'idée est de modéliser les dynamiques d'innovation lexicale, d'emprunt et d'héritage afin d'identifier les processus responsables de la diversité actuelle. Les résultats suggèrent que, contre l'hypothèse existante, la diversité s'explique moins par des emprunts massifs que par un processus interne de changement. Au-delà du cas dogon, les résultats démontrent le potentiel de l'intelligence artificielle à renouveler la linguistique africaine, en permettant d'explorer des questions autrefois limitées par les contraintes de terrain et la rareté des données appropriées. Cette étude invite donc à repenser, de manière générale, la place du numérique dans la linguistique

africaine, non plus seulement comme un instrument de traitement et de documentation, mais comme un véritable vecteur de renouvellement analytique et théorique.

**Mots-clés** : linguistique africaine, modélisation bayésienne, apprentissage profond, innovation lexicale, diversité linguistique

## Quels impacts de l'IA sur les sciences humaines ?

**Racine Oumar N'Diaye**

L'Intelligence Artificielle (IA) est l'ensemble des théories et techniques mises en œuvre en vue de réaliser des machines capables de simuler l'intelligence humaine. L'IA, classée dans le domaine des sciences dites cognitives peut-elle être utile aux humanités, plus précisément à l'Histoire ?

Certes, l'IA favorise considérablement l'individualisation des parcours. Elle permet de travailler sur le tutorat intelligent et au plus près des besoins de l'apprenant, de son rythme, etc... Mieux, elle prend en compte le profil au plus près de son évolution, elle permet ainsi d'aller vers « l'éducational data mining ». Cet ensemble permet de faire évoluer le scénario même de l'apprentissage. Est-ce suffisant ? Nous pensons que non ! La limite opérationnelle ne se situerait pas sur les représentations d'ordres gestuels et de postures ? Les techniques du métier par exemple, les savoirs faire, les savoirs-être et les savoirs faire-faire qui relèvent de l'intelligence adaptative, les apprentissages comportemental et situationnel sont-ils bien pris en compte ? Qui plus est, une dimension émotionnelle, inconsciente s'invite dans l'histoire. L'histoire est à la recherche de l'homme et des pistes de son évolution. Les IA s'occupent-elles de l'HOMME ? Mettent-elles l'humain au centre de leurs préoccupations ? Leur gestion de cette donnée demeure complexe. Cet état de fait expliquerait, en partie, que toutes les technologies disruptives aient eu leur part de peur et d'inconnu.

D'autre part, les études ont démontré que l'on pouvait réellement apprendre à travers les environnements fournis et dédiés par les IA. Ils permettent une intégration de tuteurs dits intelligents et des scénarios.

Des essais très manichéens comme la « guerre des intelligences », « Intelligence Unleashed » et « The Impact of AI on Learning, Teaching, and Education » ont vu jour. Mais cet imbroglio scientifique et technique peut-il remplacer l'historien ? Non ! C'est une technologie de rupture où on doit mettre de l'éthique. L'IA, outil complémentaire des humanités, doit entretenir des interactions avec celles-ci : d'une part, l'intelligence artificielle doit permettre d'élargir le champ d'étude des disciplines en question en y apportant de nouveaux outils, et, d'autre part, les humanités doivent pouvoir concevoir des paradigmes et méthodes permettant de mieux analyser les impacts sociétaux de celle-ci. Nous devons nous orienter vers des approches qui stipulent une hypothèse de bonne entente, et qui favorisent une cohabitation efficiente et pacifique entre cette intelligence dite artificielle et celle du cerveau car l'intelligence naturelle demeure, de nos jours, irremplaçable encore.

**Mots-clés** : IA, Humanités, histoire, Théories, interaction

## Retour sur une note de synthèse analysant la relation entre Humanités Numériques, l'IA et les Études Africaines (Hanovre, février 2025)

**Vincent Hiribarren**

**Frédéric Madore**

Dans ce papier, Frédéric Madore et Vincent Hiribarren analysent le contenu d'une note de synthèse préparée par une équipe de trente chercheur.es et praticien·nes en Humanités numériques sur le rapport entre Humanités numériques, l'IA et études africaines (financement Fondation Volkswagen) en février 2025. Cette note de synthèse s'attarde principalement sur les trois points suivants 1) Intégration méthodologique et préservation numérique 2) Favoriser une collaboration équitable 3) Cadre éthique et souveraineté numérique.

## Retrouver la révolte malgache de 1947. Le deep learning appliqué aux inventaires de destruction

**Naomi Bell**

**Stéphane Lamassé**

Dans cette communication, nous allons montrer quelques résultats d'un projet de recherche en cours, mené dans le cadre d'une thèse de doctorat, qui vise à réexaminer la révolte malgache de 1947 par le prisme des dégâts matériels, recensés dans des inventaires de pertes, grâce à l'usage du deep learning. L'objectif est double : mieux comprendre l'ampleur des destructions matérielles et interroger ce que le deep learning, en tant que méthodologie, permet de voir dans un contexte colonial marqué par les rapports de domination.

Le contexte colonial malgache constitue un terrain d'expérience privilégié pour expérimenter les apports du deep learning. D'une part, les dossiers d'indemnisation produits par l'administration coloniale une documentation abondante, normative et fortement structurée, qui se prête à un traitement sériel. D'autre part, l'hétérogénéité de ces archives, mélangeant formulaires, structures tabulaires, imprimés et manuscrites, offre un cas d'étude pour tester l'efficacité du deep learning. À cela s'ajoutent les enjeux linguistiques liés à la coexistence du français et du malgache. Comment l'entraînement d'un modèle de deep learning pour affronter cette documentation peut être envisagé pour relire la révolte malgache de 1947 ? D'abord, j'analyserai comment cette documentation, produite selon des logiques administratives propres, a façonné une représentation particulière des destructions imputées aux insurgés. Cette première partie permettra de parler aussi de la mise en sens de la donnée au sein des inventaires de pertes. Je présenterai ensuite, les différentes stratégies de traitement appliquées à cette documentation. J'exposerai à la fois les avancées et les limites rencontrées. Enfin, deux ou trois études de cas permettront d'illustrer concrètement la manière dont cette approche transdisciplinaire reconfigurer l'analyse de la révolte malgache de 1947 et ouvre de nouvelles perspectives d'interprétation.

\*\*\*

## A34 - Imaginaires, géographies et relations de pouvoir dans les pratiques cultuelles vodun

Pietro Repishti  
Valentina Vergottini

### Présentation de l'atelier

Ce qui est aujourd'hui identifié comme *vodun* est un ensemble pluriel et dynamique de cultes marqués par diverses connotations régionales et lignagères, avec une large extension territoriale allant de la côte du Ghana à celle du Nigeria. En outre, le même terme *vodun*, utilisé principalement dans le sud du Bénin, a été investi de significations qui en font une sorte de concept « parapluie » auquel sont attribuées, parfois de manière ambiguë ou instrumentale, une variété de pratiques provenant d'aires linguistico-culturelles différentes. Vu la réciprocité constitutive entre les dimensions politique et religieuse, nous proposons d'examiner les formes de construction et de transformation du pouvoir au sein de ces cultes, dans une perspective attentive aux dynamiques de développement historique. Cet atelier vise à interroger le *vodun* dans ses aspects et relations de pouvoir intra et inter-cultuelles. On regardera au rôle du *vodun* dans la définition de l'organisation sociale de cette région ; à son action de délimitation des espaces et de définition des géographies ; à sa capacité de construire des imaginaires ; ainsi que à ses dynamiques de genre et à ses pratiques de disciplinement.

Pour ce faire, trois axes de recherche sont proposés :

- 1) **Géographies, contours et paysages du sacré.** Comment le *vodun* marque les limites et définit des seuils entre l'espace humain et non-humain ? Comment ces cultes ont-ils constitués historiquement des paysages du religieux et se sont constituéé comme éléments d'alliance, d'appartenance, de conquête et de résistance ?
- 2) **Corps et appartenances.** Comment le pouvoir de ces cultes s'exerce-t-il sur et à travers les corps ? Quelles hiérarchies, liées au genre et à l'âge, se sont définies ? Quels espaces de négociation ou de redéfinition s'ouvrent aujourd'hui ?
- 3) **Esthétiques, imaginaires et médiatisation.** Comment le *vodun* a-t-il réussi à s'intégrer aux médias numériques ? Quels sont les débats et les discours qui animent l'espace public ainsi que les nouvelles tendances et potentiels de cette religion ?

Suivant les suggestions de ces trois axes, nous souhaitons créer un débat interdisciplinaire sur la construction et la transformation des relations de pouvoir au sein des cultes *vodun*. Les contributions offrant des perspectives variées sont encouragées, et nous restons ouverts à de nouvelles propositions théoriques, épistémologiques et méthodologiques.

\*\*\*

## Les Asen, objets rituels et régalia royaux du Danxomè: étude archéologique et ethnohistorique

**Tidou Kouagou N'tcha Gérard**

Parmi les productions métalliques les plus emblématiques du Danxomè figurent les asen, autels portatifs en fer forgé, qui étaient à la fois des objets rituels et des regalia royaux. Ces œuvres servaient à honorer les ancêtres ou les divinités telles que Gou, dieu de la guerre et patron des forgerons. Les asen étaient également utilisés dans les cérémonies royales pour renforcer le lien entre le roi et ses prédécesseurs. Aujourd'hui, ces objets sont exposés dans des musées comme le Quai Branly à Paris et le Musée historique d'Abomey (Bénin), souvent décontextualisés de leur processus de fabrication. Bien que des recherches historiques et archéologiques aient localisé des lieux de production du fer datés d'avant l'ouverture atlantique de l'Afrique, aucune étude approfondie n'a exploré la chaîne opératoire de la production des asen. Or, cette approche est essentielle pour restituer les gestes techniques, identifier la nature des métaux utilisés, connaître les types d'asen fabriqués et analyser leurs fonctions. Elle permet également de relier objets muséaux, contextes de production et histoire des techniques. Nous nous intéresserons à l'histoire de la forge dans l'ancien royaume du Danxomè et à la chaîne opératoire de la production des asen, leurs fonctions sociales, politiques et religieuses.

## Nana Buku, Ritual Archive, and Counter-Hegemonic Discourse in the Age of Abolition, 1762–1894

**Semiu Adegbenle**

Scholars of Trans-Atlantic slavery have examined various efforts to reform slavery in West Africa that predated the European abolitionist movement. Much of this scholarship focuses on local Islamic traditions as rich repositories for understanding African debates on slavery. Akin Ogundiran (2020), for instance, employs the Orisha ritual archive to demonstrate that similar critiques of Atlantic slavery were taking place among Yoruba Orisha practitioners. My work draws on the ritual archive of Nana Buku to explore how Togolese Yoruba communities debated slavery through Orisha/Vodun genealogies, folk histories, and spiritual networks. In many parts of Africa, ritual specialists such as the Iba of Nana Buku enjoyed conditional priestly immunity, which enabled them to speak truth to power and challenge hegemonic forces through their ritual authority (Jenzen 1982; 1992). I use the ritual archive of Nana Buku to historicize the counter-hegemonic efforts of its priestly order to contest Dahomey's expanding slave raids and its attempts to construct a polyethnic and multilingual political order—one designed to prevent the emergence of a single hegemonic power base. The Nana Buku order achieved this for its members through a skillful spiritual reconfiguration of Orisha geography, reorienting refugees toward new spiritual headquarters within Ashanti-controlled territories, where priestly immunity was still respected. While the order helped its adherents cope with the medical crises and traumas of the Atlantic slave

trade—and coordinated resistance against Dahomey's indiscriminate enslavement—it nonetheless secretly participated in the Atlantic slave trade and sanctioned certain forms of violence to police its own community boundaries.

## Faire événement par la danse

**Camille Guibert**

Après plusieurs mois de réclusion initiatique, les initiés vodun attendent impatiemment leur sortie finale. Lors d'une grande cérémonie, ils vont se donner à voir à l'ensemble de la communauté rassemblée sur la place au-devant des temples. Durant leur danse, ils vont devoir démontrer le changement d'« hexis corporelle » qu'ils ont façonné à l'intérieur du couvent par différentes pratiques de disciplinement. Les yeux rivés au sol en même temps que leurs épaules virevoltantes créent, durant la danse, un alliage étrange de démonstration d'humilité et de virtuosité — combinaison qui est, selon moi, le propre de l'apprentissage vodun —. Les moments de transe qui suivent vont exacerber cette ambiguïté en faisant « événement » dans le cadre de cérémonies collectives où chacun a sa place.

Dans cette communication je reviendrai sur ce qui se joue à l'intérieur des performances tel que j'ai pu les observer dans différents temples à Ouidah au Bénin. Je montrerai comment la danse et la transe peuvent représenter des espaces de négociation du pouvoir intra et inter-culturelles. Je me baserai pour cela sur plusieurs parcours d'initiés que j'ai pu suivre pendant ces 4 dernières années et qui sont au cœur de ma thèse et de mon exposition photo, toutes les deux intitulées : Les Ballons d'Or du Vodun.

C'est par l'analyse des nouvelles capacités d'actions offertes par la récente marchandisation/patrimonialisation/folklorisation du vodun que je terminerai mon propos.

## Les matrimoines vodun : identité, genre et hiérarchie dans les sociétés du Sud-Bénin

**Madina Yehouetome**

Au Sud-Bénin, les pratiques religieuses *vodun* (*vodoun*) continuent de structurer les identités sociales et corporelles, notamment à travers la figure de « l'épouse du vodun » (*vodunsi*). Lors des fêtes, funérailles et cérémonies culturelles, les corps des femmes, des hommes, des enfants se mettent en scène à travers des codes vestimentaires, des parures et des gestes codifiés qui traduisent des appartenances religieuses et sociales. Ces expressions corporelles ne relèvent pas seulement de l'esthétique, mais de véritables hiérarchies symboliques liées au genre, à l'âge et au statut spirituel.

Dans le contexte béninois contemporain, où coexistent traditions matrimoines *vodun*, christianisme et modernité, devenir épouse du vodun reste une expérience fondatrice : elle implique une recomposition du corps, une discipline quotidienne, un régime alimentaire spécifique, et une manière d'habiter le monde. L'expression populaire « C'est son mari le vodun qui danse sur sa tête » illustre la profondeur de cette alliance matrimoniale et l'inscription du culte dans la corporéité des initiées.

Pour cela, comment le *vodun* façonne-t-il les corps, les hiérarchies et les identités de genre au Sud-Bénin ? En quoi devenir épouse du *vodun* constitue-t-il à la fois une soumission au divin et une manière d'affirmer une identité féminine, religieuse et sociale dans la société contemporaine béninoise ? L'hypothèse qui soutient ce problème est que : « Le culte *vodun* exerce un pouvoir à la fois spirituel et social sur les corps : il façonne les comportements, les apparences et les modes de vie des femmes, tout en leur offrant un espace d'appartenance, de reconnaissance et parfois d'émancipation symbolique.

L'objectif de ce travail est structuré en trois phases : 1-Décrire les processus d'initiation et les conditions du devenir épouse du *vodun* au Sud-Bénin. 2-D'analyser la manière dont le *vodun* influence les pratiques corporelles, vestimentaires, alimentaires et sociales des initiées. 3-Montrer comment ces appartenances religieuses traduisent des hiérarchies genrées, mais aussi des espaces de redéfinition du féminin dans la société béninoise contemporaine.

Ce travail s'appuie sur les enquêtes de terrain (2022-2024) à Abomey et Porto-Novo : observations participantes dans les *hounvè* (couvents), participation aux cérémonies, entretiens semi-directifs avec des *vodunnon* (prêtresses), *vodunsi* (épouses du *vodun*) et adeptes. Il analyse la manière dont le *vodun* s'exerce sur et à travers les corps, produit des hiérarchies de genre et d'âge, et ouvre, aujourd'hui, des espaces de négociation identitaire pour les femmes. Il fera l'analyse comparative des épouses d'ancêtres divinisés à Abomey (culte royal) et les épouses des *vodun* dans un *hounvè* à Porto-Novo (culte lignager).

## TòFá et Vodun Days. Processus de patrimonialisation, intellectualisation et politisation du sacré dans le Bénin contemporain

**Marco Leotta**

En janvier 2024 le gouvernement béninois a inauguré un nouveau festival international dédié à la spiritualité *vodun* : les Vodun Days. Cet événement, qu'est sans doute l'un des points plus significatifs de l'agenda présidentielle de la promotion culturelle, se pose dans un parcours de patrimonialisation des cultes *vodun* commencé il y a déjà trente ans, en prenant comme référence le Festival des arts et cultures Vodun (édition Ouidah '92). L'une des innovations plus intéressantes des Vodun Days est l'insertion du TòFá, une consultation divinatoire qui s'exprime sur l'avenir de tout le pays ; geste qui n'a pas manqué de recevoir des critiques et d'accusations de politiser l'oracle. Dès que le culte divinatoire Ifá (ou Fá) revêt une importance capitale au sein de la spiritualité *vodun* et dans la vie quotidienne des milliers des personnes, pourquoi est-il resté si longtemps aux marges de cette politique de patrimonialisation ? Et encore, pourquoi est-il aujourd'hui si central au sein du débat intellectuel et public ? Je propose de chercher une réponse à cette question à travers un regard historique sur les discours « originaires » d'Ifá et sa rencontre avec les monothéismes, pour se focaliser ensuite sur le cas béninois, du temps de la révolution marxiste-léniniste (1974) à nos jours. Pourtant, dans cette communication, à partir d'une perspective anthropologique historique dans les domaines politique et religieux, je

présenterai une analyse des processus de patrimonialisation, intellectualisation et politisation d'Ifá, qui demande également de s'interroger sur la position et le rôle d'Ifá dans les cultes vodun (ou òrìshà).

\*\*\*

## A37 - Interroger les appréhensions morales et politiques de la question climatique depuis l'Afrique

**Delphine Sall**  
**Stefan Le Courant**  
**Vincent Bonnecase**

### Présentation de l'atelier

Au cours de ces dernières décennies, le changement climatique est progressivement devenu une évidence palpable pour une part grandissante de l'humanité, à tel point qu'on pourrait croire que sa réalité, mais aussi la conscience de sa réalité, se sont imposées à l'échelle de la planète, et cela de manière assez récente. Or des travaux ont montré que les sociétés humaines n'ont pas attendu le XXI<sup>e</sup> siècle pour réfléchir aux modifications anthropiques du climat et que sa maîtrise a constitué de longue date un enjeu matériel, mais aussi moral et politique, en particulier dans les mondes coloniaux. D'autres ont insisté sur les prismes multiples sous lesquels peut être appréhendée cette question en deçà de son universalité autoproclamée, selon l'espace et la condition sociale d'où on la considère : certains encouragent à concevoir l'écologie au-delà de l'Occident et à interroger les multiples expériences du climat à travers la planète et, notamment, sur le continent africain. Cet atelier vise à partager des éléments de réflexion sur les appréhensions morales et politiques de la question climatique depuis différents espaces sociaux africains. Deux axes de questionnement seront proposés. Le premier se rapporte à la manière dont le climat, sa connaissance et sa maîtrise, sont devenus un enjeu politique pour différentes autorités à différentes époques : cet axe invite ainsi à envisager la construction du problème climatique depuis l'Afrique sur la longue durée. Le second touche aux réceptions ordinaires du changement climatique ou de ses effets concrets. L'idée selon laquelle les populations du Sud sont les principales victimes d'un réchauffement climatique auquel elles ont historiquement assez peu contribué est aujourd'hui bien établie dans la littérature, certains le lient aux apories du mode de production capitaliste. Mais les répercussions sur les espaces du quotidien ou « l'habiter » des populations dont cela bouleverse très concrètement des pans entiers de la vie sociale et des équilibres relationnels, et les manières qu'ont ces populations d'appréhender de telles répercussions – les colères ou leurs absences éventuelles, les explications et les refus – restent largement à explorer : c'est ce que nous invitons à faire depuis différents contextes locaux.

\*\*\*

## Vivre avec la mer qui avance: érosion, moralités climatiques et engagements locaux au Sénégal

**Mariama Diallo**

Au Sénégal, l'érosion côtière s'impose comme l'une des manifestations les plus visibles du changement climatique avec une destruction d'habitations, une fragilisation des sites de pêche et les menaces sur les espaces sacrés et les cimetières. Loin de n'être perçue comme un simple phénomène physique, ce bouleversement écologique nourrit des lectures morales et politiques situées, dans lesquelles se rejouent les questions de responsabilité, de dette, de justice et de hiérarchies entre vies protégées et vies exposées. Cette communication se propose d'interroger ces appréhensions depuis le delta du Saloum en articulant expériences ordinaires du climat et dispositifs institutionnels censés y répondre. Situé au centre-ouest du Sénégal, le delta du Saloum est un vaste système estuarien et insulaire où se mêlent bolongs, mangroves, tannes, îles habitées et zones de pêche. Classé Réserve de biosphère et site Ramsar, cet espace est à la fois un haut lieu de biodiversité et un territoire de vie pour des communautés, mais aussi un laboratoire des vulnérabilités contemporaines.

À partir d'une enquête ethnographique en cours, il s'agira d'abord d'analyser les registres explicatifs mobilisés par les populations qu'ils soient d'ordre moral, politique, culturel et cultuel. Ces interprétations produisent une lecture située du changement climatique où la vulnérabilité n'est pas seulement environnementale. La communication examinera ensuite la manière dont sont perçues les réponses publiques et internationales, parfois jugées tardives, technocratiques ou déconnectées, tout en étant parfois réappropriées localement. Enfin, elle s'intéressera aux initiatives portées par des organisations locales qui contribuent à redéfinir le rapport au littoral. Ces actions, bien que limitées, offrent un cadre d'engagement local où se négocient de nouvelles formes de dignité, de responsabilité partagée et de pouvoir d'agir face à la mer qui avance. Ce faisant, la communication éclaire comment, depuis les rivages sénégalais, se construisent des moralités climatiques et des critiques situées de la gouvernance globale du climat.

## Les enfants des nuages: récits poétiques sahraouis sur l'histoire climatique

**Joanna Allan**  
**Benjamin Brock**  
**Sébastien Boulay**

Nous présenterons nos travaux en cours visant à retracer l'histoire climatique récente de la région du Sahara occidental en nous appuyant sur la riche tradition orale des nomades sahraouis. La poésie, les contes, les proverbes et les conventions de dénomination des années sahraouis résument les événements et les tendances météorologiques historiques. Cela inclut l'histoire des tendances climatiques datables à l'aide du calendrier sahraoui depuis la fin du XIXe siècle, avant que les effets du changement climatique causé par

l'homme ne deviennent perceptibles. À l'époque coloniale espagnole, les connaissances climatiques sahraouis ont permis aux Espagnols de progresser dans plusieurs domaines universitaires, mais les contributions sahraouies ont souvent été ignorées. Dans le même temps, les pratiques coloniales ont souvent marginalisé les connaissances sahraouies. Notre projet vise à recentrer les connaissances climatiques sahraouies et, en interprétant les récits poétiques sur la saisonnalité des pluies historiques, les températures et les indicateurs climatiques enregistrés dans les descriptions de la phénologie et des modèles de pâturage, nous mettrons en lumière les tendances climatiques passées et les changements dans le calendrier, la durée et le caractère des saisons.

## Gouverner la poussière : savoirs, souverainetés et climat postcolonial au Sahel

**Charline Kopf**

Comment la poussière saharienne devient-elle un objet de gouvernement climatique ? À partir d'une ethnographie et d'entretiens menés entre 2023 et 2025 au Sénégal et en Mauritanie, cette communication explore le passage d'une présence diffuse à un problème mesurable, sanitaire et politique. Dans un contexte d'intensification des tempêtes, liées à la dégradation des sols et aux changements climatiques, la poussière cristallise des questions de souveraineté scientifique et de justice environnementale. Elle offre ainsi un observatoire privilégié des tensions entre dépendance technologique, héritages coloniaux et ambitions régionales d'autonomie.

En suivant le travail des prévisionnistes de l'ANACIM, des chercheur-es du Laboratoire de Physique de l'Atmosphère et de l'Océan (UCAD) et des météorologues mauritanien-nes, j'examine comment la gouvernance atmosphérique se construit au quotidien, entre capteurs fragiles, données incomplètes et collaborations transnationales. Ces pratiques révèlent des interdépendances Nord-Sud dans la circulation des modèles et des instruments, mais aussi des tensions régionales entre le Sénégal et la Mauritanie autour du partage des données et de la visibilité atmosphérique. La prévision apparaît ainsi moins comme un savoir technique que comme un champ politique où se négocient autonomie et dépendance. Or la poussière ne se vit pas qu'à travers les modèles : elle s'éprouve aussi dans les corps et les espaces domestiques. À Bargny, ville côtière marquée par l'industrialisation, les habitant-es distinguent les poussières sahariennes des poussières industrielles pour contester l'attribution de la pollution et réclamer justice. Dans cet aller-retour - du satellite aux sols, des modèles aux respirations quotidiennes - se déploie la verticalité de la gouvernance atmosphérique, qui relie les hiérarchies de savoir aux inégalités d'exposition et permet de penser ensemble le mesurable et le vécu.

## Climat, croyances et adaptation : les récits endogènes autour du barrage de Soum (Burkina Faso)

**Martin Moyenga**

En réponse aux sécheresses induites par les changements climatiques, le Burkina Faso a adopté les barrages hydro-agricoles comme une stratégie clé de son mécanisme d'adaptation. Cependant, la mise en œuvre de cette stratégie nécessite des modifications environnementales qui influencent la santé des communautés riveraines. Cette recherche ethnographique explore, dans une perspective éémique, les perceptions locales des causes du changement climatique et ses effets sur le mode de vie communautés riveraines du barrage de Soum. Cette source d'eau pérenne étant construite pour faire face aux sécheresses, l'article analyse également les appréhensions sociales de ses conséquences sur la vie de ces communautés. À travers une observation participante, des entretiens individuels, des focus groups et des études de cas, menés auprès de plus d'une soixantaine d'enquêtés, l'étude montre que les perceptions sociales des causes du changement climatique sont loin d'être celles constamment relevées lors des COP. Les populations attribuent les dérèglements climatiques à des causes socio-culturelles, perçues comme des sanctions ancestrales ou divines. Cette recherche montre également que le barrage de Soum est perçu par les communautés riveraines comme une opportunité face au stress hydrique, mais il est aussi associé à des risques sanitaires, notamment à un phénomène de « paludéisation » de la maladie. Nous concluons que le changement climatique ainsi que les mécanismes d'adaptation peuvent tous constituer des phénomènes de détresses au sein des communautés rurales au Burkina Faso.

## Sensibiliser à la protection côtière : engagement professionnalisé et gouvernementalité environnementale à Cotonou et Lagos

**Juliette Reflé**

Dans les villes côtières du golfe de Guinée, de plus en plus d'organisations associatives ou d'initiatives individuelles produisent des discours et mettent en œuvre des pratiques « pour la protection de l'environnement ». Elles sont souvent inscrites dans des réseaux transnationaux de l'activisme et participent à la circulation globale d'idées mais aussi de flux financiers autour de la vulnérabilité côtière. Cette communication prend au sérieux ces formes d'engagement professionnalisé non contestataires et questionne dans quelles mesures elles sont des indicateurs de politisation complexe. En s'appuyant sur des observations participantes et entretiens menées auprès d'activistes de la protection côtière à Cotonou et à Lagos, elle analyse comment iels mettent en récits leur engagement, le cadrage qu'iels font de la mobilisation et les pratiques qu'iels mettent en œuvre. Cela permet de montrer — sans surprise — comment ces formes d'engagement environnemental non protestataires sont structurées par des positions d'intermédiation, mais aussi — à rebours des travaux sur la dépolitisation de la cause environnementale — comment ces trajectoires sont marquées par des engagements personnels et idéologiques forts. Les récits de soi et les pratiques structurent et transmettent un ensemble de valeurs morales façonnées par une lecture en termes de responsabilités individuelles vis-à-vis de l'écologie. Elles produisent des rapports de domination entre les entrepreneurs de cause, et les publics

cibles d'activités de « sensibilisation ». Finalement ces formes de mobilisations sans contestation interpellent peu les autorités sur les causes des transformations environnementales et les modes d'action sont souvent alignés sur les politiques réformistes du gouvernement actuel. Elles participent alors d'une forme de gouvernement des conduites.

\*\*\*

## A38 - Itinéraires de frontières du Maghreb au Sahara : spatialités, temporalités et échelles

**Florence Boyer**

**Camille Cassarini**

**Khaoula Matri**

**Fatima Nabila Moussaoui**

### Présentation de l'atelier

Depuis une quinzaine d'années, les États du Maghreb et du Sahel ont développé, de manière parallèle bien que différenciée, une série de dispositifs dits de gestion des migrations qui ont profondément recomposé les routes et l'espace migratoire régional. De façon concomitante, dans le contexte du conflit au Sahel, les routes migratoires comme les profils des personnes en mobilité se sont diversifiés : mouvements intra-africains et internationaux se retrouvent dans les mêmes lieux face aux mêmes dispositifs. Parmi ces reconfigurations, l'éloignement de personnes en migration – souvent subsahariennes – des grandes métropoles vers le Sahara se banalise. Qu'elle prenne la forme de refoulements, de transferts ou d'abandons en zone désertique, cette pratique est désormais partagée par plusieurs États (Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie, Libye).

Ces pratiques d'éloignement ne relèvent pas simplement d'une répression « aveugle » des migrations, ni d'une simple réponse à l'injonction européenne au contrôle des frontières : elles s'inscrivent dans des configurations de pouvoir multi-scalaires, où s'articulent des logiques économiques locales, des dispositifs sécuritaires transnationaux, et des interventions humanitaires ambivalentes. Le rôle des organisations internationales y est central, qu'il s'agisse d'appuyer techniquement les États ou de légitimer certaines pratiques par la mobilisation du registre de la « protection ».

Trois pistes de questionnements structurent cette réflexion. La première porte sur les pratiques de refoulement : leurs formes concrètes, les modalités de mise en œuvre, les acteurs impliqués et les cadres dans lesquels elles s'inscrivent. La deuxième interroge ce que ces pratiques disent des frontières elles-mêmes : leur déplacement, leur diffusion, leur ancrage dans des espaces et auprès de groupes sociaux qui peuvent s'approprier, notamment sur le plan économique, la présence contrainte des personnes en migration. La troisième piste explore les effets de ces reconfigurations sur les mobilités intra et hors d'Afrique : les ralentissements, les détours, les recompositions de routes, mais aussi les

formes d'adaptation, de contournement ou d'agencement déployées par les personnes en mouvement.

L'objectif de cet atelier est double : interroger les itinéraires de frontières (leurs déplacements, leurs reconfigurations) tout autant que les trajectoires des personnes en mouvement qui s'y retrouvent engagées. Plus globalement, ces reconfigurations migratoires interrogent les dynamiques politiques et régionales entre Maghreb et espace sahélo-saharien, dans un contexte de montée des souverainismes.

\*\*\*

## L'immigration clandestine en provenance du Sahel et ses répercussions sur la sécurité communautaire en Algérie : le cas du Mali

**Asmaa Bernaoui**

L'Algérie est devenue un point d'attraction pour certaines de migrants africains « clandestins » depuis quelques années. Les troubles sécuritaires, politiques et économiques qui secouent la région du Sahel africain, notamment au Mali, sont les principales raisons.

L'arrivée des ces migrants, et leur nombre croissant a constitué un défi sécuritaire pour l'Algérie qui est passée d'un pays de transit à celui de terre d'accueil.

Ma présente contribution vise à mettre en lumière l'immigration clandestine en provenance du Mali vers l'Algérie en abordant ses causes, ses conséquences, et à identifier les mesures prises pour y faire face.

Cette communication vise à répondre à la problématique suivante : Comment l'immigration clandestine en provenance du Mali a-t-elle affecté la sécurité communautaire en Algérie ?

Ce travail s'appuie sur une approche par cas, en abordant les répercussions de l'immigration clandestine africaine en provenance de la région du Sahel (étude de cas du Mali) sur la sécurité communautaire en Algérie. Une approche statistique a également été utilisée pour collecter des données sur le nombre des migrants africains en Algérie, ainsi que des indicateurs relatifs à la situation au Mali.

**Mots-clés** : immigration clandestine ; Sahel africain ; Mali ; Algérie ; sécurité communautaire.

## Mobilités subsahariennes en Algérie. Itinéraires mouvants et trajectoires incertaines en Oranie

**Nabila Moussaoui**

Depuis le début du conflit au Mali, l'Algérie s'est transformée en terre de refuge pour des milliers de Subsahariens échappés à l'insécurité dans leurs pays.

En l'espace de quelques années, l'Algérie est devenue une terre de transit, d'accueil, d'asile et de départs multiples via la mer méditerranée. Des départs disputés entre les uns et les autres, les Subsahariens, et les Algériens eux-mêmes. Ainsi cette présence étrangère sur le territoire algérien a remodelé l'espace et redéfini les frontières à l'intérieur des villes, et a

rendu visible la mer comme frontière « existante », même si la harga avait réussi à en effacer cet aspect infranchissable, et à en faire une frontière 'fluide' voire transparente.

Pour comprendre cette réalité, j'ai choisi de rendre compte de mes recherches de terrain dans la ville d'Oran au Nord Ouest de l'Algérie. Une ville côtière qui connaît différentes formes de mobilités.

L'Algérie est depuis quelques années considérée comme un important pays de transit pour les migrants subsahariens en route pour l'Europe. Après que le Royaume Marocain ait refoulé un nombre important de clandestins venus du sud, et durcit les lois relatives au passage aux frontières, l'Algérie se retrouve aujourd'hui une terre d'accueil forcée. Toutes les villes algériennes connaissent aujourd'hui une présence de subsahariens. Oran n'est pas en reste. Le nombre de clandestins ne cesse d'augmenter dans cette ville. Ces derniers se déplacent souvent en groupes. Certains quartiers semblent envahis par ces africains clandestins, à l'instar de la Ville Nouvelle, Saint Pierre, Sidi El Houari, les amandiers, coca.... Même si ces quartiers sont habitués à la présence « des étrangers ».

Aujourd'hui, ces nouveaux arrivants subsahariens entrés des frontières sud du pays, ou refoulés des territoires voisins, depuis 2006, ont transformé le pays. : L'Algérie est passé d'un pays de passage et d'accueil incontournable à ces centaines d'africains qui n'ont qu'un objectif, rejoindre l'Europe en mer. La politique restrictive, le durcissement sécuritaire aux frontières et l'importance du secteur informel en Algérie, particulièrement à Oran, obligent nombre de migrants à rester plus longtemps dans la ville, à s'adapter et à trouver des ressources pour y vivre, en attendant une prochaine étape. Ces « étrangers » font partie de la ville et la transforment.

**Mots-clés :** Algérie- Subsaharien- Mali- Migration- clandestins-Oranie- itinéraire.

## Vivre le refoulement : recompositions des parcours migratoires ouest-africains depuis la Tunisie

**Khaoula Matri**

Fondée sur une enquête ethnographique menée entre 2023 et 2025, cette communication met en lumière la recrudescence des violences raciales et frontalières, ainsi que la normalisation du refoulement, du confinement et de l'isolement comme modalités de gouvernementalité de la migration subsaharienne irrégulière en Tunisie, matérialisant un contrôle différencié des corps noirs. Dans un contexte marqué par un populisme autoritaire, des rapports de force asymétriques avec l'Italie et l'Union européenne, et la reconfiguration des pratiques des structures intergouvernementales, l'analyse s'appuie sur les récits et les observations pour examiner, dans un premier temps, les expériences des personnes refoulées ou déportées, ainsi que celles confrontées à une menace permanente et à une incertitude structurelle. Dans un second temps, elle met en évidence la perversité des stratégies politiques de visibilité et d'invisibilisation des pratiques de contrôle et de stigmatisation. Enfin, elle analyse la politique de vulnérabilité et de dispersion, qui hiérarchise les vies et criminalise toute forme de solidarité.

## Dans l'oeil de l'autoritarisme : les reconfigurations des pratiques de solidarités aux personnes migrantes en Tunisie

**Franck Yotedje**

Cette communication analyse les transformations des pratiques de solidarité envers les personnes migrantes en Tunisie dans un contexte de durcissement autoritaire et de reconfiguration du gouvernement des migrations. À partir d'une double posture assumée d'ancien acteur associatif engagé dans des actions de solidarité et de doctorant travaillant sur les politiques migratoires au Maghreb, elle met en lumière le basculement opéré depuis la fin de l'année 2022 dans la politique de gestion des étrangers noirs en Tunisie. Alors que, durant la période Covid et l'immédiat post-Covid, les initiatives solidaires étaient institutionnellement tolérées, voire soutenues par certaines autorités locales, des organisations internationales et des dispositifs étatiques, elles ont progressivement fait l'objet d'une criminalisation croissante et rétroactive. À partir du cas de la ville de Sfax, devenue un lieu majeur des départs en Méditerranée centrale et de contrôle des migrations, la communication interroge la solidarité comme catégorie d'action politiquement conditionnelle. Elle analyse ses usages institutionnels, ses ambiguïtés et les effets de l'autoritarisme sur les acteurs associatifs, les pratiques d'aide et les trajectoires migratoires.

**Mots-clés :** autoritarisme, criminalisation de la solidarité, gouvernance des migrations, Sfax, Tunisie, espaces-frontières

\*\*\*

## A39 - Itinéraires scolaires et rapports de genre : violences, résistances et reconfigurations en contextes africains

**Hugues Champeaux**

### Présentation de l'atelier

L'école est un lieu central de production, de reproduction mais aussi de remise en question des rapports sociaux de genre. Dans de nombreux contextes africains, les itinéraires scolaires des filles et des garçons sont profondément marqués par des asymétries structurelles : violences de genre, stéréotypes normatifs, discriminations explicites ou implicites, attentes différenciées en fonction du sexe.

Cet atelier vise à interroger les parcours scolaires comme espace d'observation privilégié des problématiques autour du genre, en se concentrant sur trois dimensions :

1. **Les violences de genre en milieu scolaire :** quelles formes prennent-elles (violences physiques, psychologiques, symboliques, institutionnelles) ? Comment sont-elles vécues, justifiées ou contestées ? A quelle fréquence et pour quels enjeux de court et moyen terme ? Quel rôle jouent le personnel enseignant, les pairs, les familles et les institutions dans leur perpétuation ou leur dénonciation ?

2. **Les interventions visant à améliorer les conditions de scolarisation des filles** : politiques publiques, ONG, dispositifs locaux ou internationaux — quels sont leurs effets réels ? Quelles logiques de genre les sous-tendent parfois implicitement ?
3. **La lutte contre les stéréotypes de genre dans les espaces éducatifs** : comment les représentations genrées sont-elles intégrées ou déconstruites dans les programmes, les pratiques pédagogiques, les interactions scolaires ? Quelles initiatives, formelles ou informelles, permettent une remise en cause des normes de genre ?

Cet atelier souhaite réunir des chercheuses et des chercheurs en sciences sociales (anthropologie, sociologie, histoire, science politique, éducation, etc.) travaillant sur différents pays et contextes africains, à partir de données empiriques (enquêtes de terrain, ethnographies, archives, entretiens, etc.). Il est ouvert aux contributions critiques sur les méthodologies de recherche en milieu scolaire, sur les enjeux éthiques liés à la recherche sur les violences ou les inégalités de genre, mais aussi sur les méthodes de collecte d'information visant à améliorer la confidentialité des répondants.

\*\*\*

## Beyond the Classroom? Secondary School Expansion and Female Genital Cutting in Senegal

**Daniel Pérez-Parra**

This paper examines the impact of Senegal's large-scale middle school expansion program on female genital mutilation (FGM), with a particular focus on women's attitudes toward the practice. Using a difference-in-differences strategy, I combine newly assembled data on school construction with nationally representative survey data on FGM. The results show that the program substantially increased girls' educational attainment and learning outcomes. In parallel, it is associated with sizable reductions in support for FGM, with the strongest effects emerging in high-prevalence areas. While I cannot credibly measure impacts on cutting among daughters, the evidence indicates that the reform laid important groundwork for long-run behavioral change.

## Champions of Change - Fostering gender-equal attitudes and behaviors through social targeting

**Rozenn Hotte**

Restrictive gender norms constrain the autonomy, health, and educational outcomes of millions of women worldwide. While gender norm interventions often succeed in shifting attitudes and behaviors among volunteer participants, their broader impact is frequently limited by low spillovers to non-beneficiaries. This paper studies how beneficiary selection can be optimized to address the trade-off between program take-up and social diffusion. We develop a conceptual framework in which non-beneficiaries learn about the value of

gender-progressive behaviors by observing changes among program participants, with a key role played by conservative individuals who convert to more progressive views.

We evaluate this framework through a planned cluster randomized controlled trial of Plan International's *Champions of Change* program in Benin. The intervention targets adolescent girls and boys through life-skills and gender-equality training, combined with structured peer-to-peer diffusion. Villages are randomly assigned to a standard recruitment model that selects only volunteers or to an alternative model that mixes progressive volunteers with more conservative adolescents.

The experimental design will allow us to measure both direct effects on beneficiaries and spillover effects on non-participants, and to compare the effectiveness of volunteer-only versus mixed targeting strategies. At the time of writing, baseline data collection has not yet begun. The study will contribute to the literature on gender norm interventions and optimal seeding strategies by providing evidence on whether socially targeted recruitment can maximize both take-up and community-wide norm change.

## Fostering gender attitudes and behaviors: Evidence from a Sport Education Program

**Yannick Malalanirina**

While education is a central component for the formation of individual identity, traits and characteristics, few initiatives have directly addressed gender attitudes and behaviors. In this paper, we evaluate a short-run school-based program that promotes interaction and discussion between boys and girls through sport education. This program trained teachers to develop specific mixed-gender sessions of rugby with guided discussions on gender equality for young students in middle secondary school. In just six months, the program yields promising results. Gender-related attitudes and sport-related behaviors improve for both girls and boys. Boys also report more gender-equal values linked to sport.

## Sexe transactionnel et corruption sexuelle dans le milieu scolaire malgache

**Hugues Champeaux**

De récents travaux venus d'ONG spécialisées sur la question de la corruption sexuelle ont relevé que de nombreux cas émaillent régulièrement l'actualité scolaire malgache, se glissant d'ailleurs comme une des revendications de la GenZ lors des manifestations amenant à la destitution du pouvoir en septembre 2025. Mais si la problématique est d'actualité et qu'il existe de nombreux travaux qui font mention de ces situations, aucune mesure quantitative des niveaux de prévalence existe à ce jour, que ce soit pour Madagascar ou pour d'autres contextes idoine. Alors que la problématique des violences sexistes et sexuelles en milieu scolaire et universitaire se pose à l'échelle non seulement du continent africain mais de toute la planète, nous manquons de données empiriques et de méthodes d'enquêtes permettant aux pouvoirs publics de s'emparer de cette question, la suivre dans le

temps et adresser des politiques publiques qui permettent d’y répondre. Dans ce même contexte, le sexe transactionnel a été montré comme fréquemment utilisé pour répondre à des besoins financiers et comme mécanisme d’assurance aux chocs de revenu. Or, là également, nous manquons de données détaillées nous permettant de mieux identifier la prévalence, les contraintes et les phénomènes de saisonnalité, le tout dans un contexte VIH pré-épidémique.

\*\*\*

## A40 - L'art au cœur des recompositions politiques en Afrique

**Idé Hamani**

**Francesca Romana Cacciatori**

### Présentation de l'atelier

Ce panel, porté par le groupe de recherche Niger, propose d’explorer les mobilisations sociales et les transformations politiques en Afrique à travers le rôle des artistes dans les dynamiques de résistance face aux crises contemporaines, à la reconquête de la souveraineté et à la redéfinition des identités nationales. Il s’agit d’interroger les pratiques artistiques comme dispositifs de mobilisation populaire et scènes d’énonciation politique dans l’espace public (Atenarius Owanga & Moulard 2016 ; Bertho à paraître). Ouvert aux contributions issues de différentes disciplines – anthropologie, arts et spectacles, histoire, littérature, science politique, sciences du langage – , ce panel vise à analyser la matérialité des performances, leurs usages politiques et les imaginaires qu’elles mobilisent autour de la souveraineté, de la justice sociale et de l’unité nationale ou régionale. Il entend ouvrir un espace de dialogue interdisciplinaire entre chercheur.euses sur les formes contemporaines d’engagement artistique (scène, écriture, cinéma, cf. Bertho, Gaulier et Le Lay 2022) dans des contextes de crise ou de recomposition politique.

Ce questionnement s’appuie notamment sur des travaux portant sur le « politique par le bas » (Bayart et al. 2008), la performativité sensible (Bornand 2005, à partir de son travail sur les discours de griots généalogistes zarma) et les pratiques culturelles comme lieux d’interpellation du pouvoir (Bertho & Bornand 2020 ; Degorce & Palé 2014).

Dans cette perspective, la culture est envisagée comme un vecteur stratégique de souveraineté, par sa capacité à mobiliser des référents communs et à alimenter les imaginaires d’unité nationale. Les moments performatifs deviennent alors des observatoires privilégiés des formes langagières (Bonnecase 2016, avec les colères graphiques), musicales et esthétiques de légitimation du pouvoir, dans une Afrique en constante recomposition, qui a donné lieu à des lectures critiques mobilisant les notions de « populisme » (Fassin 2017), d’« autoritarisme » (Hermet 2012), ou encore de dynamiques néocoloniales (Bat 2012 ; Deltombe 2024), parfois interprétées comme les signes d’une « révolution conservatrice » (Bayart, Mbembe, Toulabor 2008).

Cela nous permettra de documenter et d'analyser comment les pratiques artistiques participent à une reconfiguration des appartenances nationales, et de comprendre comment elles incarnent une contre-narration postcoloniale face aux imaginaires étatiques dominants.

\*\*\*

## L'art (slam) au service de la communication diplomatique de l'État : « NON » de Jhonel<sup>20</sup>, un nouveau narratif de la souveraineté au Niger

**Boubacar Zama Allah Mamane**

Cette communication interroge le rôle du slam comme instrument de communication politique et diplomatique au Niger, à travers l'analyse du texte « NON » du slameur Hamani Kassoum, dit Jhonel.

Œuvre-manifeste née dans un contexte de refondation nationale, « NON » s'impose comme une déclaration artistique et politique majeure, articulant un discours de rupture, de souveraineté et de décolonisation des imaginaires.

Dans ce poème performatif, accompagné musicalement par la Fanfare nationale du Niger, Jhonel érige sa voix en hymne de résistance collective. Cette collaboration artistique, hautement symbolique, illustre l'alliance entre expression populaire et représentation institutionnelle dans la construction d'un nouveau narratif diplomatique. Le slam, soutenu par un orchestre d'État, devient un outil de diplomatie culturelle et de légitimation d'un discours souverain, où la musique militaire amplifie le ton patriotique et la portée politique du texte. L'acte de Jhonel est donc éminemment politique : il transforme la parole poétique en un geste de résistance et en une performance diplomatique redéfinissant la relation entre le Niger et ses partenaires internationaux. Cependant, cette dynamique soulève aussi la question de l'instrumentalisation de l'art et de l'artiste par le pouvoir politique, dans le contexte de l'AES ; l'artiste agit-il comme voix autonome ou comme relais stratégique ? La presse internationale reflète cette tension, oscillant entre reconnaissance d'une expression authentique et critique d'un usage politique de l'art.

**Mots-clés :** Slam, Niger, Diplomatie culturelle, Refondation de l'État, Souveraineté, AES, instrumentalisation, censure, politique, Art, narratif, résistance, Fanfares Nationales

## L'Art de l'allusion : Monnè, outrages et défis, fresque de la déchéance mandingue et de la défaite française

**Valerio Cordiner**

Deux traits ont attiré l'attention des exégètes de l'œuvre romanesque d'Ahmadou Kourouma: l'innovation linguistique et la matière historique. Le traitement subversif, la « bâtardisation » de la langue française, au moyen de l'abolition des frontières linguistiques et grâce aux ressources de la polyphonie et de l'oralité, y conduit à une réappropriation de

---

<sup>20</sup> « NON » : <https://youtu.be/akq9byBchfQ?si=DIFT8GFdbZIVhpov>  
Interview sur TV5 monde : <https://youtu.be/wUFeOjqlt6A?si=IPbFNfAn-zo5RACI>

l’idiome du colonisateur, à une espèce de domestication le ramenant à une forme discursive et à un cadre conceptuel acceptable pour le locuteur (et le lecteur) malinké. De même, les mensonges effrontés du récit apologétique de l’œuvre civilisatrice du blanc y sont démasqués et démentis, notamment à travers la liberté de parole accordée par la tradition aux nombreux médiateurs culturels : griots, répondeurs, interprètes. La dénonciation, la déstructuration – au niveau des formes et des contenus – du discours trompeur de la conquête (puis de l’indépendance) s’y réalise principalement à travers l’ironie cinglante. Elle vise, en sus des buts proprement esthétiques, à se faire le vecteur d’une stratégie négative de libération et, donc, de souveraineté. Cette contre-narration qui désarticule l’imaginaire des maîtres absolus de la colonisation (mais aussi de la décolonisation) est particulièrement évidente dans la fresque historique des mésaventures du roi mandingue Djigui Keita, héros très peu héroïque de Monnè, outrages et défis. Elle ne concerne pas seulement l’époque infâme de la conquête, dont on dénonce ponctuellement les violences systématiques accomplies sous prétexte de l’œuvre de civilisation, mais aussi des épisodes plus ou moins glorieux de l’histoire française contemporaine, dont griots et interprètes fournissent une version inédite qui, pour être ramenée au cadre conceptuel de l’aire mande, est paradoxalement très respectueuse, dans sa médiocrité décevante, de la vérité historique.

En sus de cette malinkisation ironique et démystifiante de l’histoire des dominateurs, de nombreuses allusions parsemées dans le texte permettent de deviner, derrière la chronique de la déchéance mandingue, celle de la défaite française de mai 1940, inaugurant les quatre années noires de l’Occupation et puis la crise irréversible dans la France dans le monde de l’après-guerre. La plus évidente concerne la conquête, réalisée sans effort à travers la colline sacrée de Kouroufi, autant infranchissable que les Ardennes, et en esquivant un Tata titanesque et inutile comme la ligne Maginot. Beaucoup d’autres éléments – p.ex. l’action facilitatrice de l’interprète Soumaré (Laval) ou la condescendance de Djigui Keita (Pétain) au régime de collaboration, mais aussi les nombreuses désillusions faisant suite à la Libération et, pourquoi pas ?, les similitudes entre les destinées de Djigui et de Gaulle (une parenté que l’adaptation phonétique en malinké du nom du général est susceptible d’appuyer) – autorisent à reconnaître, bien entendu par fragments et sans dessein systématique, une réécriture hilarante et quelque peu vengeresse d’un panneau important de l’histoire contemporaine des Français colonisateurs puis colonisés.

Le but ludique de cette opération est évident. Elle a aussi, à mon avis, d’autres et de plus importants enjeux. Comme la créolisation du français, inaugurée par Les Soleils des indépendances, avait permis à Kourouma de reprocher au blanc, dans sa belle langue, l’étendue et la profondeur de ses méfaits, l’appropriation métaphorique de l’histoire nationale française lui sert à la ramener à sa réalité honteuse : une histoire qui, sans les oripeaux de la propagande, se révèle autant pleine d’« outrages, défis, mépris, injures, humiliations, colère rageuse » que celle des « p’tits nègres africains indigènes ».

L’œuvre « NON » s’inscrit ainsi au cœur des débats sur les relations entre création, pouvoir et communication politique internationale .

Comment un art de la rue, ancré dans la contestation, peut-il s'intégrer à une musique institutionnelle ? Cette question révèle la portée symbolique de l'œuvre, où les frontières entre art populaire et discours d'État s'effacent au profit d'une affirmation souveraine.

Ainsi, cette communication propose une lecture interdisciplinaire de « NON » comme outil de communication diplomatique alternative, à la croisée de la littérature, de la performance et du discours politique. À travers cette œuvre, le Niger affirme une diplomatie culturelle propre, portée par ses artistes, où l'art devient à la fois symbole et moteur de la refondation nationale. Ce modèle inspire déjà une coopération culturelle entre les États de l'AES et les autres partenaires du Niger.

**Mots-clés :** Ahmadou Kourouma ; Histoire coloniale de l'AOF ; France - Seconde guerre mondiale ; Réécriture romanesque de l'histoire ; Parabole/allégorie

## Le grand masque d'mba : art, identité et engagement politique

**Marie Yvonne Curtis**

Dans le cadre de thématique « Présentation des recompositions politiques actuelles en Afrique », nous souhaitons axer notre communication autour de la question suivante : Comment le grand masque D'mba, en République de Guinée, symbolise-t-il les liens entre art, identité et engagement politique ? Nous viserons à analyser la signification de ce masque en trois dimensions, en nous référant à l'article paru dans la revue Histoire de l'art n° 99 (Curtis, 2024). Tout d'abord, il est essentiel d'explorer l'origine et l'évolution du masque dans la culture guinéenne, tout en examinant son rôle dans les pratiques traditionnelles, les cérémonies et les rituels communautaires. Nous mettrons également en lumière ses aspects esthétiques et artistiques, tels que sa forme, ses couleurs et les matériaux utilisés. Dans un deuxième temps, nous présenterons le grand masque D'mba comme un symbole culturel identitaire qui participe à l'affirmation de l'unité guinéenne et à la transmission des valeurs et savoirs, des populations côtières. Ainsi, l'engagement politique incarné par le Grand masque D'mba, moyen de contestation contre le pouvoir et de défense des droits des minorités joue un rôle crucial dans la sensibilisation aux enjeux politiques et sociaux. Enfin, nous examinerons comment l'art peut établir des mécanismes pour renforcer l'unité nationale, tout en suscitant d'autres formes artistiques, qui sont centrales dans les mouvements politiques et lors d'événements culturels significatifs induisant des changements socio-politiques. Nous illustrerons cette analyse par des comparaisons avec des études de cas dans des pays voisins comme le Sénégal ou le Mali.

En conclusion, nous résumerons les interactions entre art et politique en Guinée et en Afrique, tout en réfléchissant au potentiel de l'art dans les futures recompositions politiques.

**Mots-clés :** Guinée, Art, Identité, Engagement politique, culture guinéenne, recomposition politique

\*\*\*

## A41 - La (de)construction des catégories ethniques et raciales au travers des pratiques administratives coloniales et postcoloniales

**Clara Torrão Busin**

**Mathias Gerecht**

### Présentation de l'atelier

Les catégories dites « ethniques » constituent depuis longtemps un important sujet de débat au sein des études portant sur des sociétés africaines (Keese 2010). Certains travaux ont souligné, à juste titre, le caractère construit et historiquement situé de ces catégories, souvent essentialisées par des projets politiques violents et inégalitaires (Amselle et M'Bokolo 1985; Chrétien et Prunier 1989; Vail 1991). Bien que la frontière avec les catégories dites « raciales » soit parfois mince, cette dernière expression est généralement utilisée pour décrire des catégories produites dans le cadre de la domination coloniale (Chrétien et Kabanda 2013) et pouvant s'inscrire dans la continuité des discours raciaux esclavagistes (Glassman 2011). Ce panel se propose d'aborder ces questions d'ethnies, de races, ou d'identités au travers des catégories administratives coloniales et postcoloniales, ainsi que des usages de ces catégories à différentes échelles : locale, étatique, mais aussi transnationale — ou, dans le cas des colonies, transcoloniale et transimpériale (Hedinger et Heé 2018; Matasci et Jerónimo 2022). Tout en partant des pratiques administratives, entendues comme des modalités d'exercice ordinaires du pouvoir à travers une « action monotone et répétitive » (Cerdeira 2018), il s'agira également de montrer comment ces catégories proposées « par le haut » ont été réappropriées (Quashie 2024), remobilisées (Quétu 2020; Walker et Fouéré 2022), ou, au contraire, refusées, par les populations concernées. Ces pratiques bureaucratiques s'appuient sur divers documents, qui constituent autant de supports de mise en scène du pouvoir (Cerdeira 2018; Stoler 2019), ainsi que sur différentes technologies d'identification, parfois analysées à travers la notion d'État biométrique » (Breckenridge 2014; Dalberto, Banégas, et Cutolo 2018). Dans certains contextes, les catégories administratives peuvent produire ou exacerber des clivages ethniques ou raciaux, contribuant in fine à diverses formes de violence (Steinmetz 2007; Glassman 2011; Chrétien et Kabanda 2013). Néanmoins, ces pratiques peuvent aussi s'inscrire dans la recomposition de clivages préexistants, par exemple en stigmatisant un « tribalisme » (Fouéré 2014; Machava 2024) ou en reconnaissant certaines catégories au détriment d'autres (Balaton-Chrimes 2016; Perrot et Owachi 2018). Les communications pourront également aborder le rôle des pratiques administratives dans la (re)définition de catégories liées à un parcours migratoire (Gary-Toukara 2008; Franklin 2024).

\*\*\*

## Retracer le rôle de l'ethnicité au sein de la communauté « arabisé » de Kisangani (République Démocratique du Congo)

**Margot Luyckfasseel**

Cette contribution étudie l'histoire de la communauté « arabisé » à Kisangani, une ville de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), qui s'est intégrée aux caravanes commerciales d'Afrique de l'Est à la fin du XIXe siècle. Au début de la période coloniale, les agents de l'État indépendant du Congo du roi Léopold II ont collaboré activement avec des commerçants dits arabo-swahili de la côte est-africaine dans leurs efforts de colonisation de la région. À la recherche d'ivoire, ces commerçants recrutaient activement des populations locales dans leurs rangs, que ce soit par l'asservissement ou par des moyens moins coercitifs. Lors de l'expansion coloniale de Kisangani en tant que centre urbain, ces populations furent désignées comme « arabisé » et jouèrent un rôle central dans les stratégies de gouvernance coloniale. Pourtant, si le terme « arabisé » fonctionnait comme une catégorie pseudo-ethnique, cette communauté constituait un amalgame d'origines ethniques diverses. S'appuyant sur des sources orales et des archives coloniales, cette contribution examine comment l'histoire de l'esclavage et du colonialisme dans la région a façonné de manière significative la communauté « arabisé ».

## Portraits photographiques et construction d'une ethnogenèse au Cameroun allemand (1884-1914): le cas des pratiques photographiques d'administrateurs coloniaux

**Romuald Valentin Nkouda Sogui**

Le 12 juillet 1884, l'Empire allemand entérine son emprise sur le Cameroun par la signature du traité germano-douala. Entre 1884 et 1914, le Cameroun devient alors un laboratoire dans lequel sont expérimentées diverses pratiques coloniales. Dans ce contexte, la photographie, technologie par excellence au service de la colonisation, joue un rôle central dans la popularisation des composantes ethniques. La présente communication se propose d'examiner comment les photographies produits par les administrateurs coloniaux allemands, souvent des non-photographes professionnels mais acteurs de l'entreprise coloniale, participent à la construction d'une vision ethnogénique du Cameroun. En effet, la production visuelle des administrateurs coloniaux allemands au Cameroun regorge de photographies répondant aux codes du « portrait-type » qui ont accompagné l'essor d'une anthropologie physique fondée sur la classification des types humains. En mobilisant un corpus d'images provenant des collections d'administrateurs et d'officiers coloniaux, notamment Hans von Ramsey, Hans Dominik, Adolf Diehl et d'autres, cette étude analyse la manière dont leurs pratiques photographiques, à travers le prisme du portrait, se situent à l'intersection de l'observation ethnographique et de la catégorisation des groupes ethniques. Qu'il soit individuel ou collectif, le portrait photographique colonial révèle une entreprise visuelle et pseudo- raciale : la construction, la fixation et la classification des identités ethniques conformément aux logiques de l'anthropologie raciale de l'époque

coloniale. La photographie apparaît alors comme l'un des outils de l'ethnogenèse coloniale, c'est-à-dire de la création artificielle de groupes ethniques à travers le regard, la naturalisation et la nomenclature coloniales. L'exposé s'appuie sur une démarche interdisciplinaire combinant l'histoire visuelle et les études coloniales, et s'attache à questionner la matérialité des photographies (cadrage, posture, décor, légendes) ainsi que les mécanismes optiques sous-jacents. En mettant en lumière le rôle des administrateurs coloniaux en tant que médiateurs visuels entre l'ethnographie et l'administration coloniale, cette communication vise à montrer comment le portrait photographique a été un vecteur essentiel dans la construction des identités ethniques. Les portraits participaient ainsi à une mise en scène du corps, dans laquelle les signes physiques, vestimentaires et décoratifs étaient perçus comme des marqueurs d'appartenance ethnique. Loin d'être de simples documents, ces photographies participaient à une entreprise de codification visuelle du social, soutenant, sous le couvert de l'administration, les visées scientifiques et raciales de l'ethnologie coloniale allemande.

### Catégories raciales et catégories ethniques, une comparaison des documentations et pratiques administratives coloniales au Kongo (Bas-Congo belge et Congo portugais), 1876-1920

**Marie Sebillotte**

«Mes Loangos», «vos Cabindas», les «Kroumen», «Krouboys», «Mousseronghes», ..., mais aussi les «blancs», «métisses» ou «noirs»; les «indigènes» et «indigènes civilisés», ..., les catégories raciales et ethniques sont multiples au Kongo à l'époque coloniale. Certaines de ces catégories sont partagées entre les administrations portugaise et belge qui s'implantent sur l'espace de l'ancien royaume du Kongo dans le dernier tiers du XIXe siècle, d'autres non. Les catégories raciales ne sont pas systématiquement mobilisées par ces administrations : selon les types de documents et leurs fonctions, mais aussi selon l'échelle considérée, le producteur du document, le contexte de production et le destinataire, les catégories d'identification diffèrent. En outre, ces catégories sont rarement univoques. Si elles apparaissent immédiatement comme des catégories ethniques ou raciales, elles ne s'y limitent que rarement et leurs significations sont souvent plurielles et changeantes.

Dans quelle(s) circonstance(s) les administrations coloniales ou les administrateurs coloniaux jugent-ils pertinent de distinguer leurs administré-e-s en mobilisant la race ? À quoi et à qui sert une grille de lecture des réalités sociales dans laquelle la race est centrale ? Les transformations des catégories raciales coloniales – c'est-à-dire l'abandon de certaines catégories et l'apparition de nouvelles, mais aussi les transformations de ce que recouvrent certaines catégories – permettent-elles d'accéder à l'histoire des transformations politiques ou sociales dans cet espace ? Quels sont les objets et techniques d'identification qui accompagnent la mise en catégories des populations ?

La présente contribution explore ces questions à partir de l'étude des documentations coloniales du territoire du Kongo afin de (1) établir une cartographie de ces catégories dans la documentation portugaise et belge (2) identifier à qui et à quoi leur mobilisation sert (3)

comprendre ce que leurs changements, externes ou internes, traduisent des transformations politiques et sociales dans cet espace.

### Catégories juridiques coloniales et administration de la différence : le cas des villes de Guinée portugaise (1945-1961)

**Pedro Cerdeira**

Jusqu'en 1961, le Statut des indigènes demeure en vigueur dans trois colonies portugaises en Afrique : l'Angola, le Mozambique et la Guinée portugaise (actuelle Guinée-Bissau). Ce dispositif juridique établissait une distinction fondamentale entre les populations coloniales « indigènes » (privés de citoyenneté), et les « civilisés », tout en définissant les conditions de passage d'une catégorie à l'autre. En ce qui concerne la Guinée portugaise, les implications sociales et économiques de cette séparation ont déjà fait l'objet de travaux portant sur les zones rurales où des mécanismes de domination coloniale comme l'imposition de taxation, les cultures agricoles obligatoires et le travail forcé sur les populations « indigènes » étaient plus présents. La gestion administrative de la différence en contexte urbain reste toutefois négligée. Cette communication propose donc d'analyser les aspects concrets de l'application de la distinction juridique des populations par les administrations municipales des villes guinéennes de Bolama et Bissau. Il s'agit à la fois de s'intéresser à l'administration des équipements et des services municipaux, comme les marchés et les aires de jeux, ainsi qu'à l'occupation de l'espace public en général. Dans cette optique, l'analyse portera d'une part sur les normes imposées par les municipalités qui règlent de façon différenciée l'accès et la présence des « civilisés » et des « indigènes » dans ces endroits, et sur les mécanismes employés pour les imposer (forces policières, salariés municipaux, système d'amendes). D'autre part, un regard attentif sera dédié aux manières dont les populations africaines dites « indigènes » s'approprient l'espace urbain, réagissent et interagissent avec les normes municipales au travers de désobéissances, mais aussi de plaintes et de pétitions. Cette communication éclaire ainsi à la fois les dynamiques de construction et d'imposition de la différence, et les tensions et les disputes autour de l'espace urbain en contexte colonial qui en découlent.

### Administrer les identités des réfugié.es. Attente, fixité et ancrage dans le protocole de la réinstallation des Nations-Unies (Kampala, Ouganda)

**Aude Franklin**

Comment l'administration humanitaire des identités (nationales, ethniques) des réfugié.es dans le protocole de la réinstallation, offre-t-elle un terreau propice aux rivalités et aux conflits interpersonnels au sein des communautés réfugié.es de République Démocratique du Congo (RDC) en Ouganda ? La communication propose d'appréhender les effets des catégorisations nationales et ethniques au cœur de la réinstallation, l'une des trois solutions officielles proposées par les Nations-Unies et visant à transférer les réfugié.es dans un troisième pays du Nord global, sur les rapports sociaux quotidiens.

Dans un premier temps, cette intervention propose de revenir sur les appartenances ethniques et nationales des requérant.es comme mode de tri et de sélection au statut de réfugié et à la réinstallation. Contraint.es à justifier de leur vulnérabilité essentiellement sur la base de l'expérience des conflits armés qui sévissent à l'est de la RDC depuis plus de trente ans (Tshimba, 2022), les réfugié.es sont amené.es à se présenter comme appartenant aux groupes ethniques localisés dans ces régions ((Horst, 2008).

Dans un deuxième temps, la communication décrit le poids des catégorisations nationales et ethniques sur le quotidien des réfugié.es. En vue de prouver la véracité de leurs déclarations, ils et elles doivent, d'une part, fixer leur identité auprès des bureaux – déclarer d'une interview migratoire à une autre la même identité, sans variation possible –, tandis que, d'autre part, ils et elles doivent l'ancrer dans leur quotidien effectivement vécu (Franklin, 2025) : la perception d'une bureaucratie omnipotente, à même de surveiller les moindres recoins de la vie des requérant.es, participe à l'idée qu'il faut vivre pour partie l'identité déclarée aux bureaux de l'asile, comme preuve de sa cohérence.

Enfin, dans un troisième temps, cette intervention se penche sur les conflictualités sorcellaires qui découlent de l'administration humanitaire des identités : comment les modes de tri et de gestion des réfugié.es nourrissent-ils les tensions et les rivalités interpersonnelles, dans un climat généralisé de compétition pour la réinstallation ? Cette communication se fonde sur une enquête ethnographique de 22 mois, menée entre 2018 et 2023, au sein des espaces domestiques des réfugié.es de République Démocratique du Congo (RDC) présent.es à Kampala, la capitale de l'Ouganda.

\*\*\*

## A42 - La complexité foncière africaine : d'un espoir de renouveau à la reproduction des rapports de domination et d'exclusion des communautés

**Marie Forget**  
**Antoine Latarge**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier interroge la complexité des systèmes fonciers africains, à la croisée des héritages coloniaux, des droits coutumiers et des réformes contemporaines de la propriété. Dans de nombreux contextes, les droits coutumiers restent présents, mais coexistent avec des cadres juridiques hérités de la colonisation et avec des politiques plus récentes de formalisation – voire de décolonisation – foncière. Cette superposition de normes produit des situations souvent instables, dans lesquelles les droits des populations locales sont mal reconnus ou difficilement défendus, comme le montrent les travaux sur la reconnaissance des droits fonciers endogènes africains (Ouedraogo, 2011) et sur les régimes fonciers en Afrique subsaharienne (Tribillon, 2018). Ces fragilités deviennent particulièrement visibles lorsque les terres sont soumises à de nouvelles pressions : expansion agricole, projets miniers,

infrastructures énergétiques ou de transport, politiques de conservation ou dispositifs de protection environnementale. Dans ces situations, la terre ne constitue pas seulement un bien économique ou juridique ; elle est aussi un support d'existence, de mémoire, de pratiques sociales et de rapports au territoire. Les débats fonciers engagent ainsi les manières d'habiter les lieux (Lazzarotti, 2015), les formes d'attachement des communautés à leurs espaces de vie, mais aussi les rapports de pouvoir entre États, investisseurs, autorités locales, chefs traditionnels et populations concernées. Ils peuvent conduire à des formes d'exclusion, de déplacement ou de dépossession, notamment lorsque la protection de la nature ou le développement économique servent de justification à de nouvelles appropriations foncières, comme l'analysent les travaux sur le green grabbing (Fairhead, Leach & Scoones, 2012) et sur les politiques de réinstallation (Gargallo, 2015 ; Koot & llKhumûb, 2025).

L'atelier propose donc de mettre en discussion les liens entre droits fonciers, transformations territoriales et rapports de domination. Il s'intéresse aux conditions dans lesquelles les populations peuvent faire reconnaître leurs droits, défendre leurs usages, résister à certaines formes d'appropriation ou, au contraire, se retrouver marginalisées par des dispositifs juridiques, économiques ou politiques qui les rendent peu visibles. Les contributions permettent ainsi d'interroger les continuités entre les formes historiques de contrôle du foncier et les recompositions contemporaines liées aux marchés agricoles, aux activités extractives, aux politiques de conservation et aux mobilités contraintes.

Les communications réunies abordent ces questions à partir de plusieurs territoires africains. Elles traitent de la complexité des droits fonciers au Cameroun et au Gabon, en lien avec les exigences de protection des forêts et des peuples autochtones ; des effets de la réduction des superficies agricoles sur les moyens de subsistance des agriculteurs au sud du Bénin ; des conceptions foncières propres aux chasseurs-cueilleurs Ba'Akas ; des pressions foncières liées à l'accueil de réfugiés centrafricains à l'Est-Cameroun ; ainsi que des recompositions de l'habiter dans des espaces ruraux transformés par l'urbanisation et l'extraction minière en Guinée-Maritime. Ensemble, ces communications mettent en évidence la diversité des situations foncières africaines, mais aussi des tensions communes autour de l'accès à la terre, de la reconnaissance des droits, de la coexistence des usages et de la justice territoriale.

\*\*\*

## Les systèmes fonciers Ouest africains : entre logiques juridiques, légitimité coutumière et enjeux de sécurité

**Ameth Diallo**  
**Nicolas Diatta**  
**Boubacar Diallo**

Les systèmes fonciers Ouest africain sont très complexes et difficilement maitrisables. A l'origine du système foncier africain se retrouve un ensemble de faits et de pratiques appelés

coutumes, très diverses et complexes se référant à la conception négro-africaine de la terre. La possession de la terre découlait de la première occupation à la suite de la délimitation d'un périmètre par le feu (droit de feu) ou le défrichement (droit de hache) selon les coutumes. Le droit des premiers occupants était reconnu et respecté par tous et la gestion de la terre était assurée par le maître de terre, l'homme le plus âgé du lignage qui était en même temps le chef.

Les réformes foncières en Afrique souffrent de deux limites principalement : en amont, l'absence de véritables politiques foncières fait que les réformes juridiques ne reposent pas sur des consensus nationaux et en aval, les réformes ne bénéficient pas de dispositifs de suivi et d'évaluation pour une amélioration continue des contenus des réformes qui doivent rester en adéquation avec les contextes sans cesse changeants. En se fondant sur l'analyse des cadres juridiques africains coloniaux et post-coloniaux, cette étude vise à mettre en exergue la difficile conciliation entre droits fonciers formels et droits fonciers coutumiers. Cette difficile conciliation source d'insécurité, débouchant essentiellement sur d'intenses conflits fonciers communautaires, fragilise en même temps la stabilité et la paix sociales, notamment dans les collectivités territoriales.

**Mots-clés :** Systèmes fonciers, droit, légitimité, coutume, enjeux, sécurité.

## Le conflit des sources normatives dans le cadre de la propriété foncière et de l'aménagement du territoire des pays d'Afrique subsaharienne : cas d'étude de la Côte d'Ivoire

**Souleymane Traore**

En Côte d'Ivoire, la gestion foncière et l'aménagement du territoire s'inscrivent dans un contexte de pluralisme normatif hérité de la période coloniale où coexistent et s'opposent droit positif étatique, normes coutumières et pratiques traditionnelles. Loin de produire une gouvernance foncière inclusive, cette complexité contribue à la reproduction de rapports de domination d'exclusion progressive des autorités coutumières dans le processus de création du droit ayant vocation à régir les espaces ruraux, les espaces urbains et périurbains soumis à une forte pression foncière, à l'image du district autonome d'Abidjan. Cette proposition de communication s'appuie sur une recherche doctorale en cours consacrée au conflit des sources de normes dans le cadre de l'aménagement du territoire ivoirien. Elle analyse comment la centralisation des compétences foncières et urbanistiques au profit de l'État tend à neutraliser et à fragiliser les populations historiquement détentrices de droits coutumiers. Plusieurs études consacrées au droit foncier et celui de l'urbanisme ivoirien démontrent que malgré leur marginalisation, les normes coutumières et les autorités traditionnelles demeurent socialement opérantes et structurent toujours l'accès à la terre, y compris au cœur des grandes villes. Cette cohabitation normative engendre des conflits d'usage et une insécurité foncière. En interrogeant les mécanismes juridiques de domination foncière et les formes de résistance communautaire dans le système ivoirien, cette proposition de contribution se veut de repenser la gouvernance foncière des pays

d'Afrique subsaharienne à travers l'étude du modèle ivoirien à partir d'une articulation renouvelée entre droit étatique et normes endogènes, condition essentielle d'un aménagement du territoire juridiquement efficace.

**Mots-clés :** Droit foncier, pluralisme normatif, urbanisme, Côte d'Ivoire, conflit

### Regards croisés sur les dynamiques et défis d'appropriation des terres par les femmes rurales et urbaines au Cameroun

**Toussé Djou Josiane**

Se basant sur une analyse comparée, cette étude se propose à partir d'une double approche juridique et empirique d'explorer la pluralité des stratégies d'appropriation des terres agricoles par les femmes du Cameroun. En prenant pour cadre d'étude les localités de Batcham et de Yaoundé V, la recherche argue que les femmes rurales et urbaines du Cameroun multiplient leurs possibilités d'accès tant directs qu'indirects au foncier, nécessaire pour promouvoir le développement agricole. Nonobstant les nombreux défis, elles peuvent alors, soit être de simples exploitantes jouissant d'un simple droit d'usufruit sur les terres qu'elles cultivent, soit devenir de véritables propriétaires à travers le don ou l'achat. Combinant enquêtes de terrain et recherche documentaire, cette étude atteste que la terre, bien productif et enjeu économique de subsistance est un facteur principal de pression bien plus pour les femmes rurales qu'urbaines du Cameroun. Elle démontre par ailleurs que les droits fonciers de ces femmes ne sont pas toujours constitués du droit d'accéder aux ressources nécessaires afin de la cultiver de manière efficace. Ces ressources essentielles telles que le crédit, les semences de qualité, font cruellement défaut. Pis encore, les femmes continuent d'utiliser des méthodes archaïques d'exploitation de la terre, ce qui accroît considérablement leur temps de travail en ne leur produisant qu'une faible rémunération.

**Mots-clés :** femmes, rural, urbain, foncier, agriculture

### Habiter des quartiers à Libreville : Entre logiques d'appropriation traditionnelle des populations et régime de la propriété foncière en République gabonaise

**Arnaud Mondjo Boundzanga**

Notre communication analyse la relation des populations gabonaises au foncier, et à la loi sur la propriété. Entre 2024 et 2025, certains quartiers de Libreville ont été le théâtre de déguerpissements des populations par le gouvernement. C'est le cas du quartier Pleine-Oréty, encore appelé « derrière l'Assemblée ». Cette situation, vécue comme un acte cynique de la part de l'Etat, remet au goût du jour les débats sur la propriété foncière au Gabon. Au lendemain de la transition politique, qui a duré un an après le coup d'Etat de 2023, le président élu a fait de la gentrification une de ses priorités. Aux grandes dames des populations, qui voyaient dans le nouveau chef d'Etat un véritable patriote, la vue de

familles entières à la rue relevait de la trahison pour les populations qui disaient ne pas comprendre leur expulsion, les cyberactivistes, et les hommes politiques. En contrargument, le gouvernement brandit des préavis émis à l'endroit des populations depuis 1990. Des témoignages vinrent alors corroborer l'argumentaire du gouvernement. Considérant le fait que certaines populations ne tinrent pas compte du préavis du gouvernement, alors que c'est bien l'Etat qui est censé réglementer l'accès à la propriété, notre étude souhaite interroger les dynamiques permettant aux populations de s'installer et demeurer dans les quartiers de Libreville. Nous émettons l'hypothèse qu'à Libreville, l'accès à la propriété repose encore davantage sur des logiques « traditionnelles » (Balandier, 2013) de la communauté qui vend une parcelle, à savoir : village, ancienne plantation, campement, terrain ancestral, maison familiale.

**Mots-clés :** Logique traditionnelle, déguerpissement, gentrification, village, terrain ancestral

### Dépossession foncière et crise du lien social en contexte de déplacement des paysans Palor de Keur Moussa : le cas de l'aéroport international Blaise Diagne

**Alioune Dione**

Ce travail s'inscrit dans le but de comprendre les dynamiques sociales et foncières induites par les processus d'urbanisation chez les paysans Palor. La création de l'Aéroport International Blaise Diagne de Diass (AIBD) en est un facteur accélérateur. Ce nouvel aéroport à cheval sur le département de Thiès et celui de Mbour occupe 2600 ha dont 545 ha des terres de Keur Moussa. L'Étude d'Impact Environnemental et Social du projet indique que 343 ménages ont été déplacés soit 2661 personnes<sup>21</sup> dans les villages de Kessoukhat, Mbadat et Kathialick. Les villages de Kessoukhat et de Mbadat se trouvant dans l'emprise de l'aéroport étaient contraints de se déplacer dans les sites de recasement. Le village de Mbadat a subi un déplacement forcé tandis que les habitants de Kessoukhat ont fait des choix divergents. Une partie du village a accepté d'être réinstallée dans les sites de recasement, une autre partie a été déplacée sous la contrainte et le reste des populations s'est déplacé dans ses champs qui se trouvent hors de l'emprise de l'aéroport. Pour le village de Kathialick qui ne se trouve pas dans l'emprise de l'aéroport mais dans la zone tampon, c'est le même processus de déplacement du village de Kessoukhat qui s'y est effectué. Ces déplacements ont conduit à un détachement des liens sociaux et à une recomposition foncière qui est source de conflits intrafamiliaux.

**Mots-clés :** aéroport-déplacement de populations-foncier-urbanisation-lien social.

### La complexité des droits fonciers au Cameroun et au Gabon à l'aune des exigences de la protection des forêts et des peuples autochtones

**Augusta Goussoutou**

---

<sup>21</sup> Étude d'impact environnemental et social/résumé AIBD-SA

La complexité du foncier soulève plusieurs problématiques anciennes et nouvelles (Nguiffo, Kenfack et Mballa 2009, Béllier, 2011, Ngando Sandjè, 2013) qui impliquent différents droits (Clavel, 2021). L'étude du foncier forestier au Cameroun et au Gabon, par le prisme des peuples autochtones s'intéresse aux droits fonciers de ces populations vulnérables qui conditionnent leur capacité à s'affirmer comme interlocuteurs face aux autres parties prenantes qui souhaitent exploiter les ressources naturelles présentes sur « leurs terres ». Les droits fonciers des peuples autochtones mettent en exergue ce lien tout particulier à la terre de ces communautés (Boutinot, Karpé 2020). Il convient de relever que le foncier forestier est au centre de l'intérêt de plusieurs droits distincts qui ne peuvent être ignorés (Alden Willy, 2011). Il s'agit d'un sujet d'actualité. Le projet de Sécurisation et Gestion durable des terres et forêts des populations autochtones et communautés locales (SEGPACL qui milite en faveur des droits fonciers des peuples autochtones. Consulté le 25 novembre 2025. à la croisée des chemins entre droit traditionnel, droit national et droit international. Ce constat de l'existence des droits fonciers pluriels et complexes reste bien établi. Au regard des rapports de domination, d'exclusion et de marginalisation auxquels font face les peuples autochtones, il est intéressant de se demander comment les règles foncières diverses et variées s'appliquent dans ces deux pays. Dans une approche comparatiste, il sera appréciable de lever premièrement le voile sur les liens existants entre les droits nationaux et les obligations internationales au regard des droits fonciers des peuples autochtones. Le droit international n'est pas hostile aux droits et aux savoirs traditionnels des peuples autochtones dans le contexte de la protection des ressources naturelles (Maduraud, 2020, Tiouka, Karpé, 1998, Convention internationale du travail n°169, Déclaration des Nations unies sur les peuples autochtones), il a favorisé le respect de ces droits dans ses instruments et a contribué à une plus grande reconnaissance des peuples autochtones en mettant l'accent sur l'accès aux droits fonciers pour une meilleure préservation des ressources naturelles (Lagrandcourt, 2023). Le Cameroun et la Gabon ont pris part à quelques accords, conventions et déclarations sources d'obligations sur les droits fonciers des peuples autochtones. Il est intéressant par le moyen de la comparaison d'examiner la consistance de ces droits à travers la réception interne de ces obligations (Nkou Mvondo, 1998, Alden Willy et Faure, 2012). Puis, de constater la confrontation de ses droits plutôt civilistes aux droits traditionnels sur le terrain au moment de leur mise en oeuvre (Tsanga et al., 2022). Il s'agit dans un deuxième temps, de démontrer la complexité foncière par les écarts entre, les cadres juridiques formels et les pratiques locales à travers une analyse de cas permettant d'étayer ces points et mieux saisir les dynamiques de domination et d'exclusion évoquées. En effet, les pratiques locales retenues par ces peuples diffèrent du droit interne camerounais et gabonais. Enfin, cette analyse permet de revenir sur les menaces réelles et persistantes autour de ces droits confiés aux pygmées camerounais et gabonais. Il est intéressant de voir les perspectives de leur protection (Nguiffo, Amougou Amougou, Cotula, 2017) et les moyens mis en place par les pygmées pour résister à ces menaces sur leurs terres et territoires (Gilbert, 2019).

**Mots-clés** : Droits fonciers, droit international, Peuples autochtones, droit national, droit traditionnel

## Effets de la réduction des superficies agricoles sur les moyens de subsistance des agriculteurs dans la commune de Zè au sud du Bénin

**Vincent Kossi Dovenon**  
**Louis Dèdègbê Ahomadikpohou**  
**Ibouraïma Yabi**  
**Béni Djoko**

Pendant que l'accaparement, les acquisitions massives de terres et les conflits fonciers menacent fortement la paysannerie locale, l'aménagement du territoire, l'agroforesterie et l'accès équitable à la terre apparaissent essentiels au bien-être des communautés agricoles. Le présent article vise à analyser les effets des dynamiques foncières sur les moyens de subsistance des ménages agricoles dans la Commune de Zè.

La méthodologie repose sur la collecte, le traitement et l'analyse des données à travers les observations directes, entretiens, focus groups et la MARP, avec comme outils une carte, un guide d'entretien, un questionnaire (Kobocollect), un appareil photo et un GPS. L'enquête a concerné 239 ménages agricoles, la cartographie a été réalisée sous ArcGIS 10.8, et l'analyse fondée sur le modèle PEIR (Pression, État, Impacts, Réponses).

Au terme des travaux, il est constaté que, les différents acteurs engagés dans la dynamique foncière, adoptent trois modes distincts d'accès à la terre : l'achat (14 %), la location (10 %) et l'héritage (76 %). Au cours des cinq dernières années, près de 39,75 % des ménages agricoles de la Commune de Zè ont connu une régression de leurs superficies cultivées. Cela se traduit par l'exploitation en cours de plus de 1664 hectares de terres expropriées, parallèlement à la vente de plus de 602 hectares au profit de projets particuliers. Cette situation a eu des répercussions significatives sur les moyens de subsistance des ménages agricoles, créant une distinction nette entre des différents capitaux, composant les moyens de subsistance des ménages affectés par ces changements et ceux qui ne le sont pas.

**Mots-clés** : Commune de Zè, Dynamique foncière, Expropriées, Moyens de subsistance.

## La terre pour qui, pour quoi ? le droit foncier chez les chasseurs-cueilleurs Ba'Akas

**Boutinot Laurence**  
**Baticle Christophe**

Les forêts du Bassin du Congo font l'objet depuis l'époque coloniale de vastes entreprises d'exploitation du bois d'un côté, et de mises en réserves naturelles de l'autre. Dans les deux cas, les peuples forestiers, notamment les Ba'Akas de la République du Congo (Brazzaville), anciennement appelés « Pygmées », devenus « populations autochtones », ont continuellement été contraints de sortir des forêts et de se sédentariser le long des pistes, à

proximité des villages Bantous, qui les exploitent dans leurs champs<sup>22</sup>. La « villagisation » (Coudrin, 1991) des groupes Ba'Akas ne va pas sans dégradation de leurs conditions d'existence, dès lors que leur « inconscient géographique » (Lazarotti, 2018) se voit refoulé et leur dépendance envers leurs voisins, accrue. Pour filer la métaphore psychanalytique, il existe des résistances telles qu'on ne peut dire, jusqu'aujourd'hui, que les Ba'Akas soient totalement sédentarisés. Toutefois, rares sont les villages « autochtones » reconnus, concédant un droit foncier. Les Ba'Akas, originellement chasseurs cueilleurs nomades, ont effectivement été les oubliés de cette période coloniale qui délimitait l'espace rural au profit des populations villageoises, sédentaires, agricultrices.

La loi congolaise de 2011, portant promotion et protection des populations autochtones, peine à produire un décret relatif à leurs droits fonciers. Nous analyserons ainsi une situation complexe et contradictoire, qui reconnaît une spécificité culturelle aux Ba'Akas, issue du nomadisme, et contraint pourtant ceux-ci à se sédentariser. L'enjeu du droit foncier devient alors : retour à une logique odologique (Le Roy), ou accentuation de la sédentarité ?

### Réfugiés centrafricains et pression foncière à l'Est-Cameroun à l'orée des années 2000 : défis d'intégration et coexistence pacifique

#### Sali.

Les étincellements de la crise politico-militaire en République centrafricaine dès le début des années 2000, ont entraîné des mouvements à grande échelle de personnes réfugiées dans la partie orientale du Cameroun, zone frontalière riche en ressources naturelles. Cette migration forcée massive a profondément transformé les dynamiques foncières locales, créant de nouveaux enjeux de coexistence entre populations d'accueil et réfugiés dans un contexte de surexploitation des ressources. Cette proposition interroge en quoi et comment l'afflux massif des réfugiés centrafricains transforme les dynamiques foncières à l'Est-Cameroun. En se focalisant sur la collecte des données orales, documentaires avec encrage sur les théories de transnationalisme et de l'institutionnalisme, elle entend analyser dans quelle mesure les mécanismes de régulation existants parviennent à concilier les besoins d'intégration des populations réfugiés avec la préservation de la cohésion sociale et des droits fonciers des communautés d'accueil.

**Mots-clés :** réfugié, pression foncière, coexistence pacifique, Est-Cameroun.

### Des fonciers ruraux aux nouveaux territoires de l'urbain et de l'extraction minière : l'habiter en tension en Guinée-Maritime

En 2024, 61% de la population guinéenne soit plus de 9 millions d'habitants vivent en zone dite rurale. Ainsi encore majoritaires, les territoires considérés encore comme « ruraux » forment pour autant en Guinée, des paysages, des situations foncières et des typologies d'habitat très contrastés et hétérogènes. Autre point, le code foncier et domanial (CFD) datant de 1992, encore en vigueur en 2025 et édifié sous l'influence des instances

<sup>22</sup> Nos travaux ont été réalisés au Nord-Congo, lors de 4 missions depuis 2021.

internationales (Banque mondiale, FMI) fait l'objet depuis plusieurs années d'une refonte globale séparant d'un côté l'élaboration d'une politique foncière agricole (PFA) (validée en 2024) et, de l'autre celle d'une politique foncière nationale (PFN). Depuis, trente ans, « la majorité des droits des ruraux se trouve donc dans une situation de vide juridique et ne sont pas reconnus par la loi ». Le code foncier déstabilise fortement le système en place et génère finalement plus de précarité (Rey, 2011). Dans les préfectures de Boffa et de Dubréka (Guinée Maritime), l'accaparement contemporaine et rapide des terres pour les activités d'extraction minière couplés à l'accroissement démographique, aux effets des changements climatiques et à parcellisation/à la vente des terres pour l'habitat (lotissement) engendrent de nombreuses tensions foncières et environnementales allant clairement jusqu'à menacer en certains lieux la pérennité des lieux de vie anciens, modes d'habiter et territoires nourriciers des populations autochtones. **Pourrions-nous définir les enjeux fonciers ruraux, périurbains, urbains, définir une politique qui traiterai des gradients de densité d'habitat ?** Notre présentation portera sur deux cas d'études explorés dans le cadre d'un projet de recherche et d'enquête de terrain établies lors de l'élaboration d'un plan directeur d'urbanisme en 2025 de territoires littoraux et nouvellement miniers.

**Mots-clés** : Politiques foncières, parcellisation des terres, droits légitimes, habiter traditionnelle en tension

## A43 - La déclinaison des droits politiques extraterritoriaux des diasporas africaines

Adam Boubel

Aya Boubel

### Présentation de l'atelier

Au cours des vingt dernières années, l'internationalisation des normes électorales a favorisé une « fertilité croisée » faisant de l'octroi des droits politiques aux ressortissants à l'étranger un standard démocratique incontournable. Si les diasporas ont joué un rôle central dans les transitions démocratiques africaines depuis les années 1990, conduisant à une généralisation progressive du droit de vote sur le continent, la compétence des États en la matière demeure absolue.

Cet atelier se propose d'analyser les disparités qui en découlent dans la consécration de la « transcitoyenneté ». En interrogeant les considérations politiques, économiques et logistiques des États, il vise à établir une typologie des mécanismes juridiques de participation et à comprendre les logiques d'inclusion ou d'exclusion à l'œuvre.

Les interventions exploreront ces dynamiques suivant plusieurs échelles. En premier lieu, Adam Boubel analysera comment l'ordre juridique international a élevé les droits extraterritoriaux au rang de standards, influençant les transitions nationales et la gestion de la participation des populations émigrées et réfugiées. En second lieu, Rafael Camarero

étudiera le cas du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc) post-2011, illustrant comment la redéfinition des droits des diasporas répond à des impératifs de stabilité interne et de légitimité du pouvoir. En troisième lieu, Amadou Tidiane Thiello se penchera sur la figure des députés de la diaspora sénégalaise, montrant comment ces acteurs concrétisent une représentation hybride malgré les obstacles liés à l'exercice des droits politiques hors du territoire. En quatrième lieu, enfin, Philomène Alene Engamba interrogera les contradictions de l'État camerounais, qui tolère la double appartenance pour la gloire sportive tout en restreignant la participation électorale, révélant une discrimination fondée sur l'utilité perçue plutôt que sur la résidence.

\*\*\*

## L'apport normatif et opérationnel de l'ordre juridique international au droit électoral des diasporas africaines

**Adam Boubel**

Si la définition des règles électorales relève traditionnellement de la compétence exclusive des États, l'ordre juridique international s'est progressivement saisi de la matière à travers le prisme des droits humains et du droit à la participation politique. Alors que les droits extraterritoriaux des diasporas ont longtemps été laissés en marge, le contexte africain a permis au droit international d'investir cette question de manière significative.

Cette communication analyse le double apport de l'ordre juridique international au droit électoral des diasporas africaines. Normatif d'abord, puisque les transitions démocratiques en Afrique se sont accompagnées, pour la plupart, de la garantie du droit de vote aux diasporas. Cela a participé à l'élévation des droits politiques extraterritoriaux en standards démocratiques internationaux. Opérationnel ensuite, par l'implication active de certaines organisations internationales dans la tenue de scrutins déterritorialisés, notamment au bénéfice des populations réfugiées.

## Les (non-)droits politiques des diasporas tunisienne, algérienne et marocaine après le printemps arabes de 2011

**Rafael Camarero**

Cette communication analyse la manière dont la Tunisie, l'Algérie et le Maroc ont redéfini la place de leurs diasporas dans l'ordre politique après les printemps arabes de 2011. Elle montre que les réformes constitutionnelles et institutionnelles adoptées dans ces trois pays ont profondément reconfiguré la citoyenneté et les droits politiques des communautés établies à l'étranger. Le rôle stratégique des diasporas apparaît central : elles deviennent à la fois des ressources de légitimation pour les régimes et des acteurs susceptibles d'influencer la stabilité interne. L'étude met en lumière divers mécanismes d'inclusion ou d'exclusion – droit de vote externe, dispositifs de représentation, inscription symbolique dans le récit national, ou reconnaissance d'une citoyenneté partagée – qui témoignent des efforts étatiques pour encadrer la participation politique depuis l'étranger. Elle souligne également

que la manière dont les diasporas sont reconnues, dotées ou non de droits effectifs, révèle des mutations plus larges des conceptions nationales de la citoyenneté. En définitive, la communication met en évidence que la gestion politique des diasporas nord-africaines constitue aujourd'hui un défi majeur, tant pour les États d'origine, confrontés à la remise en question du modèle westphalien classique, que pour les sociétés d'accueil, engagées dans la recherche d'une gouvernance démocratique plus inclusive.

### Représentants transnationaux et exercice des droits politiques extraterritoriaux : Le cas des députés de la diaspora sénégalaise

**Amadou Tidiane Thiello**

Cette communication met en lumière comment les députés sénégalais de la diaspora, résidant en « Europe du Nord, Ouest, Sud ou en Amérique-Océanie », concrétisent et redéfinissent les déclinaisons extraterritoriales des droits politiques par leurs pratiques transnationales. À la croisée du Sénégal et des pays d'accueil, ces élus issus d'une politisation précoce et d'une forte implication associative/syndicale mobilisent des ressources institutionnelles, relationnelles et économiques acquises dans les sociétés d'accueil. À partir d'une analyse approfondie de leurs profils, cette étude explore l'hybridation des modes de représentation chez ces acteurs durablement insérés à l'étranger tout en conservant des liens familiaux et sociaux intenses avec le Sénégal. Elle met en évidence les obstacles à l'exercice des droits politiques hors territoire, mais aussi la capacité des diasporas à s'en saisir pour revendiquer de nouvelles formes d'accès, de représentation et d'exercice de la citoyenneté, enrichissant l'analyse des droits politiques extraterritoriaux comme enjeu de pouvoir, de légitimité et d'innovation démocratique pour le Sénégal.

### Citoyenneté sportive et citoyenneté politique : les paradoxes de la double appartenance dans l'ordre juridique camerounais

**Philomène Alene Engamba**

Au Cameroun, la double nationalité divise. Si la loi de 1968 proclame la nationalité unique, la pratique raconte une autre histoire : celle de footballeurs binationaux qui, nés en Europe, défendent les couleurs du pays sans être inquiétés. Leurs victoires, célébrées par l'État, contrastent avec la mise à l'écart politique des diasporas, pourtant animées d'un même attachement national. Cette communication interroge ce paradoxe : pourquoi la double appartenance est-elle tolérée lorsqu'elle sert la gloire sportive, mais refusée lorsqu'elle touche à la participation électorale ? En croisant droit de la nationalité, lex sportiva et droit constitutionnel africain, l'analyse montre comment le sport devient un espace d'expérimentation d'une citoyenneté transnationale que le droit public ignore encore. Entre inclusion symbolique et exclusion politique, le joueur « pluriel » et l'électeur « étranger » révèlent une citoyenneté africaine sélective, où la reconnaissance dépend moins de la loi que de l'utilité perçue par l'État.

\*\*\*

## A44 - La lutte contre le VIH/sida en Afrique face au gel des financements étatsuniens

**Christophe Broqua**  
**Stéphanie Tchiombiano**

### Présentation de l'atelier

À son retour à la Maison blanche au début de l'année 2025, Donald Trump a annoncé un gel sur la quasi-totalité de l'aide étrangère étatsunienne, incluant les financements liés au VIH/sida. La mise en œuvre immédiate de cette mesure a provoqué une crise sans précédent au niveau des instances de lutte contre le VIH/sida dans maints pays d'Afrique. De nombreux programmes ont été suspendus avec pour effet la suppression de postes, l'arrêt de programmes de recherche et la mise en grande difficulté d'organisations spécialisées. Des patients ont été contraints d'interrompre leurs traitements, entraînant des effets délétères sur leur santé et une augmentation des décès. Dans un contexte d'incertitudes sur la continuité des services dits « essentiels » comme la mise à disposition d'antirétroviraux, les projections sur le nombre de morts dans les années à venir sont vertigineuses. Cet atelier a pour objectif d'analyser les effets de cette décision politique sur la lutte contre le VIH/sida dans différents pays d'Afrique, un an et demi après l'initiative du gel. Les interventions se déploieront sur deux axes de réflexion portant chacun sur l'ensemble des acteurs concernés: personnes vivant avec le VIH, associations, ONGs, organisations internationales, bailleurs de fonds, laboratoires de recherche, professionnels de santé, administrations, États, etc. Le premier ensemble de questions concernera les effets concrets de l'arrêt des financements étatsuniens dans différents contextes locaux : impact sur la santé des personnes vivant avec le VIH, organisation des soins et des approvisionnements, réactions face aux décès, transformations des actions des associations et ONGs, positionnements des organisations internationales et des représentants des bailleurs, réactions des acteurs étatiques, etc. Le second axe portera plus spécifiquement sur les prises de positions politiques des différents acteurs impliqués, sachant que ces mesures coïncident avec le développement d'un discours sur la décolonisation de l'aide ou du plaidoyer chez certains militants. Quels repositionnements stratégiques sont à l'œuvre chez les membres associatifs, les ONGs ou les représentants des États concernant la dépendance aux financements étatsuniens ou internationaux de la lutte contre le VIH/sida ou plus largement de l'aide humanitaire/au développement ?

\*\*\*

## Conséquences à court terme des coupes budgétaires du PEPFAR et de l'USAID sur la prise en charge des personnes vivant avec le VIH dans les sites de la cohorte leDEA Afrique de l'Ouest

**Au nom de la collaboration leDEA Afrique de l'Ouest: Anaïs Boulicault, Sophie Desmonde, Thierry Tiendrebeogo, Madeleine Amorissani-Folquet, Oliver Ezechi, Igho Ofotokun, Didier Ekouevi, Antoine Jaquet, Valériane Leroy**

**Objectif :** En janvier 2025, les financements des programmes d'aide internationale, notamment le President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), ont été suspendus pendant 90 jours, puis partiellement rétablis. Cette étude décrit les conséquences à court terme de ce gel partiel sur la prise en charge des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) en Afrique de l'Ouest.

**Méthodes :** Entre avril et mai 2025, un questionnaire en ligne a été adressé aux responsables de 13 sites de prise en charge répartis dans sept pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigeria et Togo) participants à la collaboration ouest-africaine de l'International epidemiological Database to Evaluate AIDS (leDEA). Le questionnaire explorait cinq domaines : partenaires de mise en œuvre, impact sur les ressources humaines, dispensation des antirétroviraux (ARV), disponibilité des intrants de charge virale et ressenti des patients et soignants.

**Résultats :** Dix sites sur treize ont répondu, suivant en médiane 3 123 patients par an. Cinq sites étaient directement financés par le PEPFAR et les autres par des ONG soutenues par l'USAID. Six sites ont déclaré des suppressions ou suspensions de postes, entraînant réorganisation du personnel, allongement des temps d'attente et suspension des activités communautaires. La dispensation des ARVs a été réduite à un à trois mois au lieu de six, et un site a interrompu l'initiation des traitements pour les nouveaux patients. Les patients ont exprimé inquiétude et anxiété, et le personnel soignant une forte démotivation.

**Conclusion :** Ces résultats mettent en évidence l'impact immédiat des coupes budgétaires sur la continuité des soins VIH en Afrique de l'Ouest, région fortement dépendante des financements internationaux. Ils soulignent la nécessité d'évaluer la résilience des systèmes de santé face à de telles crises et leurs effets à long terme sur la prise en charge des PVVIH.

## L'impact multiniveau du retrait de l'aide Américaine en Afrique francophone et lusophone sur les organisations communautaires et les personnes concernées par le VIH

**Marion Di Ciaccio, Delphine Rapoud, Nicolas Lorente**

La lutte contre le VIH soulève des enjeux qui vont bien au-delà de la prévention et des traitements biomédicaux. Elle doit en effet également faire face à la stigmatisation du VIH, et des populations « clés » davantage touchées par le virus (hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, travailleurs-ses du sexe, personnes trans, usagers-ères de drogues, etc.), marginalisées et considérées comme déviantes dans de nombreux contextes, y compris en Afrique francophone et lusophone, entraînant des enjeux forts de droits

humains. Pour faire face à ces défis, la lutte contre le VIH dans ces régions a été très rapidement coordonnée par des instances multilatérales et internationales. En conséquence, une grande partie des services liés au VIH offerts aux populations clés et aux personnes vivant avec le VIH est fournie par des organisations communautaires (OC) et financés par des fonds internationaux. Bien que ce modèle de gouvernance de la lutte contre le VIH devait être revu pour adresser les critiques de verticalité et d'asymétrie de pouvoir qu'il perpétuait, la prise de décision par les États-Unis a marqué un tournant sans transition qui vient aujourd'hui fragiliser tout un tissu d'associations communautaires et en cascades, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés. Nous présenterons nos travaux menés depuis janvier 2025 qui documentent comment les programmes de prévention et de pair éducation ciblant les populations clés sont les plus touchés par les coupes américaines et analysent les retombées sur les OC, les personnes concernées et les droits humains. Nous aborderons les perspectives de reconfiguration de la réponse au VIH dans un contexte marqué par une volonté de souveraineté nationale dans le champ de la santé et du développement et plus globalement de la décolonisation de l'aide au développement à partir de l'exemple du modèle de gouvernance de Coalition PLUS.

### Stratégies de pérennisation des activités de prise en charge des personnes atteintes de VIH-SIDA par les ONG locales à Bouaké, Côte d'Ivoire

**Kouamé Aristide Brou, Zié Adama Ouattara, Dimi Théodore Doudou**

Le VIH-SIDA est une pandémie qui menace le présent et le futur des pays en développement (CNLS, 2011). Ainsi, dans la dynamique de réduire son impact sur les populations mais surtout l'endiguer, différents acteurs dont les ONGs y jouent un rôle prépondérant en menant des activités de lutte. En effet, l'intervention des ONGs dans le processus de développement et l'évolution des sociétés, particulièrement dans les pays des Suds, est un fait reconnu (Deley, 1998). Toutefois, dans la mise en œuvre de leur activité, celles-ci bénéficient dans leur grande majorité de fonds alloués par les bailleurs de fonds dont l'agence américaine, l'USAID qui finance de nombreux projets dans le domaine de la santé publique (Kohnert, 2025). Car depuis 2015, des donateurs étrangers responsables d'environ 40% du financement de la lutte contre le VIH-SIDA dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les États-Unis y demeurent le principal (Brink et al., 2025). Cependant, la cessation par l'administration Trump des programmes humanitaires financés par les États-Unis a entraîné la fin du Plan d'urgence du président pour la lutte contre le VIH-SIDA (PEPFAR), qui soutient des programmes de traitement et de prévention de cette maladie dans plus de 20 pays africains (Kohnert, 2025). Ces coupes budgétaires occasionneront jusqu'à 2,9 millions de décès supplémentaires ayant pour cause le VIH-SIDA d'ici 2030 chez les enfants et adultes (Brink et al., 2025). À Bouaké, ville située dans le centre de la Côte d'Ivoire, de nombreuses ONGs locales interviennent dans la lutte contre le VIH-SIDA (Kouadio et al., 2024). Ainsi, dans ce contexte de cessation des financements des bailleurs ayant pour conséquence la raréfaction des ressources, la présente communication vise à

partir d'une approche qualitative à questionner et à montrer les stratégies que développent les ONGs locales pour assurer la continuité de leurs activités.

## Femmes séropositives du CSAS face au gel des financements étatsuniens : vulnérabilités renouvelées et stratégies d'adaptation à Bouaké en Côte d'Ivoire

**Nochiami Affou Koné**

La lutte contre le VIH/sida en Afrique repose depuis plusieurs décennies sur des financements extérieurs, notamment américains. En Côte d'Ivoire, la mise en œuvre du gel des financements étatsuniens a profondément bouleversé les dispositifs d'accompagnement des personnes vivant avec le VIH, en particulier les femmes séropositives, déjà confrontées à des formes multiples de vulnérabilité sociale, économique et symbolique. À partir d'une recherche en sociologie portant sur les trajectoires de femmes vivant avec le VIH à Bouaké, cette communication analysera les conséquences concrètes de la suspension des financements sur leurs conditions de vie, leur accès aux soins et les dynamiques communautaires de soutien. Les données qualitatives recueillies auprès de femmes suivies au Centre Solidarité et Action Sociale (CSAS) révèlent une triple fragilisation : précarisation économique liée à la perte d'aides, rupture de suivi thérapeutique par pénurie d'antirétroviraux, et affaiblissement du tissu associatif autrefois soutenu par les partenaires internationaux. En s'appuyant sur une perspective de sociologie de la santé et du genre, cette étude mettra également en lumière les formes de résilience et d'adaptation développées par ces femmes : solidarité informelle, recours aux savoirs endogènes, plaidoyer local et repositionnement militant. L'analyse propose ainsi une lecture croisée des effets sanitaires et politiques du désengagement américain, tout en questionnant la dépendance structurelle des politiques africaines de lutte contre le VIH/sida aux financements internationaux.

## Vers une souveraineté scientifique. L'avenir de la recherche sur le VIH/sida au Maroc à l'ère post-aide internationale

**Bouchaib Majdoul**

L'évolution du contexte de la recherche sur le VIH/sida au Maroc a été marquée, entre autres, par une forte dépendance aux financements extérieurs (Majdoul, 2025). Les fluctuations de cette aide, notamment américaine, ont mis en évidence la vulnérabilité structurelle de la recherche biomédicale et en SHS nationale et la nécessité d'une réflexion sur les conditions de sa durabilité. Si le gel partiel de l'aide américaine sous l'administration Trump a constitué un moment charnière, il ouvre aujourd'hui un débat crucial sur l'avenir de la recherche sur le VIH/sida au Maroc, à l'heure où la question de la souveraineté scientifique et de la justice épistémique devient centrale.

Cette communication interroge les dynamiques futures de la recherche sur le VIH/sida au Maroc à partir d'une approche sociologique du champ scientifique (Bourdieu) et des théories postcoloniales de la connaissance (Santos, Mbembe). Elle explore les transformations possibles du système de

recherche national : diversification des sources de financement, recomposition des réseaux de coopération, montée en puissance des partenariats Sud-Sud et revalorisation des savoirs produits localement.

Fondée sur des entretiens exploratoires auprès de chercheurs, d'acteurs institutionnels et d'associations, ainsi que sur une analyse documentaire des programmes de coopération scientifique récents, cette étude propose une lecture prospective du champ. Elle défend l'idée que la sortie progressive de la dépendance à l'aide occidentale pourrait constituer une opportunité de refondation du modèle de production scientifique au Maroc : plus ancré localement, plus inclusif et plus autonome. L'avenir de la recherche sur le VIH/sida se joue ainsi dans la capacité à construire une coopération équitable et durable, fondée sur l'innovation sociale et la reconnaissance mutuelle des savoirs.

## Entre urgence sanitaire et transition épidémiologique : que révèle le gel des financements américains de la lutte contre le sida au Sénégal ?

**El Hadji Mamadou Mbaye, Fabienne Hejoaka**

Cette communication analyse les effets du gel des financements états-uniens sur la lutte contre le VIH/sida au Sénégal, pays où les maladies non transmissibles (MNT) représentent désormais 53% des causes de mortalité selon l'OMS (2023, 2024). Deux ans après l'annonce, l'impact sur le VIH/sida demeure peu spectaculaire : le Sénégal, non-prioritaire du PEPFAR, dépend majoritairement du Fonds Mondial qui finance 50% des achats d'antirétroviraux, tandis que l'aide américaine (moins de 25% des financements VIH) se concentre sur le renforcement des capacités organisationnelles et le soutien communautaire. Cette absence de rupture thérapeutique immédiate fait paradoxalement du Sénégal un terrain d'observation privilégié des tensions structurelles entre un modèle d'intervention verticalisé, hérité de l'urgence épidémique des années 2000, et un paysage sanitaire doublement reconfiguré : par la transition épidémiologique d'une part, et par les nouvelles orientations de santé publique (MNSH, 2024) impulsées depuis l'alternance politique de 2024 d'autre part.

Cette communication se base sur des observations participatives au sein d'organisations publiques et privées sénégalaises, des entretiens avec une variété d'acteurs à différents niveaux (stratégique, intermédiaire et opérationnel) dans les domaines des MNT et du VIH/sida, ainsi que sur une analyse de la littérature scientifique et grise consacrée au financement de la santé. La contribution se déploie en deux temps, documentant d'abord les effets différés du gel : fragilisation des organisations communautaires, précarisation des emplois, arrêt de programmes et incertitudes sur la pérennité du renforcement des capacités. Elle interroge ensuite les repositionnements stratégiques, mais aussi les points aveugles de la lutte contre le sida. Comment, en effet, les acteurs articulent-ils aujourd'hui la coexistence problématique entre financements cloisonnés sur le VIH/sida et agenda national intégrant MNT, épidémies émergentes et One Health ? La crise a également ouvert un débat critique sur les échecs et les faiblesses structurelles d'un modèle vertical, comme la persistance de la stigmatisation, les inégalités d'accès aux traitements des enfants et

adolescents, l'invisibilisation des femmes, pourtant la population la plus touchée. Le gel des financements n'est-il pas le symptôme d'un craquèlement profond : celui d'une « industrie du sida » dont l'exceptionnalisme vacille face aux nouvelles réalités épidémiologiques et politiques africaines ?

\*\*\*

## A45 - La mobilité missionnaire chrétienne inversée de l'Afrique vers l'Europe (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)

**Patrick Romuald Jie Jie**

**Jean Louis Ndo Abe**

### Présentation de l'atelier

Le phénomène migratoire, lié notamment aux indépendances, a conduit, pour des raisons politiques ou économiques connues, de nombreux membres des nouvelles Églises de l'Afrique (désignée pendant un certain temps « jeunes Églises » « Eglises de réveils ») à émigrer en Europe. Ces chrétiens ont constitué des Églises dont certaines ont pu prendre des formes ethniques. Certaines d'entre elles sont indépendantes, d'autres sont reliées à leur Église d'origine, d'autres encore s'intègrent aux structures ecclésiales des pays d'accueil. La plupart témoignent d'un grand dynamisme nécessaire à l'accompagnement de leurs ressortissants et sont quelquefois porteuses d'ouvertures interculturelles vis-à-vis des ressortissants des pays d'accueils. L'Europe dite « chrétienne » n'a pas échappé à cette « inversion » ; dès avant l'immigration, en 1943, avec l'ouvrage *La France pays de mission*, d'Henri Godin et Yvan Daniel sous la poussée du mouvement des prêtres ouvriers : une évangélisation du milieu par le milieu pouvant être modifiée par la présence de nouveaux acteurs évangélisateurs venus d'ailleurs. Le pentecôtisme séduit alors par son culte chaleureux, par sa musique exubérante et rythmée, par la pratique du témoignage de vie qui permet de se relier à l'histoire de chacun et par les miracles qui ponctuent cultes et rassemblements. Son déploiement en Europe, montre qu'on est passé d'une mission pentecôtiste européenne en Afrique à une mission pentecôtiste africaine en Europe. De ce fait, qu'est ce qui change foncièrement dans cette considération de la mission ? D'autre part, la mission chrétienne partie d'Afrique pour l'Europe a elle les mêmes objectifs que celle d'Europe qui venait évangéliser l'Afrique au début du XX<sup>e</sup> siècle ? Avons-nous affaire à de nouveaux « projets missionnaires » et/ou à de nouveaux « refuges identitaires » et dans le cas de l'Europe à une nostalgie d'« une chrétienté perdue » ?

L'objectif de cet atelier est précisément d'interroger cette notion de « Mission inversée » pour tenter d'en dresser les contours et les enjeux, d'en saisir les polysémies d'usage et d'en éprouver la pertinence pour analyser des mobilités religieuses vers l'Europe. À partir d'exemples documentés et de données empiriques solides issues des mondes anglophones, lusophones et francophones, il s'agit de faire émerger la complexité de cette idée de « Mission inversée » à travers les mobilités concrètes qui y sont associées, afin de situer

précisément les enjeux qu'elle soulève dans les sociétés européennes. Il s'agira enfin de questionner les configurations associées aux diasporas africaines.

\*\*\*

## D'une mission pentecôtiste occidentale au Cameroun à une mission pentecôtiste camerounaise en occident : cas de la mission de la Vraie Eglise de Dieu du Cameroun

**Patrick Romuald Jie Jie**

**Alfred Mpomzok**

L'étude du fait religieux au XXI<sup>e</sup> siècle fait constater une migration croissante et un foisonnement d'acteurs religieux originaires de divers pays africains sur le champ missionnaire Européen. Si certains opèrent de façon éphémère et diffuse sans véritable encrage au plan ecclésiastique et ecclésial, d'autres par contre se sont établies en véritable associations culturelles dignes du statut de Mission. C'est le cas de la de la Vraie Eglise du Cameroun fondée en Afrique et dont les Missions sont implantées en Amérique (États-Unis, Canada), Asie (Émirats Arabes Unis) et Europe (France, Allemagne, Belgique). Elle se présente comme une illustration concrète de « l'inversion missionnaire » dont l'étude spécifique peut permettre de comprendre le fait religieux pentecôtiste contemporain dont le dynamisme transcende les frontières nationales, continentales, culturelles tout en prenant racine dans le temps et l'espace. Quelles sont son origine, son organisation, sa stratégie d'expansion et d'implantation, sa spécificité, ses défis et sa contribution évangélique dans la mission du salut universel en Europe ? À partir d'une monographie représentative spécifique, l'historien peut trouver des éléments de compréhension d'un phénomène religieux large. Pour mener à bien cette étude, outre l'exploitation de la littérature disponible, nous avons mené une enquête archivistique à la Direction générale de la Vraie Eglise du Cameroun, nous intéressant à toute source de renseignement (document statutaire, articles de presse, brochures, rapports d'activités, textes organiques...). Nous avons également questionnés plusieurs cadres locaux et les missionnaires en Occident. Il en ressort que, malgré ses préjugés initiaux défavorables, la Vraie Eglise de Dieu du Cameroun a pu s'exporter et s'implanter en Europe en fondant des missions viables et impactant l'arène religieuse occidentale.

## La spiritualité en migration : Quand la diaspora camerounaise réinvente le christianisme en Europe

**Hanse Gilbert Mbeng Dang**

**Fernando Ligue Engamba**

L'histoire de la chrétienté est ponctuée de mouvements missionnaires, mais le XX<sup>e</sup> siècle, et plus encore le XXI<sup>e</sup>, a vu un phénomène d'une ampleur nouvelle : une « mission inversée »

où le christianisme, revivifié par les dynamiques africaines, se déploie désormais en Europe. Le Cameroun, avec une histoire marquée par une pluralité confessionnelle, est un acteur majeur de cette migration religieuse. Cette communication explore la mobilité missionnaire chrétienne inversée du Cameroun vers l'Europe (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles), un phénomène qui interroge les fondements de la mission et les dynamiques migratoires. En s'éloignant d'une simple inversion des rôles, cette recherche démontre que les Églises d'origine camerounaise en Europe constituent de nouveaux projets missionnaires et des refuges identitaires, portés par les diasporas. En se basant sur une approche qualitative (entretiens, observation participante) menée auprès de communautés camerounaises en France, en Belgique et en Allemagne, nous mettons en évidence une double dynamique : celle de la ré-évangélisation de l'Europe et celle de l'accompagnement social et spirituel des migrants. L'analyse révèle que ces Églises, en particulier le pentecôtisme, ne sont pas de simples « niches » communautaires, mais des acteurs clés dans la concurrence religieuse et la reconfiguration des christianismes contemporains. En offrant des cultes dynamiques, de la musique et un espace de solidarité, elles attirent non seulement les diasporas, mais aussi une proportion croissante d'Européens en quête de sens. Ce faisant, elles agissent comme des intermédiaires qui redéfinissent les imaginaires de l'Afrique en Europe et questionnent la sécularisation des sociétés occidentales. Cette close soutient que le phénomène, loin de n'être qu'une nostalgie religieuse, est un témoignage de l'influence africaine sur le christianisme mondial et une réponse aux enjeux sociaux, identitaires et spirituels contemporains.

### Migrants-missionnaires africains dans l'espace européen : entre quête de réformation et conquête de réappropriation religieuses

**Jean Robin Essama Maboulou**

**Émile Zola Eyigla**

Qu'elle soit support de la migration (réseaux religieux de formation, confréries de religions transnationales), ressource dans la mobilité (spirituelle ou sociale) ou raison même du départ (missions, visions, pèlerinages), la religion est au cœur des pratiques migratoires dans la quasi-totalité des sociétés humaines. L'Afrique et l'espace européen représentent de vastes terrains d'observation puisqu'ils sont devenus depuis plus de 30 ans, des lieux de départ et d'accueil de nombreux migrants-missionnaires. Fuyant les conflits, ou partis tout simplement à la recherche de meilleures conditions de travail et/ou de vie, certains migrants vont désormais mettre la religion au cœur de leur préoccupation. Celle-ci devient dès lors, un moyen de survie, d'insertion ou de promotion sociétale. Loin d'abandonner leur bagage culturel et leur foi, les migrants-missionnaires africains les réactivent, les redécouvrent ou les complètent et parfois exploitent leurs compétences religieuses dans l'espace européen. À partir d'enquêtes réalisées auprès de migrants africains chrétiens, cette étude propose d'aborder la question de la réformation et de la réappropriation des missionnaires sous l'angle des parcours migratoires des africains. Si la circulation des personnes suscite de

nouvelles dynamiques sur le plan religieux et en réactive d'anciennes, la condition de migrants africains en Europe génère aussi de nouveaux modes d'investissement religieux, de nouvelles vocations et parfois des conversions multiples. À partir de l'observation, des entretiens et de la littérature existante sur la question, nous allons tenter de comprendre ces phénomènes et de distinguer les mobilités religieuses qui s'apparentent à la réformation légère ou appuyée, des mobilités de la réappropriation qui semble plutôt être de l'ordre du bitumage religieux.

### Mission inversée ou mission déplacée ? Le continuum d'évangélisation intra-africain dans les diasporas chrétiennes en Europe

**André Narcisse Ngon**

La notion de « mission inversée », qui renvoie au passage d'une évangélisation européenne en Afrique à une évangélisation africaine en Europe, occupe une place centrale dans les débats sur les mobilités religieuses contemporaines. Toutefois, une analyse fine des pratiques d'évangélisation dans l'espace public européen nuance ce schéma. En effet, lors d'un récent séjour en Europe (France) il nous a été donné de constater que dans les gares et les lieux publics, le recrutement et l'invitation aux cultes ciblent en priorité les africains et, plus largement, les personnes noires, et non les Européens autochtones. Ce constat intrigant nous conduit à nous interroger les raisons de ce choix délibéré. À partir d'observations empiriques approfondies et d'une confrontation à la littérature existante sur le pentecôtisme africain en Europe, nous allons vérifier l'hypothèse d'un continuum missionnaire intra-africain en contexte européen. Autrement dit, plutôt qu'une évangélisation de « l'Europe » dans son ensemble, nous allons chercher à comprendre si ces Églises ne prolongent pas plutôt en diaspora les dynamiques d'expansion déjà expérimentées sur le continent africain, en reproduisant leurs publics et leurs logiques communautaires. Le but est de montrer que la « mission inversée » fonctionne moins comme une conquête spirituelle de l'Europe que comme un déplacement du champ missionnaire africain en Europe. L'objectif de notre communication consistera à analyser d'une part la pertinence et les limites de la notion de « mission inversée » à la lumière de cette focalisation sur les publics africains/afro-descendants, et d'autre part de mettre en lumière la manière dont ces pratiques traduisent à la fois un refuge identitaire pour des populations marginalisées socialement et juridiquement, et une stratégie de reproduction communautaire. In fine il s'agira de comprendre les enjeux que soulève cette orientation pour la sociologie religieuse des diasporas, et plus largement pour la compréhension des transformations contemporaines du christianisme mondial.

### Implantation de l'église presbytérienne camerounaise hors des frontières camerounaises : le cas de la France (1989-2007)

**Jean Louis Ndo Abe**

Au lendemain de son autonomie le 11 décembre 1957, l'Église Presbytérienne Camerounaise (ÉPC) est traversée par un zèle missionnaire car, chaque consistoire et chaque synode s'empresse d'implanter des communautés dans les grands centres urbains et hors des frontières du Cameroun. Sans attendre un plan d'action concerté mis en œuvre par la hiérarchie, le consistoire Bassa par exemple, engage un processus d'implantation de communautés en France. Malgré ces obstacles, l'ÉPC se trouve devant l'obligation historique de reconstituer une « évangélisation inversée » dans le but de valoriser son identité en recentrant son action dans ce qui constitue sa préoccupation ultime : l'évangélisation de « l'homme et de tout l'homme ». Or, on s'installe parfois en fonction des affinités linguistiques, culturelles ou tout simplement religieuses. Les nouvelles communautés sont créées par les chrétiens nouvellement arrivés dans un pays étranger. Leur implantation à l'extérieur consiste à créer des chorales pour la recherche et la valorisation du patrimoine artistique et culturel d'une part, et la promotion de toutes les activités de l'ÉPC d'autre part. Le présent article a pour objectif de présenter l'action de l'évangélisation inversée de l'ÉPC à Paris avec le cas de la paroisse « Pek Nyambè ». Dès lors la question qui nous préoccupe est de savoir : quelle est l'action de l'évangélisation de l'ÉPC en France avec le cas de la paroisse de Pek Nyambè de 1989 à 2007. À partir des sources écrites et orales, suivant une approche thématique, le présent article est subdivisé en deux parties : la première fait une présentation générale de la diaspora en France : implantation des paroisses de l'ÉPC et leurs œuvres ; la deuxième quant à elle analyse les cas marquants de litiges et leur arbitrage de l'ÉPC à Paris.

## Christianisme africain en Europe : un exemple de l'Eglise catholique romaine 1957-1993

**Emmanuel Many**

Depuis son apparition, l'Eglise catholique a toujours été au centre des mobilités qui se sont accentuées au lendemain des indépendances en Afrique. À partir de 1957, le concept de la mondialisation a connu un sens de mobilité inversée plus accrue dans l'Eglise avec *Fedei Donum*, publié par le Pape Pie XII. Les recherches en histoire religieuse et de l'immigration, soulignent les difficultés pour les prêtres catholiques en Europe, de concilier les cultures du pays d'origine avec celles du pays d'accueil. En effet, la conception de la théorie essentialiste, de l'identité ou les individus sont définies par des invariants identitaires qui nous permet de mieux comprendre ce phénomène. Les recherches interrogent désormais, sous un angle nouveau, la notion de mobilité inversée pour les paroissiens catholiques des pays ayant été colonisés. Dès cet instant, la paroisse devient, un lieu par excellence de cristallisation des désaccords et des traumatismes issus de l'histoire de la colonisation. On parle de mission ad intra au sein de l'Eglise catholique, qui est l'observation d'une « messe des nations », nécessaire pour analyser les représentations, qui doivent être, au regard des acteurs, une communauté religieuse pluriculturelle. La problématique nous amène à nous interroger

comment l'Eglise catholique en Europe a-t-elle abordée la présence des prêtres africains entre 1957 et 1993 et quels sont les impacts de cette présence sur l'Eglise ? Les sources orales, données statistiques et ouvrages, encycliques ont permis de dégager cette problématique. Sachant que, cette période est marquée par la décolonisation et la l'implantation de la démocratie, l'Eglise catholique romaine a dû s'adapter à cette nouvelle réalité et par ricochet répondre aux besoins spirituels des prêtres africains. De là, trois axes épistémiques majeurs se dégagent : d'abord les débuts de la présence africaine en Europe, ensuite l'Eglise catholique romaine face aux défis et enfin les impacts de la présence africaine sur l'Eglise

\*\*\*

## A46 - Le couple, objet d'étude du militantisme en Afrique

**Elara Bertho**  
**Ophélie Rillon**

### Présentation de l'atelier

Ce panel invite à interroger la pertinence de l'entrée par le couple dans l'étude du militantisme en Afrique. Dans le sillage des travaux sur les trajectoires biographiques (Maitron Afrique), de ceux sur les liens entre famille et politique (Brossier 2019) ou encore les intimités militantes (Rillon 2021) ce panel partira d'exemples concrets d'enquêtes qui prennent le couple comme entrée (Bertho 2025). Il s'agit d'interroger tout à la fois ce que le couple fait à l'engagement (politique, syndical, artistique, religieux, intellectuel, etc.) et dans quelle mesure les engagements viennent reconfigurer les conceptions, les pratiques et les affects liés à la conjugalité (en rapport avec les normes de genre et de sexualité du moment). Le couple sera envisagé ici comme un lieu d'échanges politiques et effectifs où se façonne le rapport ordinaire des individus au militantisme. Nous faisons également l'hypothèse que le couple permet d'éclairer des trajectoires d'engagement moins visibles; celles des épouses notamment. L'entrée par le couple redouble en quelque sorte les trajectoires biographiques, puisqu'il s'agit de raconter non seulement les deux individualités du couple mais aussi leurs interactions en tant que couple. Qu'elles prennent pour objet des couples militants anonymes ou iconiques, des configurations conjugales non linéaires ou plurielles, des refus de conjugalité; que le couple soit le lieu d'une communion idéologique ou à l'inverse d'une divergence voir d'une indifférence, les propositions sont invitées à explorer les (dé)liaisons entre intimité conjugale et engagements. Il s'agit aussi d'interroger ce que le couple fait à nos enquêtes sur les formes du militantisme en Afrique : comment la conjugalité travaille, de manière parfois souterraine, nos objets ? Comment raconter les relations de couple dans les écritures de la recherche ? L'intime vient-il perturber nos enquêtes et que veut dire cette perturbation ?

Volontairement transdisciplinaire, ce panel cherchera à interroger l'objet couple sous divers angles dans l'enquête biographique, en lien avec des traces archivistiques et littéraires

(Allman 2013), des entrées émotionnelles avec d'éventuels descendants, ou encore des questions de droits et / ou d'empêchements mémoriels.

\*\*\*

## Les couples d'avocats anticolonialistes pendant la guerre d'Algérie

**Paul-Emmanuel Babin**

À l'approche des indépendances, des femmes juristes prennent en main la défense des nationalistes [Babin, 2023]. Or, cet élément a longtemps constitué un angle mort de la recherche puisque les avocates étaient invisibilisées par rapport à leurs confrères. Autour de l'avocate parisienne Michèle Beauvillard, ayant plaidé pour toutes les grandes causes politiques des dernières décennies du XXe siècle, des avocates encore minoritaires au barreau se regroupent. Son cabinet permet notamment d'envoyer jusqu'à la veille de l'indépendance des avocates en Algérie pour défendre les Algériens, en dépassant les difficultés liées à la maternité de plusieurs d'entre-elles, et en contournant les assignations qui agissent à leur encontre, tant de la part de leurs confrères « progressistes » que de la part des autorités coloniales. Parmi ces avocates figurent notamment Blanche Poirier Matarasso ou Renée Plasson-Stibbe. Ces avocates ont, le plus souvent joué, de longue date, un rôle de premier plan dans l'exercice des droits de la défense dans l'espace colonial. Or ces avocates sont sous-estimées par rapport à leurs conjoints. Elles sont perçues tantôt comme les « secrétaires » de leurs maris ou comme des praticiennes du droit de moindre envergure et surtout non-militantes. De ce fait, la question du couple est primordiale, car dans ma perspective anticolonialiste elle a gommé durablement l'engagement des femmes au profit de celui de leur mari. Le cas le plus caractéristique serait celui de Janine Barbet-Massin que je me propose d'étudier. Secrétaire de la Conférence du Barreau de Paris, elle est l'une des principales avocates du collectif des avocats du Front de Libération Nationale. Or, elle est totalement ignorée au profit de son mari, Maurice Courrégé, considéré à ce jour comme l'un des trois grands avocats de ce collectif, aux côtés de Jacques Vergès et de Michel Zavrian. Les ouvrages militants ont tendance à la cantonner à un rôle subalterne [La défense politique, Maspero, 1961], or, c'est elle qui invite son mari à rejoindre le collectif des avocats et non l'inverse comme le prétend l'historiographie. De la même façon, en tant que membre de la IVe Internationale, Renée Plasson Stibbe est davantage politisée que son mari et finit par le convaincre de s'engager dans la défense anticolonialiste. Figure éminente du PSU, les historiens ont finalement minoré le rôle politique de son épouse. La précocité de l'engagement se retrouve aussi du côté de Blanche Poirier-Matarasso, résistante, mais son action est totalement occultée par celle de son mari Léo Matarasso, l'une des grandes figures communistes jusqu'en 1968. Ma proposition consiste à envisager le militantisme en couple en tant que vecteur d'engagement important à gauche, mais aussi comme un élément qui contribue à invisibiliser les femmes.

## Maria Helena et Amílcar. Un couple anticolonial de Lisbonne à Conakry et Rabat

### Maria-Benedita Basto

Cette communication a pour objet d'étude le couple Maria Helena et Amílcar (Cabral) sur lequel je mène actuellement un projet de recherche à partir des archives privées constituées de la correspondance entre les deux, entre 1946 et 1966, ainsi que des photographies et d'autres documents et/ou objets. Ces archives appartiennent à la fille aînée du couple, Iva Cabral, historienne capverdienne à qui je suis très reconnaissante de sa confiance. En 2016, les éditeurs de Rosa de Porcelana publient une sélection de 53 lettres d'Amílcar Cabral, leader du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert) à sa première femme, Maria Helena de Ataíde Vilhena Rodrigues. Le choix, fait en collaboration avec Iva Cabral, s'arrête en 1960, avec la lettre de Cabral, envoyée de Paris, qui marque le changement de vie définitif, le départ du Portugal et l'entrée dans la lutte pour la libération nationale de la Guinée (dite « portugaise » à l'époque) et du Cap-Vert. Cette publication ouvre une perspective nouvelle au sein des études sur Cabral. Cependant, nous n'avons pas la possibilité d'accéder à la vie de celle à qui ces lettres sont adressées. Même si l'on peut parfois entendre la voix de Maria Helena derrière les mots de Cabral, ou même lire certaines de ses phrases parce que Cabral les recopie entre guillemets dans le dialogue qu'il entretient avec elle, Maria Helena reste une présence-absence déterminée par le regard et par la vie de Cabral. Et surtout il nous sera impossible de connaître la dynamique du couple qui se construit au fil des ans. De plus, l'accès à l'ensemble des lettres et à leur prolongement dans le temps permet une connaissance et une compréhension approfondies des histoires intimes et politiques qu'elles racontent et qu'elles construisent ensemble. Leurs vies et leurs affects ont croisé l'histoire à un moment crucial de leur existence et de celle de la société portugaise et des peuples de Guinée et du Cap-Vert. Une société portugaise pleine de préjugés sexistes et raciaux, alimentée par un imaginaire impérial qui allait réagir par la force des armes à la détermination des peuples colonisés à obtenir leur indépendance. Maria Helena et Amílcar se sont rencontrés à l'Institut Supérieur d'Agronomie de Lisbonne, en 1945. Ils se sépareront en 1966. Amílcar était un excellent élève et avait obtenu une bourse qui lui permettait d'accéder à l'enseignement supérieur, qui n'existait que dans la capitale de l'empire. Maria Helena était une jeune portugaise originaire d'une petite ville du nord. Elle appartenait à une famille de l'aristocratie rurale. L'histoire militante antiraciste, anticolonialiste et féministe que vont écrire cette jeune femme blanche et cet homme noir colonisé, un couple à contre-courant dès le début, dessine en même temps une cartographie politique et affective des luttes de libération entre Lisbonne, Paris, Conakry et Rabat.

## Militer pour la Révolution culturelle tchadienne : Joseph Brahim Seid et Haoua Brahim Seid (Tchad, années 1970)

**Anna Correau**

« Humble femme tchadienne, me voici élevée à un grand sommet pour accomplir une tâche écrasante mais combien noble et j'en suis fière [...]. » En 1974, Haoua Brahim Seid (1929 – date inconnue) est nommée, après une élection truquée, à la tête de la branche féminine du MNRCS, du Mouvement National pour la Révolution Culturelle et Sociale – parti unique du Tchad. Dans le cadre de la Révolution culturelle et sociale, elle a pour mission de pousser ses concitoyennes à militer pour le parti, et ainsi transformer politiquement, économiquement et culturellement le Tchad. Comme le rappelle l'article du Canard Déchaîné du 5 septembre 1974 dont proviennent ces paroles, le nom de Seid n'est pas inconnu dans le Tchad post indépendance : Joseph Brahim Seid (1927-1980), son mari, est à la fois le premier bachelier tchadien, poète, écrivain, premier ambassadeur du Tchad après les indépendances mais aussi ministre de la Justice sous le gouvernement de Tombalbaye. Il est régulièrement porte-parole de la Révolution culturelle. Haoua et Joseph se connaissent bien avant l'indépendance ; après celle-ci, Haoua suit son mari en France alors qu'il part représenter son pays. Lorsqu'elle revient, elle est à la tête du Centre de perfectionnement féminin de Fort-Lamy (actuelle N'Djamena). Est-ce en raison de sa proximité avec le régime par son mari qu'Haoua est nommée au poste de Présidente des Femmes ? Parce qu'elle a cinq enfants, alors que la maternité est exaltée par le gouvernement tchadien ? De son travail au Centre de Perfectionnement ? Ou encore du fait de son ancien statut d'institutrice ? Son engagement militant au sein du MNRCS et pour la Révolution culturelle est en tout cas largement effacé dans les récits sur la Révolution culturelle – une constante de l'histoire des femmes tchadiennes de cette époque. L'engagement de Joseph, lui, est au contraire loué par la presse, le gouvernement, ou les historiens tchadiens. Nous souhaitons donc proposer une photographie de l'évolution de ce couple militant. Nous mettrons l'accent sur le parcours d'Haoua, sur ses réalisations au sein de la Révolution, mais aussi sur la construction médiatique d'une épouse tchadienne et mère modèle – qui s'oppose notamment à la précédente Présidente du Mouvement des femmes Kaltouma N'guembang. Haoua comme Joseph n'étant plus de ce monde, travailler sur leurs relations, la façon dont ils s'engagent de façon complémentaire dans la Révolution, et leur vie plus intime nécessite de croiser les récits fragmentaires que la presse fait de leur vie de couple, mais aussi de retrouver les témoignages de proches du régime de Tombalbaye, ainsi que des enfants d'Haoua et de Joseph. Nous proposons dans une progression qui suit le fil de vie de nos acteur.ices, de revenir tout d'abord sur le début de leur vie avant la Révolution culturelle – et notamment sur leur rencontre. Nous nous intéresserons ensuite à leur parcours politique et militant au sein de la Révolution, qui permet d'envisager le genre du militantisme révolutionnaire, et enfin à la complicité qui a pu naître au sein de leur couple.

## Un couple d'intellectuels en Action dans la Guinée indépendante. Louis Béhanzin et Yolande Joseph-Noël

**Marie Yvonne CURTIS**

La communication se concentrera sur un couple d'universitaires emblématiques originaires du Bénin et de la Martinique, deux territoires colonisés par la France dans les années 1950. Après avoir effectué leurs études primaires et secondaires à Cotonou et Port-au-Prince, Louis Béhanzin (1917-2005) obtient l'agrégation en mathématiques, tandis que Yolande Joseph-Noël (1933-2011) décroche l'agrégation en Histoire. Ces deux universitaires s'engagent alors dans une action intellectuelle au sein des facultés françaises et militent en compagnie d'autres érudits des Caraïbes comme Franz Fanon et Aimé Césaire, ainsi que d'intellectuels africains tels que Léopold Senghor, sénégalais et Keita Fodéba, guinéen. Lorsque la Guinée se prononce par un « NON » retentissant contre la domination coloniale le 2 octobre 1958, devenant ainsi le premier pays africain francophone à accéder à l'indépendance, le couple décide de s'y installer pour contribuer à la construction du pays et à la défense de leur identité culturelle. Pour explorer l'histoire de ce couple symbole de changement, nous nous appuyons sur des archives publiques et privées, des récits et témoignages, ainsi que sur leurs travaux de recherche et articles publiés en Guinée et au Bénin. Dans un premier temps, nous retracerons leur parcours personnel et professionnel, en soulignant leurs contributions individuelles, l'apport intellectuel de Joseph-Noël, l'engagement politique de Béhanzin, la synergie de leur expertise, et l'impact de leur arrivée en Guinée sur leurs trajectoires respectives. Ensuite, nous mettrons en lumière leur engagement dans les politiques publiques et sociales de la Guinée, leur influence sur la gouvernance de Sékou Touré, ainsi que leurs alliances avec d'autres intellectuels africains et internationaux. Enfin, nous examinerons l'impact qu'ils ont eu sur les générations futures, tant dans le domaine de l'éducation (Joseph-Noël) que de la politique (Béhanzin) en Guinée. Nous tenterons également de définir le rôle de leurs descendants dans la société guinéenne, tout en réfléchissant au militantisme contemporain, ce qui nous permettra de prolonger l'analyse de ce couple face aux défis actuels en Afrique, à l'instar d'Elara Bertho.

## Analyse d'un couple panafricain : George Padmore et Dorothy Pizer. Un (contre-)modèle de la modernité ?

**Elisabeth Dikizeko**

Il était Noir et Trinidadien, elle était Blanche et Britannique ; ensemble, ils ont formé un couple panafricain puissant au cœur de la diplomatie ghanéenne, aux premiers rangs de la décolonisation, aux côtés de Kwame Nkrumah en 1957. George Padmore et Dorothy Pizer s'étaient rencontrés à Londres pendant l'entre-deux-guerres à une époque où l'engagement communiste – auquel ils avaient individuellement pris part – apportait des éléments de réponse à la problématique de la domination de race et de genre. Mais insuffisant, voire décevant, cet engagement céda vite la place à un engagement panafricaniste, jugé plus à

même de renverser l'ordre colonial et racial qui régissait le monde. Dans ce combat plus personnel pour Padmore, Pizer marcha à ses côtés jusqu'à la fin de sa vie. Ainsi, dans le sillage des études sur les intimités militantes (Rillon, 2021) et le couple panafricain (Bertho, 2025), on peut interroger la façon dont cet engagement politique participa à construire puis à souder cette relation sur deux décennies, de Londres à Accra. Au cœur d'un empire britannique qui se targuait d'être à la pointe du progrès, de la raison et de la modernité (Gilroy, 1993), Padmore et Pizer, par leurs identités de race et de genre, venaient fissurer ce tableau en incarnant des figures critiques, remettant en cause le modèle britannique et ses promesses de liberté, d'égalité et de citoyenneté. Ce couple panafricain atypique, aussi parce que racial, avait également la particularité d'être un couple-écrivain (Dikizeko, 2023 ; Ducournau, 2023). Unis dans la vie, comme dans l'écriture, Padmore et Pizer utilisaient la plume comme une arme pour servir la cause anticoloniale. Il convient de se demander comment cette symbiose dans le travail leur permit (ou non) d'échapper aux comportements normés et à l'asymétrie souvent caractéristique des relations hétérosexuelles qui privent généralement les femmes d'une identité propre, d'une reconnaissance sociale ou qui récompensent leur abnégation, leur effacement et leurs sacrifices (Chollet, 2021). Le couple Pizer/Padmore offre un cas d'études intéressant pour analyser la notion de modernité sous un second angle : est-ce que ce couple, contre-modèle de la modernité britannique, formait-il pour autant, dans son intimité, un modèle de modernité du point de vue féministe (Hooks, 1999) ? Jusqu'où l'engagement politique, qui se veut révolutionnaire, tolère-t-il la révolution romantique (Murhula, 2022) ? Jusqu'où la complicité nouée par la défense d'une cause commune permet-elle le combat des inégalités de race et de genre au sein du couple ? Enfin, quelle place la dureté du militantisme laisse-t-elle à la démonstration affective ?

**Puisse notre amour et nos tendres baisers te soutenir dans ton injuste exil. Enquête sur deux couples séparés par l'insurrection malgache de 1947**

### **Emma Gendre**

Le 29 mars 1947, une insurrection nationaliste se déclenche à Madagascar. Le puissant MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache) est désigné responsable du soulèvement par les autorités coloniales. Pourtant, ses principaux dirigeants, et en particulier ses trois députés – Joseph Raseta, Joseph Ravoahangy et Jacques Rabemananjara – nient toute implication dans l'insurrection. Ils sont arrêtés, torturés et enfin condamnés dans un procès politique. Joseph Ravoahangy est condamné à mort puis gracié et déporté dans les Comores, puis en Corse, avant d'être libéré conditionnellement en 1956, sans possibilité de retour à Madagascar. Flora Ravoahangy, sa femme, doit subvenir aux besoins de leurs enfants, malgré les difficultés économiques et la déchéance sociale causée par l'opprobre du procès. Elle apporte un soutien moral inébranlable à son mari en exil, tout en lui transmettant des informations sur la vie politique de Madagascar malgré la censure et en correspondant avec ses avocats et soutiens. En 1957, elle rejoint avec les enfants son époux

libéré mais toujours en exil et ils s'installent à Toulouse. En 1960, l'obtention de l'indépendance permet le retour des exilés et de leur famille à Madagascar, dont les Ravoahangy. Jacques Rabemananjara est quant à lui condamné aux travaux forcés à perpétuité sur l'île malgache de Nosy-Lava. Sa conjointe Marcelle Raffin, une Française installée à Paris, vient d'accoucher de leur premier enfant, Chantal que son père n'a pas encore rencontrée. L'ancien député est transféré à la prison des Baumettes de Marseille en 1955. Il y reçoit sa première visite de sa fille, accompagnée de sa mère. Ils s'installent ensemble à Paris à la suite de sa libération jusqu'à leur départ pour la Grande Île en 1960 avec les autres exilés. Plusieurs sources documentent l'évolution des relations conjugales de ces deux couples. Les lettres sont le principal médium pour communiquer au sein du couple, malgré la censure. Certaines correspondances, datant de la période d'incarcération métropolitaine, sont conservées dans les fonds des Affaires politiques aux ANOM. J'ai pu également consulter des archives privées des deux familles considérées, grâce aux enfants des couples. Chez les Ravoahangy, j'ai pu mener des entretiens avec le fils aîné du député, Joël Ravoahangy. Du côté des Rabemananjara, j'ai pu échanger avec Chantal GrosRabemananjara, fille du député, qui m'a également montré des archives privées.

### Une mémoire peuplée de fantômes. Les époux disparus des militantes de la révolution éthiopienne

**Pierre Guidi**

En 2017, 40 ans après la révolution éthiopienne de 1974, l'ancienne militante marxiste Konjit Berhan publiait le roman autobiographique *Yalarefu Nefsoch* (Les âmes errantes). Le titre fait référence aux milliers de ses camarades victimes de la répression orchestrée par le régime militaire qui s'est emparé du pouvoir. Hommage aux disparus, ce titre dit aussi comment les jeunes femmes et hommes assassiné-es par le gouvernement peuplent la mémoire collective de celles et ceux, leurs camarades, leurs familles, qui ont survécu à la répression. Dans les années 2010, Hiwot Teferra, Engudai Bekele et Tadelech Hailemichael ont publié leurs autobiographies. Elles retracent leurs parcours militants avant et pendant la révolution, leurs arrestations, la torture, l'emprisonnement et leurs vies après leur libération. Elles racontent aussi Getachew Marru, Daniel Tadesse et Berhanemeskel Redda, leurs conjoints disparus qui n'ont pu dire leurs histoires. Elles décrivent les textures de relations à la fois amoureuses et militantes, les séparations lorsqu'il a fallu disparaître en clandestinité, l'angoisse de ne pas savoir si l'autre est toujours en vie, puis le long deuil en l'absence de sépulture. Elles disent les blessures intimes et les traumatismes publics d'une société marquée par la violence politique. À partir des autobiographies et d'entretiens, cette présentation s'attache à montrer comment la présence des époux disparus structure la mémoire collective des anciennes militantes à la manière de fantômes, des référents physiquement absents mais constamment rappelés à la mémoire des présents. Il s'agira de comprendre comment le sens donné à la perte des époux, qui se réfère à des disparitions individuelles aussi bien qu'à la destruction d'une génération, éclaire l'histoire politique de

l’Ethiopie contemporaine. Finalement, le cas de l’Ethiopie sera mis en perspective avec d’autres situations, en Amérique latine et en Asie notamment, pour contribuer à une histoire globale du militantisme et de la répression dans les années 1960-1980. Par la comparaison de ces deux couples séparés par l’exil – le premier à Tananarive et le deuxième à Paris – puis regroupés dans l’exil – à Toulouse pour l’un, à Paris pour l’autre - il s’agirait de comprendre les différentes « expériences carcérales élargies » 2 et les reconfigurations conjugales entraînées par l’exil. Par ailleurs, nous nous intéresserons au sentiment amoureux et en quoi celui-ci permet de faire tenir les détenus en exil. Enfin, l’exil du conjoint engendre des occasions de politisation des conjointes, saisies ou non. Ce sera l’occasion d’évoquer le militantisme et le travail politique invisibilisé de ces femmes pendant l’exil et après leurs retrouvailles avec leur conjoint.

### Les coûts du militantisme révolutionnaire : la famille Chingunji et les croisements de la violence politique et de l’intimité

**Jéssica da Silva Horing**

Les luttes de libération en Afrique se sont déroulées dans un contexte de changements sociaux, qui ont eu un impact sur les relations entre les sexes et au sein des familles. Malgré l’abondance d’études sur les mouvements de libération africains, notre compréhension de la participation politique se limite aux figures masculines célèbres, occultant ainsi la multiplicité de la participation militante et les conséquences sociales du militantisme. C’est notamment le cas des couples militants. Malgré cette lacune dans la littérature, des recherches récentes ont montré que plusieurs conflits au sein des mouvements de libération avaient une dimension intime, qui émergeait à travers les liens familiaux, les relations amoureuses et les dynamiques de couple. Ces espaces se transformaient en temps de guerre et devenaient des lieux de socialisation politique et de conflit (Viterna, 2006 ; Wood, 2003 ; Rillon, 2021 ; Goodwin, 1997 ; Sommier, 2015). Dans le cas de l’Union nationale pour l’indépendance totale de l’Angola (UNITA), les couples ont joué un rôle central : ils ont été au cœur des processus de mobilisation politique et dans des conflits meurtriers et disputes pour la clarification hiérarchique. Cet article aborde cette question en analysant le parcours sociopolitique du couple Jonatao Chingunji et Violeta Jamba, dont l’importance pour l’histoire du nationalisme angolais dans le plateau central de l’Angola reste largement ignorée. Le couple a joué un rôle central dans la fondation de l’UNITA, mais a été assassiné au début de la guerre civile angolaise, dans un conflit impliquant une dispute hiérarchique et dont la condamnation a été justifiée par une accusation de sorcellerie visant Violeta Jamba. Bien qu’elle fût une « épouse modèle » au sein d’une famille chrétienne africaine influente, des rumeurs de sorcellerie ont entaché la vie sociale et politique de Violeta pendant des années, et l’ont poursuivie tout au long de son activisme. L’objectif est d’analyser le processus d’engagement du couple au sein de l’UNITA, leurs trajectoires sociales, attentes, ainsi que la manière dont leur participation politique a traversé la dynamique du couple. Cette présentation s’appuie sur le croisement de plusieurs sources : mémoires, biographies

et autobiographies publiées par des acteurs directement ou indirectement impliqués, sources documentaires issues d'interrogatoires de la police politique portugaise et entretiens.

## Il ne fallait pas se marier avec l'ennemi: les couples révolutionnaires des *kādiḥīn* en Mauritanie

**Erin Pettigrew**

Je propose une communication qui s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche plus large sur le mouvement mauritanien progressiste et révolutionnaire connu sous le nom des *kādiḥīn* (1968-1978). L'histoire des femmes au sein de ce mouvement clandestin montre comment leur militantisme de terrain et leur vision de l'égalité homme-femme s'opposait aux efforts de l'État et son Conseil Supérieur des Femmes (CSF). Ces femmes *kādiḥīn* ont défié les normes sociales, affronté directement la violence de l'État. Presque toutes les anciennes *kādiḥāt* que j'ai interviewées épousèrent au moins un militant *kādiḥīn*. Ces couples – et il y en a beaucoup – sont souvent étiquetés « couples révolutionnaires » qui constituaient un bloc politique progressiste. Parfois, ces mariages furent révolutionnaires parce qu'ils rompirent avec la tradition, unissant des hommes et des femmes de groupes raciaux et sociaux différents. Les témoignages d'anciennes militantes révèlent un désir de redéfinir les relations intimes en fonction de l'alignement politique, des visions du monde partagées et de la cohérence éthique. Une militante, qui épousa au moins deux anciens *kādiḥīn*, affirme : « Je ne peux être avec quelqu'un qui n'était pas *kādiḥīn* ! Même quand il s'agit de femmes [amies] – j'ai du mal à accepter les femmes qui ne faisaient pas partie [des *kādiḥīn*] ». Les relations amoureuses et amicales entre *Kādiḥīn* ne résultaient pas de simples décisions personnelles, mais se situaient dans le prolongement de l'engagement politique, comme autant d'expérimentation idéologique et de mécanismes de reproduction militante. Les mariages entre militants *kādiḥīn* étaient explicitement encouragés comme une forme d'engagement idéologique, et, une fois mariés, les couples *kādiḥīn* devaient fournir une sorte de foyer pour l'activité *kādiḥīn* (couverture pour leur clandestinité, espace pour dormir et manger). L'intention même était politique : créer une image de respectabilité révolutionnaire (couples mariés, foyers stables), et utiliser ces foyers comme espaces de mobilisation et de recrutement. Comme me l'a expliqué une autre militante, qui épousa son camarade, leur principe « était qu'il ne fallait pas se marier avec l'ennemi, c'est-à-dire ceux au pouvoir, les féodaux, les obscurantistes ». En ce sens, les vies sentimentales et conjugales des *Kādiḥīn* représentent une après-vie de la révolution – étendant les idéaux tiers-mondistes au-delà de l'activisme formel dans le tissu de la vie quotidienne.

## A47 - Le droit international depuis l'Afrique : usages, critiques et reconfigurations

**Martial Manet**

## **Benjamin Sâ Traoré**

### **Présentation de l'atelier**

Cet atelier propose d'explorer la manière dont le droit international est saisi, critiqué et reconfiguré à partir des contextes africains. Loin de réduire l'Afrique à une périphérie juridique réceptrice de normes produites ailleurs, il s'agit ici de reconnaître et d'interroger sa capacité d'agir en tant que productrice de normes, de pratiques et de savoirs juridiques dans l'espace international. Dans une perspective à la fois critique et interdisciplinaire, l'atelier examinera la diversité des productions de droit international et des appropriations du droit international sur le continent africain, en tenant compte des dynamiques historiques (héritages coloniaux, luttes d'indépendance, non-alignement, panafricanisme juridique), mais aussi des reconfigurations contemporaines : litiges devant les juridictions internationales, mobilisation du droit dans les forums multilatéraux, stratégies juridiques des acteurs étatiques et non étatiques, montée en puissance des organisations régionales, ou encore émergence de « doctrines juridiques africaines ». En mettant en lumière les multiples scènes où se joue l'internationalisation du droit depuis l'Afrique – qu'il s'agisse de cours régionales, de forums diplomatiques, de mobilisations sociales ou de productions académiques –, l'atelier entend aussi questionner les hiérarchies épistémiques qui structurent encore trop souvent le champ du droit international. Il s'agira ainsi de penser l'Afrique non seulement comme un lieu d'application ou de contestation du droit international, mais comme un espace actif de création, d'innovation et de renouvellement des paradigmes juridiques.

Les discussions porteront notamment sur les productions normatives, les usages politiques et sociaux du droit international, les formes de « critique juridique » formulées depuis les Afriques ainsi que sur les recompositions institutionnelles qui traduisent une volonté d'infléchir les rapports de force juridiques à l'échelle globale. Le droit international y sera analysé non comme un bloc monolithique, mais comme un champ de circulations épistémiques, d'interprétations concurrentes et de réappropriations situées. En valorisant les perspectives africaines, cet atelier vise à contribuer à la décentration du droit international et de son étude, et à enrichir la réflexion sur ses transformations par et depuis les Afriques. Il s'adresse aux chercheur·se·s en droit, science politique, histoire, anthropologie, ainsi qu'aux praticien·ne·s du droit international.

\*\*\*

### **La restitution du patrimoine culturel africain : vers une expression juridique africaine**

**Lamia Afrasse**

**Laila El Fehaim**

Le patrimoine culturel africain demeure soumis à un cadre juridique hérité de l'histoire coloniale, limitant l'expression juridique du principe de restitution. Concrètement, cette

dernière se heurte à des principes régissant le droit des biens culturels ontologiquement opposés à la notion de restitution, tels l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité. Sur le plan du droit international, le principe de restitution est confronté à des conventions non rétroactives (Convention de l'UNESCO de 1970 ; Convention d'UNIDROIT de 1995) ainsi qu'aux conditions d'imputation de la responsabilité. Ainsi, cette contribution vise à replacer la conception occidentale du principe de restitution dans une perspective africaine fondée sur la reconnaissance morale du bien culturel, en examinant la manière dont ce principe s'exprime dans la culture populaire africaine, notamment à travers le cinéma africain.

## La politique des États sahéliens (Burkina Faso, Mali et Niger) à l'égard du droit international

**Julien Antouly**

Depuis 2020, les États sahéliens ont connu des bouleversements majeurs, à travers notamment plusieurs coups d'États. Ces événements ont eu des conséquences importantes et durables sur leur fonctionnement interne mais aussi sur leurs relations extérieures, ouvrant la voie à un réalignement géopolitique mis en œuvre en utilisant différentes ressources offertes par le droit international. Ainsi, partant d'une analyse continue de cette dense pratique étatique entre 2020 et 2025 (communiqués officiels, lettres adressées au Conseil de sécurité, discours devant l'AGNU...), cette communication propose une analyse de la politique juridique de ces États. Elle explorera différents concepts en la matière (lawfare, politique juridique extérieure, litige stratégique) pour analyser de manière critique les usages du droit international, son influence sur la légitimité des autorités de ces États, et sur la transformation de leur positionnement géopolitique.

## Droit et migration : le système africain des droits humains comme espace épistémologique de production normative

**Abdou Khadre Diop**

Cette communication entend montrer que le système africain des droits humains n'est pas seulement un espace de réception des normes internationales, mais un lieu de création normative originale en matière de migrations. Inspiré par des philosophies relationnelles comme l'ubuntu, il recentre le droit sur la dignité, la solidarité et le développement, substituant à la logique de souveraineté une responsabilité fondée sur l'humanité commune. Les juridictions africaines ont ainsi élaboré des innovations conceptuelles – dignité comme fondement du statut des migrants, lien entre mobilité et droit au développement, mécanismes probatoires protecteurs – qui redéfinissent la migration comme un droit et non une menace. En combinant traditions africaines, jurisprudence et instruments régionaux, ce système propose un paradigme relationnel et décolonial de la mobilité, affirmant l'Afrique comme un acteur normatif majeur dans la gouvernance mondiale des migrations.

## L'investissement durable dans l'espace panafricain : du Code panafricain d'investissements au Protocole investissement ZLECAf, levier de reconfigurations juridiques face aux impératifs épistémiques et écologiques

**Jean-Baptiste Harelimana**

Alors que le continent affirme une souveraineté normative nouvelle, le Code panafricain d'investissements et le Protocole ZLECAf se dressent comme les instruments d'une reconfiguration stratégique où l'Afrique cesse de subir le droit international pour en devenir l'une des forces productrices. De la fondation d'une durabilité à l'africaine jusqu'à la projection d'un pouvoir de négociation renouvelé, ces textes opèrent une symbiose entre protection des investissements, responsabilité sociale, impératifs écologiques et capacité régulatrice des États, tout en redéfinissant les règles du jeu global. Dans un moment où le commerce mondial se voit remodelé par les politiques climatiques – ajustements carbone aux frontières, industrialisation verte, normes d'émissions, subventions, fiscalité et régulations émergentes – cette dynamique offre à l'Afrique une architecture juridique capable d'articuler souveraineté économique, intégration régionale et gouvernance climatique, et de transformer ces contraintes globales en leviers d'influence, de cohérence et de puissance normative.

## Penser le droit au développement à partir des approches dé-coloniales : dilemmes et ré-africanisation

**Briba Mbuya Mussa**  
**Olivier Bahoze Baraka**

La présente communication a pour ambition de réévaluer le droit au développement à partir des approches décoloniales. D'un point de vue diachronique et diatopique, elle retracera d'abord l'itinéraire de ce droit en puisant dans ses origines profondes de l'empire du Mali et son africanité pour mieux le situer dans son réel contenu et questionner son impact sur le plan de l'effectivité des droits de l'homme au niveau du continent africain. Elle démontrera, ensuite, comment ce droit a fait l'objet de détournement institutionnel et fut très vite intégré dans la boîte à outils du néocolonialisme. Enfin, il sera question de proposer des pistes pour sa ré-africanisation à travers le retour sur ses racines socialiste, collectiviste et communautaire puisant dans des modèles locaux du développement inclusif.

## Réalités et virtualité de l'idée de frontières inter-étatiques dans l'imaginaire politico-juridique africain

**Ivon Mingashang**  
**Bruno Kalala M**

Cette contribution interroge le rôle déterminant des frontières dans la construction de la souveraineté étatique et dans l’imaginaire politique hérité de l’ordre westphalien. Elle met en lumière la dimension symbolique et historique de ces délimitations, souvent arbitraires et issues de conflits. L’analyse remet en cause le postulat de l’intangibilité des frontières coloniales, largement repris par la rhétorique pan-africaniste, en soulignant qu’il s’agit d’une idéalisation produite par une approche juridique trop formaliste. En mobilisant le criticisme juridique, la contribution propose de déconstruire plusieurs mythes persistants : la réification des territoires, la croyance en des frontières « naturelles » et la fétichisation des lignes de démarcation, qui influencent encore la compréhension contemporaine des relations internationales africaines.

## La fabrique de l’autochtone dans les droits et politiques africains

**Pag-yendu M. Yentcharé**

Qui est « autochtone » en Afrique ? Pour répondre à cette question, la présente communication adopte une posture constructiviste. Elle montrera qu’un travail d’entrepreneuriat normatif porté par un groupe expert de la Commission de l’Union africaine, ainsi que des logiques de légitimité, de conformité et de socialisation à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones expliquent la présence de la catégorie « peuples autochtones » dans des lois et politiques africains ; alors même que l’autochtone demeure (assez souvent) non reconnu dans le discours politique de plusieurs États africains.

\*\*\*

## A48 - Le peuple sahraoui et ses 50 ans de résistance

**Francesco Correale**  
**Enrique Bengochea Tirado**

### Présentation de l’atelier

Le 14 novembre 1975, par les « accords de Madrid », le régime franquiste cède le Sahara Occidental au Maroc et à la Mauritanie. Jugés illégaux par de nombreux juristes au regard du droit international (Ruiz Miguel, 2005), ces accords marquent l’abandon, par l’Espagne, du principe d’autodétermination du peuple sahraoui, reconnu par l’Assemblée générale des Nations unies dès 1963. Ils provoquent l’exode d’une grande partie de la population. Le Front Polisario, mouvement nationaliste sahraoui né en 1973, résiste à l’invasion maroco-mauritanienne avec l’appui de l’Algérie. Il ne se limite pas à la lutte armée : il encadre la population civile en fuite, visée par les bombardements au napalm de l’aviation marocaine (Martín Beristain & González Hidalgo, 2012), et l’achemine vers la région de Tindouf, où le Croissant-Rouge algérien organise des camps de fortune.

Longtemps ignoré par les sciences humaines et sociales en France et en Europe, le peuple sahraoui suscite depuis vingt-cinq ans un regain d'intérêt, surtout en Espagne et dans le monde anglo-saxon. Des études analysent son organisation politique (Wilson, 2016), les rapports de genre (Allan, 2019 ; Solana Moreno, 2023), ou sa diaspora en Espagne (Gómez Martín, 2011). Mais en France, il reste absent des projets de recherche (Boulay & Correale, 2018).

Ce panel propose de placer au cœur de la réflexion sa société, son évolution depuis 50 ans, et le cadre juridique de sa résistance. Il s'agit de dépasser l'approche des relations internationales pour interroger les modalités concrètes de résistance, tant sociétales que portées par les élites nationalistes. Nous souhaitons explorer toutes les formes de son engagement pour l'exercice du droit d'autodétermination :

- De la politique intérieure aux pratiques artistiques ;
- Des reconfigurations sociales aux rapports au droit international ;
- De la vie quotidienne dans les camps, dans les territoires occupés ou dans la diaspora (Afrique, Europe, Amérique) aux dynamiques de coopération internationale et aux liens de proximité avec l'Algérie.

Les propositions devront aborder l'un de ces axes, en mettant l'accent sur l'agency politique du peuple sahraoui et sa résilience dans des contextes variés. Les travaux se dérouleront en français et en anglais.

\*\*\*

## 50 ans de la RASD: légitimité diplomatique et souveraineté territoriale

**Ozman Ahmed Bahiya**

Officiellement, la RASD (République Arabe Sahraouie Démocratique) a été proclamée le 27 février 1976 pour mettre fin à la présence de la puissance coloniale, combler un vide administratif et contrer les évolutions diplomatiques internationales liées au contrôle du Sahara Occidental, notamment après les accords tripartites de Madrid de novembre 1975. Toutefois, fonder une structure étatique dans un territoire disputé par un conflit armé entre deux États étrangers et un mouvement de libération local, le Front Polisario, soulève deux enjeux majeurs : défendre la souveraineté territoriale et obtenir la reconnaissance de la légitimité étatique. Ces points nous amènent à poser d'autres questions : Parler d'un peuple sahraoui implique-t-il aussi de parler d'une identité politique sahraouie ? Existe-t-il un État sahraoui dont les frontières sont reconnues internationalement ? Et même, a-t-il des frontières légales ? Quel a été l'impact de la transition d'un mouvement de libération à un État ? Sur quel territoire la RASD a-t-elle une souveraineté ? À quel moment peut-on véritablement parler d'un État en exil ?

Cette présentation se propose d'examiner les 50 ans d'histoire de la RASD sous deux aspects clés qui ont connu plusieurs évolutions au cours de cette période : sa légitimité diplomatique et sa souveraineté territoriale. Nous nous concentrerons sur la transition du mouvement de

libération vers un État, en retraçant la création de la RASD, son évolution dans les différents espaces internationaux et, enfin, l'actualité des frontières nationales de l'État sahraoui.

## On the regeneration of the Sahrawi struggle through the «transpolitical» space between Spain

**Vivian Solana Moreno**

The conflict over Western Sahara is most often described with terms such as « stagnated », « frozen », « locked » or « stalled » in a stubborn « zero-sum » game between Morocco and the Polisario Front. However, from an ethnographic perspective, the Polisario's movement is far from paralyzed: its social relations have adapted to transforming political and economic circumstances, allowing its project of a Sahrawi nationalism to socially reproduce itself in exile to this day. Circular migration between Europe and Sahrawi refugee camps constitutes an increasingly important social terrain for the Polisario's reproduction, especially between Spain the refugee camps.

This paper examines the political potential of the « Transpolitical » between Western Sahara and Spain. The term « transpolitical » is borrowed from Paul Silverstein (2004) who coined to describe the transnational social relations and cultural space between France and Algeria. The Spanish network of solidarity with the Sahrawi cause is of such magnitude that scholars have suggested it is of a key strategic importance to the Polisario Front's endurance (Zunes and Mundy, 2011: 83). The kinship ties that often develop between Spanish and Sahrawi families during the program « Vacaciones en Paz » are constitutive of an intimate modality of transnational aid that sometimes includes support for fostered refugee children's migration projects to Spain once they become adults. Concretely, this paper will describe a range of social practices that Sahrawi refugees residing in Spain pursue, regenerating their capacity to resist returning to Western Sahara while it remains under Morocco's illegal occupation of the territory. These range from marriage, care, legal, labor and economic practices that refugees pursue to sustain their transborder lives between Spain and the refugee camps where they were born into, as well as more explicitly political practices such as forming associations and joining political parties. For instance, it is increasingly common to find Sahrawi migrant associations replace the role of Spanish « Associations of Friendship with the Sahrawi Cause » and increasingly common to find political candidates run within leftist Spanish parties as well as in Basque and Catalan independentist parties.

In this way, Spanish practices of transnational advocacy increasingly intersect with contemporary practices of Sahrawi migration and with leftist, anti-monarchic and national independent movements within Spain. Based on twelve months of ethnographic research with the increasingly large Sahrawi diaspora settled or semi-settled across the Spanish peninsula, this paper explores how these intimate transnational relationships between Sahrawi refugees and Spanish citizens are implicated in the production and reproduction of political imaginaries that would like to see contemporary European and Northwest African cartographies radically reconfigured.

## From waiting to agency: towards new political subjectivities in Saharawi refugee youth

Alice Verni

Fifty years after the incipit of occupation of Western Sahara by the Kingdom of Morocco and exile of the Sahrawi their long wait for self-determination still shows no sign of ending. As international attention to the stalled decolonization of Western Sahara has waned over the decades, new challenges and forms of tension have emerged within both the Sahrawi refugee society in Tindouf, Algeria, and the national liberation movement, the Polisario Front. Increasing socio-economic precarity, widening inequalities, and the rise of illicit economies within the camps have exposed the strain placed on the independence movement by a seemingly endless political deadlock. Yet, in this context of protracted limbo, a generation of Sahrawi youth born and socialized in exile has begun to assert itself through renewed forms of political agency.

This study examines the experiences of that generation, raised within the Polisario Front's longstanding project of sovereignty building in exile, half a century after the outbreak of the struggle for independence. The analysis is framed by the political impasse that has persisted within the United Nations since the early 2000s, following the 1991 peace plan and ceasefire agreement. The UN sponsored process has long revealed the organization's inability to overcome Moroccan obstructionism (Zoubir & Pazzanita, 1995), leaving preparations for the promised referendum—central to the ceasefire—frozen in a stalemate that endures to this day. This prolonged humanitarian peace has produced a paradoxical political order: on one side stands the suspended temporality of humanitarian governance exercised by the Polisario Front in the camps; on the other, the movement's ultimate goal of achieving full sovereignty over Western Sahara (Solana, 2024). The coexistence of these logics has established what Solana (2024) calls « invisible violence », which has deepened the frustrations of politically engaged young refugees and contributed to the renewed outbreak of hostilities in November 2020.

Nevertheless, life in the Tindouf camps is far from characterized by passive waiting. The emergence of youth collectives and organizations that act beyond the official structures of the Polisario Front, while oriented to pursuit Sahrawis' self-determination right, reveals a firm refusal to inertia in the face of diplomatic paralysis and mounting frustration. Through formally and informally organized initiatives, these groups reaffirm the right to self-determination and open new spaces of expression – and dissent. Their practices of movement and mobilization illustrate strategies of social reorganization that contest both the stagnation of official politics and the tendency to portray exiled Sahrawis merely as passive victims (Gómez Martín, 2016; Solana, 2024). Analyzing these emerging formations—whose critique of diplomatic conformism has generated new instruments of social and political pressure (Campbell, 2010)—invites reflection on the diversification of political subjectivities among Sahrawi refugee youth (Gómez Martín & Omet, 2009). In tracing the continuities with the sweep social reorganizations generated by Polisario's

thawra (« revolution ») in exile (Wilson, 2016), the paper ultimately explores how commitment to the Sahrawi cause is being redefined and rearticulated within the lived reality of exile.

## The evolution of the Sahrawi resistance in the occupied territories during the 21st century

**Andrea Raso Doménech**

This paper aims to analyse the evolution of Sahrawi resistance in the territories occupied by Morocco and how Sahrawi nationalism has adopted the struggle for human rights to continue demanding the right to self-determination. With the turn of the century and the paralysis of the UN-led peace process (1991), the Sahrawi population living in the territory administered by the Moroccan regime transformed its struggle for self-determination into a demand for dignified living conditions within a system characterized by repression and the establishment of settlers. The accession of Mohammed VI to the Moroccan throne in 1999 could have signified the beginning of the country's democratic transition and the end of the Sahrawi conflict, but ultimately no significant progress was made. The Moroccan Autonomy Plan (2007) was then promoted as a supposedly more effective solution than holding a referendum on self-determination. As a result of the war triggered by the signing of the Madrid Accords (November 14, 1975) and Spain's subsequent withdrawal—the country responsible for decolonization—the Sahrawi people were fragmented and became a minority within the territory.

In the main cities, Sahrawis represent less than 40% of the total population, while the Moroccan regime continues to encourage the arrival of settlers. Meanwhile, hundreds of thousands of Sahrawis live in exile in refugee camps in neighbouring Algeria, with no short-term prospects for holding the long-awaited referendum on self-determination. Furthermore, Western Sahara is divided by a wall running north to south and by militarized zones controlled by Morocco, which hinder movement across the desert. Because of the increasingly precarious conditions faced by the Sahrawi population, several peaceful protest camps have been organized in the occupied territories since 1999. This spontaneous resistance denounces the systematic violation of the Sahrawi population's human rights by the Moroccan regime, as well as the lack of press freedom and the persecution of Sahrawi activists. The peak of these uprisings was the Gdeim Izik camp (El Aaiún, November 2010), which marked a turning point in the Sahrawi conflict and in Morocco's administration of the territory. Some authors, such as Professor Noam Chomsky (Errazzouki, 2012), argue that this moment can be considered the beginning of the Arab Spring (2011).

## They're our resources ! A new frame in the struggle for the liberation of the Sahrawi people

**Victoria Veguilla del Moral**

The nationalist claims spearheaded by the Polisario Front in Western Sahara consolidate the bulk of the local Sahrawi demands and act as a reference point for the abstract principles that underpin the struggle for the liberation of colonized peoples. However, as the years have passed in this ongoing conflict, the framing of these claims has evolved. While the movement of the 1990s and early 2000s prioritised the rhetoric of human rights, albeit without forsaking the core question of self-determination, new claims related to improving living conditions have gradually developed in the different Sahrawi spaces, allowing for a shift from the global frame of human rights to a frame related to the rights of people to dispose of their resources. The decision made by the Polisario Front to litigate the trade agreements between the European Union and Morocco in 2012 signalled the validation of this new frame in terms of a national and anticolonial struggle.

## A49 - Les éléments culturels africains sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité : quelles stratégies dans une intendance partagée ou « share stewardship » pour le développement durable ?

**Youssef Laplage Moumbagna  
Rachel Mariembe**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier offre l'opportunité d'une part d'explorer le concept d'intendance partagée, notion peu répandue dans le milieu patrimonial sous le prisme du PCI. D'autre part, il donne l'occasion des réflexions sur les enjeux des inscriptions parfois controversées au sein de l'opinion africaine, des éléments culturels africains sur la LRPCIH, dans un contexte marqué par un combat pour la restitution du patrimoine culturel africain emporté pendant la colonisation et de complexité des relations internationales.

\*\*\*

Endocentricité, interactivité individualisée, consentement libre, préalable et éclairé des communautés comme stratégies méthodologiques priorisées pour une approche « par le bas » de l'inscription des éléments culturels immatériels sur la LRPCIH

**Rachel Mariembe**

Cette proposition puise son essence de notre expérience dans l'accompagnement des communautés locales à la participation à l'inscription des éléments culturels immatériels sur la Liste Représentative du Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité et des exigences des formulaires d'inscription de l'UNESCO. Souvent, les États échouent à faire inscrire les éléments sur les listes parce que leur démarche, pas opérationnellement bien située ou mal comprise, est parfois en inadéquation avec les aspirations des communautés qui ne se sentent pas impliquées ou sont réduites au simple rôle d'informateurs. Ce qui pose un problème méthodologique essentiel. Ainsi, cette communication interroge et place le «

concerné », c'est-à-dire l'individu au centre de toute réflexion ou de tout projet de développement. À partir d'une démarche endogénéisée adossée sur l'interactivité individualisée et de l'approche du consentement libre, préalable et éclairé comme postulat de base, la scrutation de l'intérieur de la vision communautaire du processus d'inscription des éléments culturels immatériels sur les listes représentatives peut conduire à l'émergence par le bas des priorités méthodologiques et la mise en évidence d'une conception du patrimoine ancrée dans les pratiques quotidiennes et le vécu des personnes.

**Mots-clés :** approche par le bas, endocentricité, interactivité individualisée, méthodologie

## Le Nguon : histoire, enjeux d'une inscription sur la LRPCIH et perspectives de développement communautaire

**Youssef Laplage Moubagna**

Fête de récolte par essence, le Nguon avec le temps a évolué tout en gardant son objectif d'antan à lui assigné par le fondateur de la dynastie Bamoun. Il reste un moment de communion entre le souverain et son peuple. La célébration est ainsi l'expression d'une sorte de démocratie traditionnelle. L'évènement a pris les allures d'un festival bien que son contenu soit atypique malgré les adaptations au temps et aux exigences du monde contemporain. De son instauration en 1395 à son inscription en 2023 sur la liste représentative du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité (LRPCIH) de l'UNESCO, le Nguon permet non seulement aux communautés Bamoun d'affirmer leur identité culturelle mais aussi participe à la consolidation de la paix, du développement social et d'intégration des Communautés Bamoun, dans le royaume et dans les diasporas. Instauré en 1395 par le fondateur de la dynastie, le Nguon est interdit en 1924 sous son successeur lointain, le célèbre Roi Njoya par l'administration coloniale française. L'évènement est par la suite restauré par son héritier immédiat, Njimoluh Njoya Seidou en 1958. Ce dernier célèbre le dernier de son règne en 1985. Le Nguon s'adapte à la modernité sous le règne du 19ème monarque, Ibrahim Mbombo Njoya arrivé sur le trône en 1992. Il décide d'en faire un évènement biennal avec un format qui allie tradition et modernité. C'est à l'initiative de ce Roi que le processus de l'inscription du Nguon au patrimoine culturel et immatériel de l'humanité a été engagé. Il a connu un heureux dénouement sous son successeur et actuel monarque. Le processus de reconnaissance a été marqué par un enthousiasme au sein de la communauté où l'on a aussi eu des voix discordantes au sujet de la sollicitation d'une reconnaissance internationale. Concrètement en quoi l'inscription du Nguon sur la LRPCIH peut contribuer au développement durable du royaume Bamoun ?

Le but de cette proposition est de relever les enjeux de la reconnaissance internationale du Nguon. Autrement dit, il s'agit de la réappropriation de cet évènement qui au-delà de l'aspect purement culturel est perçu comme un élément de développement de la recherche scientifique et une opportunité de coopération internationale.

**Mots-clés :** Nguon, royaume Bamoun, développement communautaire, LRPCIH

## Patrimonialisation des savoirs médicaux africains : entre sauvegarde et reconnaissance internationale

**Joel Ipara Motema**

La médecine traditionnelle africaine constitue l'un des socles majeurs du patrimoine culturel immatériel du continent. Près de 80 % de la population africaine y recourt en première intention, attestant de sa vitalité, de sa capacité de résilience et de sa fonction identitaire. Pourtant, les savoirs médicaux endogènes demeurent marginalisés dans les dispositifs de reconnaissance internationale, alors même que la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI) ouvre la possibilité de protéger les « connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ». À partir d'une enquête qualitative menée à Kinshasa – entretiens auprès de tradipraticiens, observations de protocoles thérapeutiques, analyse des modes de transmission – cette communication interroge les conditions sociales, politiques et épistémologiques de la patrimonialisation des savoirs médicaux africains. Elle met en évidence les tensions entre deux logiques : d'une part, la sauvegarde et la transmission d'un savoir endogène transmis oralement, fondé sur des rites et une conception holistique de la santé ; d'autre part, les critères normatifs de l'UNESCO et de l'OMS qui privilégient la preuve biochimique et la standardisation thérapeutique. L'étude montre que la patrimonialisation n'est pas seulement un processus technique d'inscription sur une liste, mais un acte de souveraineté culturelle. Elle permet aux communautés de revendiquer leurs droits sur des savoirs menacés par la biopiraterie, de reconfigurer leur rapport à la modernité et de proposer une « modernité alternative » articulant science, spiritualité et identité. L'exemple des tradipraticiens kinois illustre comment ces acteurs négocient entre reconnaissance officielle, préservation du pouvoir thérapeutique et risques de dénaturation. En situant la médecine traditionnelle dans le champ du PCI, cette communication invite à repenser les frontières entre patrimoine, santé publique et propriété intellectuelle, et à envisager des dispositifs de protection adaptés à la spécificité des savoirs médicaux africains.

**Mots-clés :** PCI, savoirs médicaux africains, sauvegarde, convention de 2003

## Polyphonies Aka : entre mémoire vivante et stratégies africaines de durabilité culturelle

**Alexis Armélien Gasisou**

Le patrimoine culturel immatériel africain constitue une richesse inestimable, vecteur d'identité, de mémoire et de cohésion sociale. Parmi ses expressions les plus singulières, les chants polyphoniques des Pygmées Aka, vivant au cœur des forêts d'Afrique centrale, se distinguent par leur complexité musicale et leur rôle dans la transmission des savoirs traditionnels. Ces chants, inscrits sur la liste représentative du patrimoine culturel

immatériel de l'humanité de l'UNESCO (2008), illustrent la vitalité de pratiques culturelles menacées par la modernisation, la déforestation et les transformations socio-économiques. Cette recherche vise à analyser les mécanismes de préservation et de valorisation des polyphonies Aka, en mettant en lumière des stratégies africaines de durabilité culturelle, où communautés locales, institutions nationales et partenaires internationaux collaborent pour assurer la continuité et la transmission de ces savoirs. La question centrale de cette étude interroge la manière dont ce patrimoine vivant peut être sauvegardé tout en contribuant au développement durable, sans altérer l'authenticité des pratiques et la dignité des communautés détentrices. Cette réflexion entend combiner une approche qualitative et participative, reposant sur des entretiens semi-directifs avec les chanteurs Aka, leurs chefs de communautés et responsables culturels, l'observation participante lors de cérémonies et répétitions musicales, ainsi que l'analyse documentaire des rapports UNESCO et des études ethnomusicologiques existantes. Cette approche permettra de comprendre les dynamiques internes de transmission et d'identifier les initiatives locales et régionales favorisant la durabilité. Il s'agit donc de mettre en évidence des stratégies concrètes de valorisation et de préservation des polyphonies Aka, intégrant à la fois la protection de l'authenticité culturelle, le renforcement des capacités locales et la contribution au développement socio-économique. Ce travail offrira également des recommandations pour une gouvernance collaborative et respectueuse du patrimoine immatériel africain, susceptible d'être adaptée à d'autres expressions culturelles menacées.

**Mots-clés :** polyphonies, mémoire, stratégies, culture, développement durable.

### Intendance partagée dans la sauvegarde du patrimoine culturel peul au Cameroun : entre stratégies communautaires et logiques institutionnelles

**Aboubakar Amada**

La sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI) en Afrique demeure un enjeu complexe, pris entre les initiatives endogènes des communautés locales et les politiques publiques souvent centralisés. Au Cameroun, la pluralité des identités culturelles rend particulièrement pertinente une réflexion sur la gouvernance patrimoniale. Cette communication s'inscrit dans la perspective de l'« intendance partagée » (Share stewardship), qui propose une gestion concertée du patrimoine entre institutions et communautés détentrices, dans un objectif de durabilité culturelle. L'étude prend appui sur le patrimoine culturel peul de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, caractérisé par une richesse de savoirs, de pratiques pastorales, de tradition orale et de valeurs sociales. La démarche méthodologique combine une approche qualitative fondée sur l'observation participante, des entretiens semi-directifs auprès des acteurs communautaires (anciens, leaders traditionnels, femmes, jeunes), et l'analyse documentaire des politiques patrimoniales nationales. Cette approche vise à comprendre la manière dont les Peuls conçoivent, transmettent et adaptent leurs éléments culturels face aux mutations

contemporaines. Les résultats escomptés permettront de dégager les mécanismes endogènes de sauvegarde du patrimoine peul, d'identifier les tensions et convergences entre acteurs locaux et institutions publiques, et de proposer un modèle de d'intendance partagée applicable à d'autres contextes africains. En montrant que la reconnaissance et la transmission du PCI passent par la participation active des communautés, cette contribution entend démontrer que la gouvernance partagée du patrimoine culturel constitue une voie d'avenir pour le développement culturel durable.

**Mots-clés :** patrimoine immatériel, intendance partagée, Peuls, Cameroun, développement durable

## Le Zaoul des Gouro en Côte d'Ivoire : stratégies communautaires de sauvegarde pour un développement local inclusif

**Lékpéa Alexis Dea**

Inscrit en 2017 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, le Zaouli des Gouro s'impose comme l'une des expressions artistiques et symboliques les plus marquantes de la Côte d'Ivoire contemporaine. Au-delà de sa dimension esthétique, cette danse masquée incarne un système complexe de savoirs, de rituels et de relations sociales structurant la vie communautaire. Dans un contexte marqué par la montée des industries culturelles, les transformations socio-économiques et les attentes liées au développement durable, les communautés gouro élaborent aujourd'hui des stratégies endogènes de sauvegarde visant à préserver l'intégrité du Zaouli tout en valorisant son potentiel de développement local.

Cette communication examine les modalités de cette intendance partagée (shared stewardship) entre porteurs traditionnels, autorités coutumières, associations culturelles, jeunes praticiens et institutions étatiques. S'appuyant sur une enquête qualitative menée dans les régions de Bouaflé, Zuénoula et Sinfra, l'étude analyse les dynamiques de transmission intergénérationnelle, les initiatives locales de formation artistique, la structuration de festivals communautaires, ainsi que l'émergence d'activités économiques liées à la création des masques, à la performance artistique et au tourisme culturel.

L'analyse met également en évidence les tensions qui accompagnent la diffusion nationale et internationale du Zaouli : enjeux d'authenticité, risque d'appropriation commerciale, inégalités dans la redistribution des retombées économiques, et recompositions identitaires. Toutefois, les stratégies participatives mises en œuvre montrent que, lorsque les communautés disposent d'un rôle central dans la gouvernance du patrimoine, la sauvegarde du Zaouli devient un vecteur de cohésion sociale, d'autonomisation des jeunes et des femmes, et de dynamisation du territoire.

Ainsi, le Zaouli offre un cadre pertinent pour repenser les politiques ivoiriennes du patrimoine immatériel à travers une gouvernance collaborative orientée vers un développement local inclusif et durable.

**Mots-clés :** Zaouli, Patrimoine culturel immatériel, Intendance partagée, Sauvegarde communautaire et Développement local

## Utilisation des systèmes d'information géographique dans une intendance partagée pour la gestion durable du patrimoine culturel immatériel de l'humanité : cas du Cameroun

**Zakari Aretouyap**

En 2003, l'UNESCO a adopté la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'humanité (PCI). Entrée en vigueur trois ans plus tard, le Cameroun a ratifié cette convention le 16 octobre 2016. Il compte aujourd'hui deux éléments inscrits sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité (LRPCIH) à savoir les festivals nguon et ngondo. Cependant, cette faible représentativité du Cameroun ne reflète pas le potentiel et la richesse culturels de ce pays connu comme « l'Afrique en miniature ». En outre l'interconnexion entre ces festivals et les données géospatiales environnantes ainsi que les pratiques culturelles endogènes n'est pas assez visible. Cette communication se fixe huit objectifs : utiliser les SIG pour (1) booster le nombre d'éléments sur la LRPCIH en explicitant le rôle de chaque partie dans la soumission du dossier d'inscription dans un contexte d'intendance partagée; (2) cartographier les pratiques culturelles, analyser les données géospatiales pour comprendre leurs interconnexions ; (3) créer des cartes interactives du PCI entièrement intégré dans son environnement et en relation avec les savoir-faire artisanaux locaux, les traditions orales et les pratiques sociales ; (4) analyser les relations spatiales entre le PCI et les enjeux du développement durable à l'instar des pressions urbaines, des menaces environnementales et les opportunités de valorisation économique ; (5) fournir un outil d'aide à la prise de décision pour élaborer des politiques culturelles et de développement qui prennent en compte les spécificités du PCI ; (6) planifier des actions de sauvegarde et de promotion du PCI ; (7) documenter et archiver le PCI ; (8) analyser les atouts du territoire en mettant un accent sur le PCI comme levier de croissance économique, sociale et environnementale. Pour atteindre ces objectifs, nous utiliserons une approche holistique incluant la télédétection, l'exploitation des ressources ancillaires, la géostatistique, le processus d'analyse hiérarchique, l'algèbre flou, etc.

**Mots-clés :** développement durable, intendance partagée, ngondo, nguon, SIG

\*\*\*

## A51 - Les savoirs de l'alimentation en Afrique : approche historique

**Louise Barré**  
**Florence Wenzek**

### Présentation de l'atelier

Ce panel propose d'examiner les dynamiques historiques d'évolution de l'alimentation en Afrique en se centrant sur la question des savoirs. Il peut s'agir de savoirs pratiques, de l'agriculture et de la collecte de produits sauvages à la cuisine, en passant par le fumage, le salage, et autres techniques de conservation. Il peut s'agir, aussi, de savoirs scientifiques, venus de la nutrition, de l'agronomie, des sciences vétérinaires ou des technologies agro-alimentaires (froid, conservateurs, industrie pharmaceutique). L'objectif est d'interroger l'évolution de ces savoirs dans le temps, en examinant, notamment, comment des normes différentes voire divergentes entrent en contact, qui les prescrit, et dans quelle mesure ces prescriptions ont des effets sur les pratiques économiques et sociales.

Ce faisant, il s'agit d'éclairer les travaux sur le commerce alimentaire, tout comme ceux sur les pratiques alimentaires quotidiennes. En effet, bien que cela reste à documenter davantage, on sait que les autorités coloniales et divers programmes internationaux portés, notamment, par les agences onusiennes ont promu de nouvelles normes nutritionnelles en Afrique. Si on sait l'influence de celles-ci sur les représentations, on connaît en revanche très peu leurs effets sur les pratiques alimentaires effectives au cours du XXe siècle et les stratégies de production et de commercialisation de l'agro-industrie (à l'exception du lait). Il s'agit d'étudier ces évolutions des pratiques de production et de consommation en étant attentifs aux effets de classe, de genre et de race, mais aussi à d'autres facteurs tels que la génération et l'âge, la religion, les expériences éducatives, etc.

Les communications pourront porter sur les dernières décennies tout autant que sur des périodes plus anciennes, mais à condition d'y développer une réflexion sur les changements et mutations en les rapportant aux acteurs à l'oeuvre. Il serait, par exemple, possible d'interroger l'impact sur le champ alimentaire des transformations de l'aide internationale dans un contexte de libéralisation politique et économique au tournant des années 1990, ou encore d'étudier les effets de la valorisation des savoirs locaux par les institutions internationales à partir des années 2000.

\*\*\*

### Foodways and transformation of social identities at Manda ruins, Lamu, Kenya 800-1600ce

**Mercy Kariuki**

Every human society has a food system that relates to the food production, distribution, storage, and consumption practices, embedded in socially constructed behaviour. This study

aims to explore how foodways influenced and transformed social identities at the archaeological site of Manda, a historic Swahili settlement on the East African coast. To that end, the specific objectives are: to investigate how environmental and economic factors influenced food production at Manda, examine how food distribution and consumption reinforced gender identities at Manda, and to explore foodways as a space of navigating social hierarchies as reflected at Manda from 800-1600CE. Drawing on Social Identity and Marxist Theories, the study will contextualize foodways within Manda's social, economic, cultural, and religious landscapes.

To achieve this, it will employ both qualitative and quantitative approaches, using an exploratory research design, since this is a relatively new area of inquiry in the specific context of Manda. The study will collect data from primary sources including previously excavated materials, field notes, field survey of Manda Ruins, and oral traditions. Secondary data will be obtained from published and unpublished theses, journals, books, contemporary ethnographic studies, and linguistics. Data analysis will be archaeological in nature and will include faunal analysis, ceramic analysis, use-wear analysis, and spatial analysis. Ultimately, the study seeks to explore how changing foodways shaped Manda's social structures, particularly social identities. The research aims to provide valuable insights into the interplay between food and social dynamics during the rise of Swahili civilization through foodways as dictated by the environment. The study will adhere to ethical guidelines to ensure accountability and the findings are expected to contribute to the understanding of historical food systems. In doing so, the study hopes to inform policies addressing contemporary environmental concerns and to deepen understanding of how environmental change, through food systems, affects social identities in a multidisciplinary context.

## La production de l'attiéké chez les Adjoukrou de Côte d'Ivoire : entre savoirs culinaires endogènes et innovations contemporaines

**Jean-Jacques Essoh**

L'attiéké, un aliment élaboré à partir de manioc fermenté et cuit à la vapeur, constitue l'identité culinaire des Adjoukrou, peuple lagunaire du Sud de la Côte d'Ivoire. Depuis des siècles, la production de l'attiéké repose sur un ensemble de savoirs culinaires endogènes. Cependant, ces dernières décennies ont vu des changements significatifs dans la production de cet aliment, influencés par des innovations technologiques. Cette recherche a pour objectif d'examiner l'évolution de la production de l'attiéké chez les Adjoukrou, en adoptant une approche diachronique qui s'étend du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Le terrain de l'étude se situe dans le Sud-Est de la Côte d'Ivoire, plus précisément dans la région de Dabou, qui est le foyer originel de la production d'attiéké. La question centrale qui guide cette recherche est la suivante : comment les Adjoukrou, grâce à leurs savoirs culinaires endogènes, ont-ils produit l'attiéké au XVIII<sup>e</sup> siècle, et quelles innovations ont été intégrées dans sa production au cours du XX<sup>e</sup> siècle ? Les résultats obtenus dans le cadre de cette étude s'appuient sur

des sources orales recueillies auprès de producteurs et de détenteurs de savoirs culinaires, grâce à des entretiens semi-directifs, ainsi que sur des sources écrites, notamment des manuscrits inédits tels que les *Cahiers William Ponty*.

## Fish Consumption, Territoriality, and Urban Experience in Colonial Luanda (1945-1975)

**Karina Ramos**

After the Second World War, global food systems encouraged increased production and consumption of animal protein, reflecting changes in industry, nutritional policies, and urban consumption patterns. In coastal cities, the natural availability of marine resources historically shaped fish consumption, influencing dietary practices and market organization. In Luanda, fresh fish consumption was historically entrenched, with the city's food system organized around this resource to ensure its circulation and distribution. Yet, colonial urban logic created boundaries that restricted African inhabitants' access to fresh fish. Drawing on a theoretical and methodological framework in geography, anthropology, and social history, the study examines periodicals, medical-nutritional documents, colonial socio-anthropological research, and oral sources to analyze the everyday strategies African inhabitants used to secure fresh fish. The analysis highlights the central role of women in mediating these supply networks. This study contributes to the historical understanding of African urban food systems under colonial rule, revealing how local food consumption practices intersected with urban organization and colonial hierarchies.

## Pommes de terre, bœuf, lait : des savoirs agricoles au service d'une destinée politique

**Jim Sion**

En exposant trois aliments (les pommes de terre, la viande de bœuf et les produits laitiers), cette communication propose d'interroger comment les savoirs agronomiques et l'avenir politique s'entremêlent. Elle se base sur le cas d'un territoire insulaire africain dont l'administration politique et le statut ont été remis en question, du milieu des années 1950 jusqu'au début des années 1980 : La Réunion. Cette communication propose d'explorer la manière avec laquelle la production de savoirs agronomiques a été façonnée par la volonté de la France de maintenir sa présence dans l'île, et d'assimiler sa population au travers de certaines habitudes alimentaires. Administrée sous le statut d'un département d'outre-mer depuis 1946, l'île connaît dans cette période un fort mouvement anticolonial, alimenté par un parti communiste, menant des actions de masse. Parallèlement, la recherche agricole montait en puissance dans l'île, notamment avec l'installation d'un nouvel institut de recherche agronomique en 1962. Face à une agriculture dominée par la monoculture de canne à sucre, le développement des cultures alimentaires et de l'élevage a été soutenu par l'administration dans le cadre de la planification étatique.

Les sources de la communication sont issues d'une ethnographie archivistique conduite dans une quinzaine de centres d'archives et de bibliothèques d'exception, menée dans le cadre d'une thèse de doctorat débutée en 2022. Le matériel documentaire se compose d'archives administratives et scientifiques (rapports d'étude et d'expertise, correspondances) ainsi que de textes édités (périodiques, journaux), dans l'objectif de saisir les discours et savoirs élitaires sur l'alimentation et l'agriculture. Il en ressort que les pommes de terre, la viande de bœuf, et les produits laitiers ont été des denrées privilégiées par les élites pour administrer les enjeux agro-alimentaires de l'île. Les pommes de terre produites localement visaient à remplacer une part du riz importé dans la diète. La viande de bœuf et le lait étaient vus comme des solutions nutritives face à des déficiences en protéines. La communication montrera que ces desseins élitaires ne se sont pas totalement réalisés pour diverses raisons.

L'analyse soutient que la mise en avant de ces denrées, typiques de la diète française, au détriment d'autres aliments « tropicaux », dans la production de connaissances scientifiques et techniques, est intimement liée, au projet politique de maintien de la souveraineté française, et à une volonté de façonnement des papilles gustatives de la population.

## Consommation des produits patrimoniaux et dynamiques identitaires des communautés locales en milieu urbain au Cameroun

**Crescence Nkoi Nelim Yossa**

L'évolution des cultures alimentaires au Cameroun, depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, est le résultat de l'influence des politiques à échelle locale et internationale. Depuis l'époque coloniale, les autorités ont cherché à moderniser les pratiques alimentaires, dévalorisant de nombreux produits locaux qualifiés de « primitifs » ou « non conventionnels », au bénéfice des standards extérieures. Cependant, depuis le début des années 2000, avec la contribution des organisations internationales comme la FAO, l'UNESCO et de politiques nationales (SND30, label « Made in Cameroon »), nous assistons à une redécouverte et mise en valeur des produits patrimoniaux (plats, condiments, boissons, compétences culinaires). Cette transformation s'opère dans un contexte de mondialisation et d'urbanisation accélérée, où la patrimonialisation des aliments devient un enjeu de développement, de distinction sociale et de mémoire collective. Notre communication s'inscrit dans une perspective socio-anthropologique et s'interroge sur la manière dont la consommation des produits patrimoniaux participe à la reconfiguration des identités locales dans les milieux urbains camerounais contemporains. L'exploitation d'archives, l'examen de documents institutionnels, des entretiens semi-directifs auprès de diverses catégories sociales, et l'observation de marchés urbains et des circuits de distribution des produits labellisés permettent de mettre en évidence la réappropriation symbolique des produits patrimoniaux comme forme de résistance à l'uniformisation alimentaire, notamment chez les jeunes générations urbaines et les groupes en quête de distinction sociale. L'hybridation des pratiques et des savoirs culinaires, issue d'une transmission intergénérationnelle dynamique

est le lieu d'invention de nouvelles modernités alimentaires, mêlant tradition revisitée et influences internationales ; Pour finir, la marchandisation du patrimoine culinaire a fait de certains produits identitaires (ndolé, kilichi, okok, foléré ou vin de palme) de véritables ressources économiques, touristiques et politiques, tout en produisant de nouvelles fractures sociales liées au genre, à la classe et au pouvoir d'achat.

Cette recherche révèle les tensions entre prescriptions institutionnelles et appropriations communautaires. Elle montre comment la revalorisation institutionnelle des produits patrimoniaux profite à certaines élites urbaines, tout en risquant d'exclure les pratiques domestiques des ménages modestes.

\*\*\*

## A52 - Migrations de retour en Afrique : perspectives politiques, sociales et culturelles

**Audrey Lenoël**

**Stéphanie Lima**

### Présentation de l'atelier

Le retour effectif des migrants irréguliers dans leur pays d'origine est une priorité politique en Europe, comme en témoignent les dispositions du Pacte européen sur les migrations et l'asile. Avec l'externalisation des frontières, les retours se font de plus en plus à partir de pays tiers « de transit », le plus souvent dans le cadre de rapatriements « volontaires » supervisés par des institutions telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'accent mis sur le retour s'étend aux pays dits « d'origine » où les gouvernements européens - par l'intermédiaire de leurs agences nationales d'aide au développement et des organisations internationales qu'ils financent - tentent de freiner les flux d'émigration et de faciliter les retours en finançant des initiatives visant à promouvoir le développement économique, la création d'emplois et des programmes de migration temporaire. Ces interventions cherchent à promouvoir une idée positive du retour - incarnée par la figure de l'entrepreneur déterminé à développer son pays - et à masquer la dimension contraignante en activant les registres du développement et de l'humanitaire.

Ces politiques et interventions façonnent les perceptions et les expériences des migrants désireux ou contraints de rentrer. Cependant, l'accent mis sur ces dispositifs tend à occulter d'autres aspects de ce phénomène aux multiples facettes. En Afrique, où 80 % des migrations restent intracontinentales, la migration de retour est le plus souvent spontanée, organisée par les migrants eux-mêmes et leurs familles, sans aucun soutien institutionnel. De plus, en considérant le retour comme une fin en soi, ces modèles peinent à dépasser l'idée d'un retour définitif, alors que le retour n'est souvent qu'un moment dans les trajectoires migratoires des personnes et doit être abordé dans une perspective circulatoire, qui nécessite de considérer des « retours » plus temporaires et des migrations multiples.

Ce panel vise à approfondir les dimensions politiques, sociales et culturelles du retour et du post-retour en Afrique, du point de vue des migrants eux-mêmes ainsi que de la myriade d'acteurs (locaux, nationaux, internationaux) impliqués à différents niveaux dans ce processus dans les pays d'origine et/ou de transit.

## Entre désaffiliation et réaffiliation, les trajectoires migratoires des jeunes Guinéens retournés et la recomposition des liens familiaux

**Marie-José Gauthier Pagnon**

Nous proposons une analyse des trajectoires migratoires des jeunes Guinéens retournés, partis mineurs pour l'Europe, mais retournés après avoir été bloqués en Afrique du Nord ou en Afrique subsaharienne. Nous interrogeons la manière dont leur départ, souvent lié à des violences familiales (Senovilla Hernandez, Uzureau, 2022 ; Rigoni, Crenn, 2020 ; Bonnet, Delanoë, 2019) et leur retour contraint et ou accompagné, redéfinissent leur place dans la famille et la société. Il s'agira de comprendre que la migration juvénile ne relève pas uniquement d'une quête économique mais aussi d'une réponse à des dynamiques familiales complexes (maltraitance, polygamie, sorcellerie, responsabilité précoce). En mobilisant les concepts de désaffiliation (Castel, 1995), d'agency (Bonnet, Delanoë, 2019) et d'attachement social (Paugam, 2023), nous analyserons comment ces jeunes reconstruisent des liens familiaux après leur retour, entre pressions traditionnelles et nouvelles stratégies de réaffiliation. Ces départs, souvent perçus comme des actes de rupture, s'inscrivent en réalité dans une logique davantage de survie, d'autonomisation et de responsabilisation. Le retour en Guinée qu'il soit plus ou moins choisi ou subi, relève d'une autre facette de ces trajectoires, celle de la reconstruction de liens, où les loyautés familiales et les contraintes institutionnelles s'entremêlent. Les jeunes retournent en Guinée par des voies diverses, souvent contraints par la souffrance (prison en Libye, marche dans le désert) ou désenchantés par des années d'errance sans percevoir la possibilité de parvenir en Europe. Certains bénéficient de programmes de rapatriement, ces retours accompagnés ou non, soulèvent des enjeux communs, stigmatisation, difficultés de réintégration et parfois désir persistant de repartir malgré les risques.

Cette proposition de communication s'appuie sur une enquête qualitative menée en Guinée plus particulièrement à Labé dans la région du Fouta Djallon entre janvier et mars 2025. Nous avons mobilisé un corpus multiforme d'acteurs, dont des jeunes hommes partis mineurs ou âgés d'environ 18 ans, des groupes de discussion et des observations participantes pour faciliter la parole, ainsi que des échanges avec des services de l'État, des acteurs internationaux et des ONG locales. Nous avons fait le choix d'élargir notre focale en incluant des jeunes dont l'âge au moment du départ peut être sujet à débat, cette adaptation méthodologique s'inscrit dans une approche qualitative attentive aux réalités empiriques rencontrées sur le terrain. Cette méthodologie permet de croiser des récits individuels avec des cadres institutionnels. Nous avons retenu seize entretiens individuels, nos résultats relèvent des logiques de réparation et de résistance tout en soulignant le rôle

central des mères dans ce processus. Une seconde phase de terrain est prévue de janvier à mars 2026 pour approfondir les dynamiques familiales, le génogramme sera alors utilisé comme outil d'alliance et de compréhension et pourra être présenté en illustration.

Nous proposons une communication en trois points. D'une part, le départ en migration s'articule entre des ruptures familiales et des stratégies de survie. Cette partie explorera les motifs de départ, souvent liés à des violences familiales, à des responsabilités précoces, mais aussi à une stratégie d'autonomisation pour des jeunes confrontés à des attentes familiales. D'autre part, le retour en Guinée est rarement un choix mais plutôt le résultat de contraintes ou de loyautés. Cette partie analysera les modalités variées du retour. Enfin, nous aborderons la recomposition des liens, cette dernière partie examinera comment les jeunes reconstruisent leur place après leur retour en s'appuyant sur le rôle central des mères et les nouveaux leviers de réaffiliation.

### Corps expulsé, séjour interrompu, projets gâchés?

**Françoise Romaine Kwizerimana**

Les migrantes burundaises dans les pays du golfe persique qui font objet de ma recherche travaillent comme domestiques dans les ménages « sous contrat » de deux ans renouvelables. Dans ce contexte, le retour au Burundi est supposé être conditionné par les termes du contrat. La durée de la migration et les modalités de retour semblent être des facteurs déterminants de la (non) réussite. De ce fait, parvenir à aller jusqu'au bout de son contrat et rentrer « dignement » paraissent comme signes prometteurs de « réussite ». En outre, nombre de facteurs peuvent empêcher l'employée d'arriver à échéance du contrat. Malgré le tri des candidates dans le pays de départ par les recruteurs locaux et dans les pays de destination par les employeurs, certaines migrantes se voient rejetées par ces derniers à cause de leurs apparences ou de leurs formes, une fois arrivées chez ceux-ci. Le corps trié, considéré comme permis de circuler (Mazzocchetti, 2014), susceptible d'avoir du travail et de le maintenir devient ainsi un corps sans qualité (Bietlot, 2005) qui bloque l'opportunité tant souhaitée et dans laquelle on s'est vivement investi pour voir ses rêves réalisés et ses projets accomplis. Ce corps dénié est donc objet de renvoi au Burundi. Les délits « réels » ou « inventés » commis par l'employée sont dans d'autres cas source de retour involontaire. Le phénomène d'échappement de l'employée du ménage où elle travaille « sous contrat » pour partir travailler « dans la rue » pour diverses raisons qui est le passage du statut de régulière au statut d'irrégulière expose la concernée à se faire attraper par la police, détenue et enfin expulsée. Néanmoins, les modalités de retour « indignes » sont mises en évidence par certaines ex migrantes en dépit de leur retour aux termes de leur contrat. Être sortie comme un « chien » du ménage qu'on a servi pendant autant d'années est une humiliation. Le jour de retour étant attendu impatiemment par la migrante et par elle-même, ces proches s'organisent pour aller l'accueillir à l'aéroport. C'est dans un contexte où l'avion n'est pas seulement un moyen de transport mais surtout le symbole d'ascension sociale. Il est

indéniable de comprendre que les yeux sont fixés sur cette « diaspora » qui vient d'atterrir après son séjour à l'étranger, à la « recherche de la vie ».

Dans ce projet d'article, je me penche sur « le corps en migration » et la façon dont les actrices définissent la réussite et / ou la « non-réussite » de leur trajectoire migratoire. L'analyse visera à appréhender le sens que les « retournées » donnent à leur retour forcé et/ou indigne ainsi que les perspectives d'avenir. À travers les récits, la honte et la stigmatisation se font sentir vis-à-vis de leur arrivée à l'aéroport et dans leur famille. La façon dont elles sont habillées, sans bagages, tels sont, selon elles, des signes visibles de la « non-réussite ». Le regard porté sur elles et ce qui se dit derrière leur dos sont nourris par les imaginaires de mobilité sociale attribuée à la mobilité spatiale. Rentrer mains vides est ainsi quelque chose qui attire le regard « moqueur » et qui donne l'impression de n'avoir rien gagné ce qui joue sur leur intégration socio familiale.

## Pour une gouvernance inclusive du retour : obstacles et leviers de l'engagement social des diplômés camerounais d'Europe

**Falonne Dondjang Njandja**

Depuis plusieurs années, le retour des migrants hautement qualifiés vers leur pays d'origine constitue un enjeu central des politiques migratoires et de développement. Au Cameroun, cette dynamique prend une tournure particulière avec la multiplication des programmes de « retour volontaire » soutenus par l'Union européenne et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ces dispositifs, présentés comme des opportunités de co-développement (Sinatti & Horst, 2015; Lenoël, 2021), s'inscrivent pourtant dans un cadre de contrôle migratoire et peinent à prendre en compte les aspirations, les parcours et les capacités d'action des migrants eux-mêmes.

Cette communication s'intéresse à une catégorie souvent négligée par les analyses du retour : les diplômés camerounais d'Europe. Ces acteurs, porteurs de compétences techniques et d'expériences sociales transnationales, incarnent l'idéal du « retour utile » promu par les politiques publiques. Pourtant, leurs trajectoires révèlent de fortes tensions entre volonté d'engagement social et obstacles structurels à la réintégration : lourdeurs administratives, manque de dispositifs d'accompagnement, précarité professionnelle, mais aussi formes de méfiance sociale à l'égard de la diaspora perçue comme « déconnectée ».

À partir d'une enquête qualitative menée entre 2023 et 2025 auprès d'une dizaine de diplômés camerounais revenus d'Europe (France et Allemagne) et de responsables institutionnels à Yaoundé et Douala, cette recherche interroge les modes d'engagement social et professionnel de ces « migrants de retour ». Elle examine comment ces acteurs mobilisent leurs compétences, réseaux et valeurs citoyennes pour contribuer au changement social, à travers l'entrepreneuriat, la formation, ou l'action associative tout en négociant leur place dans un environnement institutionnel et politique souvent peu favorable.

La communication propose d'analyser le retour comme espace de gouvernance partagée, où interagissent plusieurs logiques : politiques européennes de régulation migratoire, stratégies nationales de développement, initiatives individuelles et collectives de la diaspora. Cette approche met en évidence la nécessité d'une gouvernance inclusive du retour, qui reconnaisse la diversité des trajectoires et valorise la participation des migrants de retour dans l'élaboration des politiques publiques. En articulant les niveaux institutionnel, social et subjectif du phénomène, la communication ambitionne de contribuer à une réflexion critique sur la manière dont les dispositifs actuels peuvent évoluer d'une logique de « réintégration administrative » vers une logique d'empowerment et de co-construction. Elle s'inscrit ainsi dans une lecture décentrée du retour, non pas comme un point final du parcours migratoire, mais comme un processus circulatoire, politique et social, où se redéfinissent les rapports entre diaspora, État et société.

## Accompagnement psychosocial et dette sociale dans la migration de retour au Sénégal : enjeux de gouvernance et limites des dispositifs institutionnels

**Moussa Kamara**

**Contexte :** Ce qui est communément appelé migration de retour, qu'il soit volontaire ou non, ou accompagné, est un enjeu de politique migratoire contemporaine majeur. En Afrique de l'Ouest et particulièrement, au Sénégal, les retours s'inscrivent dans un contexte marqué par l'externalisation des frontières européennes et la multiplication des dispositifs de « retour volontaire assisté » portés par des acteurs de la gouvernance migratoire comme l'Organisation internationale pour les migrations. Selon l'OIM, plus de 20 000 Sénégalais ont bénéficié de programmes de retour et de réintégration entre 2017 et 2023, majoritairement depuis la Libye et le Niger (OIM, 2023). Ces chiffres occultent la réalité des retours spontanés, souvent organisés par la famille et la communauté, et les défis psychologiques et sociaux auxquels les migrants sont confrontés à leur arrivée au Sénégal.

**Problématique :** Les premières enquêtes que j'ai menées auprès des acteurs de la prise en charge psychosociale et migrants de retour à Dakar, Tamba et Saint-Louis, révèlent quatre tensions majeures : d'abord, une difficulté de coordination entre les différents acteurs (ONG, services étatiques, structures communautaires), qui limite l'efficacité des réponses apportées ; une prise en charge de la santé mentale insuffisante, alors que les troubles anxieux, dépressifs et les syndromes de stress post-traumatique sont fréquents (Bava & Tapé, 2018) ; enfin, une approche centrée sur la dissuasion des nouvelles tentatives migratoires, qui tend à négliger les besoins réels des individus. La question de la « dette sociale » vis-à-vis de la famille et/ou de la communauté, qui se résume par l'espoir de réussite qu'a suscité le projet migratoire, pèse lourdement sur les retours et aggrave les vulnérabilités psychologiques (Riccio, 2021). Dans ce contexte, quel est le rôle des institutions étatiques et de l'OIM dans l'accompagnement psychosocial des migrants de retour ? Comment ces acteurs articulent-ils leurs interventions avec les attentes des migrants et les réalités locales ?

**Méthodologie** : Cette communication s'appuie sur une approche pluridisciplinaire, croisant sociologie des migrations, psychologie sociale et analyse des politiques publiques. Les données présentées proviennent d'enquêtes qualitatives réalisées dans les régions de Tamba, Dakar et Saint-Louis.

**Résultats préliminaires et discussion** : Nos premières observations soulignent un décalage entre les dispositifs institutionnels et les besoins exprimés par les migrants. Les programmes/projets mis en œuvre se heurtent à : l'inaccessibilité des soins de santé mentale, l'absence de suivi post-retour et la priorité donnée à la réinsertion économique au détriment de l'accompagnement psychosocial. La dette sociale, rarement prise en compte est un facteur de rémigration ou de marginalisation (Tall, 2019). Enfin, la gouvernance migratoire, marquée par une multiplicité d'acteurs aux objectifs parfois non convergents, peine à offrir une réponse cohérente et durable.

**Conclusion** : Cette communication vise à éclairer les défis de l'accompagnement psychosocial des migrants de retour au Sénégal, en mettant en lumière les limites des dispositifs actuels et les enjeux de coordination entre acteurs.

## « Ni d'ici, ni de là-bas ? » : Enquêter sur les mobilités de retour post-adoptives en France et en Éthiopie

**Victoria Kernen**

Cette communication s'inscrit dans une première année de recherche doctorale consacrée aux mobilités de retour des adultes adoptés français en Éthiopie, et plus particulièrement à Addis-Abeba. Elle interroge les dimensions spatiales, sociales et affectives de ces retours, dans un contexte marqué par l'histoire postcoloniale de l'adoption internationale, la fermeture des adoptions éthiopiennes en 2018 et les nouvelles circulations migratoires entre l'Afrique et l'Europe.

Alors que la littérature sur l'adoption internationale s'est longtemps centrée sur l'enfance, la filiation ou les politiques publiques, les expériences des adultes adoptés et leurs mobilités demeurent peu explorées. Depuis une quinzaine d'années pourtant, un nombre croissant d'adopté-es entreprennent des voyages vers leur pays de naissance. Souvent autonomes et situés en dehors de tout cadre institutionnel, ces déplacements réinterrogent les notions mêmes de « retour » et d'« origine » en révélant la diversité des formes que prend la mobilité post-adoptive : recherche d'informations sur les origines, reconnections familiales, circulations ponctuelles ou projets d'installation. À rebours des politiques européennes du « retour », centrées sur le rapatriement des migrants irréguliers, ces mobilités constituent une marge où le retour s'invente autrement, comme un processus auto-organisé, affectif et incertain. Loin d'être définitif, il s'inscrit dans des trajectoires circulatoires, faites de séjours répétés, d'apprentissages linguistiques et d'expérimentations identitaires.

Ma recherche repose sur une ethnographie multi-située articulant des entretiens biographiques menés tout d'abord en France et ensuite à Addis-Abeba. Les premiers entretiens menés en France à l'automne 2025 montrent que la quête des origines s'y

exprime sur plusieurs registres. Le retour physique vers l'Éthiopie est parfois précédé d'un long voyage transafricain, souvent initiatique, vécu comme une exploration avant d'être une recherche. D'autres adoptés évoquent un retour linguistique, à travers l'apprentissage de l'amharique, envisagé comme une manière de « se raconter dans la langue » et de réactiver un capital symbolique enfoui. Ces voyages donnent aussi lieu à un retour moral, marqué par le choc des inégalités matérielles et la tentation de « réparer » ou « d'aider », aussitôt traversée par la gêne et le sentiment d'imposture. Ces expériences révèlent combien le retour est un espace de tension, entre désir d'appartenance et sentiment d'étrangeté. Les adoptés se décrivent souvent comme « ni noirs ni blancs », « plus français qu'éthiopiens », témoignant d'une identité relationnelle mise à l'épreuve par la confrontation à un lieu d'origine devenu étranger. Loin de ramener à une origine stable, le retour produit une désorientation qui réactive le sentiment d'entre-deux et de déplacement permanent.

Le terrain à Addis-Abeba, prévu pour janvier 2026, documentera ces spatialités du retour : lieux d'accueil associatifs, réseaux diasporiques, apprentissages linguistiques et sociabilités entre adoptés et habitants. Ma position située en tant que chercheuse et personne adoptée d'Éthiopie, constitue un outil méthodologique central. L'auto-ethnographie permet d'interroger les émotions, les attentes et les tensions qui traversent l'expérience du retour et d'enrichir l'analyse sans substituer le vécu individuel à la démarche scientifique.

Ainsi, en croisant les premiers résultats issus des entretiens en France et le futur terrain à Addis-Abeba, cette communication propose d'analyser les mobilités post-adoptives comme des processus relationnels, partiels et souvent réversibles, qui déstabilisent la figure du retour définitif et invitent à repenser les frontières entre migration et filiation, origine et destination, appartenance et altérité.

\*\*\*

## A53 - Mimer le peuple : humour et affects comme (nouvelles) techniques du pouvoir politique en Afrique

**Patrick Belinga Ondoua**

**Freddy Ndi**

### Présentation de l'atelier

Comment les élites africaines contemporaines s'approprient-elles les codes culturels populaires pour exercer et légitimer leur pouvoir ?

Dans le prolongement des travaux de Jean-François Bayart sur les modes de populaires de l'action politique, cet atelier propose un déplacement analytique novateur : plutôt que d'étudier uniquement les « modes populaires d'action politique » des masses, nous interrogeons les « modes populaires d'action de l'élite » – c'est-à-dire les manières dont les élites, politiques, économiques, religieuses et médiatiques puisent dans les répertoires culturels populaires pour produire du politique.

Nous nous intéressons donc à circulation descendante de la culture populaire comme un registre d'action politique à part entière. Nous interrogerons non pas seulement la manière dont les élites parlent au peuple, mais aussi comment elles parlent comme le peuple – en empruntant ses voix, ses formes et ses affects – pour mieux façonner les termes de l'adhésion, de la critique ou de la négociation du pouvoir.

\*\*\*

### Les motions de soutien comme expression du « peuple sans le peuple » : retour sur le 37<sup>e</sup> anniversaire du RDPC à Zoétélé

**Roger Nicolas Oyono Mengue**

Cette communication montre, à partir d'une enquête ethnographique, que les festivités du RDPC sont des dispositifs de légitimation du pouvoir plus que de simples rituels commémoratifs. Elles mettent en scène les interactions entre élites et militants en mobilisant affects et hiérarchies. Derrière la cohésion affichée apparaissent des tensions révélant un « peuple mobilisé mais sans parole », contraint de s'exprimer dans les marges du pouvoir.

### Les moyens traditionnels de légitimation du pouvoir par les élites du RDPC dans l'Ouest Cameroun. Le cas des élites politique et économique du département de la MIFI à partir, des exemples des élections présidentielles de 2018 et 2025

**Freddy Lagmé**

**Abdel Salam Pekekue**

Cette communication analyse la manière dont les élites politiques du département de la MIFI (Ouest-Cameroun) mobilisent proverbes, métaphores et menaces traditionnelles pour légitimer leur autorité et renforcer l'obéissance populaire. À travers les figures de Pr Nguihé Kanté Pascal et Sylvestre Ngouchingué, l'étude met en évidence l'articulation entre clientélisme, patronage et stratégies discursives, inscrites dans une logique de proximité instrumentalisée. L'approche mobilise la théorie de la légitimation traditionnelle de Max Weber afin de montrer comment ces pratiques influencent l'acceptation des choix politiques par les populations locales.

### Production de la légitimité par les élites politiques et renforcement de l'autorité de l'État dans un contexte de guerre et de concurrence entre les administrations

**Jules Grange Gastinel**

Cette communication propose une analyse des productions officielles des Houthis au Yémen depuis leur prise de la capitale, Sanaa, en septembre 2014. Devenus Ansar Allah, une composante politique nationale, ils transforment un discours initialement religieux et

régional, centré sur la marginalisation zaydite, en une rhétorique nationaliste et populiste fondée sur la défense de la souveraineté face à « l'agresseur étranger ». Dans un contexte de concurrence des administrations, ils apprennent à « mimer l'État » (Popineau, 2019) en s'appuyant sur leur ministère de l'Information, leurs chaînes télévisées et les agences étatiques, tout en formant de nouvelles élites médiatiques plus jeunes, technophiles et idéologiquement en accord avec le projet.

Cette communication se propose d'interroger la mobilisation par les acteurs des NTIC, des réseaux sociaux et de l'IA pour imposer de nouveaux récits, promouvoir leur peuple imaginé et légitimer leur projet politico-religieux. Fondée sur des enquêtes prosopographiques, documentaires et des entretiens, elle s'inscrit à la croisée de l'anthropologie politique de l'État et de l'analyse des discours et des images.

### Rire, chanter, danser et régner : les codes culturels populaires comme nouvelle grammaire ou nouveau champ lexical du pouvoir et de l'influence en Afrique

#### Amour Joel Ombassa

Les pratiques communicationnelles des élites africaines ont révélé une appropriation stratégique des codes culturels populaires, mobilisés comme instruments de proximité symbolique et de légitimation politique (Chelle, 2025). Durant la période électorale d'avril 2025 au Gabon et au travers des vidéos virales ayant enflammé l'espace numérique, nous avons vu le Général Oligui Nguema transformer ses meetings politiques en scènes de festival au plaisir de ses plus grands fans. Cette communication a pour objectif de montrer comment l'humour, les proverbes, la gestuelle populaire et les discours politico-médiatiques deviennent des instruments permettant une « domestication du populisme visuel sur Internet ».

### Du vendeur d'œufs à Moulinex : humour populaire et fabrique ministérielle de l'autorité chez Paul Atanga Nji

#### Théodore Ambassa Akoa

Cette communication analyse les discours publics de Paul Atanga Nji, ministre camerounais de l'Administration territoriale, connus pour leurs recours réguliers à des métaphores populaires et à un humour de rue. À travers des images comme le vendeur d'œufs ou le robot Moulinex, elle montre comment ces figures discursives participent à la construction d'une autorité politique à la fois familière, menaçante et performative.

### Asseoir l'Etat à travers le langage : une analyse de quelques sorties d'Atanga Nji dans l'espace public au Cameroun

#### Béatrice Nama

« En tapant sur une ruche d'abeilles, vous savez ce qui vous attends lorsque vous ne pouvez pas fuir », ainsi s'exprime le ministre de l'administration territoriale (Minat) au cours d'une conférence de presse faisant suite à la convocation, le 07 septembre 2020, par le président Paul Biya, du collège électoral en vue des élections régionales. Ces propos, qui s'inscrivent dans le prolongement d'autres, souvent prononcés par le Minat, mettent en lumière la manière dont, dans leurs discours, en usant de tournures, proverbes et comparaisons, certains hommes politiques recourent à des figures de style pour asseoir l'autorité de l'Etat. Depuis son entrée dans le gouvernement, on note, dans le lexique de ce ministre, un recours récurrent aux idiomes proverbiaux dans l'espace politique. Dans cette proposition, il s'agit, en étudiant ce style langagier, de voir comment l'usage d'un symbolisme proverbial par cet acteur laisse transparaître un travail de légitimation du pouvoir par le « haut » ciblant à la fois la population et ses collaborateurs. De quoi est-ce que l'énonciation des discours d'Atanga Nji est-elle le nom ? Quels sont les répertoires linguistiques qu'il active pour construire ces proverbes ? Comment retrouver derrière le recours à ces derniers une expression de la domination politique ? De quelle manière les acteurs ciblés réagissent-ils à ces discours ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons, d'un point de vue méthodologique, sur une approche d'anthropologie digitale reposant sur une collecte de données numériques. Nous prêterons une attention particulière aux prises de paroles publiques, aux conférences de presse et aux différentes prises de positions exprimées sur des espaces télévisés. L'on suggère que le discours politique de M. Atanga Nji apparaît comme un outil dont l'usage vise à influencer les agissements des acteurs politiques et sociaux.

\*\*\*

## A54 - Narrations, mobilisations et migrations en Afrique de l'Ouest et en Europe

**Anaïs Leblon**  
**Aïssatou Mbodj-Pouye**  
**Julie Garnier**

### Présentation de l'atelier

Les biographies, les archives familiales, les récits de voyage constituent des sources incontournables pour la recherche sur les migrations depuis les travaux de l'Ecole de Chicago. Elles ont également fait l'objet de productions diverses qu'elles soient artistiques, muséographiques ou discursives. Des travaux récents ont rappelé l'importance d'analyser les instances et conditions de production de ces mises en récits, leurs visées ainsi que les configurations et les logiques narratives qui les produisent. Dans la continuité de ces recherches, nous proposons de questionner en quoi ces « narrations par le bas » permettent d'aborder autrement les rapports entre migrations, mobilisations et transmission. En quoi ces usages de l'écrit, de l'oral et de l'image « pris » par les migrants eux-mêmes pour se

raconter peuvent être analysés comme des formes de luttes, de transmission de l'expérience migratoire, ou de mise en patrimoine ? Qu'est-ce que ces récits révèlent des subjectivités morales et politiques, masculines et féminines en migration ? Comment modifient-ils les représentations des migrants et de leurs descendants ? Que laissent-ils dans l'ombre ? En quoi sont-ils le support de nouvelles formes d'engagement aujourd'hui ? Comment prennent-ils en considération les cadres régionaux, transnationaux, familiaux, communautaires et comment viennent-ils nourrir des mémoires collectives, plurielles ?

Dans cet atelier, nous souhaitons questionner la place des récits de mobilisations et de transmission mais aussi interroger le rôle des chercheur.e.s, acteurs associatifs, éventuellement des institutions (culturelles ou patrimoniales), dans les processus de valorisation des expériences migratoires militantes : Comment la relation d'enquête ou des pratiques associatives, muséographiques ou artistiques participent-elles à la (co-) production de ces récits, à leur visibilité et peut-être à leur construction comme archive ? Comment viennent-elles bousculer les discours dominants sur la migration ? En quoi participent-elles aussi à reproduire des schémas discursifs attendus ? Comment analyser ces récits ? Selon quels positionnements ?

\*\*\*

## Identité narrative en lutte, identité narrative comme lutte. Quand les narrations de soi constituent un pouvoir de subjectivation

**Lucile Lebrette**

De nombreux travaux l'ont montré : la procédure d'asile dépossède les requérantes de leur histoire (Chambon, 2018 ; Mazzocchetti, 2017 ; Blommaert, 2001). En produisant un récit biographique qui correspond aux attentes des juges, l'exilé·e est assujéti par une narration de sa vie façonnée au prisme de ce que devrait être son histoire. Pourtant, la narration constitue un pouvoir de subjectivation, puisque que l'« identité » – la façon dont on se conçoit soi-même et se présente à autrui – est narrative (Ricoeur, 1990).

C'est ce pouvoir performatif de la narration que le suivi de Reda, Irakien demandeur d'asile en France, durant plus de trois ans, m'a permis d'explorer – et que je souhaiterais discuter dans le cadre de cet atelier. En effet, la narration est un outil mobilisé par Reda de multiples façons pour reprendre le pouvoir sur son « identité ». D'abord, les récits de son parcours en dehors des interactions de l'asile lui permettent de contrer l'étiquette du « migrant » (cet Autre réifié et réduit tout entier à sa condition), en se présentant comme un « individu-monde » (Fabre, 2008) à la fois victime d'un système injuste mais aussi capable d'en tirer des savoir-faire et savoir-être (Hanus, 2022 ; Bredeloup, 2019 ; Le Courant, 2014), qui le distingueraient de la « masse », celle que représente la catégorie à laquelle il est socialement assigné. Mais l'usage de la narration par Reda va bien au-delà des récits maîtrisés et ciblés qu'il fait de son histoire. C'est une variété de formes de narrations qu'il mobilise dans ses interactions du quotidien, cherchant à rétablir la façon dont il veut être perçu, mais aussi se percevoir. C'est bien la puissance performative de l'identité narrative :

elle permet de produire une « identité » pour soi et pour autrui (Butler, 2006 ; Yuval-Davis, 2010). Tant par le soin accordé à son apparence physique et vestimentaire, que par ses « prises d'écriture » (Brossat, 2001), ses productions et projets artistiques (Agier, 2012), Reda s'efforce de narrer qui il est, et d'incarner celui qu'il narre. Ces tentatives, entravées par la réalité de sa situation, ont finalement été projetées sur ma thèse : s'il n'a pas réussi, lui-même me, à ancrer et présenter au monde celui qu'il est « vraiment », ma thèse – se dit-il – y parviendra peut-être.

L'identité narrative constitue donc à la fois un espace en lutte, puisqu'elle est traversée par des assignations identitaires, étiquettes et catégorisations qui de possession de l'individu du pouvoir de se définir ; mais elle représente également un espace de lutte permettant à l'individu de s'affirmer contre le sentiment « d'être réduit à ce que l'on ne désire surtout pas » (Timera, 2001) et de retrouver ainsi un pouvoir de subjectivation.

### Récits migratoires et destin familial : l'itinéraire de S. Kamara du Sénégal à la Côte d'Ivoire (1919-2003)

**Saliou dit Baba Diallo**

Pendant longtemps, les études consacrées aux migrations soninkées en Afrique et dans le monde ont privilégié une approche centrée sur la communauté. De ce fait, les destins individuels ou familiaux, ainsi que les récits qui les portent, ont parfois été gommés au profit de l'appartenance au groupe. L'objectif de cette communication est de montrer que, parallèlement à la dimension communautaire des migrations, émergent des destins migratoires individuels et familiaux dont la singularité peut être saisie à travers les récits de vie, les mémoires familiales et leurs modes de transmission.

Concrètement, cette étude met en lumière, dans une perspective socio-historique attentive aux récits, l'expérience individuelle et familiale dans un contexte migratoire ouest-africain reliant le Sénégal et la Côte d'Ivoire. À travers le cas de S. Kamara, migrant sénégalais d'origine soninkée installé en Côte d'Ivoire durant l'entre-deux-guerres (années 1930), nous analyserons ce qui fait la singularité de son parcours migratoire et la manière dont lui et sa famille ont négocié leur installation et leur intégration dans ce pays, tout en maintenant des liens durables avec leur village d'origine, Bokiladji (Sénégal). Une attention particulière sera portée aux récits produits par le migrant, ses descendants et son entourage, afin de comprendre comment se construit et se transmet, dans le temps et l'espace, la mémoire de cette expérience migratoire.

Notre documentation repose essentiellement sur des sources orales, des archives privées, des photographies et une observation participante menée au sein et en dehors de la famille Kamara, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en France, permettant d'appréhender le rôle central des récits dans la reconstruction et la compréhension de ce destin migratoire. Cette recherche contribue à renouveler l'approche des migrations ouest-africaines en plaçant les récits individuels et familiaux au centre de l'analyse.

**Mots-clés :** Migrations soninkées, Destin familial, Récits de vie, Sénégal-Côte d'Ivoire, Mémoire migratoire.

## Dialogues par le bas : réflexivité sur une enquête auprès des anciens issus de l'immigration africaine à Belleville

**Monica Caggiano**

Ma présentation propose une réflexion sur l'expérience des entretiens biographiques réalisés dans le cadre de ma thèse de doctorat, consacrée à l'analyse des pratiques musicales collectives qui participent à la « fabrication » de la ville dans le quartier de Belleville, à Paris. Parmi les nombreuses voix qui composent cette polyphonie urbaine, mon propos se concentre sur les entretiens menés avec les adhérents du café social *Ayyem Zamen*, des personnes âgées issues de l'immigration africaine — du Maghreb et d'Afrique subsaharienne — qui conservent une mémoire historique spécifique du quartier.

Cette enquête s'est construite à la croisée de mon activité de recherche et de mon travail salarié au sein de l'association *Ayyem Zamen*, où j'ai organisé des ateliers de discussion, des animations et des promenades participatives autour de la mémoire du quartier, avec un focus sur les pratiques de sociabilité liées à la musique. Ces moments partagés m'ont permis de recueillir des récits intimes et collectifs retraçant les transformations de Belleville depuis l'après-guerre : mutations de l'urbanisme, de l'architecture, des formes de sociabilité, émergence de musiciens populaires devenus plus tard célèbres, mais aussi disparition progressive des espaces de convivialité. La plupart de ces échanges n'ont pas pris la forme d'entretiens formels : ils se sont déroulés pendant les permanences administratives, dans les temps d'attente au téléphone pour contacter la CAF, la CNAV ou d'autres institutions. Ces moments suspendus ont ouvert un espace d'écoute et de confiance où les récits se déployaient spontanément, comme une manière de conjurer la solitude et de redonner sens au vécu. Cette population, largement invisibilisée, regroupe des personnes venues littéralement construire la France durant les Trente Glorieuses. Aujourd'hui, leur pouvoir d'achat ne correspond plus aux standards du quartier, et elles se trouvent de plus en plus marginalisées. Beaucoup sont peu ou pas alphabétisées, et certaines — surtout les femmes — ne parlent pas français, et la numérisation croissante des services publics accentue encore leur mise à l'écart. Ces *dialogues par le bas* cherchent ainsi à restituer une parole fragile mais essentielle, au croisement de la mémoire, de la musique et de la dignité retrouvée dans l'écoute réciproque, tout en ouvrant des perspectives inédites sur le quartier.

## Dire la douleur, faire exister l'injustice : récits numériques de femmes migrantes africaines atteintes de drépanocytose

**Meng Kou**

Cette communication interroge une question simple mais peu étudiée : que se passe-t-il lorsqu'une douleur historiquement niée — la douleur des femmes africaines migrantes atteintes de drépanocytose — devient récit public produit par les premières concernées ? À

travers une ethnographie menée à l'hôpital, dans plusieurs associations de patients et sur les réseaux numériques (Instagram, WhatsApp), j'analyse comment ces femmes transforment des fragments de vie en récits qui rendent visibles non seulement la maladie, mais surtout les conditions sociales qui rendent cette maladie illisible.

Ces récits émergent dans un double déficit : déficit de reconnaissance institutionnelle (violence médicale, racialisation du soupçon, oubli structurel) et déficit de transmission familiale et diasporique. Ils fonctionnent comme des « écrits ordinaires » du soin au quotidien (Weber), comme des contre-récits face aux formes de disqualification de la souffrance (Fassin), mais aussi comme des gestes d'interprétation morale de la vie migratoire (Diagne). Ils s'inscrivent dans des traditions féminines diasporiques qui politisent le corps à partir de l'expérience vécue (black feminism), tout en développant une expertise profane du corps malade (Frick), et redéfinissent l'espace vital du soin et de la vulnérabilité (Worms).

Le propos central est le suivant : raconter la douleur, ce n'est pas seulement dire ce qui fait mal ; c'est produire une critique sociale qui oblige les institutions à exister autrement. Ces récits révèlent une subjectivité féminine postcoloniale qui refuse d'être seulement « patiente » et qui transforme la narration en acte de survie, de transmission et d'engagement.

Une réflexion méthodologique sur la place du/de la chercheur-e complète l'analyse : dans ces espaces numériques, les attentes d'aide, les soupçons et les demandes de visibilité reconfigurent les frontières même de l'enquête.

\*\*\*

## A55 - Processus de racialisation, esclavages et citoyenneté en Afrique centrale et de l'est

**Marie-Pierre Ballarin**  
**Joseph Jules Sinang**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier s'inscrit dans le renouveau des études sur les sociétés post-esclavagistes et propose d'examiner les legs des traites et de l'esclavage dans deux espaces du continent africain. En mobilisant une approche comparative, il vise à croiser les expériences de recherche sur (toutes les régions, pour interroger les continuités et les ruptures sociales liées à l'esclavage, à travers les processus de sortie de la servitude, la construction nationale post-indépendance, et l'élaboration de la citoyenneté à travers les identités ethno-raciales. Les abolitions ont entraîné de profondes reconfigurations sociales et raciales. Des catégorisations issues de l'esclavage perdurent dans les représentations et hiérarchies sociales, influençant les expériences des descendants d'esclaves. La pensée raciale en Afrique ne peut se comprendre uniquement par l'influence européenne ou moyen-orientale ; elle s'est aussi façonnée à travers des discours locaux complexes. Pourtant, ce champ

d'étude reste peu exploré, notamment sur le littoral est-africain et au nord du Cameroun. Cela appelle à repenser les méthodologies héritées des études sur la traite transatlantique, au profit d'approches critiques adaptées aux contextes africains.

Ces héritages ont également transformé les rapports à la citoyenneté et aux appartenances dans l'Afrique contemporaine. L'atelier s'intéressera aux formes de marginalisation, de stigmatisation et de déficit de reconnaissance vécues au quotidien par les descendants d'esclaves. Il s'agira d'examiner les tensions entre les pratiques d'exclusion et l'idéal de citoyenneté moderne, fondé sur l'égalité civile et politique, enjeu central pour les sociétés démocratiques africaines.

L'approche proposée s'appuie sur l'analyse comparative des expériences sociales, politiques et économiques des affranchis, en interrogeant la manière dont ils vivent et dénoncent les logiques de stigmatisation et de marginalisation. Elle intégrera également les problématiques actuelles de traite et de servitude, en lien avec les droits humains et les rapports de genre, soulignant la nécessité de collaborations avec les acteurs engagés sur ces questions.

\*\*\*

## Identités serviles, assignations statutaires et citoyenneté dans l'espace camerounais

**Ahmadou Sehou**

S'étirant des côtes atlantiques au pourtour du Lac Tchad, l'espace camerounais a connu les traites et l'esclavage, du XVe au XXIe siècle pour dire le moins. Il a de ce fait expérimenté la critériologie discriminatoire qui transforme une personne libre en objet de capture, de commerce et d'esclavage. Un vocabulaire signifiant les étapes marquantes de cette trajectoire fut également élaboré à travers des mots devenus des maux, excluant, marginalisant et stigmatisant. Dans ce parcours trois moments spécifiques peuvent être isolés, faisant l'objet de cette présentation : d'abord la mobilisation d'une altérité pouvant justifier la réduction à l'esclavage, ensuite la codification d'un statut réservé à cette catégorie ainsi créée par la volonté du groupe dominant et enfin le difficile accès à la pleine citoyenneté en période coloniale et postcoloniale. À partir des sources orales, des archives disponibles et d'une observation minutieuse des postures et des situations, il est question de ressortir ces identités construites, ces assignations devenues des camisoles contraignantes et cette citoyenneté tronquée du fait de la persistance de certaines pesanteurs sociales malgré l'existence des lois qui proclament l'égalité.

**Mots-clés** : Esclavage, Discrimination, Identités, Statuts, Citoyenneté, Colonisation, Cameroun.

## Marginalisation et exploitation des pygmées d'Afrique centrale

**Joseph Jules Sinang**

Le Cameroun dès son accession à la souveraineté internationale en 1960, a fait de l'intégration des pygmées dans la communauté nationale, une priorité. La constitution camerounaise a même pris fait et cause pour les minorités et les peuples autochtones, catégories sociales dont les pygmées font partie. Elle stipule dans son préambule que « l'État assure la protection des minorités et préserve les droits des peuples autochtones conformément à la loi ». Le pays a en outre, ratifié plusieurs textes internationaux en faveur des droits de ces mêmes populations et réprimant l'esclavage sous toutes ses formes. Curieusement, la situation sociale des pygmées dont la plupart des légendes affirme l'antériorité sur le territoire national reste paradoxalement déplorable. Considérés comme des sous-hommes, ils sont absents de tous les secteurs de la vie du pays (économique, politique ou culturel). Pire encore, les autres violations dont ils sont l'objet à l'instar du servage, des violences physiques, de la spoliation, du mépris et des injustices entre autres, sont vécues impunément. La présente contribution qui se fonde sur les rapports des ONG, la presse ainsi que des observations de terrain, rend compte de l'actualité de cette situation qui s'inscrit dans le registre de l'esclavage contemporain.

**Mots-clés :** Citoyenneté, marginalisation , discrimination, injustice, asservissement

## Le concept de Kirdi : altérité et trajectoire de marginalisation au Nord-Cameroun

**Jeremie Diye**

Au Cameroun, les études sur les rapports intercommunautaires passionnent les chercheurs. La plupart des travaux ont polarisé le Nord Cameroun en deux groupes distincts et opposés : Kirdi et Islamo-Peuls<sup>23</sup>. De ce fait, nombre d'observateurs considèrent le vocable kirdi comme un ensemble homogène. Pourtant, au sein de cette notion globalisante (kirdi) se trouve un ensemble d'ethnies hétérogènes. Ces ethnies peuplent les montagnes et les plaines de l'Extrême-Nord du Cameroun. Chaque ethnie possède des us et coutumes qui la distinguent des autres. D'une manière générale, on a une discrimination de la vie intérieure des peuples dits kirdi, de leurs mentalités et de leurs relations. Cette vision dichotomique traduit une faible connaissance de la région septentrionale et surtout de ceux qui l'habitent. Les peuples Kirdi, dès l'ouverture démocratique en 1990, se sont retrouvés autour de la Dynamique Culturelle Kirdi (DCK) pour la valorisation de leurs identités culturelles. C'est en 1992, lors des élections présidentielle et législative camerounaises que le mot kirdi est brandi comme un drapeau de ralliement par des hommes politiques du Cameroun septentrional. Ce travail étudie le contexte de naissance du terme kirdi, sa dynamique et son instrumentalisation par l'élite kirdi de l'Extrême-nord du Cameroun. Il s'agit dans ce travail d'abord de définir le terme kirdi, ensuite d'analyser les causes de marginalisation de ces

---

<sup>23</sup> Ensemble constitué des Peul ou Foulbé, des Mandara, des Bornouan ou Kanouri, des Kotoko, des Arabes Choa et des Haoussa au Nord-Cameroun. Ces populations ont embrassé l'islam comme religion.

peuples numériquement majoritaire et examiner le regain d'intérêt des élites vis-à-vis du terme kirdi.

**Mots-clés :** Kirdi, identité, ethnicité, marginalisation, et instrumentalisation

## Persistance du statut servile dans les cours des Fo'o chez les Bamiléké de l'Ouest-Cameroun

**Cassimir Tchudjing**

La présente contribution se propose de rechercher des explications à la situation post-esclavagiste paradoxale ou contradictoire des serviteurs des cours royales bamilékes qui continuent à se complaire dans un statut servile stigmatisant. Dans un contexte abolitionniste suivi d'une panoplie de commémorations mémorielles, de retours des Afro-américains et de démarches réparatrices, comment comprendre la persistance du statut esclavagiste ou servile dans les cours royales bamilékes ? Y a-t-il une différence entre le statut servile actuel et la condition pratique de ces serviteurs des cours de nos jours ? Sont-ils des serviteurs du pouvoir royal ou des serviteurs au pouvoir royal ?

À l'aide des sources anthropologiques, orales et écrites, et d'une approche qualitative, cette contribution va s'articuler autour de deux points, à savoir l'examen de l'organisation socio-politique comme fondement du système esclavagiste chez les Bamilékes d'une part et de l'instrumentalisation du statut servile pour le contrôle élitaire et des privilèges. La première partie porte sur la typologie morpho-fonctionnelle des anciens serviteurs des cours royales et la transition post-esclavagiste vers le double statut de serviteur et d'homme libre. La seconde partie recherche les explications à la persistance de ce double statut : la volonté des rois ou chefs de contrôler un instrument de pouvoir et de travail, les avantages matériels et immatériels des serviteurs, la réappropriation des legs esclavagistes à des fins identitaires et ludiques.

## La mendicité des enfants musulmans à Yaoundé : entre normalisation sociale et transgressions normatives

**Alassa Fouapon**

**Jeanne Orneila Nyounai**

Cette étude analyse le phénomène de l'utilisation des enfants musulmans comme mendiants dans les rues de Yaoundé et aux abords des mosquées du vendredi, pratique devenue courante malgré son interdiction tant par la charia que par les conventions internationales relatives aux droits de l'enfant. Cette normalisation paradoxale interroge les tensions entre prescriptions religieuses, normes juridiques internationales et réalités socio-économiques locales. La recherche s'appuie sur des observations ethnographiques menées dans les espaces urbains de Yaoundé, particulièrement autour des principales mosquées du vendredi, complétées par des entretiens avec les jeunes mendiants, les fidèles, les autorités religieuses et les acteurs associatifs. Le dépouillement des textes de la charia

relatifs à la mendicité et des conventions internationales (Convention relative aux droits de l'enfant, Convention contre la mendicité forcée) permet d'établir le cadre normatif transgressé. Les résultats révèlent un décalage majeur entre normes et pratiques. Alors que la charia prohibe strictement la mendicité pour ceux qui sont aptes au travail et que les conventions internationales condamnent l'exploitation des enfants, cette pratique s'est banalisée dans l'espace public yaoundéen. Plusieurs facteurs explicatifs émergent : les réseaux transnationaux de mendicité organisés, l'exploitation des déplacés des guerres (Boko Haram, crises régionales), l'instrumentalisation religieuse de la charité (sadaqa, zakat), et la précarité économique structurelle. Cette situation révèle une contradiction fondamentale entre le discours réformiste islamique contemporain prônant l'orthodoxie scripturaliste et les accommodements pragmatiques face aux vulnérabilités sociales et humanitaires.

**Mots-clés** : Mendicité infantile, islam camerounais, charia, droits de l'enfant, Yaoundé, réseaux transnationaux, déplacés de guerre

## Les expressions de la citoyenneté au Tchad : entre marginalités et considérations

**Adam Mahamat**

L'avènement de la République du Tchad en 1960 consacre le statut de citoyens à tous sans exception, conformément à la Constitution. Les réalités observables offrent d'autres images qui contrastent avec les valeurs d'égalité promues par la loi fondamentale. Les habitants de la partie méridionale, autrefois considérés comme réservoir de la chasse à l'homme perpétrée par le Wadday et le Bagirmi, sont souvent catalogués comme des citoyens de seconde zone. Dans le Borkou et le Kanem, des personnes issues des anciennes classes serviles sont incapables d'accéder aux hautes fonctions de l'État. Des Décrets présidentiels ayant promu ou nommé les élites issues de ces catégories sociales ont été contestés puis annulés en raison du déni de la plénitude statutaire dont elles sont affublées. Il existe une citoyenneté dévaluée qui s'exprime à l'échelle nationale, locale et localiste. Sur la base des sources documentaires et des réalités de terrain, cette communication propose trois niveaux d'analyse qui explorent les relents de la rivalité Nord-Sud et les survivances coutumières.

**Mots-clés** : Tchad, citoyenneté dévaluée, marginalités, rivalité Nord-Sud, survivances coutumières.

\*\*\*

## A56 - Productions, usages et trajectoires d'ambiances en Afrique (XIXe-XXIe)

**Didier Nativel**

## Présentation de l'atelier

Depuis une vingtaine d'années, le terme d'ambiance est passé du sens commun au statut de notion, voire de champ d'études. En effet, de nombreuses recherches ont été menées sur ce thème en sciences sociales (Thibaud, 2012, 2015, 2018) et en philosophie (Bégout, 2020, 2025 ; Böhme, 2020). Celles-ci ont ouvert la voie à de riches débats épistémologiques et méthodologiques.

Une ambiance peut être définie comme un espace-temps que l'on peut éprouver individuellement et/ou collectivement. Éphémère, l'ambiance est cependant génériquement reproductible, car elle est suscitée par la combinaison, dans un contexte donné, d'un univers social, de sensibilités, d'une activité, d'un lieu et/ou d'un mode de déplacement ou de communication. Une ambiance est une production souvent spontanée, dont il est néanmoins possible d'orienter, parfois fortement, le potentiel. L'ambiance d'une cérémonie officielle, celle d'un lieu de culte ou d'un lieu de sociabilité, en constituent quelques exemples. De fait, une ambiance peut consolider un ordre social ou au contraire le contester, indirectement ou plus ouvertement. Profondément liée à un monde spécifique, l'ambiance peut constituer une interface avec des espaces plus lointains. Elle peut ainsi témoigner de circulations de personnes, de pratiques sociales, de biens, de normes. L'ambiance constitue également un marqueur social, générationnel ou de genre. Dans ce sens, elle intègre et/ou distingue. D'autre part, l'ambiance n'est pas uniquement associée à des temps de paix. Elle s'imprègne aussi de moments critiques sinon de bouleversements profonds. Enfin, mobilisant perceptions, sensations et émotions, l'ambiance alimente des expériences et des imaginaires qui s'inscrivent parfois durablement dans les mémoires.

Cet atelier se propose de discuter la notion, ainsi que des termes connexes (atmosphère, sphère, flux), afin d'explorer son potentiel heuristique à partir d'études de cas africaines qui portent sur le passé ou le présent. Il ne s'agit donc pas ici de se restreindre à l'étude de manifestations festives ou spectaculaires. Nous partons de l'hypothèse que l'ambiance est un prisme à travers lequel il est possible de saisir des enjeux de tous ordres. Les communications attendues devront le démontrer en proposant, au préalable, une description et une analyse précise de la fabrique et du rôle de l'ambiance.

\*\*\*

## Peur sur les colonnes : atmosphère obsidionale et guerres coloniales françaises dans l'Afrique subsaharienne au XIXe siècle

**Benoit Beucher**

Au cours de l'expansion coloniale française au sud du Sahara, toute une littérature glorifiant les « bâtisseurs d'empire » a présenté les opérations militaires comme des actes héroïques, se soldant par le triomphe des Européens, sûrs de leur supériorité technique et morale. La défaite des sociétés africaines résistantes y était le plus souvent présentée comme inéluctable. Les cas de désastre sur le terrain étaient souvent minorés ou plus simplement

escamotés. Dans les années 1960 à 1980, toute une littérature dite de la « résistance », a conforté, au nom d'un autre « programme de vérité », cette image d'une puissance militaire européenne écrasante et sûre d'elle-même. Cela a conduit pour longtemps les historien(ne)s à ne pas inclure dans leur objet d'étude le sentiment – en réalité multiforme – de peur qui pouvait envelopper des troupes plus fragiles qu'il n'y paraît au premier regard.

En effet, cette vision d'une force européenne confiante, dont la puissance est surestimée, contraste largement avec ce que nous dit la somme de sources primaires produites par les officiers français sur les théâtres d'opérations, en Afrique de l'Ouest et centrale. Loin d'une vision exotique et romantique des combats, les récits de campagnes, notamment officieux, témoignent au contraire de sentiments et même d'émotions bien plus troublants ; bien plus sombres aussi.

En nous penchant sur le cas des colonnes, formations militaires les plus courantes à cette époque, et unités sociales de notre point de vue, il apparaît que celles-ci étaient le plus souvent enveloppées dans ce que Jean Delumeau, dans un tout autre contexte, appelait une « atmosphère obsidionale ». Celui-ci la définissait comme la manifestation d'une mentalité d'assiégé, dans un contexte où « tout est autre », et où les ennemis, avérés ou potentiels, pouvaient aussi bien sévir de l'intérieur que de l'extérieur. Au sein des colonnes « françaises », qui comprenaient généralement une majorité d'Africains, réguliers et irréguliers, dans lequel les cadres européens étaient minoritaires, se posait très fréquemment la question des loyautés et de la discipline, doutes qui concernaient aussi les populations rencontrées lors de leur déplacement. La crainte d'être submergé de l'intérieur et de l'extérieur était également renforcée par des éléments d'ambiance qui faisaient intervenir des paysages sensoriels souvent jugés inquiétants, par exemple ceux peuplés de bêtes ou d'insectes sauvages, mais aussi de végétation oppressante, comme les forêts denses de la Côte d'Ivoire ou du Congo. Les odeurs, notamment celles de la putréfaction des corps et des déchets végétaux, entretenaient, parmi les Européens, et une partie de leurs supplétifs, un sentiment diffus de peur et de déprime qui pouvait se renforcer encore par des sons étouffés ou amplifiés.

Notre communication vise à interroger la nature de cette atmosphère obsidionale ; à révéler toute l'économie des sentiments, des émotions et des sens qu'elle suscitait au sein des colonnes, mais aussi avec leur environnement extérieur. Il s'agit également de questionner la façon dont cette atmosphère ou « ambiance » a pu infléchir le cours des opérations militaires et des expériences guerrières. Enfin, nous interrogerons les moyens mis en œuvre par les acteurs de l'époque afin de tenter de surmonter un état d'esprit paralysant, voire propice à la perte de contrôle, au « coup de torchon<sup>24</sup>».

---

<sup>24</sup> Nous renvoyons explicitement au titre du célèbre film de Bertrand Tavernier, sorti dans les salles en 1981.

## Ambiances coloniales en éclats. Ce que les délires d'Anjanamasina font remonter du monde malgache de la première moitié du XXe siècle

**Raphaël Gallien**

À partir des dossiers d'internés de l'asile d'Anjanamasina, cette communication analyse le délire non comme un simple symptôme clinique, mais comme un espace d'émergence d'ambiances coloniales plus larges. Les voix internées convoquent en effet les marchés, les rues, les villes en transformation, les hiérarchies anciennes, la conquête, les rumeurs politiques ou les tensions de souveraineté : autant de scènes sensibles qui débordent l'asile et saturent l'expérience du présent. En replaçant ces « paroles explosibles » dans l'économie sensorielle et politique du Madagascar colonial, il s'agira de montrer comment l'asile enregistre et redouble les ambiances du dehors tout en produisant les siennes, révélant un continuum d'imprégnations entre espace institutionnel et mondes sociaux. L'ambiance devient alors un outil pour comprendre ce que les délires donnent à sentir de la conflictualité coloniale.

## Saisir l'ambiance de la représentation théâtrale en zone de guerre (Kivu, RD Congo, 2018-21)

**Maëline Le Lay**

L'enjeu, lorsqu'on assiste à une représentation théâtrale sur son terrain, est de comprendre ce qui se joue dans la représentation en termes de vécu collectif, également de percevoir la communauté d'expérience qui unit les habitants d'un lieu et caractérise leur situation collective. En ce sens, saisir l'ambiance est un préalable à cette épistémologie.

J'entends l'action de saisir l'ambiance comme une opération visant d'une part à capter l'ambiance, d'autre part, à la comprendre en profondeur pour pouvoir en rendre compte, en analysant les différentes strates de production de cette ambiance.

L'observation d'une représentation théâtrale dans une recherche de terrain implique une production de l'ambiance à trois niveaux : 1/ l'ambiance que veut produire la troupe/l'équipe théâtrale ; 2/ l'ambiance produite par le public qui réagit à la représentation ; 3/ à un niveau méta, l'ambiance que va chercher à retranscrire la chercheuse par la description des impressions sensorielles et des interprétations des actions qu'elle observe et réactions qu'elle perçoit.

Je présenterai deux cas d'étude permettant d'illustrer la variété des types d'ambiances produites et ainsi de montrer l'épaisseur et la complexité d'une ambiance. Décrivant le moment de la représentation théâtrale de deux pièces interprétées sur le registre comique par contraste absolu avec, pour l'une et le thème de la pièce (Montserrat d'Emmanuel Roblès), et pour les deux la réalité violente caractérisant la ville de Goma où elles étaient jouées, je retracerai mon cheminement de pensée qui m'a conduite de la perception première d'une ambiance en contrepoint lors de la représentation théâtrale (du fait de cette

apparente dissonance cognitive), à la perception, finalement, d'un accordage des êtres en présence dans ce lieu qu'ils habitent tous.

## Performer la mémoire. Les processions vodun en tant qu'archives en mouvement

**Pietro Repishti**

Les célébrations de *hùnwê* constituent la plus importante cérémonie publique organisée en l'honneur d'une divinité *vodun* familiale (*hennovodun*) dans le sud du Bénin. Ces célébrations, qui se retrouvent sous d'autres formes et sous d'autres appellations dans l'aire du golfe de Guinée, entre le Ghana et le Nigeria, ont pour fonction de manifester publiquement la puissance et le prestige d'une divinité et de la famille que s'en occupe. Il s'agit de cérémonies coûteuses, organisées à des intervalles variables et s'étendant sur plusieurs jours et à travers différentes phases.

Au cours du *hùnwê*, d'autres divinités sont invitées à y participer et à rejoindre la cérémonie. Il s'agit de divinités appartenant au même groupe de descendance (*ako*) ou *vodun* qui entretiennent avec la divinité honorée des relations d'« affinité ». Ces divinités invitées doivent alors quitter physiquement leur couvent pour être transportées – généralement sur les épaules, sur la tête ou dans les bras – jusqu'au couvent de la divinité pour laquelle est organisé *hùnwê*. Il ne s'agit pas d'un simple déplacement, mais d'une véritable procession à laquelle prennent part les adeptes des divinités, les membres de la famille, et parfois même quelques touristes curieux.

Cette communication se propose d'examiner comment ces processions se configurent comme de véritables dispositifs de mémoire au sein de l'espace urbain. Le trajet lui-même n'est pas en fait le plus court possible. Au contraire, avant d'arriver sur le site cérémoniel, la divinité est conduite dans tous les lieux de la ville avec lesquels elle entretient ou a entretenu une relation particulière (la maison d'un ancien prêtre de cette divinité, un ancien emplacement où elle avait été installée, le palais d'un chef avec lequel elle a un lien spécifique, etc.). Cette procession prend donc la forme d'une ambiance en mouvement, capable de mettre en scène l'appartenance à une communauté - celle des adeptes de la divinité - tout en réactivant les lieux de mémoire auxquels cette dernière demeure liée. Comment historiens ou anthropologues peuvent-ils saisir ces moments éphémères dans l'étude de l'histoire d'une ville, d'une communauté ou d'un culte religieux ?

Suivre ces déplacements – et s'engager – permet de reconstruire une géographie cachée de l'espace urbain en observant comment les passages à travers différents lieux performent l'histoire de la divinité, et de la communauté de ses adeptes.

\*\*\*

## A57 - Les savoirs endogènes africains à l'épreuve des défis sociétaux et environnementaux

**Moghap Youchawo**

**Bertrand Iguigui**

## Présentation de l'atelier

Dans un monde plongé dans la globalisation, et confrontée aux limites étalées des modèles dominants, des alternatives adossées sur la pluralité des savoirs sont proposées par l'Afrique. Il s'agit, notamment, de la résilience communautaire et d'une vision plus humaine de la mondialisation, centrée sur le vivant. Partant de ce postulat, notre panel intitulé « Savoirs endogènes, protection de l'environnement et gestion des crises en Afrique : une contribution de l'Afrique à la mondialisation et au développement durable » regroupe des propositions qui tendent à répondre aux questions liées aux savoirs endogènes africains, dans la dynamique d'évolution du monde, notamment, en termes de réponses aux crises mondiales et aux préoccupations environnementales. Les savoirs africains, pourtant porteurs de solutions durables, restent marginalisés dans les politiques de développement global, alors que les identités culturelles africaines peuvent, elles aussi, devenir des instruments au service de la transformation du monde. Les contributions retenues dans ce panel sont variées et proviennent des travaux de chercheurs tant Africains qu'Européens, qui revisitent les méthodes écologiques anciennes et porteuses de solutions durables. Elles permettent de montrer comment les identités culturelles africaines d'antan peuvent redevenir des instruments au service de la préservation écologique du monde. Ces cinq propositions de communications retenues dans notre panel sont riches et denses, et elles s'inspirent des réflexions semblables à celles portées dans le cadre de la protection de l'environnement par Wangari Maathai au Kenya, ou encore, des pratiques agroécologiques implémentées dans certains pays africains, notamment, l'initiative portée par Yacouba Sawadogo au Burkina Faso.

\*\*\*

## Le rite de l'anagsama : un instrument de régulation de la paix sociale et de promotion du bien-être chez les Eton du Cameroun central

**Martial Mani Koumda**

**Alice Ekani**

À travers l'étude de la cosmogonie des Eton, une population bantou de la zone forestière du Cameroun, cette communication présente un mécanisme traditionnel de régulation social et de promotion du bien-être des populations de cette communauté que l'on retrouve dans le Cameroun central. Il s'agit de l'anagsama, qui est un rite ancestral pratiqué par ces derniers pour assainir les rapports sociaux (conflits) et favoriser le succès des activités économiques (agriculture, chasse, pêche...), ainsi que le progrès social des individus (procréation, ascension sociale...) et des familles. La persistance de son usage actuelle par ces populations malgré les mutations socioculturelles intervenues à la faveur du modernisme, et l'influence des religions chrétiennes qui ont pignon sur rue dans cette région, témoigne de son impact positif dans le vécu de cette population dans un contexte de plus en plus marqué

par les crises de différents ordres au sein de cette communauté. La présente communication qui se fonde sur les données empiriques collectées dans le département de la Lékié qui est le berceau des Eton, passe en revue les circonstances de son organisation, son rituel et son impact socio-économique.

**Mots-clés :** Anagsama, rituel, rite, conflit, équilibre sociale

**Wangari Maathai, une femme africaine pionnière de la protection de l'environnement : penser l'écologie en Afrique par les savoirs endogènes**

**Chloé Maurel**

Lauréate du prix Nobel de la paix en 2004 (première femme africaine à le recevoir), Wangari Maathai est souvent présentée comme une pionnière de l'écologie en Afrique. Fondatrice du Green Belt Movement au Kenya en 1977, elle a mobilisé des milliers de femmes rurales autour d'un projet simple en apparence : planter des arbres, mais porteur d'une profonde ambition politique et écologique. Cette communication propose de revisiter l'œuvre et la pensée de Wangari Maathai à travers une double perspective : celle d'une écologie africaine ancrée dans les savoirs endogènes, et celle d'un activisme féminin qui inscrit la protection de l'environnement dans un projet de justice sociale. Loin de calquer des modèles environnementaux importés, Maathai développe une approche fondée sur les connaissances locales, les pratiques agricoles traditionnelles et la réappropriation des savoirs des communautés rurales. Elle valorise les semences autochtones, les rituels liés à la terre, et les conceptions africaines du lien entre les humains, les arbres et les esprits de la nature. En cela, elle propose une écologie décoloniale, enracinée dans les réalités culturelles et écologiques africaines. En mobilisant les femmes, souvent premières touchées par la déforestation et la dégradation des sols, Maathai construit également un projet profondément politique. Son combat pour l'environnement se double d'une lutte pour les droits des femmes, l'accès aux ressources, la démocratie locale et la souveraineté alimentaire. Elle conçoit ainsi la reforestation non comme une fin en soi, mais comme un levier de transformation sociale. Cette communication analysera la manière dont Wangari Maathai a articulé action environnementale, transmission des savoirs endogènes, et engagement citoyen, en montrant comment son modèle s'inscrit à la fois dans une critique des modèles de développement néocoloniaux et dans une redéfinition de l'écologie comme acte de résistance. En réinterrogeant la portée de son héritage, il s'agira enfin de réfléchir à la place des femmes africaines, et des savoirs endogènes, dans les luttes écologiques et à la manière dont leurs savoirs pour protéger l'environnement et résister aux crises écologiques, savoirs longtemps marginalisés, offrent des alternatives crédibles aux crises environnementales globales actuelles.

## Savoirs forestiers pygmées et durabilité écologique : la contribution des Bakola/Bagielli à la préservation de la biodiversité dans le sud du Cameroun

**Mvondo Mvondo Ntongo**

Cette communication s'inscrit dans la réflexion sur les savoirs endogènes africains comme fondement d'une écologie durable. À partir d'une enquête ethnographique menée entre 2024 et 2025 dans la forêt communale de Lolodorf–Bipindi–Lokoundjé, au sud du Cameroun, auprès des peuples autochtones pygmées Bakola/Bagielli, cette étude interroge la manière dont les savoirs forestiers traditionnels participent à la régulation écologique et à la gouvernance des ressources naturelles. Les pratiques locales de chasse, de collecte, de pharmacopée et de rituels liés à la forêt révèlent une rationalité environnementale enracinée dans une cosmologie du vivant, où humains, végétaux et animaux cohabitent dans un rapport d'interdépendance. Dans la lignée des travaux de Paulin Hountondji (1997) sur la légitimation des savoirs africains, de Boaventura de Sousa Santos (2007) sur la justice cognitive, et d'Achille Mbembe (2020) sur l'écologie du vivant, cette recherche met en lumière une forme de « réciprocité écologique » (Ingold, 2011) propre aux communautés forestières. Ces savoirs, souvent marginalisés dans les politiques publiques de conservation, apparaissent pourtant comme des instruments efficaces de durabilité et de résilience face aux crises environnementales contemporaines. Cette contribution plaide pour une reconnaissance épistémologique et institutionnelle des savoirs autochtones dans la gouvernance écologique mondiale. Elle invite à penser la durabilité comme une co-construction plurielle des mondes du vivant, où les peuples autochtones d'Afrique deviennent des acteurs essentiels de la transition écologique globale.

## Savoirs vernaculaires vezo du Sud-ouest malgache et savoirs modernisés des ONG : entre marginalisation et résistances locales dans les politiques de conservation marine

**Veriza Francis**

Depuis plus de deux décennies, des enquêtes de terrain menées auprès des communautés des pêcheurs vezo du littoral sud-ouest de Madagascar ont permis d'observer la manière dont leurs savoirs vernaculaires sur la mer, la pêche, les cycles écologiques ou encore les règles coutumières de gestion des ressources sont progressivement marginalisés au profit de savoirs dits « modernes » portés par les ONG de conservation et de développement, souvent exogènes.

Cette communication s'appuie sur une ethnographie de longue durée pour interroger la manière dont les projets d'aires marines protégées, présentés comme participatifs, induisent en réalité un processus de normalisation et de hiérarchisation des savoirs, reléguant les Vezo à des rôles d'exécutants ou de « bénéficiaires » dans des schémas pensés ailleurs. Elle met en évidence les tensions entre ces logiques descendantes et les pratiques locales, ainsi que les formes de contournement ou de résistance communautaires.

La problématique centrale est la suivante : comment les savoirs vezo peuvent-ils encore exister, être reconnus, voire influencer la gouvernance marine, dans un contexte de domination technocratique et de coopération asymétrique ? Cette réflexion invite à repenser la notion même de participation, ainsi que les conditions d'une véritable co-construction des politiques environnementales.

**Mots clés** : vezo, conservation, développement, savoirs vernaculaires, Madagascar, AMP

## Savoirs endogènes, injustices cognitives et gouvernance environnementale dans le delta du Saloum Savoirs endogènes, injustices cognitives et gouvernance environnementale dans le delta du Saloum

**Mariama Diallo**

Cette communication interroge la manière dont les savoirs écologiques, les cosmologies et les savoirs endogènes des communautés sérères Niominka et Madingues ont longtemps structuré des formes situées de préservation de la mangrove, des ressources halieutiques et des équilibres littoraux, en rupture avec le dualisme nature/culture critiqué par Descola (2005) et Escobar (2018). Loin d'être de simples reliques culturelles, ces savoirs endogènes constituent des régimes de connaissance et de gouvernement du vivant capables d'éclairer autrement les enjeux contemporains de durabilité. Leur marginalisation dans les politiques publiques et les dispositifs de conservation participe d'une injustice cognitive (Santos, 2007 ; Hountondji, 1997 ; Ndlovu-Gatsheni, 2018), où la légitimité épistémique est réservée aux expertises standardisées portées par les ONG internationales, les bailleurs et les administrations environnementales. En mobilisant l'écologie politique, les théories de la colonialité du savoir et la socio-anthropologie de l'action publique, la communication souhaite montrer que les savoirs endogènes et les cosmologies locales du delta du Saloum ne relèvent pas seulement d'un héritage culturel. Ils constituent des solutions actives de résilience communautaire et d'innovation locale face aux crises écologiques contemporaines et à l'inefficacité des politiques internationales/nationales de conservation. Ces solutions, loin de n'être que résiduelles, révèlent les limites des modèles globalisés de gouvernance environnementale et invitent à reconnaître les savoirs endogènes comme des laboratoires situés de solutions écologiques. Dans ce sens, la communication soutient que, dans un contexte de crises écologiques récurrentes et de vulnérabilisation accrue des milieux côtiers, le renforcement des réponses locales portées par les communautés du delta du Saloum, à travers les savoirs endogènes, constitue un levier central de résilience communautaire, faisant de ces acteurs non plus de simples bénéficiaires des politiques environnementales, mais des co-producteurs indispensables des stratégies de protection de la biodiversité.

\*\*\*

## A58 - Religiosités féminines et autorité morale en Afrique : paroles, pratiques et transmissions

**Nejwa El Kettab**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier propose d'explorer les formes contemporaines d'autorité religieuse féminine dans des contextes africains et diasporiques, en croisant des terrains ethnographiques situés en Afrique de l'Ouest (Togo, Mauritanie), en Afrique du Nord (Algérie) et dans les diasporas africaines et haïtiennes en France. Il s'agit d'interroger, à partir de matériaux empiriques fins, les modalités par lesquelles des femmes s'imposent comme actrices de la transmission du savoir religieux, de la production de normes morales et de la médiation spirituelle, dans des espaces historiquement dominés par les hommes.

Les communications réunies ici partagent une attention commune aux pratiques situées, aux trajectoires individuelles et aux stratégies de légitimation développées par des femmes engagées dans des rôles religieux, qu'il s'agisse d'enseignantes en instituts islamiques, de laveuses mortuaires, de mères spirituelles pentecôtistes ou de responsables de mahadras urbaines. Ces figures féminines de l'autorité religieuse ne s'affirment pas nécessairement par la revendication explicite ou la rupture frontale avec les normes établies, mais plutôt par des formes d'autorité discrètes, négociées et progressives : une légitimité fondée sur la piété, la compétence scripturaire, le care et la respectabilité sociale.

L'atelier met ainsi en lumière un mouvement de fond qui traverse plusieurs sociétés africaines et leurs diasporas : le passage progressif de la transmission religieuse féminine du domestique au public, de l'informel à l'institutionnel, du discret au reconnu. Ce processus, loin d'être uniforme, se déploie dans des configurations locales très différentes et suscite des tensions générationnelles, doctrinales, de genre qui font elles-mêmes partie de l'objet d'analyse.

En articulant approches socio-historiques, ethnographies multi-situées et perspectives de genre, cet atelier entend contribuer à une meilleure compréhension des recompositions contemporaines du champ religieux en Afrique et dans ses diasporas, en plaçant au centre les voix, les pratiques et les savoirs de femmes trop souvent invisibilisées dans les études du fait religieux.

\*\*\*

### Pouvoir d'État et féminisation de l'enseignement arabo-islamique au Togo : dynamiques et perceptions contrastées (1990-2021)

**Djamilou Ouro-Agoro**

Depuis les années 1970, la formation coranique au Togo, longtemps réservée aux hommes, connaît une féminisation progressive, particulièrement depuis les années 1990. Ce phénomène s'inscrit dans une dynamique régionale où l'implication des femmes dans la

transmission religieuse et la prédication musulmane est de plus en plus visible. Toutefois, cette évolution suscite tensions et controverses, car elle questionne l'ordre religieux établi et les rapports de genre dans l'islam togolais.

L'essor des espaces de formation féminins intervient dans un contexte où l'État promeut activement la scolarisation des filles. Si cette convergence semble renforcer l'accès des femmes au savoir religieux, elle provoque aussi des résistances parmi certains acteurs religieux, qui perçoivent cette mutation comme une remise en cause des normes islamiques traditionnelles, tandis que d'autres y voient une ouverture vers une meilleure participation féminine dans le champ religieux.

Mobilisant une approche socio-historique combinant observation participante, analyse documentaire et entretiens avec des acteurs clés, cette communication examine les facteurs ayant favorisé ou freiné la féminisation de l'enseignement arabo-islamique au Togo. Elle analyse également les discours institutionnels et religieux produits autour de cette dynamique.

L'étude montre qu'au-delà d'une simple ouverture éducative, cette féminisation révèle une recomposition progressive des légitimités au sein du champ islamique togolais, entre résistances, négociations et nouvelles formes d'autorité féminine. Elle contribue ainsi à une meilleure compréhension des transformations contemporaines du religieux en Afrique de l'Ouest francophone, notamment en matière de visibilité, d'autorité morale et de rapports de genre.

## Figures, pratiques et pédagogies du lavage mortuaire : ethnographies d'un métier féminin

### Céliende Lebon

Cette communication analyse la visibilité croissante des formes de leadership féminin dans les pratiques funéraires musulmanes en France et en Algérie, à travers l'ethnographie du lavage mortuaire (ghusl al-mayyit). Elle explore comment des femmes religieuses s'approprient ce rituel pour redéfinir la frontière entre religieux et social, et s'imposer comme figures d'autorité, dans un espace historiquement masculin.

L'intervention repose sur des enquêtes menées en Île-de-France (octobre 2024 – mars 2025) et en Algérie (Kabylie, Alger), incluant formations, rituels, accompagnement des moribonds et transmission du savoir religieux dans des cercles féminins.

Trois portraits illustreront la diversité des approches pédagogiques :

- Zahia, qui mobilise exhortation et crainte religieuse ;
- Lamia, dans une approche bienveillante proche du modèle de la sage-femme du mourant ;
- Béatrice, articulant expertise rituelle et légitimation religieuse dans un milieu largement masculin.

Seront également analysés les parcours d'Anne et Mariam, françaises ayant effectué une hijra en Algérie, cherchant à « corriger » les pratiques locales qu'elles jugent non conformes, au moyen de formations et réseaux sociaux numériques.

Enfin, l'intervention mettra en lumière des tensions générationnelles et doctrinales entre tradition funéraire, circulations transnationales et approche salafiste émergente. L'analyse interroge ainsi comment ce rituel devient un espace stratégique où se jouent questions d'autorité religieuse, de légitimité, de transmission et de genre au sein des communautés musulmanes.

## Stratégies d'autonomisation des femmes dans les Églises pentecôtistes haïtiennes de la diaspora en France

**Kenson Joissaint**

Cette communication interroge les formes d'autorité morale et spirituelle exercées par des femmes au sein des Églises pentecôtistes haïtiennes en France. À partir d'une enquête, ethnographique menée depuis 2016 dans plusieurs assemblées de la région parisienne, elle analyse les modalités concrètes à travers lesquelles des femmes, souvent exclues des fonctions pastorales formelles, acquièrent pourtant une influence significative dans la médiation spirituelle, les soins et l'encadrement moral au sein des communautés.

Les Églises issues de la migration haïtienne constituent des terrains privilégiés pour étudier les recompositions de l'autorité religieuse en contexte diasporique. Si la hiérarchie ecclésiale reste majoritairement masculine, l'engagement religieux féminin se déploie à travers une pluralité de rôles mères spirituelles, chanteuses, responsables de groupes, conseillères conjugales ou morales qui structurent l'économie émotionnelle, symbolique et sociale des communautés. Ces figures féminines incarnent une autorité centrée sur le care, la compassion et la médiation spirituelle, participant ainsi à la légitimation d'un leadership religieux féminin encore souvent implicite et peu reconnu institutionnellement.

Basée sur des entretiens biographiques et une participation observante aux cultes et activités communautaires, cette étude montre comment les femmes contribuent à la production de normes morales, à la transmission de savoirs religieux et à la redéfinition des frontières entre religieux, social et relationnel dans la diaspora haïtienne.

L'analyse questionne ainsi les formes de leadership féminin invisibilisé et les stratégies permettant aux femmes de négocier légitimité, reconnaissance et pouvoir d'action dans des espaces ecclésiaux dominés par les hommes.

## Des médiatrices euphémisées du divin ? Ethnographie auprès d'enseignantes en instituts musulmans en France

**Jeanne Leblay**

Cette communication interroge l'émergence et la légitimation de femmes enseignantes dans les instituts musulmans francophones, au sein d'un champ religieux historiquement masculin.

Fondée sur une enquête doctorale comprenant observations prolongées de cours de Coran, de foi islamique et de morale, ainsi qu'une quarantaine d'entretiens biographiques avec enseignantes et étudiantes en région parisienne, elle analyse les modalités par lesquelles ces femmes s'imposent comme actrices reconnues (ou tolérées) de la transmission islamique.

Si les premières enseignantes, arrivées avec les migrations maghrébines des années 1980, apparaissent comme des figures pionnières situées à la frontière du domestique et du religieux, les cohortes plus récentes se professionnalisent, créent des réseaux d'apprentissage féminins en ligne et participent activement à la reconfiguration du champ islamique francophone. Cette évolution renforce la place des femmes dans la formation islamique tout en laissant émerger une forme de légitimité négative c'est-à-dire une reconnaissance qui s'appuie sur l'humilité, la discrétion, la non-revendication et une posture de respect vis-à-vis des autorités masculines.

L'analyse repose sur trois axes :

1. La trajectoire biographique des enseignantes, souvent présentée comme un « appel » non intentionnel ou une continuité du rôle familial.
2. Les pratiques pédagogiques qui prolongent ce modèle de modestie, de dépossession de soi et de transmission douce du savoir religieux.
3. L'appropriation progressive d'un espace éducatif féminin autonome, notamment à travers formations, archives audios/textes et dispositifs numériques.

Cette ethnographie permet ainsi de documenter l'émergence de nouvelles formes d'autorité religieuse féminine, à la croisée du care, de l'expertise scripturaire et d'une négociation continue avec les normes masculines du champ religieux.

### Figures savantes, espaces féminins et mutations de l'autorité religieuse : une ethnographie des mahadras urbaines mauritaniennes - Femmes, textes islamiques et recomposition silencieuse des espaces savants à Nouakchott

**Nejwa El Kettab**

Cette communication examine l'évolution du rôle des femmes dans la transmission du savoir religieux en Mauritanie, en s'intéressant plus particulièrement à l'émergence de mahadras<sup>25</sup> féminines urbaines à Nouakchott. Historiquement, les femmes maures ont été les premières éducatrices des jeunes enfants dans l'apprentissage du Coran : elles assuraient l'initiation à la mémorisation, l'enseignement de la lecture en arabe et les premières bases religieuses au sein du foyer ou de petits cercles informels. Cette transmission fondatrice, longtemps considérée comme une continuité domestique plutôt que comme une position savante, a constitué un socle éducatif central mais invisibilisé.

---

<sup>25</sup> La *mahadra*, institution savante emblématique du paysage religieux mauritanien, historiquement structurée autour de l'apprentissage nomade du Coran et des sciences islamiques, constitue encore aujourd'hui une référence d'autorité scripturaire.

Avec l'urbanisation rapide de Nouakchott et la transformation des cadres religieux, ce rôle traditionnel connaît aujourd'hui une reconfiguration silencieuse. Le milieu urbain a offert aux femmes un espace institutionnel plus structuré où cette activité de transmission prend la forme d'écoles coraniques officielles, de mahadras féminines et, plus récemment, de centres islamiques inspirés des modèles pédagogiques du monde arabe. Bien que ces structures restent marquées par des fonctionnements internes souples et peu hiérarchisés, elles sont désormais toutes enregistrées, agréées et répertoriées par le ministère des Affaires islamiques, ce qui contribue à formaliser leur existence institutionnelle et à renforcer leur légitimité publique.

À partir d'une ethnographie conduite entre 2023 et 2025 auprès d'enseignantes, d'étudiantes et de responsables de structures religieuses féminines, cette communication explore comment ces actrices développent des stratégies de légitimation certification externe, réseaux numériques, ancrage lignager, ethos de modestie pour s'inscrire dans un champ savant historiquement masculin. Ces espaces deviennent également des ressources socio-économiques, permettant à certaines femmes d'acquérir un statut public, des revenus réguliers et une reconnaissance fondée sur la piété et la respectabilité sociale, où l'autorité se manifeste sans ostentation mais reste pleinement visible et valorisée par la communauté où le prestige ne se proclame pas mais se laisse voir.

Ainsi, loin d'une rupture soudaine, l'évolution observée révèle un processus graduel d'institutionnalisation : la transmission religieuse féminine passe du domestique au public, du discret au reconnu, contribuant à une recomposition progressive et structurante des espaces savants islamiques à Nouakchott.

\*\*\*

## A59 - Retour et Restitution des biens culturels africains acquis en contextes coloniaux

**Bandah Panga Calvin Patrick**

### Présentation de l'atelier

Le discours du président Macron à Ouagadougou en 2017 a créé une onde de choc sur le plan international quant à la question de la restitution des biens culturels africains acquis en contextes coloniaux. Depuis lors, des initiatives ont été prises dans certaines capitales européennes au premier rang desquelles Paris et Berlin. En France, malgré la houle des débats, un espoir nouveau est réapparu en Afrique suite au vote du parlement faveur de la restitution. En effet, le 17 décembre 2020, en dernière lecture, eut lieu le vote à l'assemblée nationale permettant pour la première fois la restitution d'objets d'art avec transfert de propriété à certains pays africains. Promulguée le 24 décembre par le Président Macron, la loi n° 2020-1613 relative à la restitution des biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal est publiée dans le journal officiel n°312 du 26 décembre 2020. Le vote de cette inflexion juridique autorisant cette cession concerne au premier chef 26 objets

d'art ayant appartenu au roi Béhanzin du Bénin et un Sabre d'Oumar Tall dans son fourreau à restituer au Sénégal. L'on peut donc conclure avec Méz qu'en France

*« Only a law derogating from the principle of the inalienability of collections can allow property to be downgraded and ownership to be transferred. Each restitution, each transfer of ownership of a work of art, mobilizes the entire French governmental and parliamentary apparatus, and therefore requires a strong political will. »*

Suite aux restitutions béninoises, des initiatives juridiques visant à encadrer la restitution des biens culturels ont été prises en France. C'est par exemple le cas du rapport Martinez remis en avril 2023 à Cathérine Colona et à Rima Abdul Malak, alors respectivement ministre de l'Europe et des affaires étrangères et ministre de la culture. En Allemagne, suite au discours du président Macron à Ouagadougou, mais davantage après à la publication du rapport Sarr/Savoy la société civile s'est fortement mobilisée sur la question de la restitution. Après des années de blocage, le dernier gouvernement Merkel infléchit sa position concernant la restitution des biens culturels acquis en contextes coloniaux. Les partis politiques se sont par la suite engagés à l'ouverture de la question coloniale allemande afin d'en analyser les responsabilités pour ressortir la vérité historique. En 2022, l'Allemagne restitua au Nigéria une partie des bronzes du royaume du Bénin.

Quant aux Africains, ce « séisme macronique » a nourri leur espoir de bénéficier enfin de restitutions probantes dans un avenir relativement proche, voire immédiat. Davantage encore lorsque le rapport Sarr/Savoy avait été rendu public avec pour principale recommandation la mise en place d'une « nouvelle ère dans les relations culturelles entre l'Afrique et la France, et plus largement l'Europe » à travers de probantes restitutions. Alors que l'invisibilisation de cette question semble grandissante, il est donc important de s'arrêter pour mener une évaluation des politiques mises en place des deux côtés de la méditerranée pour analyser leur impact sur l'évolution de la question de la restitution huit ans après. Pourrait-on aujourd'hui parler d'une accélération ou d'un statu quo des restitutions ? Qu'en est-il des régimes juridiques en France et en Allemagne ? Comment les Africains ont-ils essayé de capitaliser sur cette position du président Macron ?

Il s'agira donc au cours de cet atelier d'analyser les expériences-pays. Pour cela, un accent particulier sera mis sur l'analyse de nouvelles attitudes comme la recherche de provenance ou encore de la revitalisation de la politique de prêts par les musées français et allemands envers les institutions africaines. En somme, il est question de voir si le discours du président Emmanuel Macron a servi les intérêts des États africains, ou le contraire.

\*\*\*

## **Inventorier pour restituer : Le patrimoine culturel mandara et kanuri face aux enjeux de la restitution postcoloniale**

En 2017, le président français Emmanuel Macron a fait une déclaration à Ouagadougou concernant la restitution des biens culturels africains acquis en contexte colonial. Un fait qui est devenu un champ d'action et un débat majeur entre l'Afrique et l'Europe. Pourtant, cette

dynamique demeure freinée par le manque d'inventaires produits depuis les territoires d'origine. Cette communication interroge le rôle de l'inventaire patrimonial comme outil de connaissance, de réappropriation et de pouvoir, à partir du cas des patrimoines culturels mandara et kanuri, peuples qu'on retrouve au Nord Cameroun et au Nord-Est du Nigéria. Notre méthode de travail combinera une analyse documentaire, en nous appuyant sur les archives coloniales et l'inventaire des musées européens. Mais aussi des enquêtes de terrain menées auprès des communautés mandara et kanuri pour identifier objets, pratiques et récits associés. Cette approche participative permettra de reconstituer les trajectoires culturelles des objets et de confronter les logiques locales et institutionnelles de patrimonialisation. À la fin de cette étude, la constitution d'un inventaire critique et contextualisé du patrimoine de ces peuples est envisagée, ce qui peut devenir un levier de négociation dans les démarches de restitution. Au-delà de tout ceci, cette recherche souligne la portée politique de l'inventaire comme espace des savoirs entre musées, chercheurs et communautés en faveur d'une restitution équitable.

**Mots-clés :** Restitution patrimoniale, inventaire culturel, Nord Cameroun, Nord-Est Nigéria, patrimonialisation postcoloniale.

### Traces invisibles des spoliations coloniales : photographies, films, sons et textes en quête de restitution

Depuis la publication du rapport sur la restitution des œuvres d'art issues de la période coloniale aux anciens colonisés, publié par Felwine Sarr et Bénédicte Savoy, à la demande du Président Emmanuel Macron, la question du patrimoine colonial et de la provenance des objets a acquis une actualité nouvelle qui va bien au-delà de la France. Les discussions autour des collections ethnologiques se sont intensifiées pendant les dernières années dans la sphère muséale en Europe et partout dans le monde occidental. Toutefois, ces débats se concentrent encore largement sur les objets matériels – œuvres d'art, objets ethnographiques, objets d'histoire naturelle ou restes humains – spoliés dans un contexte de domination coloniale. La question des biens culturels immatériels issus de ces mêmes contextes reste quant à elle beaucoup plus rarement abordée. Il s'agit d'artéfacts non spoliés matériellement, mais produits grâce à des techniques d'enregistrement ou de sauvegarde. Les musées et archives ethnologiques possèdent d'importantes collections de ces types de documents, aussi témoins de pratiques scientifiques, culturelles et politiques du colonialisme. Bien qu'un bon nombre de ces artéfacts soient déjà numérisés, ou puissent l'être aisément – ce qui rendrait leur restitution ou leur mise à disposition partagée beaucoup plus simple –, ils demeurent largement absents des débats actuels sur la restitution. Cette omission révèle une limite fondamentale : la réflexion sur l'héritage colonial reste trop souvent confinée aux dimensions matérielles, négligeant les aspects immatériels, symboliques et épistémiques de la production du savoir colonial. En se basant sur le cas des photographies, enregistrements sonores et textes, cette contribution propose une autre approche de la mémoire et de la justice postcoloniale qui intègre ces dimensions

en repensant la restitution dans une perspective plus large de responsabilité et de partage du patrimoine.

**Mots-clés** : Restitution, patrimoine colonial immatériel, justice postcoloniale, échanges, partage.

### Repenser les stratégies culturelles réparatrices en Afrique : Réflexions sur la coopération muséale franco-ivoirienne

L'Assemblée nationale française a voté, le 11 juillet 2025, une loi restituant à la Côte d'Ivoire du *Djidji Ayôkwé*, le tambour parleur Bidjan volé par la France coloniale. Symptomatique d'une reconfiguration de la coopération muséale entre la France et la Côte d'Ivoire, ce nouveau départ s'inscrit le sillage de la signature de la convention de dépôt, signée le 18 novembre 2024 à Paris, entre la ministre de la Culture ivoirienne, Françoise Remarck et son homologue français, Rachida Dati. Le *Djidji Ayôkwé* est le 1er sur la liste, des centaines d'objets dont 148 repérés au musée du Quai Branly vont suivre. Une Loi-cadre est attendue pour optimiser cette nouvelle stratégie entre Abidjan et Paris. Quelles sont les déclinaisons et modalités d'exécution de cette nouvelle coopération muséale au regard du contexte ivoirien ? Quel bilan dresser ?

Cette communication veut analyser la logique qui gouverne cette nouvelle stratégie culturelle réparatrice de la France en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, nous avons collecté et traité les données bibliographiques, archivistiques et celles issues d'une enquête de terrain à Abidjan, auprès du peuple Bidjan et des acteurs de la stratégie muséale etc.

Comme résultats, cette étude dégage trois axes : D'abord, l'historique des modes de pillage : la voie religieuse, la voie militaire et la voie commerciale. Ensuite, les bases de la nouvelle coopération muséale notamment les enjeux de la Loi-cadre pour la Côte d'Ivoire, les rénovations d'équipements culturels et museaux et la formation du personnel. La réparation des préjudices subies par les communautés impactées : cas des Bidjan. Enfin, nous examinerons les aspects irréparables par cette politique, c'est-à-dire, répondre à ce questionnement : après un siècle dans des musées français, les objets auront-ils les mêmes symboliques sociales, religieuses et culturelles ?

**Mots-clés** : Restitution, côte d'ivoire, France, coopération muséale, *Djidji Ayôkwé*

### Restituer sans rendre : les paradoxes des biens religieux camerounais dans les relations germano-camerounaises

**Yrine Matchinda**

Huit ans après le discours de Ouagadougou promettant de restituer le patrimoine africain conservé en Europe, les relations germano-camerounaises autour des objets religieux spoliés demeurent marquées par un paradoxe car on a un exemple de restitution annoncée, célébrée, non concrétisée. Cette situation est particulièrement sensible pour les objets religieux, dont la valeur spirituelle et identitaire demeure vivante pour les communautés

d'origine, même lorsqu'ils restent en Europe. Derrière ces négociations officielles s'expriment pourtant les voix multiples des communautés camerounaises, pour qui ces objets relèvent du vivant, du spirituel et du sacré. En confrontant ces discours communautaires aux logiques diplomatiques et juridiques allemandes, cette communication interroge la signification du « retour » : que restitue-t-on vraiment quand les objets demeurent en Europe ? Basée sur une enquête de terrain menée dans quatre sphères culturelles (Grassfields, Sawa, Fang-Beti et Sahel), cette communication restitue la position des communautés interviewées. Les récits révèlent des attentes contrastées entre réactivation spirituelle dans les Grassfields, réparation historique chez les Mabi et Bakoko, mémoire politique chez les Sawa, et transmission religieuse dans le Sahel. Pour plusieurs rois et notables, la restitution équivaut à une réactivation des forces ancestrales, car « les objets reviendront chargés comme des piles », selon l'expression d'un chef. D'autres y voient une réconciliation morale et la possibilité de renouer avec un savoir interrompu, tandis que certaines voix, notamment chrétiennes, expriment le doute, révélant les fractures spirituelles héritées de la colonisation. Ces situations invitent à repenser la restitution non comme un simple transfert matériel, mais comme un processus relationnel, éthique et spirituel, où la reconnaissance de la parole des communautés devient une condition de la justice postcoloniale.

**Mots-clés :** Restitution, biens religieux, voix communautaires, décolonisation, diplomatie patrimoniale

**La restitution des biens culturels africains acquis en contextes coloniaux : des vœux pieux à l'émergence de nouveaux concepts**

**Mvesso Nganti**

Depuis le 28 novembre 2017, plusieurs initiatives ont été entreprises tant en Allemagne qu'en France par les pays Africains pour réclamer le retour des biens culturels acquis en contextes coloniaux. Cependant, peu de restitution ont été faites en 8ans et à contrario, on assiste plutôt à la naissance de nouveaux concepts tels que l'absence, le retour, la recherche de provenances, la loi de Rapatriement, ou encore le dialogue. Ces derniers ont donné lieu à un nouveau lexique qui a de l'ascendance sur les politiques de restitutions. L'enjeu fondamental ici est le dépassement du primat des concepts liés à cette question pour une définition d'un cadre clair, systématise et programmé des rétrocessions des biens culturels en Afrique. Aussi, fort de cette problématique, le présent projet constitue en réalité une diachronique évolutive des naissances des concepts sus-évoqués avec des projections se résumant au triptyque : pertinence, effet slogan et retard. Ces projections qui connotent en vérité la stagnation ou l'absence d'évolution depuis 2017.

**Mots-clés :** Nouveau lexique de la restitution, recherche de provenance, absence, loi de rapatriement, retour.

## Les ruses de la restitution

**Calvin Patrick Bandah Panga**

La prise de position du président Macron à Ouagadougou en novembre 2017 en faveur de la restitution des biens culturels africains a donné lieu depuis lors à une instrumentalisation de cette problématique. Certaines initiatives, parfois contestables, ont ainsi été lancées à l'instar de la recherche de provenance. Pour juguler cet enthousiasme et atténuer les pressions internes et externes, les pays européens ont développé par devers ces initiatives des ruses visant à freiner l'élan né à Ouagadougou. En utilisant la méthode déconstructiviste de Jacques Derrida, l'objectif de cet article est de démontrer que les mécanismes européens de la ruse sont contenus dans les différentes initiatives mises en place pour gérer consensuellement la question des biens culturels africains conservés en Europe après le discours du président Macron. In fine, malgré cette volonté décrétée, ces différentes astuces de la ruse traduisent le refus européen de restituer.

**Mots-clés :** Emmanuel Macron, Ouagadougou, biens culturels africains, refus de restituer, subterfuges européens

\*\*\*

## A60 - Regards croisés sur les impacts environnementaux des activités extractives en Afrique

**Muriel Champy  
Anna Dessertine**

### Présentation de l'atelier

Le pétrole et l'or constituent aujourd'hui les deux principales exportations du continent africain et la principale source de recettes pour de nombreux États. Portées par la hausse des cours de l'or, les activités extractives sont aussi une source de revenus pour des millions de mineurs artisanaux. Enfin, les impératifs de la transition énergétique et les besoins croissants de l'industrie technologique présagent une croissance durable et une diversification des activités extractives. Dans ce contexte, ce panel propose d'interroger les représentations des différents acteurs de cette ruée extractive (habitants, mineurs, agents de l'État, entreprises, ONG...) à propos des impacts environnementaux générés par ces activités. Ces formes de dégradation lente et diffuse s'apparentent à ce que Rob Nixon (2011) appelle la « violence lente » (slow violence) : une violence environnementale insidieuse, à la fois cumulative, dispersée dans le temps et dans l'espace, et dont les effets délétères ne sont ni spectaculaires ni immédiatement visibles. Cette violence, souvent ignorée par les médias, les politiques publiques ou les dispositifs d'expertise, affecte en premier lieu les populations précarisées, rurales ou périphériques, qui cumulent vulnérabilité sociale et exposition prolongée aux effets des pollutions.

L'analyse des pollutions liées aux activités extractives invite ainsi à repenser les temporalités du dommage, les inégalités d'exposition et les formes d'oubli structurel qui entourent ces territoires.

Les contributions pourront explorer ces enjeux à partir de contextes variés : mines industrielles et/ou artisanales, forages, anciens sites en reconversion, projets de réextraction ou initiatives de remédiation, etc. L'objectif est de croiser l'analyse des formes de pollution, des modalités de production ou de circulation des savoirs (ou de leur absence) et des rapports de pouvoir qu'elles impliquent ou cristallisent.

\*\*\*

## Produire collectivement des connaissances sur les pollutions d'une « mine urbaine » : conditions d'émergence, fonctionnement et limites de l'Observatoire éco-citoyen de Sébikotane au Sénégal

**Lucile Bauchard**

Faisant suite à une interpellation des habitants concernant les conséquences de l'activité d'usines de recyclage de métaux sur la qualité de l'air et la santé, le consortium AirGeo s'est constitué depuis 2021 autour de la zone de Sébikotane située à 45 km de Dakar au Sénégal. Ce territoire, qui connaît une urbanisation très rapide, est un lieu stratégique du recyclage industriel du fer et du plomb et constitue ainsi une « mine urbaine » (Bercegol et al., 2024). Cette communication s'appuie sur une recherche de doctorat toujours en cours menée dans le cadre de l'Observatoire éco-citoyen de Sébikotane qui prend la suite du projet AirGeo. Le dispositif vise à évaluer les impacts environnementaux et sociaux de ces activités industrielles à travers une approche interdisciplinaire et participative, associant chercheurs, artistes et habitants.

Lors de cette communication, nous aborderons les premiers résultats d'une enquête de terrain débutée en janvier 2025 visant à documenter la création de l'Observatoire et la construction de sa gouvernance, afin de comprendre comment une mobilisation collective contre des pollutions industrielles émerge et se maintient dans le temps.

Cette communication se focalisera d'abord sur les conditions sociales et structurelles qui ont favorisé l'émergence de cette initiative. Nous montrerons qu'elle s'ancre d'une part dans une mobilisation citoyenne déjà active autour des enjeux environnementaux, qui fournit une base d'engagement et de légitimité pour le projet. Elle s'appuie d'autre part sur des organisations et réseaux communautaires qui structurent la participation des habitants en servant de relais pour diffuser l'information, coordonner les actions et fournir un soutien logistique, tout en renforçant la confiance entre les acteurs.

Nous donnerons ensuite des éléments sur la manière dont l'Observatoire fonctionne au quotidien pour assurer une veille environnementale sur les pollutions. L'analyse porte sur la mise en place récente d'une gouvernance partagée, composée de trois conseils (citoyen, scientifique et exécutif), et sur la manière dont les rôles des acteurs sont définis et les savoirs sur les pollutions mobilisés et articulés au sein du projet.

Enfin, la communication discutera des limites de ce dispositif participatif telles que l'appropriation inégale du projet par la population, les risques d'instrumentalisation institutionnelle et politique et la dépendance au financement de recherche qui fragilisent la pérennité de cette démarche.

## Que devient la pollution après la mine ? Construction de l'oubli environnemental à Oued el Heimer (Maroc)

**Anna Dessertine**

Cette communication analyse la manière dont les pollutions minières sont perçues dans un contexte post-minier rural au Maroc. À partir d'un travail interdisciplinaire mené en mars-avril 2024 sur le site de l'ancienne fonderie de plomb-argent d'Oued el Heimer (province de Jerada) dans le cadre du LMI AMIR, nous montrons que la pollution est socialement indexée au régime de l'activité : tant que la mine produit, elle pollue ; lorsqu'elle cesse, la pollution disparaît. Or, des analyses géochimiques réalisées entre 2019 et 2024 attestent de la persistance de métaux (Pb, Cd, Zn) dans les sols, sédiments et végétaux, révélant une forme de « violence lente » (Nixon, 2011) dont les effets sont diffus, non spectaculaires et cumulatifs. L'enjeu n'est pas d'opposer des conceptions « vraies » ou « fausses » de la pollution, mais de comprendre les écarts entre des dommages mesurables et des modes situés de perception.

Nous montrons d'abord que la pollution est associée à des marqueurs sensibles et événementiels de la phase d'activité (fumées noircissant les feuilles, mortalité animale, relocalisation d'un quartier), tandis que l'après-mine est considéré comme inoffensif malgré la matérialité persistante des scories. Nous analysons ensuite ce basculement perceptif comme le produit d'une hiérarchisation locale des urgences environnementales, dans laquelle la rareté de l'eau supplante désormais les préoccupations liées aux résidus miniers. Enfin, nous mettons en évidence que l'arrêt de la production fonctionne comme un opérateur d'invisibilisation, requalifiant un dommage environnemental mesurable en phénomène révolu.

En articulant données géochimiques et matériaux ethnographiques, ce cas met ainsi en lumière la construction de l'oubli environnemental dans l'après-mine, à l'intersection des temporalités du dommage, des mémoires ouvrières, de la matérialité des résidus et des priorités environnementales locales.

## Droit, extractivisme et transition énergétique : une reconfiguration silencieuse des vulnérabilités environnementales au Sénégal

**Fatou Camara**

La transition énergétique mondiale, présentée comme une réponse nécessaire à la crise climatique, s'accompagne d'une intensification des activités extractives sur le continent africain. En Afrique de l'Ouest notamment au Sénégal, cette dynamique se traduit par la multiplication des projets liés à l'exploitation du gaz naturel, présenté comme énergie de

transition, et des métaux stratégiques indispensables aux technologies vertes. Si ces initiatives sont légitimées par des discours de développement durable et de modernisation, elles reproduisent dans les faits des logiques extractivistes anciennes, caractérisées par une faible prise en compte des impacts environnementaux et sociaux à long terme. L'intérêt scientifique de cette communication est de questionner la tension entre, d'une part, les objectifs climatiques globaux et, d'autre part, les réalités locales vécues dans les territoires extractifs au Sénégal notamment dans les zones aurifères transfrontalières, les zones minières abandonnées et villages riverains des zones d'extraction du Projet gazier GTA-Tortue.

Cette réflexion s'appuie sur le concept de « violence lente », désignant des formes de dégradation environnementale diffuses, cumulatives et invisibles, dont les effets se déploient dans le temps et dans l'espace, touchant en priorité les populations rurales et périphériques. Les cadres juridiques existants, souvent centrés sur l'évaluation ponctuelle des impacts, peinent à saisir ces temporalités lentes. Le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), à la frontière sénégal-mauritanienne et la zone aurifère transfrontalière de MAKO, serviront d'étude de cas pour illustrer cette tension entre transition énergétique et justice environnementale.

Les cadres juridiques nationaux et internationaux privilégient une approche économique et énergétique de la transition, au détriment d'une approche fondée sur la justice environnementale et la protection des écosystèmes. Cette orientation conduit à une reproduction des logiques extractivistes classiques, tout en générant de nouvelles formes de marginalisation socio-environnementale dans les territoires concernés.

Cette contribution vise, d'abord, à mettre en évidence les continuités entre l'extractivisme traditionnel et l'extractivisme « vert » dans la structuration juridique des projets énergétiques et miniers. Ensuite, elle analysera les décalages entre les objectifs de la transition énergétique et les réalités vécues par les populations riveraines des sites extractifs. Enfin, elle proposera des pistes de réforme juridique permettant d'intégrer pleinement la prévention des dommages environnementaux lents dans la planification énergétique et minière.

En croisant une lecture juridique des textes avec une analyse territorialisée des impacts, cette analyse contribue à une compréhension critique de la transition énergétique en Afrique de l'Ouest. Elle envisage celle-ci non pas seulement comme une opportunité économique, mais comme un moment de reconfiguration silencieuse des vulnérabilités environnementales et sociales, appelant une refonte des cadres juridiques pour mieux protéger les écosystèmes et les communautés locales.

**Étude interdisciplinaire de l'imprégnation au mercure dans deux villoges d'orpailleurs du centre de la Côte d'Ivoire : méthodes d'enquête et restitution des résultats.**

**Muriel Champy**

En Côte d'Ivoire, nos enquêtes de terrain ont montré que les effets toxiques du mercure (Hg) sont encore largement méconnus des orpailleurs et des populations exposées. Cette présentation expose la méthodologie et les premiers résultats du projet MercOr, de cette enquête interdisciplinaire, pensée à la rencontre entre l'anthropologie, l'environnement et la santé, menée dans deux villages d'orpailleurs du centre de la Côte d'Ivoire (Kokumbo, Groudji). L'enquête a associé des enquêtes ethnographiques sur la longue durée avec une enquête de santé réalisée auprès de 220 orpailleurs et membres des communautés riveraines. Elle a combiné des questionnaires sur les pratiques, les perceptions et les connaissances des populations concernant le mercure et des mesures de leur imprégnation (urines, cheveux et tests neurologiques). La présentation des premiers résultats et de leur restitution aux personnes prélevées permettra également de discuter des particularités d'une enquête fondée sur la relation ethnographique et la présence au long cours dans les communautés étudiées et enfin, des enjeux éthiques et scientifiques de la recherche appliquée au développement.

## Violences environnementales et inégalités sociales autour des mines artisanales d'or au Tchad : perceptions locales et stratégies de résilience

**Ibrahim Bourma Ahmat**

L'exploitation artisanale de l'or constitue aujourd'hui une source majeure de revenus pour des millions de personnes au Tchad, tout en générant des impacts environnementaux souvent invisibles mais durables. Ces activités produisent une forme de « violence lente » (Rob Nixon, 2011) : une dégradation environnementale cumulative, dispersée dans le temps et l'espace, dont les effets délétères touchent en priorité les populations rurales et précarisées. Ce projet de recherche vise à interroger les représentations et expériences des habitants, mineurs et acteurs institutionnels concernant ces pollutions. Il s'intéresse aux perceptions locales des risques liés aux eaux contaminées, aux sols dégradés et à l'air pollué, ainsi qu'aux stratégies mises en place par les communautés pour y faire face. L'étude explore également les dynamiques de pouvoir et les inégalités d'exposition, ainsi que l'absence ou la circulation limitée des savoirs environnementaux. En adoptant une approche qualitative et participative, basée sur des enquêtes de terrain, des entretiens semi-directifs et des observations dans plusieurs sites aurifères artisanaux, cette recherche contribue à croiser l'analyse des impacts environnementaux et sociaux. Elle permet de documenter comment les populations vulnérables construisent des formes de résilience face à des pollutions souvent ignorées par les politiques publiques et les dispositifs d'expertise. L'objectif est ainsi de proposer une lecture croisée des effets environnementaux et sociaux des activités extractives, en mettant en lumière les temporalités différées du dommage, les inégalités structurelles et les initiatives locales de remédiation. Ce travail s'inscrit pleinement dans les enjeux du panel « Regards croisés sur les impacts environnementaux des activités extractives en Afrique » et contribue à enrichir le dialogue entre chercheurs en sciences sociales et environnementales sur le continent africain.

## L'eau : entre consommation locale et ressource industrielle

**Michèle Leclerc-Olive**

Dans les budgets prévisionnels des multinationales qui envisagent de s'approvisionner en or dans le sous-sol africain, la consommation d'eau (indispensable à cette extraction) n'apparaissait pas, il y a peu de temps. Au point que S. Kirsch estimait en 2017 que bien des projets d'installation seraient décrétés non rentables s'il avait fallu payer l'eau : en effet, en général personne ne l'achète dans ces régions où chacun (les femmes, le plus souvent) se sert aux puits, lesquels sont alimentés par les nappes phréatiques.

Cette communication entend examiner la situation qui prévalait il y a quelques années et la comparer tant avec la situation actuelle qu'avec celle qui prévaut pour d'autres minerais (lithium, notamment).

Pour ce faire, on analysera la structure et l'évolution des budgets prévisionnels de quelques multinationales (principalement : B2Gold et Endeavour Mining, en région de Kayes au Mali), et on citera des extraits des entretiens réalisés à Fadougou (B2Gold y a établi son usine).

Pour autant, l'eau doit-elle être achetée comme tout autre 'bien' ? A-t-elle un 'prix' ? En effet, vers quel modèle de société souhaite-t-on se diriger ? Tous les ingrédients de la vie doivent-ils faire l'objet d'une transaction financière ou certains biens peuvent-ils échapper aux échanges marchands ?

Sur cette question ouverte (elle n'est pas technique !) un échange de vues avec la salle conclura cette intervention.

\*\*\*

## A61 - Résistances en contexte africain : formes, échelles et temporalités de la contestation

**Cyrille Léandres Ngon**

**André Narcisse Ngon**

### Présentation de l'atelier

Dans un contexte mondial marqué par la recomposition des rapports de force, les résistances en Afrique prennent des formes diverses – qu'elles soient politiques, économiques, sociales, culturelles ou épistémiques. Ces résistances ne se limitent pas à l'opposition frontale aux États ou aux puissances étrangères, mais incluent aussi des formes subtiles, infra-politiques ou symboliques d'action, souvent invisibilisées. Cet atelier propose d'explorer les multiples dimensions de la résistance : mouvements sociaux, mobilisations citoyennes, luttes territoriales, contestations des formes néocoloniales du savoir, résistances écologiques, mais aussi résistances à l'intérieur même des institutions. Il s'agira de penser les échelles (individuelle, collective, locale, transnationale), les temporalités (immédiates ou inscrites dans le temps long), ainsi que les registres d'action (légal, illégal, symbolique, artistique, numérique...). À la croisée des études postcoloniales, de la sociologie politique,

de l'histoire sociale et des cultural studies, l'atelier vise à articuler les formes empiriques de la résistance avec les cadres conceptuels contemporains.

Axes thématiques :

- Résistances politiques : mobilisations populaires, désobéissance civile, anti-autoritarisme.
- Écologies de la résistance : luttes environnementales, écoféminismes, activismes contre l'extractivisme.
- Épistémologies du refus : critiques du savoir occidental, décolonisation des savoirs.
- Art et résistance : arts visuels, musiques, performances, langages vernaculaires comme outils de contestation.
- Technologies et résistances numériques : hacktivisme, réseaux sociaux, crypto-monnaies.
- Résistances quotidiennes : ruses, tactiques de survie, formes d'infra-politique

\*\*\*

## Resisting State Surveillance In Post-Coup Zimbabwe: What Strategies Are Used And Do They Really Work?

**Shorai Christopher Muzungu**

The post-military coup Zimbabwean state is currently dominated by persecution of many critical voices of political activists who are vocal against authoritarianism. Surveillance by the state continues to contradict people's freedoms of expression as accorded by the 2013 Constitution of Zimbabwe's Section 61. The surveillance against voices regarded as dissent has led to government critics being placed under hybrid surveillance which is further constraining their obligation to effectively call the government to account. Making use of a qualitative study based on a case study approach, I wish to provide an account on targeted state surveillance strategies since 2018. Such surveillance has been largely directed to government critics who publicly denounce the current authoritarianism which is subsisting in Zimbabwe. Through interviews with targeted government critics, the aim is to explore their subjective targeted surveillance experiences and their evasion tactics and whether their current resistance strategies to counter and resist state surveillance have really worked. The theory of surveillance by Foucault, will be used in explaining the nature of surveillance while Arendt's civil disobedience theory, explains reasons for activism as a civil disobedience activity. Ten participants to be purposively selected and participate based on my knowledge of their work. Likely findings are that government critics are under surveillance but are devising evasion strategies in their work although the state's dragnet continues to undermine all their operations. My research advances knowledge generation and results dissemination on hybrid surveillance strategies in Zimbabwe and resistance narratives.

## Résistances locales et gouvernance grise dans l'extractif africain

**Sarah Moya**

**Abdel Salam Pekekue Arétouyap**

Cette communication propose une analyse empirique des interactions entre acteurs locaux et entreprises extractives étrangères dans des contextes africains de gouvernance fragmentée. Elle s'inscrit dans une perspective de science politique, centrée sur l'observation des faits, des normes effectives et des mécanismes de pouvoir qui structurent les économies extractives contemporaines.

L'hypothèse défendue est que la reconfiguration actuelle du champ extractif – marquée par la montée d'acteurs hybrides, notamment des sociétés de sécurité étrangères non occidentales et des intermédiaires locaux – ne traduit pas nécessairement une souveraineté retrouvée, mais une transformation du contrôle des ressources. Loin de rompre avec les dépendances héritées, ces dispositifs de gouvernance grise instaurent de nouvelles formes d'asymétrie où la résistance, la négociation et la coercition coexistent.

L'analyse s'appuie sur une méthodologie qualitative et comparative, combinant entretiens semi-structurés, corpus réglementaires, données contractuelles et presse spécialisée. Trois terrains illustrent cette dynamique:

- République démocratique du Congo : sécurisation des sites miniers par des sociétés chinoises et émergence de réseaux coopératifs militarisés autour du cobalt.
- Nigeria (Delta du Niger) : contractualisation de groupes de sécurité para-publics pour la protection des infrastructures pétrolières, brouillant les lignes entre État, entreprises et acteurs communautaires.
- Mozambique et République centrafricaine : présence d'acteurs privés non européens (russes, sudafricains, émiratis) dans la sécurisation des ressources, révélant une compétition géo-économique pour le contrôle local.

Les résultats attendus visent à montrer comment ces agencements produisent une résistance de basse intensité, où les discours de souveraineté masquent souvent la persistance de logiques de dépendance redéployées à travers des acteurs hybrides.

## Résistance des façons de penser et décolonisation des imaginaires africains

**Hugues Danie Kemgoue Fékou**

**Robert Mbella Mbappe**

La production du savoir en Afrique est encore marquée par le passé colonial qui la côtoie jusqu'aujourd'hui. De ce fait, cette activité se voulant autonome et qui se développe sur le continent, reste dominée par une méthodologie et une logique occidentale (Mudimbe, 2021). La science moderne ayant connu son essor en lien avec les idées colonialistes, semble demeurer un instrument de légitimation de la domination d'un savoir sur d'autres, considéré

comme primitifs. Ainsi, en Afrique, le passé colonial contamine la science par la langue, le langage, les théories ou autres normes heuristiques. Cette sorte d'hierarchie des connaissances conduit au fait que pour être publié par exemple, il faut satisfaire les plaisirs et caprices, autrement appelés standards, des revues occidentales. La conséquence logique de cet état de chose est la marginalisation des problématiques et les intérêts africains au profit des occidentaux. Cet article vise à contribuer à la réflexion sur la résistance, la désoccidentalisation des savoirs (Brisson, 2025) et l'érection d'autres façons de penser. Ce travail se veut alors une tentative théorique de déconstruction d'un système qui privilégie un regard occidental au détriment d'autres constructions savantes existantes. Mobilisant une approche axée sur l'analyse documentaire (Waller & Masse, 1999), n'excluant pas l'observation, ce travail s'inscrit dans la veine des études décoloniales (KI-Zerbo, 1992 ; Boidin, 2009 ; Sarr, 2016). L'article envisage deux principales propositions en guise d'hypothèses : d'une part il remet en question les savoirs européocentriques. D'autre part, il propose des épistémologies alternatives.

### Formes et aspects protéiformes de la résistance sociale : critique de la raison colonialiste à partir des stratégies de la « chanscripture » urbaine camerounaise

**Georges Madiba. O**

**Thimothée Ndongue Epangue**

La présente contribution s'intéresse à la dénonciation de la colonialité à travers la musique urbaine camerounaise. Depuis les années post indépendance, des artistes musiciens camerounais prennent la parole pour critiquer les formes et les aspects protéiformes de la colonisation. Cette abondante « chanscripture » (paroles écrites des chansons) contraste avec la rareté d'une littérature scientifique sur la question. Aussi, ce travail questionne-t-il, sous l'angle des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), les significations qui traversent ces textes rythmés par la mélodie de résistance. L'idée défendue dans ce travail stipule que les dispositifs de la colonisation continuent à orienter les politiques publiques et les comportements des dirigeants camerounais. Les textes chantés par les artistes musiciens « Général » Valsero, Longue Longue « Le Libérateur » et Lapiro de Mbanga « Man for ngatta » seront soumis à une analyse sémio-pragmatique adossée aux Cultural Studies en post colonie ; parce qu'en contexte camerounais la musique urbaine s'inscrit dans le paradigme critique en posant les jalons d'un rapport de force entre les « bozayeurs », le peuple des subalternes en souffrance, la principale cible de cette expression culturelle et ceux qu'ils présentent comme les représentants de la politique de spoliation de l'ancienne métropole, les « Jacques Chirac for Ongola » ou les « Sous-préfets du néo colonialisme ».

## Cyber-résistance et production d'un « territoire discursif » : genèse et performativité politique du « collectif des anglophones » dans l'espace socio-numérique camerounais

**Hanse Gilbert Mbeng Dang**  
**Fernando Ligue Engamba**

L'émergence de la « crise anglophone » au Cameroun illustre une résistance politique et épistémique majeure face aux structures unitaires et centralisées. Cette communication se focalise sur la manière dont cette résistance s'est traduite et structurée dans l'espace socio-numérique, répondant ainsi à l'axe sur les technologies et résistances numériques. Nous réalisons une autopsie au sens d'examen critique post-mortem de la genèse et de l'évolution discursive du « collectif des anglophones » sur les réseaux sociaux (Facebook, Telegram, X, etc.). L'analyse des plateformes permet de saisir l'échelle transnationale de la mobilisation et les temporalités longues des revendications, ancrées dans une histoire de marginalisation. Nous démontrons que l'espace numérique est devenu le « territoire discursif » où s'est opérée une contestation des formes néocoloniales du savoir et du discours étatique. L'action du collectif s'apparente à une forme de résistance infrapolitique et symbolique, utilisant le *mème*, le *hacking* des récits officiels et la diffusion de crypto-monnaies comme registres d'action pour créer une contre-hégémonie symbolique. Cette mobilisation ne se limite pas à l'opposition frontale, mais met en lumière les formes subtiles d'action par lesquelles les citoyens réorganisent leurs revendications territoriales et leur identité. À la croisée des *cultural studies* et de la sociologie politique, l'étude articule les formes empiriques de cette cyber-résistance avec les cadres conceptuels contemporains, offrant une compréhension affinée des nouvelles dynamiques de la résistance africaine à l'ère du digital.

## La prohibition de l'alcool à Hajeb el ayoun ; vers un marché parallèle

**Façal Ghorbali**

Selon Mary Douglas et Michel Hiscock « Ainsi la consommation des boissons renvoie à la réalité du monde, signifie ce qu'il devrait être, ou encore l'alcool, dans sa production et sa distribution, révèle les stratégies d'une économie souterraine ». De fait, malgré l'interdiction et la prohibition de la vente d'alcool à Hajeb El Ayoun, le taux de consommation reste élevé. Ce que nos interlocuteurs affirment, et même le nombre de vendeurs clandestins, confirme ce constat, reflétant une réalité complexe qui nécessite d'aller au-delà de la simple observation. Ainsi, après plusieurs tentatives, nous avons pu contacter trois vendeurs d'alcool clandestins, représentant des profils distincts. Ces entretiens mettent en évidence les mécanismes de résistance et d'adaptation aux règles imposées par les arbitres des illégalismes.

En partant de l'idée que la vente clandestine d'alcool à Hajeb El Ayoun n'est qu'une réponse aux prohibitions étatiques, ce marché, que nous pouvons décrire comme illicite et où les

valeurs et les normes divergent de celles du marché licite, témoigne non seulement de la capacité des acteurs à déjouer les règles, mais aussi de l'existence de réseaux de solidarité et de systèmes de vente et de distribution clandestins émergeant dans des contextes marqués par la prohibition. Cette réalité, que nous explorons, s'inscrit dans une logique de pratiques renvoyant aux illégalismes, interrogeant dans le même temps le rapport entre marge et illégalismes, tout en mettant en évidence les tactiques et les ruses que les vendeurs d'alcool mobilisent pour échapper à toute forme de contrôle étatique.

\*\*\*

## A62 - Restitution des œuvres d'art africaines: Enjeux scientifiques, défis politiques et reconfigurations patrimoniales autour de la restitution des œuvres d'art

Arielle Ekang-Mve  
Christian Mayissé

### Présentation de l'atelier

La question de la restitution des œuvres d'art africaines, principalement spoliées durant la période coloniale, s'inscrit aujourd'hui au cœur d'un débat international mêlant mémoire, justice historique, souveraineté culturelle et diplomatie. Depuis la publication du rapport Sarr-Savoy (2018), commandé par le président Emmanuel Macron, cette problématique a connu un regain d'intérêt aussi bien politique que scientifique, en particulier dans les champs de l'histoire, de l'anthropologie, du droit international, des muséologies critiques et des études postcoloniales.

Cet atelier se propose d'explorer les différentes dimensions — politiques, épistémologiques et pratiques — du processus de restitution, en s'appuyant sur une approche interdisciplinaire. Il mobilisera les travaux de Felwine Sarr et Bénédicte Savoy, qui ont plaidé pour une restitution massive et inconditionnelle, mais aussi ceux de Kwame Opoku (2008), qui depuis plusieurs décennies défend le droit des pays africains à récupérer leur patrimoine culturel. À l'opposé, certains chercheurs comme Didier Rykner (2018) ou Stéphane Martin (2018) ont exprimé des réserves sur les implications de cette politique, ce qui alimente un débat critique nécessaire. Les analyses porteront notamment sur trois axes :

**Le premier analysera le cadre juridique et politique :** Comment les conventions internationales (UNESCO 1970, UNIDROIT 1995) encadrent-elles les demandes de restitution ? Quelles stratégies les États africains peuvent-ils déployer pour contourner les obstacles liés à la prescription ou à la souveraineté muséale des États européens ?

**Le deuxième axe portera sur les logiques mémorielles et symboliques :** La restitution ne concerne pas seulement des objets, mais aussi des récits. En ce sens, elle constitue un levier de réécriture de l'histoire coloniale et de réappropriation identitaire. Les travaux de Ciraj Rassool (2015, 2006), d'Achille Mbembe (2018, 2016, 2013, 2010) ou de Souleymane Bachir

Diagne ( 2020, 2022) permettent de penser ces enjeux de réparation, d'émancipation et de transformation du regard.

**Le troisième axe posera la problématique de la post-restitution** : Comment préparer les sociétés africaines à accueillir, conserver, exposer et intégrer ces œuvres dans un projet muséal et éducatif cohérent ? À travers des études de cas (Gabon, Bénin, Sénégal, Nigeria, RDC), cette communication examinera les dynamiques locales (création de musées, implication des communautés, revalorisation de savoirs endogènes) et les tensions qui persistent entre injonctions patrimoniales occidentales et aspirations culturelles africaines.

\*\*\*

## Patrimonialisation et musées africains: tensions normatives et reconfigurations culturelles

**Christian Mayissé**

Les dynamiques contemporaines de restitution et de mise en musée des œuvres africaines interrogent les conditions sociales, institutionnelles et épistémiques de leur accueil, de leur conservation et de leur exposition au sein des musées africains. Ces processus révèlent une tension persistante entre un régime patrimonial globalisé, fondé sur des normes occidentales de conservation et de légitimation, et des régimes culturels locaux dans lesquels les objets patrimoniaux relèvent d'ontologies relationnelles, rituelles et performatives. S'inscrivant dans les perspectives de l'anthropologie du patrimoine et des études postcoloniales, cette communication analyse la patrimonialisation comme un dispositif de pouvoir et de production normative. À partir d'études de cas situées, notamment au Gabon, elle examine les dynamiques locales d'appropriation, de résistance et de reconfiguration des projets muséaux. L'enjeu est de penser le musée africain postcolonial comme un espace de négociation épistémique, capable d'intégrer les savoirs endogènes et de soutenir des projets éducatifs culturellement situés et socialement légitimes.

## Le masque tukah des Bamendou au Cameroun : le parcours d'une restitution par les fondamentaux 2018-2022

**Martin Donlefack**

Je dévoile à travers cette communication quelques aspects méconnus et donc inexplorés de la question de la restitution. Au-delà des discours et d'une volonté de transfert des patrimoines spoliés, la restitution porte en elle des combats légitimes qui racontent la grande histoire des rencontres civilisationnelles marquées par la domination, la subordination et la spoliation. Parce que régulièrement interpellé sur l'expérience du masque tukah auquel j'ai consacré un temps important sur sa restauration et sa restitution, je tente ici de dévoiler une démarche locale et contextualisée d'une politique de restitution inspirée du vide observé et des aspirations endogènes. Elle intègre les facettes historiques, anthropologique, ethnologique, sociologique, technique et contemporaine de la question de

restitution. Dans l'esprit de la restitution que je présente ici, il n'est plus question que les combats africains les plus légitimes et déterminants pour son avenir dans un monde de plus en plus multipolaire, lui soient volés sous le prétexte d'une coopération internationale qui n'a jusqu'ici servi que les intérêts égoïstes des légendaires oppresseurs. Ce n'est non pas l'occasion ici d'encourager un militantisme aigu vers une restitution vengeance. Mais un plaidoyer pour un passé historique qui se doit d'être assumé que l'on soit spoliateur ou victime et un plaidoyer pour un autre front de restitution qui se veut local et pleinement ancré sur une reconquête des intrinsèques disparus au travers de la spoliation. En analysant le cheminement historique de la restitution et celui des peuples impliqués dans ce champ de recherche, cette étude aboutit à la conclusion selon laquelle les mutations survenues en Afrique à travers la colonisation ont favorisé une rupture dans les pratiques culturelles de nombreux peuples et dont les batailles d'aujourd'hui doivent se donner pour mission de restaurer pour donner tout son sens à la notion de restitution dans un contexte africain.

### Post-restitution et formation professionnelle en muséologie au Gabon

**Paul Mvengou Cruzmerino**

Les processus de restitution des œuvres d'art africaines au sein de leurs pays d'origines revêtent plusieurs types d'enjeux : à la fois intellectuels, politiques, symboliques, scientifiques et souvent aussi très pratiques. Dans des pays où la recherche et la culture muséologiques sont souvent embryonnaires, l'existence d'un personnel local spécialisé apparaît comme un défi à l'heure où s'enclenche plusieurs restitutions d'objets sur le continent africain. À partir d'une analyse de cas depuis le Gabon, nous proposons d'examiner les dynamiques et les effets d'une formation de master professionnel en muséologie à l'Université Omar Bongo. Nous proposons de lire la formation en muséologie comme l'une des réponses locales face aux dynamiques de retour des objets. Ainsi, il s'agira de décrire les restitutions de certains objets et œuvres d'art gabonais, ensuite de présenter la formation professionnelle en muséologie et ses différents acteurs, enfin d'analyser les effets d'une telle formation sur le questionnement national autour du patrimoine gabonais

### Parcours d'objets entre Madagascar et Toulouse. Co-construction et mise en ligne patrimoniale entre musées

**Olivia Legrip-Randriambelo**

Cette communication propose d'aborder un projet en cours (programme ANR MIL-PAT) et d'en ouvrir des réflexions portant sur la thématique des défis entourant le patrimoine et sa circulation : de la reconstruction des itinéraires des objets par une recherche de provenance, au travail scientifique engagé avec les acteurs des musées et du patrimoine malgache. Les objets concernés par ces enjeux s'inscrivent dans une situation post-coloniale marquée par un temps fort de décolonisation, illustrée par les fonds formant la collection « Madagascar »

longtemps passée inaperçue au sein du Museum de Toulouse. Il s'agira de présenter une partie des collections et la mise en place des échanges et perspectives entre les acteurs d'un point de vue pratique dans une dynamique participative.

## Spoliation, destruction, et déplacements des objets d'arts en Tunisie pendant la Seconde Guerre mondiale

**Sofiane Bouhdiba**

En Afrique du Nord, et plus précisément en Tunisie, la seconde guerre mondiale a eu un impact profond non seulement sur la population, mais aussi sur le patrimoine culturel. Les arts traditionnels, religieux et historiques ont été victimes de nombreuses atteintes : spoliations, destructions et déplacements. Ma réflexion est organisée en trois grandes parties : je commencerai par rappeler que la Tunisie a été un territoire stratégique et culturel pendant la seconde guerre mondiale, puisque de 1942 à 1943, elle a été un champ de bataille entre l'Axe et les Alliés. Je montrerai ensuite dans quelle mesure la guerre a été l'occasion de spoliations et de destructions du patrimoine artistique tunisien, et notamment juif (synagogues et maisons juives sous l'occupation nazie). La dernière partie de la communication examinera le cas des déplacements d'œuvres vers la France et l'Allemagne, et ce qui a été fait en matière de demande de restitution.

\*\*\*

## A63 - Risques, incertitudes, espoirs et aspirations en contextes postcoloniaux et temps de crises sur le continent africain

**Marie Deridder  
Yacouba Jacob Zanne**

### Présentation de l'atelier

Le continent africain est historiquement perçu et construit comme un continent traversant de multiples crises enchevêtrées : conflits armés, coups d'État, épidémies, insurrections populaires, changements climatiques, catastrophes dites 'naturelles', enjeux migratoires, rétrécissement des espaces démocratiques... Depuis les années '90, le concept de polycrise a émergé pour désigner la survenue simultanée de plusieurs crises interdépendantes à l'échelle globale exacerbant leurs impacts auprès des populations locales (Morin & Kern 1993, Tooze 2022). Depuis une dizaine d'années, l'anthropologie interroge la façon dont crise et incertitude s'enchevêtrent. Certaines approches argumentent que crise et incertitude sont sources d'imprévisibilité, de violence et d'insécurité dans la vie quotidienne (Mbembe & Roitman 1995 ; Breda et al. 2013). Crises et incertitude deviennent la 'nouvelle normalité', le nouveau contexte des interactions sociales (Vigh 2008). D'autres approches considèrent la notion de crise comme un objet de connaissance, dont l'invocation permet certains récits et

soulève certaines questions, tout en en excluant d'autres (Roitman 2013, Bergman-Rosamond et al. 2022, Gammeltoft-Hansen et al. 2022).

À partir d'études de cas ethnographiques, ce panel vise à interroger, de manière empirique et critique, comment l'incertitude est mobilisée pour négocier au quotidien l'insécurité et les perceptions des crises. Les communications dans ce panel visent à explorer les concepts d'incertitude et de crise comme forces créatrices permettant aussi de construire des relations, de façonner et imaginer l'avenir, de nourrir de nouveaux espoirs, aspirations et utopies, plutôt que comme seule condition négative d'existence. Dans la foulée des travaux de Cooper et Pratten (2015), plutôt que de considérer l'incertitude comme un problème à résoudre, il s'agit de mettre en avant son potentiel en matière de créativité, de résilience et de transformation sociale. Dans une perspective intersectionnelle, les études de cas ethnographiques pourront porter, par exemple, sur les enjeux migratoires, environnementaux, les dynamiques multi-espèces, les questions de santé, les mouvements sociaux et l'activisme, la création artistique...

\*\*\*

## Le gouvernement pentecôtiste des incertitudes au Bénin méridional

**Carla Bertin**

L'essor des Églises pentecôtistes a d'abord été interprété à l'aune de la « crise » (Mbembe & Roitman 1995) ayant touché l'Afrique subsaharienne dans les années 1990. Dans un débat qui interroge le rapport entre rituel et incertitudes, certains auteurs soutiennent que les pratiques pentecôtistes permettent de maîtriser les insécurités des fidèles ; d'autres estiment qu'elles participent plutôt à reproduire les menaces qu'elles prétendent combattre (Meyer 2015). S'appuyant sur la notion de « gouvernement des incertitudes » (De l'Estoile & Neiburg 2016), cette communication examine comment, dans les Églises rurales du sud du Bénin, les pentecôtistes élaborent des formes d'engagement temporel permettant de transformer les incertitudes en ressources morales et relationnelles. Les fidèles sont confrontés à des incertitudes existentielles - par exemple celles liées à l'attente de la bénédiction ou au miracle de Dieu - et des incertitudes structurelles, ancrées dans le contexte social de la « modernité insécurisée et insécurisante » (Laurent 2009), telles que les instabilités familiales ou les tensions liées aux attaques sorcellaires. Pour y répondre, ils élaborent une éthique temporelle particulière, fondée sur une attente « persévérante ». Cette persévérance revêt différentes significations : d'une part, elle cherche à maîtriser les potentialités sociales et interreligieuses des incertitudes, qui correspondent aux moments où se manifestent les mobilités religieuses et les possibles abandons d'Églises ; d'autre part, elle vise à transformer ces incertitudes en épreuves et en formes d'élection, cultivant ainsi une « capacité à attendre ».

**Mots-clés :** pentecôtisme, incertitudes, attentes, Bénin

## Faire tenir la crise : le spectacle épique « L'amour de la patrie » (Niger, 2024) et la conversion de l'incertitude en capacité d'agir

**Sandra Bornand**

Anthropologue linguiste, je propose une analyse du spectacle épique *Son kasa/Laabu baakasinay* (« L'amour de la patrie »), créé pour l'An 1 du coup d'État au Niger, comme dispositif qui convertit l'incertitude (terrorisme, putsch, tensions régionales et franconigériennes) en capacité d'agir. Dans le prolongement de Janet Roitman (2013), pour qui la « crise » est une catégorie de jugement et de légitimation et de Florence Goyet (2006, avec J.-L. Lambert 2015), qui pense l'épopée comme machine à explorer l'incertain, j'examine comment un montage épique (plainte → sursaut → renaissance), des régimes de mémoire (rappel, martyrs, panthéon héroïque) et une scénographie plurilingue (français, haoussa et songhay-zarma) ordonnent le temps de crise, légitiment la souveraineté, stabilisent la valeur de « dignité/noblesse » et fabriquent un nous provisoire capable de supporter l'aléa.

Le corpus réunit sept versions du manuscrit (entre le 1er et le 17 juin 2024) et la représentation du 26 juillet 2024 dans la capitale du Niger, Niamey.

L'enquête ethnographique combine une phase à distance (collecte de vidéos et photos, entretiens WhatsApp ; notes du co-metteur en scène) et une phase in situ (entretiens avec le scénariste et le(s) (co)metteur(s) en scène). Une analyse attentive des matériaux langagiers aux réécritures (ajouts/suppressions, déplacements, re-thématisations), dans la lignée de Florence Goyet (2006) montre comment la parole performe la souveraineté et convertit l'incertitude en agentivité.

**Mots-clés** : crise, incertitude, spectacle épique, mémoire, performativité, souveraineté, agentivité, Niger

## Soigner la terre, rétablir les relations : les danses de soins comme ressource en temps de crise au Kalahari

**Leïla Baracchini**

Au Botswana, il n'existe que deux terres collectivement détenues par les San. L'une d'elles, la Game Farm de Dqãe Qare, a été confrontée à des troubles majeurs pendant la pandémie de COVID, entraînant la détérioration de ses infrastructures, la dispersion des animaux et son abandon progressif, aggravé par ce qui a été perçu comme une appropriation spirituelle du territoire. Dans cette présentation, j'analyserai comment des danses de guérison ont émergé à la suite de cette crise en tant que ressource pour restaurer ce lieu. En m'appuyant sur des observations ethnographiques, j'explorerai les entrelacs réciproques entre la guérison des individus, celle du collectif et celle de la terre à travers la danse au Kalahari. Je discuterai de la manière dont ces danses de guérison, réinterprétées face aux défis et incertitudes contemporaines, sont devenues des outils de restauration mutuelle (et de réappropriation) de la terre et de la culture, ainsi que de reconstruction de la cohésion communautaire face à

la fragmentation territoriale. J'ouvrirai enfin à une réflexion sur la manière dont les situations de crise peuvent devenir une force de transformation, tissant des relations renouvelées entre communautés, terre et entités non humaines.

**Mots-clés:** Danses de soin, restauration culturelle et territoriale, spiritualité et territoire, relations humain-nonhumain, Botswana, San.

### Vivre dans la crise et l'incertitude : Le vécu de Sangaré un éleveur de bétail au Burkina Faso

**Yacouba Jacob Zanne**

Cette contribution s'appuie sur une étude ethnographique réalisée auprès d'une communauté d'éleveurs dans le village de Bama, situé au Burkina Faso. En partant de l'expérience de vie d'un éleveur peulh du nom de Sangaré, je propose une analyse de l'enchevêtrement des concepts de risques et d'incertitudes dans la production du bétail. Je rends compte également des espoirs et aspirations de cet éleveur malgré les crises et les incertitudes vécues.

Le village de Sangaré est un village qui doit sa création aux animaux principalement les bovins. La disponibilité des espaces de pâturage a été la raison de l'installation de sa famille dans ce village. En raison de la croissance démographique de la commune de Bama, ce village, autrefois situé 'en brousse', est désormais rattrapé par la ville. Le village fait face à une pression foncière et est impacté par le changement climatique et la crise sécuritaire. Les terres cultivables sont vendues aux agriculteurs. Cette situation a pour conséquence directe la réduction des espaces de pâturage pour le bétail et fait resurgir le conflit ancien entre les agriculteurs et les éleveurs. Par ailleurs, la production de bétail de Sangaré est également exposée au risque de contamination par des maladies zoonotiques telles que la tuberculose bovine et la brucellose.

Dans un contexte d'incertitude permanente liée à la production de bétail, Sangaré fait comme les autres éleveurs du village : de la petite transhumance et de la transhumance transfrontalière (RCI, Ghana). Spéculant sur l'avenir de son élevage, les espoirs de Sangaré reposent sur les actions gouvernementales, à savoir l'opérationnalisation des pistes de transhumance, la création d'espaces de pâturage pour les éleveurs et la mise en œuvre de campagnes de vaccinations annuelles.

**Mots-clés :** Crises, incertitudes, espoirs, production de bétail, Burkina Faso

### Negotiating adulthood amid the legacies of War: experiences of children born of war in northern Uganda

**Ali Bitenga Alexandre**

*Rather than seeing social processes implode and disintegrate, what we see in situations of prolonged crisis is that the state of emergency becomes a 'situation of emergence' (Bhabha 1994 : 41)*

The two-decade conflict between the Government of Uganda and the Lord's Resistance Army (1986–2006) ranks among Africa's longest and most devastating wars. While both sides were responsible for widespread human rights violations, the LRA became particularly known for abductions, forced marriages, and sexual enslavement. According to United Nations reports (2006), approximately 25,000 children including 7,500 girls were abducted, many of whom conceived children in captivity. As the war ended, women returning from the bush re-entered societies with their « *children born of war* », encountering layers of stigma, contested belonging and kinship.

Children born of war and their mothers in northern Uganda have long been represented through stereotypical and stigmatizing discourses, often used to demarcate them as *olumolum* – « those from the bush » from the « normal children », those born within locally recognized marital arrangements. For many (though not all) children born of war, the absence of a traceable father – and, consequently, the lack of a clear connection to a specific clan or family – has produced enduring anxieties around patrilineal affiliation and belonging. In several cases, this has also translated into limited access to education, exclusion from inheritance, and various forms of social marginalization and mistreatment. More than two decades after the end of the conflict, many of these children have transitioned from childhood into youth and early adulthood, navigating complex social expectations and contested identities.

Drawing on ethnographic fieldwork and biographical interviews in Northern Uganda, this communication examines how these children navigate transitions to youths and adulthood amid intersecting crises of exclusion, trauma, economic hardship, and identity struggles. This communication explores what it means to be *lutino* – a youth – and *dano* – an adult – for children born of war, as both boys and girls move from childhood into youthhood and, eventually, into adulthood. It examines how they re-negotiate the meanings of youthhood and adulthood through everyday practices of creativity, reciprocity, and resilience. In northern Uganda, both *lutino* (youth) and *dano* (adult) are social rather than biological categories and are not strictly defined by chronological age but by social status, responsibilities, and life transitions. This communication contributes to anthropological debates on crisis, agency, and identity reconstruction in post-conflict societies. It invites us to view postwar Northern Uganda not merely as a landscape of suffering for those « *born of war* », but as a dynamic field of ongoing negotiation, where youth born of war continually reimagine their identity, kinship, sense of adulthood, belonging, and autonomy within fragile and shifting social worlds.

\*\*\*

## A64 - Se déplacer, croire, pratiquer: matérialités et immatérialités religieuses dans la mobilité

**Sophie Bava**

**Yassin Dia**

### Présentation de l'atelier

Cet atelier s'intéresse au nexus migrations-religions en interrogeant la place des religions dans les expériences vécues par des individus engagés dans des parcours migratoires internationaux ou intra-africains. Nous proposons d'examiner ensemble les manières dont la religion se tisse aux expériences de mobilité en devenant une ressource précieuse. Aussi, nous visons à explorer comment les expériences migratoires deviennent des ressources au sein d'un marché spirituel et religieux de la mobilité.

Trois axes de réflexion structurent cet atelier:

#### 1. Pratiques religieuses en migration

Nous nous intéresserons aux pratiques religieuses qui accompagnent le quotidien des migrants (prières, bénédictions, chants, récitations, jeûnes ou encore consommation d'aliments). Ces pratiques, peu visibles aux observateurs extérieurs, sont souvent centrales dans la gestion des difficultés rencontrées au cours des parcours migratoires: comment s'adaptent-elles, se modifient-elles ou se réinventent-elles dans les espaces de transit et/ou dans les contextes diasporiques?

#### 2. Circulation des matérialités religieuses

De nombreux objets religieux (textes et images sacrées, chapelets, amulettes, parfums, eaux bénites et aliments) accompagnent les migrants ou les rejoignent ailleurs. Qui les fabrique? Comment circulent-ils? Quels sont les circuits de ce marché religieux né de la mobilité? Comment ces objets acquièrent-ils une valeur religieuse? Comment sont-ils conservés pour préserver leur efficacité?

#### 3. Récits de croyances et de migration

L'atelier s'intéresse aux récits dans lesquels religion et mobilité se tissent. Le voyage y est souvent interprété comme un itinéraire spirituel, voire comme une expression de la volonté divine. Ces récits permettent de saisir comment les migrants mobilisent la religion pour donner sens à leur vie et inscrire leur parcours dans un horizon cosmologique plus large.

Une attention particulière sera portée aux univers émotionnels qui traversent les expériences religieuses en contexte migratoire. Comment la religion aide-t-elle à affronter l'incertitude, l'attente et les contingences de la vie en migration? Comment contribue-t-elle à raviver des émotions positives dans des moments de désorientation, de solitude ou de souffrance?

\*\*\*

## Implication de la religion dans les pratiques translocales des migrants du Kouritenga, du Boulkiemdé et du Ioba (Burkina Faso)

**Abdoul-Kader Minoungou**  
**Alexis Clotaire Némoiby Bassolé**

Cette communication s'inscrit dans la littérature de la translocalité qui met l'accent non sur la situation du migrant dans sa zone d'installation, mais plutôt sur la nature, la diversité et les conséquences des liens entre le migrant et sa zone d'origine (Steinbrink et Niedenführ, 2020). Ainsi, dans le cadre d'un projet de recherche dénommé Migration and Translocality in West-Africa (MiTra/WA) et conduit par l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), les démarches ethnographiques dont entre autres : l'observation, les échanges informels et les entretiens formels avec les responsables associatifs, les leaders communautaires, les ménages (avec et sans expérience migratoire) et les migrants de retour ont permis de réaliser 73 entretiens aussi bien dans les zones d'origine que de destination des migrants. L'enquête s'est déroulée du 2 au 21 Juin 2022 dans les provinces du Kouritenga, du Ioba et du Boulkiemdé. Quant aux principales zones de destination, l'enquête a concerné les migrants et leurs associations du 04 au 30 août 2023 à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso. Après transcription intégrale des entretiens et l'analyse thématique de contenu à l'aide du logiciel *Nvivo12*, il en résulte d'importants liens translocaux entre les migrants et leurs ménages d'origine.

Au travers de cette communication, nous annonçons deux résultats :

1. D'une part, nous abordons l'ancrage de la migration dans les croyances locales dans la mesure où elle révèle une caractéristique symbolique, identitaire, ontologique des populations locales.
2. D'autre part, nous évoquons les transformations religieuses comme sources d'intégration socio-économique, ainsi que les mutations qui en découlent dans les milieux d'origine et de destination.

**Mots-clés** : croyances, migration, religion, translocalité, Burkina Faso

### Récits de prêtres Africains racisés en migration

Les préjugés « raciaux » persistants dont sont victimes les Noirs révèlent à plusieurs égards les paradoxes entretenus par les religions monothéistes. Une certaine interprétation très

discutée de l'Ancien Testament laisse sous-entendre que le racisme vis-à-vis des Noirs remonte à la mythologie de l'Arche de Noé, la malédiction de Canaan, fils de Cham condamné à « être esclave de ses frères ». Ces croyances, mêmes erronées, expliquent-elles le racisme aujourd'hui ? Il est cependant établi que l'église catholique par le biais de ses plus hauts représentants (le Pape Nicolas V par exemple) a longtemps encouragé et soutenu l'esclavage des Africains. Aussi, le Code noir de 1685 a imposé que tous les esclaves soient baptisés et instruits dans la religion catholique, apostolique et romaine (art.2). Enfin, la mission civilisatrice des Européens a été méthodiquement organisée avec la complicité des missionnaires et Pères Blancs qui étaient des demi-dieux, vénérés par les peuples assujettis et bénéficiant de nombreux privilèges (logement décent, personnel de maison, liberté de circulation, ...) partout sur le continent africain. De nos jours, nous assistons peu ou prou à une évangélisation inversée, celle des Pères Noirs sur les terres de l'ancienne puissance civilisatrice. En réalité, l'émigration et l'installation des missionnaires étrangers sont encouragées en raison de la perte de la foi dans les sociétés occidentales (la France en particulier) et surtout la pénurie de prêtres Blancs. Selon les données statistiques de la Conférence des évêques de France, en 2023, l'Eglise catholique ne compte que 12. 019 prêtres dont 1800 étrangers, 80% sont originaires de l'Afrique noire (Congo, Bénin Cameroun). De nombreux diocèses sont encore fonctionnels grâce à la présence de prêtres Africains. Le déficit de prêtres a atteint un seuil inquiétant à tel point que la revue catholique Goliath titrait dans son numéro 210 « Piste pour une refondation Vers une Eglise sans prêtres ? ». Les prêtres africains en France sont-ils de nouveaux missionnaires ? s'interroge à juste titre la sociologue Corinne Valasik (2022). Les qualités théologiques et humaines des prêtres Africains sont avérées et reconnues. Ce sont des migrants religieux, hautement qualifiés ne bénéficiant de traitement spécifique. Contrairement à leurs confrères Blancs, ils sont racisés parce qu'ils ont la peau noire. Ils sont aussi exposés à d'autres formes de précarité (difficultés de renouvellement de titre de séjour, logement, financier, etc.). Autant de traitements différenciés qui précarisent les religieux Africains et sont à la base de tensions entre diocèses d'origine et d'accueil. Comment transmettre la foi au sein d'une communauté religieuse paradoxalement empreinte de préjugés raciaux ? Quelles sont les ressources que mobilisent les prêtres Africains dans leur parcours complexe d'évangélisation ? Dans une démarche socio-anthropologique, nous exposerons trois récits de prêtres Africains (Bordeaux, Toulouse, Strasbourg) en mission d'évangélisation en France. Ce travail tente de révéler comment les prêtres Africains mobilisent les prescriptions religieuses et d'autres ressources pour donner sens à leur vie et leur mission évangélique.

**Mots-clés :** Noirs, Prêtres, Africains, Religion, Migration

**Le Foyer Berlier (FB), cadre d'entretien et d'expression de la foi chrétienne catholique pour les étudiants migrants à Niamey**

**Saoudatou Seyni**

Le Niger, et particulièrement Niamey sa capitale, est une zone de destination de plusieurs migrants nationaux et internationaux. Parmi ces immigrants figurent des étudiants en provenance des différentes régions du pays et du continent (Nigéria, Burkina Faso, Mali, Tchad, du Bénin, Togo, Cameroun etc.) de toutes religions confondues qui viennent poursuivre les études supérieures (A. Oumarou & S. Seyni, 2022). L'insertion de ces derniers à la société nigérienne est influencée par la culture islamique dominante, qui est depuis longtemps « la principale norme religieuse du Niger, au point d'assimiler sa culture à l'identité nationale » (I.Seyni Mamoudou, 2024, p.10). En effet, sur le plan religieux, la population du Niger est estimée à environ 98% de musulmans. Les chrétiens se comptent parmi quelques locaux issus des familles coloniales et des émigrés des pays cités plus haut (United States Department of State, 2020). À Niamey, L'islam a une influence sur les représentations des identités culturelles et religieuses des autres confessions religieuses, et ce jusqu'à dans l'espace universitaire (M.Adamou Bello, 2023).

L'objectif de cet écrit est de comprendre l'apport du FB dans la vie socioreligieuse de sa cible, à savoir les migrants étudiants chrétiens à Niamey. Les données sont issues de nos travaux de recherches doctorales sur les enjeux autour de l'identité religieuse des immigrants catholiques à Niamey, récoltées à partir d'entretiens et d'observations. Ainsi, il ressort que l'aumônerie des étudiants de l'université et des grandes écoles de Niamey (Foyer Berlier), entité de l'église catholique, participe fortement à « l'épanouissement spirituel » des étudiants étrangers. En effet, grâce aux nombreuses activités culturelles, l'écoute et l'assistance qu'il offre, le FB accompagne ces étudiants dans leur insertion socioreligieuse et les aide à faire face au poids de la culture islamique qui s'impose à Niamey.

**Mots-clés :** migrants étudiants, religion, Foyer Berlier, Niamey

## Migration des maîtres coraniques et marchandisation du religieux à Niamey

**Safia Ide Mounkaila**

Depuis quelques décennies, Niamey connaît une intensification de la mobilité des maîtres coraniques venus des zones rurales du Niger et des pays voisins. Ce fait, longtemps perçu sous l'angle de l'enseignement coraniques des enfants, révèle aujourd'hui une transformation des rapports entre migration, foi et économie. Comme l'a montré S. Bava (2017), la mobilité religieuse ne se réduit pas à une quête spirituelle : elle constitue un espace de circulation de croyances, de savoirs et de ressources matérielles, où la foi devient un moteur de mobilité et d'adaptation.

À partir d'observation, d'entretiens semis directifs menées à Niamey auprès de 18 maîtres coraniques, cette communication analyse la migration des maîtres coraniques comme une stratégie de survie économique et spirituelle dans un contexte de pauvreté. Dans la lignée de B. Soares (2005), qui a conceptualisé la « prière comme économie », nous montrons comment les échanges de bénédictions, de dons et de savoirs s'inscrivent dans une logique de réciprocité où le religieux devient à la fois ressource symbolique et capital économique.

La ville apparaît ainsi comme un espace stratégique de (re)production du religieux, où des pratiques spirituelles sont observées. L'usage des biens matériels (corans, amulettes, planchettes, eau bénite etc.) et immatériels (bénédictions, prestige, savoir) par les maîtres coraniques constitue une véritable marchandisation du religieux.

La figure du maître coranique se trouve reconfigurée : il devient à la fois guide spirituel, entrepreneur et médiateur social dans un environnement où se mêlent compétition spirituelle et précarité économique. Cette hybridation des rôles religieux, déjà observée par Brenner (2001) et B. Soares (2005), traduit une adaptation continue des acteurs islamiques aux contraintes sociales et économiques de la ville.

Ainsi, cette contribution met en lumière la marchandisation du religieux en contexte de migration. Dans le sillage des travaux de S. Bava (2017) elle interroge les interactions entre matérialités et immatérialités religieuses, et propose une lecture de la migration des maîtres coraniques comme une forme de « déplacement spirituel » indissociable des dynamiques économiques et sociales contemporaines. Elle est également auteure d'articles scientifiques, notamment sur la précarité des conditions de vie des talibés dans les écoles coraniques des grandes villes du Niger, et sur « Être talibé : début d'une trajectoire migratoire pour les Nigériens » (en cours).

**Mots-clés** : Mobilité religieuse, maîtres économiques, marchandisation du religieux, pratiques spirituelles, Niamey

### Exil spirituel et enracinement confrérique: Le cas des disciples bambara de la Kuntiyya à Ndiassane (XIXe-XXe siècle)

**Abdourahmane Kounta**

Sheikh Bou Kunta (1840-1914), fils posthume de Sheikh Bun'āma (1780-1840), fit de la Kādiriyya l'une des principales confréries du Sénégal et de l'Afrique. Il s'installa à Ndiassane en 1883, transformant ce lieu en une cité religieuse qui attire des disciples venus de diverses régions.

Les migrations religieuses en Afrique de l'Ouest dépassent les simples déplacements physiques pour s'inscrire dans des trajectoires spirituelles marquées par la foi et la quête du salut. À travers le témoignage de Bécaye Fall<sup>26</sup>, descendant d'un disciple bambara rallié à la confrérie Kunta, ces récits de croyances et de migration contribuent à la construction d'une mémoire religieuse partagée et à la consolidation de la Kuntiyya à Ndiassane<sup>27</sup>.

L'histoire du père de Bécaye Fall, originaire de Ségou, commence par sa fuite du service militaire forcé à l'époque coloniale. Cette fuite initiale devient un exil spirituel après un rêve prophétique lui annonçant la rencontre du saint de l'Ouest qui changea son nom à la suite de l'accueil<sup>28</sup>. La modification de nom de « Zan » en « Bou Fall » marque une renaissance

<sup>26</sup> Entretien avec El Hadji Cheikh Bécaye Coulibaly, Ndiassane, le 21 Juin 2015.

<sup>27</sup> Haidara, T. Diagne, « Contribution à l'étude de l'islam au Sénégal : La confrérie Kuntiyyu de Njaasaan : 1884-1914 », Mémoire de maîtrise, UCAD, Département histoire, 1985, (Dakar), 98 p.

<sup>28</sup> Hélène P., « De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 27 - n°2 | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2014, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/5435>; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.5435>.

spirituelle et identitaire. Ce geste montre comment la migration religieuse crée de nouvelles formes d'intégration sociale<sup>29</sup>.

Les récits de miracles et de protection constituent un autre versant de cette dynamique. Ils relatent des interventions surnaturelles du Cheikh dans la vie de ses disciples. En effet, lors du voyage les disciples reçoivent des provisions mystérieusement en route vers Ndiassane. Ces récits construisent une mythologie populaire du voyage et du salut, où la mobilité humaine est constamment encadrée par la présence protectrice du saint<sup>30</sup>.

Les récits de convictions et de migration créent un imaginaire global. L'exil devient une instruction, la rencontre religieuse une ouverture à l'universalité islamique. Le lien mobilité, conversion et intégration confrérique expriment la vitalité de l'islam ouest-africain<sup>31</sup>.

Cette approche renouvelle la compréhension des phénomènes migratoires ainsi pour montrer comment le mouvement et l'ancrage religieux s'alimentent mutuellement.

## Le merveilleux religieux congolais en contexte migratoire: les pratiques et les objets

Jean-Fidèle Simba

Cette communication porte sur le merveilleux religieux congolais en contexte migratoire. Le merveilleux n'est pas exclusivement réservé aux Congolais. Il se retrouve chez les Grecs, les Aborigènes, les Pygmées d'Afrique et diverses communautés à travers le monde. Cet objet sociologique de la croyance et d'imitation sociale s'inscrit dans mon expérience de la migration, à la confluence du christianisme et des religions traditionnelles. Il est analysé sous l'angle des sciences des religions, à travers le prisme des approches socio-anthropologiques. Quelles sont les pratiques religieuses relevant du merveilleux ? Que contiennent les objets sacrés et ancestraux ? Qui sont les fabricants ? Quand s'en sert-on ? Dans quelles circonstances ? Pourquoi les "objets merveilleux" sont-ils sollicités, manipulés et parfois dissimulés ? Que disent les migrants congolais au sujet de leurs expériences positives et négatives du merveilleux ? Ce travail s'assigne deux objectifs : explorer le merveilleux congolais en migration dans la dualité des croyances, des pratiques chrétiennes et ancestrales ; montrer comment les politiques migratoires restrictives influencent le merveilleux. Cette étude qualitative est organisée autour des observations, des entretiens et du *focus group* avec des migrants congolais âgés de 16 à 52 ans. Le cadre conceptuel et/ou théorique se concentre sur le « merveilleux », qui vient du latin *mirabilia* signifie choses étonnantes, admirables ; tout ce qui est en lien avec le surnaturel, la magie et l'univers féérique. Les « pratiques religieuses » englobent les prières quotidiennes, les cultes, des gestes dévotionnels, des périodes de jeûne, des actes de pénitence. Les « objets sacrés » du christianisme, les « pratiques magico-fétichistes » ou ancestrales (fétiches, amulettes ou gris-gris) participent également au merveilleux. Ils sont entourés de secrets dans les contextes d'usages et ils sont protégés pour éviter leur désactivation. Cette étude montre que les politiques migratoires restrictives poussent les Congolais à convoquer le merveilleux. Ils le manipulent pour affronter les frontières, influencer les réponses administratives et juridiques. Mais le merveilleux est aussi mobilisé pour surmonter les obstacles naturels, traverser le Sahara et la

<sup>29</sup> Prencipe, Lorenzo. « La religion des migrants en tant qu'élément de cohésion sociale. » Traduit par Myrna Giovanella. *Migrations Société*, vol. 139, no. 1, 2012, pp. 101-120. DOI, doi:10.3917/migra.139.0101.

<sup>30</sup> Borrmans, Maurice. « Islam, Migrations et Défi Spirituel. » *REMHU - Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, vol. 15, no. 28, 2007, p. 120, SciELO, [www.scielo.br/j/remhu/a/krjXLSdQ8WYj8T5pncXyLxb/?lang=fr](http://www.scielo.br/j/remhu/a/krjXLSdQ8WYj8T5pncXyLxb/?lang=fr).

<sup>31</sup> P. Marty, *Etude sur l'islam au Sénégal : Le groupement de Bou Kounta*, Paris, Ernest Leroux, 1917, p. 430.

Méditerranée. Les prophéties, les états de transe, les consultations avec des pasteurs, des prêtres et des marabouts contribuent aussi à l'aspect merveilleux. Les migrants congolais croient en l'intervention divine ou en l'aide des ancêtres, que ce soit pour obtenir un visa, franchir les routes migratoires périlleuses, acquérir un titre de séjour, trouver du travail ou un logement. Tout échec est perçu comme un blocage du sorcier ou du diable. La politique des guichets est-elle dans le déni ? Il est essentiel de noter que les Congolais ne sont pas les seuls à se tourner vers Dieu et les pratiques magico-fétichistes dans leurs parcours semés d'embûches. Un nombre considérable de Subsahariens est également impliqué. Ils forment une catégorie secrète des migrants placés sous l'emprise du merveilleux. Ils sont désignés par le néologisme « miexilleux africains » (Simba 2021). Le terme « mi-exil-leux » résulte de la fusion du préfixe « migrant », du mot « exilé » et du suffixe « merveilleux ».

## Spiritualité, migration et reconstruction de soi: la gnose comme ressource socio-émotionnelle chez les disciples du guide spirituel Cheikh Sayid Omar Kébé aux États-Unis

**Ndeye Aida Dia**

L'émigration sénégalaise vers les États-Unis est marquée par de profonds processus de recomposition identitaire, émotionnelle et religieuse. Dans ces trajectoires de migration, la spiritualité émerge comme une ressource essentielle de continuité et de stabilité du soi. S'inscrivant dans cette perspective, cette communication explore l'expérience du divin dans la reconstruction de soi, la gestion du stress et le quotidien des émigrés sénégalais installés aux États-Unis, confrontés à la réalité d'une présence prolongée hors de chez eux. Nous ciblons particulièrement les disciples du guide spirituel gambien Cheikh Sayid Omar Kébé, installés aux États-Unis, notamment à New York.

Cheikh Sayid Omar Kébé (1947-2022) appartient à la mouvance des figures spirituelles émergentes du monde islamique sénégalais dont l'itinéraire est marqué par plusieurs voyages au Sénégal USA où il a installé des maîtres spirituels relais, formé des dahiras (cercle spirituels) et initié des centaines de disciples à la marifa. La marifa ou gnose est définie par Ibn Arabi dans la traduction française de la Risala, Épître sur le soufisme (1989) comme « une lumière que Dieu jette dans le cœur de Son serviteur, par laquelle il Le connaît ».

L'enseignement de Cheikh Sayid Kébé centré sur la connaissance de soi et la présence divine dans l'action, reconfigure les formes classiques de l'autorité religieuse, en se mettant en marge des voies confrériques traditionnelles connues de l'espace sénégalais (mouride, tidiane, layennes, niassenes etc.).

En proposant cette approche, Cheikh Sayid Kébé ouvre la voie à une relecture introspective des textes islamiques, invitant à une transformation intérieure individuelle, puis collective fondée sur l'expérience vécue du divin. En contexte migratoire, cette gnose pourrait se présenter comme un outil de résilience intérieure, transformant le déracinement en expérience spirituelle et le manque de repères en quête de sens.

Cette communication s'appuie sur une enquête ethnographique en cours menée depuis 2025 auprès des disciples de Cheikh Sayid Omar Kébé installés aux États-Unis à New York

principalement. Le dispositif méthodologique combine des entretiens semi-directifs, des observations participantes (en ligne et en présentiel) ainsi qu'une analyse de contenus des enseignements du guide diffusés sur les réseaux numériques.

Les premiers résultats mettent en lumière la manière dont cette approche s'inscrit dans la gestion des émotions, la création de réseaux de soutien spirituel et la construction d'un sentiment d'appartenance transnational. L'analyse adopte une approche qualitative et compréhensive, à la croisée de la sociologie de la religion transnationale (Levitt & Glick Schiller, 2004), de l'anthropologie de la spiritualité vécue, et de la phénoménologie de la gnose (Corbin, 1964 ; Chodkiewicz, 1986).

**Mots-clés :** Gnose, Migration, Spiritualité, Reconstruction de soi, Diaspora sénégalaise, Autorité religieuse, Résilience

\*\*\*

## A65 - Studying the Nursing and Midwifery Through Time, Space and Disciplines

**Mariam Mahjoub Sharif**

### Présentation de l'atelier

This panel discusses nursing and midwifery as professions, focusing on care practices, education, training, and working conditions, considering the temporal and spatial contexts in which professionals learn and work.

The workshop will address the following questions: Who currently works or has worked in nursing and midwifery in Africa? What was/is their education and training, and how has this changed over time? What was/ is their work conditions, Where and when have African nurses and midwives studied or practised healthcare abroad? These discussions are important because they enable us to compare the histories, as well as the present and future, of these professions, particularly during the colonial and post-colonial periods in Africa and beyond. Studying these professions therefore provides insight into social history, care governance and contemporary work issues. The methods used to study these professions can differ depending on whether an interdisciplinary, transdisciplinary or disciplinary approach is taken, and on the research methods employed, such as oral history, archive research, or quantitative, qualitative or mixed methods. We will learn how to conduct research and understand the conditions under which it is carried out, particularly in times of war or crisis.

\*\*\*

## Women's Education, Medical Training and Reproductive Bodies in Colonial Eritrea (1880–1930s)

**Silvia Bruzzi**

As in other African colonies, early Italian colonial policy in Eritrea — Italy's first African colony, officially recognised in 1890 — primarily focused on the health of sex workers. This was due to concerns about the spread of venereal diseases among military personnel stationed in the colony. Protecting the military was the driving force behind the particular attention devoted to the sexual health of African women during the early years of occupation. However, as control transferred from the military to the civil administration, the focus gradually shifted towards colonial wealth and economic production, notably in the 1920s and 1930s. For native women, this meant an increasing emphasis on their reproductive efficiency to support the colony's demographic and economic development. This paper sheds light on the history of higher education for native women during the Italian occupation, paying particular attention to colonial policies regarding midwifery training and the promotion of the medicalisation of childbirth in colonial Eritrea. It demonstrates that the 1930s represented a pivotal moment in the training and recognition of Eritrean women within the medical profession, as evidenced by the establishment of the inaugural 'modern' maternity ward in Asmara and the propagation of 'modern' midwifery training programmes among Eritrean women.

## The Turn of the Twentieth Century: The Making of Colonial Medicine and the Remaking of Egyptian Midwives

**Hibba Abugideiri**

This presentation explores the ways that women — as « modern » trained midwives (*hakimas*) and « traditional » folk midwives (*dayas*) — navigated changes to midwifery and gynecology brought to Egypt by British colonial medicine at the turn of the twentieth century. Based on archival research, I examine and problematize those Anglicizing reforms that changed the practice of midwifery and gynecology, done in the name of scientific progress and medical professionalization as well as for the benevolent uplift of women and society. It argues that colonial medicine demoted the professional authority of Egyptian *hakimas* from their former positions as « doctresses » to now nurse-midwives as well as institutionally displaced and villainized *dayas* due to their lack of formal training in « modern » (read: European) medical knowledge and birthing practices. These twin developments belie European imperial discourses of (women's) liberation and progress used to justify the colonial project in the first place.

Despite the erosion of their medical authority and positions, *hakimas* and *dayas* were able to navigate the colonial medical system in pursuit of their collective self-interests as native practitioners. That is, they at once advanced and challenged the very reforms that gave them the institutional authority to practice midwifery, but always in service of the women

they birthed and as they saw fit. The making of colonial medicine and the remaking of Egyptian midwives exposes what Lila Abu Lughod<sup>32</sup> calls the « politics of modernity ». By highlighting how new ideas considered « modern » and « progressive » implanted by Europe ushered in not only forms of emancipation but also new forms of social control, this presentation uncovers the ways in which colonial medicine introduced Egyptian women – as women who gave birth and women who birthed other women’s babies – to « modern » medical practices that often saved the lives of women and their newborns while simultaneously alienating women from their own bodies and structures of womanly support. As such, this interdisciplinary study conceptually challenges unhelpful binaries – like public-private and tradition-modernity – that can obscure what are at once restrictive and emancipatory changes to women’s lives. At the heart of this study is an epistemological challenge to metanarratives of progress that rush to myopic conclusions about women’s necessary advancement with the coming of « the West ». It problematizes such binaries to more fully account for the complex and nuanced inscriptions that redefined women, especially as practitioners in the colonial medical world.

### Royalty and Colonial Care: Yoruba Princesses in British Nursing and Midwifery, 1930s- 1940s

**Mosunmola Ogunmolaji**

This paper examines the nursing and midwifery training of two Yoruba princesses, Aderemi and Adenrele Ademola, daughters of Alake Ademola II of Abeokuta, to explore how African women navigated colonial hierarchies of race, gender, and class in interwar and postwar Britain. Between the 1930s and 1940s, both women traveled from southern Nigeria to undertake nurse and midwife training in British hospitals, a journey that illuminates the entanglements between empire, modernity, and the feminization of care work. Also, such migration is situated within the broader movement of colonial students to Britain for higher education. Drawing on archival sources from Britain and Nigeria, including colonial correspondence, press reports, photographs, and hospital records, the paper situates these royal women within a broader cohort of African nursing students who crossed imperial boundaries to acquire professional credentials. Their mobility is examined within broader debates about colonial modernity and the social value of women’s education in colonial West Africa. The paper also explores the performative dimensions of care work, as the Ademola sisters’ visibility in the British press transformed them into symbols of modern African womanhood. Through these representations, nursing and midwifery became both instruments of imperial ideology and avenues for African women to assert their dignity, professionalism, and identity.

Methodologically, the paper combines visual and textual analysis to explore the intersections of migration, education, and embodiment in the history of African nursing. By

---

<sup>32</sup> Lila Abu-Lughod, « Introduction: Feminist Longings and Postcolonial Conditions, » in *Remaking Women: Feminism and Modernity in the Middle East*, edited by Lila Abu-Lughod (Princeton: Princeton University Press, 1998), 6.

centering the experiences of African women who trained abroad, this approach contributes to transnational histories of nursing, offering new insights into how healthcare professions during the colonial period were entangled with questions of power, aspiration, and belonging.

## Pictures as sources for the history of Gold Coast colonial midwives, 1930s-1940s

### Anne Hugon

British colonial authorities started to train African midwives at the end of the 1920s in the newly built Maternity Hospital in Accra. The training of young African women was seen as a key element in the struggle against maternal and child mortality, which was one of the means imagined to increase the supposedly too scarce local population,

As of 1931, after a demanding curriculum in the midwifery school, new batches of midwives got their certificates (two batches a year, comprising between five and ten young women). They then started working either in private practice, in government institutions, or for Local authorities which were part of the Indirect Rule system.

A number of colonial sources document their training, as well as other aspects of their professional lives (subsidies, surveillance, rules and regulations...). However, pictures are another important source to understand other aspects of their work or of their sociability. This presentation will focus on pictures from various archives, both public and private, and emphasise the importance of images to uncover unknown histories of colonial midwives, such as their lives as pupil midwives, their working conditions, their organisations and congresses, their families and their friendships.

## Midwives in Tension: Navigating Empowerment Agendas, Moral Hierarchies, and Everyday Reproductive Life in Contemporary Benin

### Valentina Vergottini

This paper offers an anthropological perspective on midwifery in contemporary Benin, drawing on long-term and intimate ethnographic research conducted between 2019 and 2025 among both women targeted by international family planning programs and the midwives who implement them. While historical works – such as Anne Hugon’s analyses of midwifery in the Gold Coast and Pascale Barthélémy’s studies of elite midwives in colonial Dahomey – illuminate the formation of professional authority and the moral missions assigned to midwives during the colonial period, this contribution shifts the focus to how today’s midwives live and navigate these legacies within the moral, institutional, and affective contradictions of global health practice.

My doctoral work examined what I termed « reproductive paradoxes »: the disjuncture between humanitarian and development programs that promote contraception as a pathway to women’s empowerment, and the situated forms of agency already present in local reproductive practices. Such family planning and empowerment-oriented programs

often fail to recognize these localized forms of agency and, paradoxically, reproduce new hierarchies. One of the most salient hierarchies opposes « empowered », educated, morally compliant women – including midwives themselves – to « traditional », « ignorant », or «backward » women who do not conform to standardized models of reproductive choice.

This paper asks how midwives inhabit this hierarchy from within. Do they fully internalize humanitarian and empowerment discourses? Or do they navigate between their professional mandates and their intimate worlds like family expectations, personal fertility desires, doubts about contraceptive methods, religious commitments, or moral ambivalence?

Through participant observation in maternity centers, family planning sessions, and NGO initiatives, as well as life stories collected both in clinical environments and in private spaces, I explore how midwives negotiate the tensions between being brokers of empowerment and women embedded in their own reproductive trajectories. Many actively promote contraception while expressing concerns about side effects; others encourage patients to limit fertility while personally aspiring to large families. These frictions reveal how global programs are vernacularized, adjusted, or resisted in practice.

The paper highlights midwives' strategic multipositioning as caregivers, state representatives, NGO intermediaries, community members, and moral actors. Their work becomes a privileged site for examining how global health agendas intersect with local moral economies. By linking historical framings to contemporary ethnography, the contribution shows that midwifery in Benin is shaped not only by institutional mandates but also by intimate negotiations, emotional labour, and moral dilemmas.

## Professionalization of Nursing and Midwifery in Villa Maria and Mua Mission Hospitals, 1900s-1980s

Ivana Zečević

The proposed paper examines the professionalization of nursing and midwifery, with a particular focus on maternal and child health, in two missionary hospitals in Southeast Africa: Villa Maria Hospital in Uganda and Mua Hospital in Malawi. The hospitals were founded at the start of the 20th century by a French Catholic congregation, the Missionary Sisters of Our Lady of Africa (also known as the White Sisters, named after the color of their habit), and were, for many decades of the colonial and postcolonial period, among the most important health centers in their respective areas. Alongside other services, the Sisters provided maternal and child health care in the hospitals and, over time, established maternity wards, antenatal units, and childcare clinics within them.

This paper explores how and where the missionary Sisters who worked in Villa Maria and Mua Hospitals were trained in nursing and midwifery; who the African women they employed in the maternity wards were and how they were educated; how they applied maternal and child health care practices they had been taught in their everyday work and

what limitations they faced; and what challenges they encountered after independence and how the composition of hospital staff changed during that time.

In order to address these questions, the paper utilizes a range of sources: archival materials from the White Sisters and White Fathers Archives in Rome (mission diaries, annual reports of the hospitals, country reports, handbooks on nursing and midwifery, etc.), as well as 40 oral history interviews conducted with missionary nurses and midwives, biomedically trained Ugandan nurses and midwives who worked in the hospitals, healthcare providers from the local villages, and women patients from surrounding communities. It adopts a bottom-up, micro-historical approach to the topic, and compares and contrasts these developments in the two mission posts while, at the same time, examining nursing and midwifery from a global, transnational perspective. The paper also demonstrates how these professions fit into colonial contexts and changed over time, adapting to broader socio-economic, political, and environmental factors, while also often having to adjust to local customs, circumstances, and needs.

### Biography as approach to study Sudanese midwifery and nursing in Sudan and abroad (1938-1956)

**Mariam Sharif**

This paper uses a biographical approach to discuss the case of nurses and midwives from 1938 till 1956 in the colonial state Anglo-Egyptian Sudan, before Sudan's flag independence in 1956. It does so integrating textual, visual and oral historical sources. The aims are to illustrate the relationship between private and public spaces as well as the relationship between agency and social structure that shaped the accessibility of education/training and later work promotion.

Another aim is to study not just the social experiences of individuals at work but also to highlight the generation who studied and worked during that period. Studying individuals and generation enables us to understand the different challenges within these healthcare professions. Some nurses from this generation faced an inherent stigma due to their profession being undervalued and questioned morally by patriarchal society. Midwives, however, were considered to be in a better social position. Both midwives and nurses were during that period subject to the colonisation by members of post-Victorian British society, with its inequalities in terms of women's working, political and social rights.

Another contradiction emerged in the development of professionalisation, with health facilities and personnel, particularly nurses and midwives, being distributed unevenly between rural and urban areas in Sudan. Some nursing students studied abroad, for example in Egypt and Beirut, which not just laid the ground for new pathways of labour migration later on but also for the formation of a new level of professional hierarchies inside the country. Meanwhile, the Institute of Advanced Nursing was established in 1956. This fed into intrinsic contradictions of the profession, which had emerged within the colonial context and shaped not only the power relation between Sudanese nurses and midwives and colonizers,

but also formed the class differences (*tabaqiyya*) among Sudanese nurses and midwives themselves.

## The Role of Arab Nurses in the reform of Nursing and Family Planning during the Cold War: Sources and Issues

**Laure Pesquet**

Based on my post-doctoral research project, oral history, and written sources in several languages, my communication discusses the role of Arab nurses in the reform of nursing and family planning during the Cold War. While the literature on nursing, reproductive governance, and welfare state focuses on Western countries, my work analyses the singular case of the Middle East during post-colonial times. Middle East was singular for that birth control policies emerged as a necessity from the social welfare programs implemented by newly independent Arab states and from the population control's international movement. My main argument is that family planning policies extended in the Middle East thanks to the reform of nurses.

Since 1955, the Higher Institute of Nursing in Alexandria, created by the Free Officers, the World Health Organization, and Egyptian pioneer midwives, trained Arab nurses to achieve better healthcare for their own countries. These nurses transformed family planning policies as they entered international organizations from the 1950s until the 1990s, when Arab states vividly debated the links between development, anti-imperialism and neo-Malthusian theories. My research ends in 1994, when the United Nations held in Cairo the International Conference on Population and Development. I will confront the transformation of family planning policies with the professionalization of nursing schools in the Arab world while the privatization of healthcare increased in the Middle East as elsewhere. Eventually, this neoliberal era of public health coincided with the marginalization of Arab nurses from social welfare and family planning's policies.

I will focus on the Higher Institute of Nursing of Alexandria and the WHO Offices as sites of encounters between Arab nurses who used their leadership and their feminist sensibilities to achieve better contraceptive methods for women in the developing world. I will also tackle methodological issues linked to varying archives' access depending on the countries and organizations. To what extent do my sources offer a distorted view of the power relations between nurses working on the international stage? To what extent can oral history help to correct this bias? Is such correction even possible or conceivable?

## « Almost as Free as She was in Freedom » : US Southern Midwifery and Enslaved Women's Complicated Knowledge

**Andrea Lucrecia Richardson**

Histories of enslaved African and Afro-descendant midwives working in the US South tell us about the potential for knowledge as power amid abject circumstances and the dynamics of power that inform the current working conditions of Black midwives. This paper considers

two enslaved (and later freed) midwives, Katy Elmore and Aimée Potens through the lens of an exhibit about midwifery in the First Pharmacy Museum of New Orleans, LA. With archival research, oral histories, and analysis of Evelyne Trouillot's *The Infamous Rosalie* (*Rosalie L'Infame*) in addition to what the museum exhibit supplies, I venture beyond the museum's limited portrayal to think through each woman's subjectivity while engaging Black feminist frameworks of epistemologies and resistance. Locating both women within an African diasporic history of midwifery, I interrogate the figure of the Black midwife in the American public memory, considering the historicization of enslaved African midwives and later the «gran[d] midwives» (Suarez) as it informs the current status of the Black midwife in the United States, who contends with the ongoing Black maternal mortality crisis especially within the US South, and whose numbers account for only 7.3% of all midwives working in the country. The afterlives of slavery and colonialism impact the working conditions of midwives working throughout the African diaspora. In the United States, the legacy of both have contributed to contemporary barriers to the practice such as barriers such as « legal restrictions, limited recognition in the Westernized health care system, insufficient funding, lack of mentorship, limited support, and lack of midwifery programs at historically Black colleges and universities » (Canty). Potens' and Elmore's stories give us insight into the practice of midwifery (and nursing, as Potens was also a nurse) at the time, and how the historical record treats Black midwives. Thinking through this alongside contemporary Black midwifery discourse, I relate their stories to histories of childbirth medicine and knowledge production addressing issues of epistemic injustice.

\*\*\*

## A67 - Territoires politiques, religieux, coutumiers et académiques : tensions et reconfigurations des légitimités en présence

**Rania Hanafi**

**Mamadou Bouna Timera**

### Présentation de l'atelier

Longtemps perçus comme des espaces porteurs d'altérité ou d'identité différenciée (Schlegel, 2012), des lieux de préservation de la tradition, de la légitimité et du salut, les territoires du religieux apparaissent aujourd'hui comme des lieux traversés par des reconfigurations multiples. Si les catégories de « cités religieuses », « villes saintes » ou encore de « foyers religieux » au Sénégal (Cheikh Gueye, 2000 ; Mountaga Diagne, 2011), rendent compte de la diversité des ancrages et des spatialités es du religieux, l'observation d'autres espaces de citoyenneté politique créés par la décentralisation (municipalités...), de territoires coutumiers ou traditionnels de même que des espaces académiques révèle également des tensions et des reconfigurations des légitimités en présence.

Ainsi, notre réflexion s'oriente vers une mise en perspective des reconfigurations entre ces légitimités religieuses, politiques, coutumières, académiques appréhendées à partir d'un territoire donné : la ville sainte, l'espace académique, l'espace coutumier... Dans des contextes où le territoire peut être simultanément investi de significations sacrées, politiques, coutumières et institutionnelles, cette coprésence produit des formes d'hybridation, mais aussi des tensions. Il convient d'analyser comment, à travers un regard croisé, se déploient leurs interactions, leurs modes d'appropriation et de mise en œuvre, les circulations normatives entre communautés et territoires politiques, religieux, coutumiers et académiques mais aussi leurs pratiques de coproduction de l'espace. Quelles sont les nouvelles dynamiques à l'œuvre dans et entre ces différents territoires à partir d'un questionnement centré sur leurs reconfigurations.

Cet atelier s'appuie sur un constat formulé par Diagne (2015), qui soulignait l'insuffisance d'enquêtes comparatives sur la mobilisation conjointe des acteurs institutionnels, politiques, académiques, coutumiers et religieux dans l'analyse des dynamiques locales en Afrique de l'Ouest. Il propose d'explorer l'imbrication et les circulations entre territoires religieux, politiques, coutumiers et académiques. Il s'intéresse à la coexistence de ces logiques à travers les formes de coprésence, de tension ou de coopération.

Ce processus multiforme met en lumière une redistribution des rôles entre acteurs institutionnels et politiques, figures d'autorité religieuse et coutumière, acteurs académiques et influe à la fois sur les trajectoires de transformation et sur les formes de gouvernance locale. Il propose également d'interroger la manière dont ces communautés se transforment elles - mêmes dans le cadre d'un espace politique décentralisé marqué par l'émergence de nouvelles modalités de gestion des territoires.

\*\*\*

## Gouverner l'école à Touba, Tivaoune et Rufisque : entre légitimités religieuses, politiques, communautaires et académiques dans la fabrique territoriale de l'éducation

**Rania Hanafi**

**Mamadou Bouna Timera**

**El Hadji Rawane Ba**

L'école constitue un espace privilégié d'observation des dynamiques de pouvoir et d'appropriation territoriale. Au Sénégal, l'expansion de « l'école de la République » se heurte à des territoires porteurs de significations différenciées-religieuses, politiques et communautaires-dont les interactions produisent des reconfigurations complexes des légitimités en présence.

En comparant trois configurations contrastées, notamment Touba comme « ville sainte » marquée par une forte territorialité confrérique (Cheikh Gueye, 2000 ; Mountaga Diagne, 2011) ; Tivaoune comme espace de cohabitation et de coproduction entre l'autorité religieuse et politique ; Rufisque comme ville laïque héritée et fortement politisée-cette

communication analyse la territorialisation différenciée de l'école publique dans la fabrique de la ville. La question centrale est la suivante : comment la coexistence de légitimités plurielles (religieuses, politiques, communautaires) à Touba, Tivaoune et Rufisque, reconfigure-t-elle la gouvernance éducative, la fabrique de l'espace scolaire et, plus largement, les trajectoires de transformation territoriale ?

Mobilisant une enquête mixte (entretiens, données statistiques, analyse cartographique), l'étude questionne des formes d'hybridation institutionnelle (écoles publiques insérées dans des centralités confrériques par le biais d'une politique de modernisation, négociation des curriculum, co-gestion d'infrastructures) mais aussi des résistances, des contournements.

**Mots-clés :** Gouvernance éducative, légitimités plurielles, territorialités, ville sainte, ville laïque, ville hybride, décentralisation.

### L'insertion dans « le miracle posthume » et capitale du mouridisme, Touba : recompositions spatiales, intégration sociale et reconversions professionnelles

#### **Papa Balla Moussa KANTE**

La cité religieuse de Touba impressionne par son dynamisme et interpelle quant à son avenir du fait d'une opération de haute voltige sociodémographique par immigration massive. Cette immigration y est à la fois consolidante et compromettante.

Par l'informalité de sa gouvernance, Touba constitue une succession de singularités. Avec son étirement, peuplement...Touba est la première ville sénégalaise. Bref, Touba est un "façonneur" de l'économie, de la politique et facteur d'une forte urbanisation. Toutefois, des signes d'essoufflement sont perceptibles, notamment avec des reproductions-trahisons comme à Oumoul Khoura.

Par le terrain suivi depuis 2009 (questionnaires aux acteurs locaux et aux immigrants), nous constaterons l'attractivité exceptionnelle, les ressorts de l'insertion à Touba. Les implantations seront relevées comme des zones à carences élémentaires comme celle alimentaire...D'où des vellétés d'autonomie et ou une posture subsidiaire de l'État indexée. Par la revue bibliographique et données de l'agence nationale de la statistique, nous verrons le développement fulgurant de Touba. En prenant en compte, entre autres, la thèse de (C Gueye, 2002), l'étude de la (Sénagrosol, 2007) sur l'immigration, notre mémoire (Kanté, 2009), il s'agira d'y relever l'évolution spatiale, sociale et professionnelle, conquêtes et obstacles.

Les données, par Kobocollect, Stata seront traitées sous un prisme pluridisciplinaire.

Aujourd'hui, Touba tient les arguments "d'un miracle posthume". Après la concentration-saturation, l'urbanisation par extension, "la greffe" est l'option problématique. L'informel est à Touba un recours voire un secours mais en saturation. L'industrialisation (zone économique spéciale) constituera t'elle l'autre réactualisation de la réponse de Touba ?

**Mots-clés :** Touba, urbanisation, périphérie, insertion

## Les transformations éducatives à Touba : entre ancrage et ouverture

**Same Bousso**

La ville de Touba, capitale spirituelle de la confrérie mouride, a été fondée par Cheikh Ahmadou Bamba (1853-1927) en 1888, au centre du Sénégal. Créée pour être un Daara (centre d'enseignement et d'éducation spirituelle), elle est aujourd'hui devenue la deuxième ville du Sénégal en termes démographiques. Confrontée à une urbanisation rapide et à une croissance démographique exponentielle, Touba fait face à de nombreux défis, dont la problématique d'une éducation de qualité adaptée à ses réalités, dans un contexte de mondialisation prégnante.

Le système éducatif à Touba est marqué par l'hégémonie de l'enseignement traditionnel, fondé sur l'apprentissage du Coran et des sciences religieuses, dispensé dans les daaras (au nombre d'environ 2000) et les écoles arabo-islamiques. L'école publique « française » y est quasi inexistante, même si beaucoup d'enfants fréquentent des établissements français publics situés dans les localités environnantes, ainsi que des écoles privées implantées dans la ville.

Malgré une forte résistance à l'implantation d'écoles publiques françaises, le système éducatif à Touba connaît actuellement une dynamique de transformations soutenues, grâce aux initiatives des acteurs du système éducatif ainsi que des autorités religieuses de la ville, notamment celles de l'actuel Khalif général des Mourides.

Il s'agit ici de se demander dans quelle mesure ces initiatives de réforme, influencées par la circulation des savoirs, parviennent à préserver la vision religieuse à la base de la fondation de cette ville, en construisant un système d'enseignement moderne et ouvert, mais bâti sur le socle des valeurs islamiques enseignées par le fondateur de la confrérie. Par ailleurs, il convient d'interroger dans quelle mesure ce processus s'inscrit dans les orientations de la politique éducative nationale, et y trouve un ancrage institutionnel.

La méthodologie adoptée reposera sur une recherche documentaire et une enquête qualitative auprès des acteurs concernés.

**Mots-clés :** éducation, transformation, tradition, système, capitale spirituelle, ensiegement musulman

## Les études arabo-islamiques au Sénégal : de la tension avec l'école d'inspiration occidentale à la légitimation institutionnelle et académique

**Serigne Mbaye Dramé**

La langue arabe, portée par des enjeux religieux, culturels et politiques majeurs, figure, de nos jours, parmi les langues les plus en vue. Aussi, la tournure prise par les relations internationales, essentiellement avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New

York occasionnant près de 3000 morts, a ramené la question des croyances, notamment l'islam, au-devant de la géopolitique mondiale. Cela a créé une sorte de peur et d'ostracisation de tout ce qui se rapporte à l'islam, notamment la langue arabe, du fait d'organisations aux ramifications internationales comme Al-Qaïda. Depuis cette tragédie, les États-Unis ainsi que plusieurs pays européens ont adopté de nouvelles stratégies de connaissance et de veille, en procédant à la création d'instituts d'études arabes et religieuses, destinés à mieux cerner les réalités socioculturelles et politiques et à analyser plus finement les enjeux liés à l'islam ainsi que les foyers d'instabilité au Proche et au Moyen-Orient et par extension dans la région du Sahel, en proie à des vulnérabilités sécuritaires. Dans un contexte marqué par une nouvelle configuration de la géopolitique mondiale, avec l'émergence d'acteurs jadis en marge des centres de gravité, la connaissance de la langue arabe peut constituer un outil incontournable et un vecteur essentiel pour appréhender la complexité des dynamiques sociales, politiques et religieuses du monde arabo-musulman.

Au Sénégal, ces transformations sont marquées par l'intégration de l'éducation arabe et religieuse dans l'école formelle à partir des années 2000 (C. Hugon : 2016).

Cette communication se propose alors d'analyser les transformations intervenues dans le positionnement de la catégorie sociale dite arabophone souvent en tension avec l'école francophone dans l'espace public sénégalais. Notre problématique part du postulat que, l'isolement des arabophones à travers des structures dédiées va perpétuer le sentiment de peur et de suspicion qui a toujours été nourri à l'endroit de la langue arabe et des études islamiques au Sénégal depuis la colonisation. L'article a pour ambition donc de montrer que la meilleure posture pour dépasser ce cloisonnement qui anime l'histoire culturelle et intellectuelle du Sénégal consistera à se doter d'un système de formation harmonisé, prenant en compte tous ces aspects de la trajectoire historique et éducative du pays. L'idéal, dans notre perspective, ne consiste ni à rejeter l'Occident au profit de l'Orient, ni à opérer le mouvement inverse, mais à œuvrer à une synthèse raisonnée et harmonieuse allant dans le sens de lever le voile sur toute la trajectoire politique, intellectuelle et culturelle du Sénégal postcolonial fécondée par ces deux horizons.

### Concurrence, porosité et hybridation : reconfigurations territoriales du religieux et du touristique à Mbour (Sénégal)

**Sawrou Mbengue**

À Mbour (Sénégal), tourisme et religion coexistent, générant des reconfigurations territoriales complexes. Cette étude interroge comment ces sphères cohabitent et s'hybrident dans un même espace urbain. À partir d'enquêtes de terrain menées dans le cadre d'une thèse, incluant des séances d'observation directes ainsi qu'une série d'entretiens semi-directifs réalisés auprès des religieux, touristes, habitants et autorités locales, cette étude montre que la porosité des frontières entre espaces religieux et touristiques crée des zones mixtes (ouvertes) favorisant la tolérance, la cohabitation et l'interdépendance économique. L'hybridation des pratiques contribue à une urbanité

originale et enracinée, faisant de Mbour un véritable laboratoire de mondialisation et d'interactions religio-touristiques.

**Mots-clés** : Religieux, Tourisme, Concurrence, Porosité, Hybridation, Mbour

\*\*\*

## A68 - Transformation des sociétés en Éthiopie et dans la Corne de l'Afrique : Changement, diversité et mémoire

**Ronny Meyer**

### Présentation de l'atelier

La Corne de l'Afrique est un lieu de transformations dynamiques. Des royaumes antiques et des routes commerciales transrégionales aux reconfigurations politiques modernes et aux renaissances culturelles, cette région a connu des mutations constantes de ses frontières géographiques, de ses paysages linguistiques et de ses structures socioculturelles. Le processus de transformation localisé au sein d'une population ou d'une région peut induire, par effet de ricochet, des dynamiques similaires dans les communautés voisines et/ou les zones adjacentes.

Cet atelier interdisciplinaire explore les processus de changement et de continuité en Éthiopie et dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique à travers les prismes de l'histoire, de l'anthropologie et de la linguistique. Ses principaux objectifs sont les suivants :

- Étudier la diversité linguistique de la région et la manière dont la langue reflète et médie les changements historiques et sociaux.
- Analyser les dynamiques anthropologiques liées à l'identité, à l'ethnicité et à la mobilité à travers le temps et l'espace.
- Engager une réflexion critique sur les pratiques de l'écriture d'histoire, de mémoire et de patrimonialisation en lien avec les passés multiples de la région.

L'atelier vise à rassembler des chercheurs issus de diverses disciplines en sciences humaines s'intéressant à l'Éthiopie et à la Corne de l'Afrique, afin d'examiner, selon leurs perspectives respectives, les processus de transformation historiques et actuels.

\*\*\*

The Horn of Africa is a site of dynamic transformations. From ancient kingdoms and transregional trade routes to modern political reconfigurations and cultural revitalizations, this region has undergone constant shifts in its geographical boundaries, linguistic landscapes, and sociocultural structures. A local transformation process within one population or region can, by ripple effect, induce similar dynamics in neighboring communities and/or adjacent areas.

This interdisciplinary workshop explores processes of change and continuity in Ethiopia and the wider Horn of Africa through the lenses of history, anthropology, and linguistics. Its main objectives are to:

- Investigate the region's linguistic diversity and how language reflects and mediates historical and social change.
- Analyze anthropological dynamics related to identity, ethnicity, and mobility across time and space.
- Engage in critical reflection on the practices of history writing, memory, and heritage creation in relation to the region's multiple pasts.

The workshop aims to bring together scholars from diverse disciplines of the humanities interested in Ethiopia and the Horn of Africa to examine historical and current processes of transformation from their respective perspectives.

\*\*\*

## Revendications autonomistes en Ethiopie du Sud : la diffusion d'un modèle par et pour les élites ?

**Lucie Buffavand**

Avec l'avènement du fédéralisme ethnique en Ethiopie il y a trois décennies, les nombreux groupes ethniques officiellement reconnus dans le sud du pays avaient obtenu le droit de promouvoir leur identité ethnique. Dans les faits cependant, leurs revendications pour une autonomie administrative sont longtemps restées contenues par la coalition au pouvoir.

Dans l'ancienne zone South Omo notamment, qui regroupait seize groupes ethniques de taille inégale, les élites locales ont commencé à forger des identités ethniques politisées seulement à partir de 2018, lors de l'arrivée d'Abiy Ahmed au pouvoir et de l'ouverture politique qu'il avait initialement engagée. Les élites aari, maale, etc., ont alors pu rattraper leur retard par rapport aux groupes du Sud plus importants, tels que les Gamo ou les Wolayta, en reproduisant les éléments déjà bien établis du programme ethno-nationaliste : établissement de centres culturels, création de costumes aux couleurs « traditionnelles » et résurgence de célébrations annuelles, parallèlement à la demande d'une plus grande autonomie administrative.

Cette contribution s'intéresse aux élites engagées dans les mouvements autonomistes de l'ancienne zone South Omo et à la nature de leur projet. À travers la promotion de leur culture, il s'agit notamment pour elles de s'insérer dans un réseau d'associations locales de développement et de revendiquer une place dans l'espace politique éthiopien. L'analyse portera aussi sur le projet économique que ces associations véhiculent, sur leurs contradictions, leurs relations avec le parti au pouvoir ainsi que leur réception au sein de la population.

## Transformations urbaines et identités citadines à Addis-Abeba

**Bezunesh Tamru**

Addis-Abeba connaît une transformation spectaculaire de son paysage urbain avec une accélération des opérations de renouvellement de ses quartiers par les pouvoirs publics. Le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle se caractérise par une politique de verticalisation de la ville avec un encouragement à la construction d'immeubles de bureaux, de centres commerciaux et de résidences collectives. Ces actions s'accompagnent d'une volonté d'éradication des anciens quartiers denses et vétustes, l'ensemble visant l'essor d'une capitale moderne et compétitive. Derrière cette rhétorique de modernité portée par un « urbanisme du bulldozer » se joue une recomposition sociale et identitaire de la ville, souvent au détriment des citoyens les plus vulnérables.

Les opérations relevant du « City Corridor Project » ont démolé plusieurs linéaires du tissu urbain voire des quartiers historiques entiers - tels que Piassa et Kazanchis - démantelant ainsi toute une toile associative de solidarités locales. Les habitants déplacés vers les périphéries sont non seulement confrontés à l'éloignement des emplois, à la précarité des services mais aussi à la perte des liens d'entraides qui les identifiaient à leur quartier. Ce processus de marginalisation traduit une logique de développement inégal : la centralité urbaine étant réservée aux élites, tandis que la majorité des habitants subit une relégation socio-spatiale.

La transformation du paysage bâti débouche ainsi sur des visons de plus en plus divergeant du devenir de la ville. Les pouvoirs publics promeuvent un langage mobilisant les termes de modernité, d'embellissement et d'intelligence pour ériger une capitale de fiertés nationales voire continentales, tandis que les citoyens expriment une nostalgie des lieux et liens disparus et une méfiance envers un projet d'exclusion socio-spatiale. À partir d'une série d'enquêtes et d'entretiens réalisés auprès des habitants déplacés du tissu dense vers les périphéries d'Addis-Abeba, cette proposition souhaite montrer l'influence des transformations en cours dans la capitale éthiopienne sur les constructions/déconstructions de leurs identités citadines.

## Linguistic changes and changing practices in Kambaata beekeeping

**Yvonne Treis**

**Yoseph Yonas Zecharias**

In the Kambaata community in the Central Ethiopia Region, we still find a flourishing tradition of home-garden beekeeping in locally produced bamboo beehives. Based on a large corpus of two- or multi-party conversations with 25+ beekeepers recorded in 2023 and 2025 as well as observations in beekeeping households all across the Kambaata zone, we give a first account of (i) the changes in the Kambaata apicultural lexicon under the influence of the Ethiopian lingua franca Amharic (borrowings, loan translations), (ii) the emergent changes in discursive practices about the social, cultural and medicinal benefits of honey

and taboos surrounding apiculture, and (iii) the incipient changes in the apicultural techniques under the influence of trainings and material support provided by local authorities and NGO.

## Emerging Varieties in Ethiopian Urban Centers: Bidirectional Influence between Amharic and Gurage

**Ronny Meyer**

My presentation examines patterns of contact-induced language change in the multilingual context of Ethiopian towns and their surrounding areas. It focuses on contact phenomena between Amharic and the Gurage languages, highlighting the bidirectional influences that have developed through social interaction and everyday multilingual practices. It is well known that Amharic, as a long-established lingua franca and language of wider communication, has contributed to notable innovations in local languages, including borrowings in core vocabulary and convergence in syntactic patterns. However, it is often overlooked that the influence is not unidirectional: various features of the local languages have diffused into Amharic, leading to the emergence of regional varieties of the lingua franca. Drawing on structural (grammatical) and lexical data, the study shows how speakers of Gurage (and other local) languages have introduced innovations into their use of Amharic, ultimately contributing to the development of new, regionally identifiable Amharic varieties. The findings contribute to broader discussions of Ethiopian language ecologies and the mechanisms driving bidirectional influence in unequal yet interactive contact settings.

\*\*\*

## A69 - Transformations du champ médiatique et recompositions politiques au Sénégal

**Yacine Diagne**

**Saliou Ngom**

### Présentation de l'atelier

La révolution numérique a reconfiguré l'espace public, transformant la citoyenneté en véritable « canal d'expression civique » (Vedel, 2003). Elle a redéfini les modalités de participation politique (Flichy, 2010 ; Greffet, Wojcik, 2014), donnant voix à des catégories auparavant marginalisées et remettant en question les hiérarchies traditionnelles et ouvrant la voie à une démocratie plus participative (Blondiaux, 2021). De nouvelles formes d'engagement distancié, comme le webactivisme et le militantisme en ligne, ont transformé les stratégies d'action collective et le champ médiatique. Au Sénégal, ces dynamiques se manifestent par l'émergence d'acteurs numériques non professionnels (blogueurs, activistes, influenceurs) qui contestent l'autorité des élites politiques et médiatiques traditionnelles (Diagne, 2025), s'inscrivant dans la continuité du mouvement Y'en a marre qui avait déjà ébranlé les codes politiques (Niang et Ngom 2024). Ces mutations traduisent une extension des formes de démocratie participative (Bacqué et Sintomer, 2011), où des

acteurs non institutionnels accèdent à une légitimité publique nouvelle dans l'espace public. Des formations politiques comme PASTEF ou le mouvement conservateur And Samm Jiko Yi, ont massivement investi l'espace numérique, transformant les modalités d'interaction relations entre citoyens, journalistes et institutions (Ngom et Niang, 2024). Ce brouillage entre information, expression citoyenne et mobilisation politique révèle l'émergence d'une culture politique plus horizontale (Dahlgren, 2009 ; Cardon, 2019). Mais cette reconfiguration s'accompagne de tensions. Le journalisme traditionnel se trouve confronté à une remise en cause de ses normes : l'émotion, la viralité et l'engagement partisan tendent à supplanter la vérification des faits et l'objectivité. L'expansion des technologies numériques et la démocratisation d'Internet ont fragilisé le monopole journalistique, tout en exposant l'espace public à des risques accrus : désinformation, surveillance numérique, autocensure et tentatives de répression.

Ce panel propose d'interroger ces mutations dans le contexte sénégalais, en analysant les stratégies d'adaptation des journalistes professionnels, l'accès à une information de qualité et l'impact des différentes formes d'activisme ou de conservatisme numérique sur la polarisation du champ politico-médiatique

\*\*\*

## Influenceurs-militants et désintermédiation de l'information : ce que le numérique fait à l'autorité journalistique au Sénégal

**Ahmadou Bamba Faye**

Au Sénégal, les réseaux sociaux se sont imposés comme des espaces centraux de production et de circulation de l'information politique. Ils ont vu émerger une catégorie d'acteurs hybrides (les influenceurs-militants) dont l'autorité publique s'est renforcée à la faveur des transformations numériques récentes. Leur visibilité, leur capacité d'interpellation et leurs formats communicationnels bousculent les médiations traditionnelles et fragilisent un journalisme déjà éprouvé par la précarité économique des rédactions, la polarisation du débat public et la crise de confiance des audiences. Cette contribution propose d'analyser comment ces acteurs, particulièrement visibles dans l'écosystème politique du Pastef, participent à une désintermédiation de l'information qui reconfigure en profondeur les règles du jeu dans l'espace public sénégalais.

L'étude s'appuie sur une ethnographie des plateformes (TikTok, Facebook, YouTube, X) menée entre 2023 et 2025, centrée sur le suivi d'une dizaine d'influenceurs-militants pastefiens. L'enquête combine l'observation des contenus (lives, capsules pédagogiques, directs d'actualité, décryptages militants), l'analyse des interactions (commentaires, remix, hashtags) et l'examen des métriques d'audience afin de saisir les logiques de visibilité, d'adhésion et de légitimation à l'œuvre. Cette approche permet d'interroger les régimes de vérité, les pratiques discursives et les représentations du politique portées par ces acteurs, en les mettant en perspective avec les normes et routines du journalisme professionnel.

Les premiers résultats montrent que les influenceurs-militants s'imposent comme de nouveaux médiateurs politiques en mobilisant trois registres de légitimation : (1) la proximité linguistique et affective, fondée sur le wolof, le tutoiement et l'intimité numérique ; (2) l'authenticité revendiquée, opposée aux médiations professionnelles jugées biaisées ou compromises ; (3) la pédagogie militante, qui transforme l'actualité en récit moral, simplifié et polarisé. Leur autorité repose moins sur la vérification que sur la viralité, l'émotion et le témoignage, ce qui entre en rupture avec les principes cardinaux du métier de journaliste, tels que l'objectivité, la distanciation et la hiérarchisation de l'information.

Ce déplacement du centre de gravité de l'information contribue à affaiblir l'autorité journalistique, en redéfinissant les frontières entre information, opinion et mobilisation. Les influenceurs-militants produisent une concurrence symbolique et professionnelle avec les journalistes, à qui ils disputent le rôle de médiateur légitime entre citoyens et pouvoir politique. Cette dynamique favorise, dans le contexte sénégalais, l'essor d'une « citoyenneté en réseau » et d'une compétence politique distribuée, tout en accentuant les risques de polarisation, de désinformation et de confusion des registres discursifs.

En mettant au jour les effets sociopolitiques de cette désintermédiation, la communication montrera que les transformations numériques ne se réduisent pas à de nouveaux outils d'expression, mais engagent une reconfiguration structurelle de l'autorité médiatique, au cœur de la démocratie sénégalaise contemporaine.

**Mots-clés :** Influenceurs-militants, Désintermédiation, Journalisme, Réseaux sociaux, Pastef, Autorité médiatique, Espace public, Numérique, Sénégal

« Les Tic et la reconfiguration des formes de « gouvernementalité » dans le système politique sénégalais : lecture à partir de la « technopolitique »

**Alassane Beye**

Les réflexions sur la caractérisation de l'État postcolonial sénégalais ont entraîné le développement d'une littérature féconde et très diversifiée. Malgré la pluralité des entrées, les analyses convergent sur l'importance du clientélisme dans les dynamiques politiques. De manière générale, l'État postcolonial sénégalais est décrit comme un État « clientéliste »<sup>33</sup> inséré dans un « compromis postcolonial » reposant sur une négociation entre l'État et les réseaux maraboutiques. C'est aussi, et surtout un « Parti-État historique ultra-dominant » (Smith 2025) qui, au-delà de l'instrumentalisation des hiérarchies traditionnelles dans la recherche d'un soutien électoral mobilise la « ruse » ou la « force » pour coopter ou neutraliser des forces politiques concurrentes réduisant ainsi leur capacité à reconfigurer les rapports de force politique. L'émergence du Parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) dans le champ politique sénégalais et son arrivée au

---

<sup>33</sup> Voir Mamadou Diouf, « Le clientélisme, la « technocratie » et après ? », in Momar-Coumba Diop (éd.), Sénégal. Trajectoires d'un État Dakar / Codesria, 1992, p.233.

pouvoir en mars 2024 semblent bouleverser les logiques de « gouvernementalité » historiquement en œuvre au Sénégal. La victoire de ce parti au premier tour de l'élection présidentielle révèle une profonde mutation politique facilitée par une révolution numérique qui a profondément reconfiguré les rapports de rapports dans le système politique sénégalais. Ce parti, par la mobilisation des TIC a su remodeler les jeux de pouvoirs dans un système politique « verrouillé » et confronté à des dérives autoritaires entre 2019 et 2024. Les stratégies de mobilisation, se feront de manière virtuelle face à la censure et la fermeture de l'espace publique. De même, les stratégies alternatives de financement de ce parti reposaient sur la mobilisation des outils innovants de financement participatif par le biais de plateforme numérique. Enfin, l'organisation de la « résistance » par des cyber-activistes démontre le déplacement de l'exercice de la citoyenneté dans le cyber-espace. La volonté des pouvoirs publics de sauvegarder l'ordre public numérique par les mesures de restrictions démontre que le numérique est devenu définitivement un enjeu de pouvoir dans le contexte sénégalais. La question centrale à laquelle nous tenterons de répondre dans cette recherche est la suivante : Comment les technologies numériques deviennent des instruments de pouvoir, de mobilisation et de légitimation politique ?

L'Hypothèse centrale avancée est la suivante : dans le système politique sénégalais, la « technopolitique » agit désormais comme une nouvelle forme de pouvoir biopolitique ; elle réorganise les relations de pouvoirs entre gouvernants et gouvernés en articulant contrôle, surveillance numérique et instrument de mobilisation citoyenne.

## Les mutations du champ médiatique sénégalais sous l'effet du numérique et des transformations politiques

**Abdoul Malick Ba**

Cette communication analyse les transformations du champ médiatique sénégalais sous l'effet du numérique et des recompositions politiques récentes. Il montre comment l'émergence d'acteurs non professionnels (activistes, influenceurs, chroniqueurs politiques) remet en cause le monopole journalistique sur la production, la hiérarchisation et la diffusion de l'information, brouille les frontières entre journalisme et militantisme et fragilise les normes professionnelles. À partir d'une approche sociologique et d'une enquête netnographique, nous interrogeons les effets de ces mutations sur la déprofessionnalisation, la qualité de l'information, la fabrique de l'opinion publique et le fonctionnement démocratique.

## Lorsque la parole numérique fait autorité : figures et discours des « influenceurs politiques » sénégalais (2021-2025)

**Awa Diop**

La démocratisation de l'accès aux médias numériques s'est accompagnée d'une intensification des flux médiatiques, impulsée par les réseaux sociaux. Ces derniers semblent valoriser particulièrement la dynamique médiatique actuelle fondée sur trois opérations :

filmer, diffuser et rendre public où les citoyens deviennent à la fois acteurs, témoins et transmetteurs de l'information (Rebillard, 2011). Le regard médiatique devient ainsi pluriel et se décentralise : il ne provient plus uniquement des journalistes, des médias traditionnels ou des experts mais émerge aussi à partir d'acteurs individualisés, de pratiques et d'expériences quotidiennes des individus. Les réseaux sociaux participent aujourd'hui à une visibilité sans précédent d'acteurs que l'on désigne sous le terme d'« influenceurs » dans divers domaines (mode, beauté, politique, divertissement, critique sociale...) et dotés d'un « capital de visibilité » (Heinich 2012). Par l'ampleur de l'audience acquise, leur parole publique conquiert une légitimité symbolique qui tend à les ériger en figures d'expertise (Aminou, 2022). Si cette démocratisation du discours public peut être interprétée comme une émancipation informationnelle, elle peut s'accompagner d'une polarisation politique, de désinformation et d'amplification des controverses publiques. L'évolution observée contribue à la formation d'un véritable marché du discours médiatique où la visibilité et la prise de parole deviennent des valeurs en soi. Cependant, comme souligné cette dynamique devient problématique notamment lorsque les prises de parole abordent des sujets sensibles comme les dessous de la gestion étatique, les scandales financiers, la vie intime des dirigeants étatiques, les bavures policières, etc. En effet, pendant la période de tensions politiques (2021 à 2024), le Sénégal a connu l'émergence d'influenceurs-activistes « politiques » comme Mollah Morgun, Akhenaton ou encore Tounkara, qui se sont présentés comme des figures d'une résistance organisée à partir de la diaspora face au régime précédent. Leurs actions ont consisté à sensibiliser et mobiliser les Sénégalais en faveur d'une défense des libertés fondamentales tout en exerçant une critique rigoureuse de l'ancien régime politique. Sous le nouveau régime, ils demeurent actifs et visibles mais faudrait-il voir si des registres nouveaux sont observés dans leurs interventions.

La méthodologie repose sur l'analyse qualitative d'un corpus de vidéos publiées entre 2021 et aujourd'hui. Elles proviennent de plateformes de médias sociaux numériques comme YouTube et TikTok, en ciblant particulièrement des créateurs de contenus désignés « influenceurs politiques » comme ceux déjà cités. Une analyse de contenu sera menée afin d'examiner plusieurs dimensions : les thématiques abordées, les discours mobilisés, les formes de mise en scène (visuelles, sonores, narratives) ainsi que les stratégies de communication déployées par ces acteurs. Cette approche permettra de répondre à ces questions : dans quelle mesure les influenceurs politiques arrivent-ils à exister dans l'espace numérique politique voire dans la sphère médiatique ? Quelles dérives discursives peuvent être associées à leurs pratiques ? Comment l'injonction aux routines de visibilité crée chez les nouvelles figures du numérique une prise de parole tous azimuts qui semble mettre à l'épreuve les règles de vérification de l'information et la communication politique.

**« Télés ci poch » : nouvelles mises en scène de l'information au Sénégal**

**Sidy Cissokho**

Depuis plusieurs années, les chaînes d'information en wolof sur YouTube se multiplient (Sénégal7, Seneweb, Sans Limites...). Au fil du temps, leurs programmes se sont considérablement étoffés. Si beaucoup ont commencé par traiter de sujets liés aux faits divers, à l'actualité people ou au sport, elles abordent désormais principalement l'actualité politique. Ces chaînes proposent également des matinales, des talk-shows hebdomadaires ou encore des émissions de débrief de l'actualité quotidienne, à l'image de leurs aînées à la télévision. Mieux, ces chaînes YouTube constituent aujourd'hui des concurrentes de plus en plus sérieuses des chaînes de télévision classiques, dans un contexte où ces dernières subissent une pression économique et symbolique importante de la part de l'État sénégalais: fin des avantages fiscaux, remise en cause des achats d'espaces publicitaires par les administrations, multiplication des actions en justice contre des journalistes, contestation publique de la crédibilité des professionnels des médias, refus de certains responsables politiques de se rendre sur certains plateaux ou d'alimenter certains médias en informations. Ces chaînes YouTube se distinguent toutefois de leurs prédécesseuses par la place centrale qu'y occupe la retransmission en direct d'événements de toute nature. Jusqu'ici, les chaînes de télévision et de radio diffusaient parfois des événements en direct, mais cela relevait de l'exception. Dans le cas des chaînes YouTube, ces retransmissions sont quasi quotidiennes. Elles vont de la couverture de manifestations à celle des comparutions de personnalités publiques devant les tribunaux ou la police, en passant par les conférences de presse organisées par les partis politiques. Ces directs cumulent parfois plusieurs centaines de milliers de vues, sans engendrer de coûts de production importants. Ils alimentent par ailleurs le travail des journalistes de la presse écrite, qui les utilisent comme sources, ainsi que les journaux télévisés, qui reprennent parfois leurs images. Montés et coupés, ces directs nourrissent également les réseaux sociaux. Ce faisant, ce format remet en question les modèles dominants de production de l'image d'actualité, qui reposaient notamment sur l'institution de la « conférence de presse ».

Cette présentation propose de décortiquer la production de ces directs. Elle s'appuie sur l'observation du travail quotidien des journalistes qui les produisent pendant plusieurs semaines, ainsi que sur des conversations informelles et des entretiens semi-directifs menés avec ces mêmes journalistes. Ces retransmissions durent parfois plusieurs heures et consistent le plus souvent en la captation d'une image fixe — la porte de la division de la cybercriminalité, celle du palais de justice, une rue vide ou encore l'habitat/on d'une personnalité. Pour les journalistes qui les réalisent, il s'agit moins de saisir l'événement que de faire patienter le spectateur en attendant qu'il ait lieu. Leur travail consiste alors à entretenir l'impression d'un mouvement malgré l'apparente fixité de l'image. Ce travail passe par la recherche d'informations nouvelles destinées à alimenter le débat public grâce à des sources et à des commentaires, mais aussi par la mobilisation collective d'un ensemble d'acteurs (hommes et femmes politiques, membres de la société civile, avocats, chroniqueurs) qui participent à faire vivre de véritables « plateaux de rue ». De ce point de vue, l'accélération de la temporalité de l'information au Sénégal n'est pas uniquement le fait

des réseaux sociaux : elle est aussi le produit des stratégies économiques de ces nouveaux acteurs du champ médiatique.

\*\*\*

## A70 - Usages et pratiques des Humanités Numériques en études africaines

**Maxine Huguet**

**Yanis Mokri**

### Présentation de l'atelier

L'usage du numérique dans les SHS est devenu incontournable. La variété des outils disponibles et en cours de développement le démontre amplement, notamment à travers l'infrastructure CNRS Huma-Num créée en 2013. Cependant, l'emploi de ces logiciels et applications web pour le traitement, l'analyse et la production de données reste déséquilibré selon les disciplines. L'archéologie est outillée depuis longtemps, tandis qu'en histoire le numérique entre progressivement dans les usages. Les chercheur.euses doivent concilier les savoirs hérités d'une formation académique classique et les pratiques numériques nouvelles.

Les aires de recherche ne bénéficient pas non plus des mêmes conditions conduisant à des questionnements sur la production de données et l'accessibilité de l'information. Cet atelier souhaite engager une discussion sur les transformations des pratiques de recherche par le numérique, en mettant en lumière les particularités des terrains africains. Questionner ces pratiques permet de repenser les terrains de recherche, les données utilisées et leur traitement, mais aussi le rapport aux sujets d'étude. Existe-t-il des contraintes particulières aux études africaines liées aux outils numériques et de quelle nature sont-elles ? Peut-on cibler des besoins numériques spécifiques aux champs de recherche africanistes ? Y a-t-il une spécificité des pratiques numériques dans les études africaines ?

La collecte et le partage de données sur des terrains africains a une dimension éthique particulière. Si le numérique facilite l'usage et le partage des données entre chercheur.euses grâce à la science ouverte, les populations concernées peuvent-elles s'en saisir ? L'accès aux sources à distance permis par le numérique dispense-t-il d'une étude de terrain ? En quoi cela peut-il impacter des recherches qui sont nourries par le contact avec les populations étudiées ? Enfin, quel est l'impact de l'IA dans la production de données et dans le rapport aux recherches en SHS pour les africanistes et les zones étudiées ?

Les communications attendues doivent montrer le rôle central des outils numériques et des questionnements numériques dans leur proposition, en mettant en relief les problématiques liées aux terrains d'étude africains. Cet ensemble de questions n'est pas cloisonné et doit au contraire en inspirer de nouvelles. Le thème se veut très large pour englober le plus grand nombre de problématiques tirées des études africaines et réunir des chercheurs venus d'horizons disciplinaires différents.

\*\*\*

## La numérisation des Archives nationales malgaches : enjeux et perspectives pour les chercheurs en Histoire

**Tiana Tatiana Deyrius**

Depuis 2015, en partenariat avec la *British Library*, la Direction des Archives Nationales – Madagascar (DAN) a engagé un chantier de numérisation de ses fonds, dans le double objectif de préserver un patrimoine documentaire fragile et de faciliter son accès. Cette démarche s’inscrit dans un contexte marqué à la fois par la rareté des ressources matérielles, la dispersion des collections et l’intérêt croissant des chercheurs, nationaux et étrangers, pour l’histoire de Madagascar.

Ce travail de numérisation revêt deux aspects distincts mais complémentaires. D’une part, le centre lui-même, procède progressivement à l’aide de matériels de plus en plus performants grâce aux dons de son partenaire susmentionné, la *British Library*, à la numérisation de ses fonds. Les opérations effectuées jusqu’ici portent sur les archives royales (série HH). Outre la numérisation, cet aspect s’accompagne de la mise en ligne progressive de ces archives sur la plateforme de ce partenaire. Est actuellement consultable la série PP constituée par le *Diarin’i Rainilaiarivony* (série PP – Journal du Premier Ministre Rainilaiarivony, <https://eap.bl.uk/project/EAP856/search>). D’autre part, afin d’optimiser le temps et garantir un accès optimal aux archives, les chercheurs – constitués essentiellement d’étudiants avancés et enseignants-chercheurs malgaches et étrangers – qui consultent les archives numérisent leurs documents eux-mêmes, en contrepartie de quoi ils doivent déposer au centre un CD contenant les documents numérisés. Sur le long terme, l’objectif est donc de mettre à la disposition des usagers les archives numérisées issues aussi bien des travaux du personnel du centre que ceux des chercheurs.

Notre contribution se propose de s’interroger sur la question suivante : dans quelle mesure la numérisation améliore-t-elle réellement l’accessibilité des chercheurs aux sources primaires malgaches ? À partir d’une analyse des pratiques de consultation avant et après la mise en place du service de numérisation, elle mettra en lumière les avancées observées mais aussi les limites persistantes.

L’étude s’appuiera sur des entretiens menés auprès de chercheurs en histoire, d’archivistes et de techniciens du service de numérisation, ainsi que sur une observation du fonctionnement du dispositif actuel. Elle visera à montrer que la numérisation ne se réduit pas à un simple transfert technique, mais constitue un processus de médiation scientifique et patrimoniale, redéfinissant la relation entre les archives, les institutions et les chercheurs.

## Réentendre le terrain : humanités numériques, usage et transmission des archives de terrain du Niger

**Véronique Ginouvès  
Ibrahim Moussa**

En avril 2017, l'anthropologue franco-nigérien Jean-Pierre Olivier de Sardan a fait don d'une partie de ses matériaux de terrain au secteur des archives de la recherche de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) à Aix-en-Provence. Ce don était assorti de la condition qu'une copie numérique des archives produites au Niger soit déposée au LASDEL (Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local).

En décembre 2022, une convention de collaboration scientifique a été signée entre Aix-Marseille Université et le LASDEL, permettant le partage d'une copie des collections sonores à travers un espace numérique sécurisé sur leur site. Parallèlement, une collaboration avec l'historienne Camille Lefebvre, directrice du projet ERC Langarchiv, a permis la numérisation de nouvelles collections en langues haoussa et tamasheq, intégrant les fonds de l'historien Djibo Hamani et de l'homme de radio, Akoli Daouel, aux collections constituées par des chercheurs français qui ont travaillé sur le terrain nigérien. Grâce à ce soutien, plusieurs ensembles d'archives ont pu être catalogués et mis en ligne sur la plateforme nationale des archives et manuscrits de l'enseignement supérieur et de la recherche, Calames.

Aujourd'hui, l'ensemble de ces fonds enregistrés au Niger constituent plus de 300 heures accessibles, soit en ligne, soit en consultation sur site, dans leur totalité à Aix-en-Provence la MMSH et pour partie au LASDEL, à Niamey. En septembre 2025, une nouvelle collaboration s'est engagée avec l'université de Zinder, afin de faire écouter ces enregistrements aux étudiantes et étudiants de sociologie qui suivent un enseignement consacré aux méthodes d'enquête de terrain et aux humanités numériques. Des ateliers d'écoute ont été organisés pour permettre aux étudiant·es de Master d'entendre ces témoignages sur des récits coloniaux et précoloniaux livrés par des témoins nés au XIXe siècle, et d'en partager leur réception.

L'objectif est, tout à la fois, d'enrichir la documentation accompagnant ces témoignages, d'identifier les ayants droit et de retourner sur le terrain à distance, par les outils numériques, et d'envisager l'enregistrement en numérique natif de nouveaux entretiens, dans une perspective de continuité avec les récits collectés il y a plus d'un demi-siècle. L'archiviste et le sociologue présenteront les pratiques et dispositifs mis en œuvre dans le cadre de cette collaboration où les humanités numériques ouvrent de nouvelles circulations entre institutions, disciplines et générations.

## Manuscrits éthiopiens

### Maxine Huguet

La dernière conférence internationale en études éthiopiennes, tenue à Hawassa en octobre 2025, a montré un nombre important de propositions de communications sur les humanités numériques. La tenue d'un panel entier consacré à ce sujet prouve l'intérêt croissant pour ces outils chez les spécialistes, aussi bien éthiopiens qu'européens. Mon travail de thèse porte sur la bibliothèque de manuscrits du monastère de Gundä Gunde, situé dans la région

du Təgray. La numérisation du corpus en 2006 a permis de mettre à l'accessibilité du public cette collection exceptionnelle pour l'Éthiopie médiévale. Elle comprend la plupart des ouvrages classiques du corpus de l'église éthiopienne, mais également un certain nombre d'hagiographies portant sur des saints locaux affiliés au monastère, et notamment sur son fondateur, Ʒstifanos, et ses disciples martyrisés par le pouvoir royal éthiopien au Moyen-Âge. Une première étude de certains de ces textes m'a permis de remarquer des motifs narratifs récurrents, voire de réelles réécritures d'un texte à l'autre. C'est pourquoi j'ai choisi d'utiliser les outils du numérique afin de tester cette hypothèse et de savoir si d'autres œuvres de la bibliothèque reprenaient ces motifs. Les outils utilisés sont tout d'abord l'HTR (Hand Text Recognition) qui permet d'extraire le texte des manuscrits, puis la TEI (Text Encoding Initiative) et l'XML pour à terme aboutir à une collation, notamment avec le logiciel CollaTex. Cette étude menée sur plusieurs textes hagiographiques différents a pour objectif de mettre en valeur les évolutions mémorielles au sein de la communauté. L'objet de cette communication est donc de présenter quelques résultats issus de cette étude.

### Apport du numérique dans les transformations de la pratique scientifique et de la diffusion de la recherche en Afrique : cas pratique sur la géographie en République du Congo

**Dr Jovial Koua-Oba**

La présente communication examine la problématique de l'apport du numérique dans les transformations de la pratique scientifique et de la diffusion de la recherche en Afrique : cas pratique sur la géographie en République du Congo. À l'image des autres sciences humaines et sociales, la géographie est désormais engagée dans ce qu'il est convenu d'appeler le « tournant numérique ». Si, la géographie est connue pour localiser, situer, décrire, interpréter, l'emploi de la cartographie numérique, des logiciels de collecte, traitement et d'analyse des données, contribue à une meilleure compréhension spatiale des problèmes de population et à l'élaboration de solutions durables. L'université Marien Ngouabi de Brazzaville, dispose d'un département de géographie au sein de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.

L'utilisation du numérique est encore très embryonnaire par le manque d'équipement et de personnel qualifié. L'introduction progressive des outils numériques, ont changé la façon de faire de la géographie et les enseignements. Le département dispose aujourd'hui d'un master en géomatique, créée en 2022. L'introduction des unités d'enseignement sur la collecte et le traitement des données numériques sont les quelques avancées. Malgré cette introduction du numérique, le problème reste entier au niveau des étudiants. La présente étude qui, est une étude de cas sur l'état de l'enseignement et de la présence des outils numériques au département de géographie, se questionne sur comment ces outils peuvent-ils contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage et à solutionner les problèmes d'aménagement des espaces ? Elle souhaite identifier les contraintes particulières liées aux outils numériques et la nature de ces contraintes auprès des étudiants de ce département.

La méthodologie utilisée est celle d'exploiter les différents travaux de recherche réalisés avec les outils numériques, d'interroger les étudiants de master en géomatique (14) et autres options (67) sur les difficultés de s'adapter à l'utilisation du numérique. Un questionnaire numérique a été élaboré sur Kobocollect et envoyé aux 81 étudiants pour remplir en ligne. Un guide d'entretien a permis d'interroger 6 enseignants sur l'utilisation et l'enseignement du numérique chez les apprenants.

**Mots-clés :** Apport du numérique, pratique scientifique, géographie, Afrique, République du Congo

## Du terrain aux algorithmes : l'intelligence artificielle au service de la linguistique historique africaine

**Promise Dodzi Kpoglu**

La linguistique africaine a longtemps intégré les innovations technologiques dans la documentation et la description. Toutefois, les avancées récentes en intelligence artificielle ouvrent la voie à ce que celles-ci dépassent leurs fonctions traditionnelles pour devenir des outils d'analyse et de la théorisation. Cette étude explore cette question à partir des langues dogons, dont la documentation est riche, mais dont l'étude historique reste limitée par la rareté des données adéquates et l'inaccessibilité du terrain.

Je montre comment des corpus initialement destinés à la description peuvent être mobilisés dans un cadre computationnel afin d'aborder des problématiques historiques. Ainsi, en combinant un modèle de simulation bayésienne et un modèle d'apprentissage profond, l'étude examine la trajectoire diachronique d'un sous-groupe de langues dogon. L'idée est de modéliser les dynamiques d'innovation lexicale, d'emprunt et d'héritage afin d'identifier les processus responsables de la diversité actuelle.

Les résultats suggèrent que, contre l'hypothèse existante, la diversité s'explique moins par des emprunts massifs que par un processus interne de changement. Au-delà du cas dogon, les résultats démontrent le potentiel de l'intelligence artificielle à renouveler la linguistique africaine, en permettant d'explorer des questions autrefois limitées par les contraintes de terrain et la rareté des données appropriées. Cette étude invite donc à repenser, de manière générale, la place du numérique dans la linguistique africaine, non plus seulement comme un instrument de traitement et de documentation, mais comme un véritable vecteur de renouvellement analytique et théorique.

**Mots-clés :** linguistique africaine, modélisation bayésienne, apprentissage profond, innovation lexicale, diversité linguistique

\*\*\*

## A71 - Vers une gouvernance inclusive : dynamiques et enjeux du leadership féminin dans les Afriques

**Anice Anoko Lawson-D.**

**Amadou Souleymanou**

### Présentation de l'atelier

L'élimination des disparités hommes-femmes à travers la consécration de l'égalité des sexes et la reconnaissance universelle de la capacité de l'un ou l'autre à contribuer activement au développement de la société constituent des défis majeurs de notre ère. « *Fragilitas sexus* », la femme aussi bien en Europe, en Asie, en Amérique, qu'en Afrique de tout temps a été confrontée à des difficultés dans son processus d'affirmation, d'autonomisation et d'émancipation. Si l'issue de la bataille juridique lui a été favorable à travers l'élaboration et la ratification d'une série de textes internationaux<sup>34</sup>, la réalité quotidienne, l'applicabilité de ces mesures est un combat en cours surtout en Afrique. Egoïsmes et nombreuses idées sexistes et phallogocratiques préconçues emmènent de nombreux hommes à avoir du mal à accorder à la gent féminine toute activité pouvant la propulser au-devant de la scène politique, sociale et économique. Pourtant, à travers une résilience peu commune, elles réussissent à parvenir à assurer leur leadership dans de nombreux domaines, impactant les processus décisionnels et le quotidien des populations.

Au-delà des rôles des acteurs, les communications attendues doivent tenir compte de l'environnement et des facteurs inclusifs dans cette dynamique du leadership féminin en Afrique en général.

L'objectif de ce panel est de mettre en relations des chercheurs travaillant sur le leadership féminin dans différentes régions d'Afrique afin de discuter des dynamiques de « prises de pouvoir » ; de mobiliser les savoirs sur les stratégies mises en place pour impacter les processus de développement des sociétés dans lesquelles elles vivent et enfin ; de visibiliser les actions plurielles de ces dernières en Afrique.

**Mots-clés :** femmes, luttes, leadership, gouvernance, développement, Afrique.

\*\*\*

### Le leadership féminin à l'aune des questions du genre dans le milieu martial en Afrique: le cas de l'armée malgache

**Josie Volaravo Dominique**

Le leadership féminin est essentiel pour relever le défi de l'égalité des sexes et permettre la contribution active des femmes au développement social. Malgré une bataille juridique

---

<sup>34</sup> Voir la Charte des Nations Unies et le statut de la Cour Internationale de Justice de 1948 ; Rapport de la Conférence Mondiale sur les Femmes de Mexico City de 1975 ; Union Africaine 2008, Politique de l'Union Africaine en Matière de Genre ; Protocole de Maputo du 28 mai 2003 qui vient modifier et compléter la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981. Ces textes prônent l'égalité de genre, la lutte contre les discriminations dont subissent les femmes. Soucieux de réduire et d'éliminer les différentes discriminations, ils appellent à l'émancipation, à l'autonomisation de la femme, afin de permettre l'atteinte des OMD.

favorable comme en témoignent la Charte des Nations Unies, le Protocole de Maputo et la Politique de l'Union Africaine en matière de genre , l'application de ces mesures est un combat continu en Afrique et plus particulièrement dans le domaine militaire. En effet, le milieu militaire, historiquement conçu par et pour les hommes, associe traditionnellement la virilité au métier des armes, rendant la présence des femmes problématique. L'armée a servi à forger la citoyenneté masculine en éloignant du « monde des femmes ». La femme en armes est souvent vue comme une transgression comme les amazones ou les cantinières. Bien que leur participation ne soit pas récente par exemple en constituant des bases arrières dans le cas de « mesdames tirailleurs » , les femmes militaires font face à une double ségrégation - horizontale et verticale - qui les confine souvent à des postes de soutien. Ma question de recherche se retrouve autour des stratégies de leadership ou d'assimilation des femmes officiers malgaches dans la mesure où leur intégration dans l'armée est souvent associée à une sexualisation et une vigilance accrues, perçues comme une source potentielle de problèmes pour la cohésion des unités, ce qui peut conduire au harcèlement sexiste. Le défi est de déconstruire le métier militaire au lieu de l'assimilation aux codes masculins car les institutions peinent à intégrer les femmes sans exiger une assimilation de traits masculins, soulevant la nécessité d'une approche transformatrice pour une démocratie substantive.

**Mots-clés:** Forces armées, stratégies, intégration, genre, féminisation.

## Femmes, pouvoir et redistribution immobilière au Gabon : Le cas des épouses et maîtresses d'Omar Bongo

**Cédric Junior Nanga Nanga**

Dans certains États Africains néo-patrimoniaux (Médard, 1990), les liens d'alliances, de familles et les relations conjugales font partie des ressources politiques structurantes (Bayart, 1993 ; Mbembe, 2002 ; Minko Mi Nguéma, 2018 ;). Au Gabon, durant le pouvoir d'Omar Bongo (1967-2009), l'opinion a été nourrie par des discours concernant la place des femmes dans le renforcement du pouvoir. Notamment les épouses et compagnes du président. Cette communication questionne les processus sociopolitiques, symboliques et économique assigner à cette catégorie féminine dans les discours publics, en l'occurrence, dans l'accès aux ressources immobilières comme mode de partage, prestige et de perpétuation du pouvoir.

L'objectif est de saisir comment les femmes du président s'inscrivent dans les représentations sociales du capital patrimonial : Que dévoilent les récits sur les rapports entre genre, intimité, pouvoir et redistribution immobilière au Gabon ?

Comme hypothèses, nous postulons que : 1) la proximité affective et conjugale est perçue comme un capital politique légitime ; 2) les biens immobiliers représentent l'ascension sociale et l'appartenance au milieu du pouvoir ; 3) les récits de ces femmes contribuent à la construction d'une économie morale de l'attachement politique.

Au plan méthodologique, des entretiens semi-directifs auprès des acteurs politiques, des journalistes, des intellectuels et Librevillois ; des observations en milieux élitaires, des analyses archivistiques et des corpus numériques (réseaux sociaux) sont importants.

Enfin, l'intérêt scientifique de ce travail consisterait à éclairer la marque genrée du pouvoir patrimonial et la répartition des privilèges immobiliers, enrichissant les débats REAF 2026 sur genre, élites, capital social et pouvoir en Afrique.

**Mots-clés :** patrimonialisme, genre, intimité politique, élites, Gabon.

### Femmes samburu, invisibles mais centrales : pratiques féminines et reproduction pastorale

**Judith Adeline Medifo Dadj**

Dans les sociétés pastorales d'Afrique de l'Est, le discours sur le pouvoir ou le leadership fait généralement référence aux hommes : les aînés, les chefs traditionnels, et les propriétaires de grands troupeaux. Or, derrière cette visibilité politique, les femmes jouent un rôle central dans la reproduction sociale du groupe. S'appuyant sur un terrain exploratoire effectué à Archers Post, au Nord-Kenya, cette communication propose d'examiner les rôles invisibilisés mais cruciaux que remplissent les femmes samburu dans l'organisation de la vie quotidienne pastorale : collecte et gestion de l'eau domestique, entretien du petit bétail, transmission de connaissances pratiques. Ces actions invisibilisées par la littérature en anthropologie constituent pourtant le socle même de l'existence pastorale, et peuvent être envisagées comme des expressions de leadership diffus, intégré aux actes quotidiens.

En croisant les observations ethnographiques, les récits biographiques et l'analyse des conflits liés à l'approvisionnement en eau, je suggère une réflexion sur la façon dont ces femmes, malgré leur exclusion des structures formelles de pouvoir, influencent concrètement l'harmonie familiale et communautaire. Cette exploration des pratiques féminines pousse à réévaluer les notions de pouvoir, de reconnaissance et d'autorité au sein des sociétés pastorales, en partant de la base et du quotidien.

**Mots-clés :** Genre, Pastoralisme, eau, pouvoir diffus, Samburu.

### Le rapport à la jonya au sein des mariages permet-il de questionner les pratiques d'émancipation des femmes au Mali ?

**Fatoumata Coulibaly**

La communication se propose de décrire et analyser la manière dont les femmes se représentent elles-mêmes dans le mariage, et empiriquement comment elles élaborent des stratégies propres ou coproduites, pour négocier leur *γερῆτα*, « se prendre soi-même {en charge} », c'est-à-dire avoir un espace de circulation propre, qui n'est pas contrôlé par autrui. Le registre de la *jonya* est très présent dans le vocabulaire quotidien, sans pour autant que les gens perçoivent une quelconque référence à l'esclavage. On trouve ainsi l'expression *jon mine kalo*, pour désigner le premier mois de l'année. Mais elle signifie littéralement « le

mois de la chasse aux esclaves », en l'occurrence le mois qui suivait les récoltes dans le calendrier ségovien, synonyme de fin des travaux champêtre au profit de la guerre et la razzia.

C'est en partie dans ce registre que le mariage relève de la *jonya* pour la femme : respect et soumission, qui valent bénédiction pour elle et ses enfants. Mais l'affaire n'est évidemment pas que symbolique. Il y a aussi un vécu qui fait de l'épouse, non pas véritablement une esclave, mais une personne au service de, une condition sociale assortie d'une irresponsabilité juridique caractéristique de l'esclavage, tout au moins du point de vue du droit islamique auquel se réfère la majorité des Maliens dans ce domaine. De fait, c'est bien dans ce rapport de *jonya* que les hommes et les femmes se construisent socialement, ce qui le rend particulièrement opératoire pour questionner les pratiques d'émancipation des maliennes.

**Mots-clés :** *jonya*, émancipation, mariage, soumission.

## Penser la gouvernance inclusive : que nous apprend l'histoire des femmes dans la construction de l'État en Afrique ?

**Anaïs Angelo**

L'histoire de l'État en Afrique reste largement masculine (Bouka, 2018) : non seulement les femmes y sont rarement incluses, mais la question du pouvoir féminin est souvent traitée comme une simple « histoire des femmes » plutôt que comme une composante à part entière de l'histoire politique africaine. Cette marginalisation reflète l'exclusion historique des femmes africaines de la sphère politique depuis la formation des États postcoloniaux. Les femmes africaines ne sont cependant pas les oubliées de l'histoire. Les idées d'invisibilité et de marginalisation de la représentation féminine dans les institutions d'État ont une histoire dont l'écriture est nécessaire pour comprendre pourquoi les transitions de la colonisation à l'indépendance n'ont pas permis aux femmes de devenir pleinement citoyennes (Diaw, 1998). L'écriture de l'histoire de la représentation des femmes en Afrique et les réflexions sur la gouvernance inclusive partagent ainsi un même défi : s'affirmer non pas comme un enjeu féminin, mais comme un enjeu collectif (McFadden, 2010). Que tirer de cette histoire pour repenser les débats contemporains sur la gouvernance inclusive en Afrique ? Cette présentation propose de répondre à cette question à partir de mes recherches sur l'histoire de la représentation parlementaire des femmes en Afrique (Angelo, 2024). Celles-ci montrent que, dès les indépendances, les femmes africaines ont défendu des idées de participation collective aux institutions d'État. Si la construction de l'État moderne s'est traduite par leur dépolitisation systématique, cette histoire demeure essentielle pour dépasser des récits et politiques centrés sur quelques femmes exemplaires et penser un empouvoirement collectif.

**Mots-clés :** histoire, parlement, quotas, formation de l'État, empouvoirement

\*\*\*

## A72 - Villes côtières africaines face aux défis climatiques et aux dynamiques foncières

Lamine Ousmane Cassé

Catherine Chatel

### Présentation de l'atelier

Les métropoles côtières africaines, en pleine expansion démographique et économique, se trouvent au cœur de transformations urbaines profondes, à la croisée de deux enjeux majeurs : la vulnérabilité accrue aux impacts du changement climatique et l'urbanisation croissante en lien avec la production foncière. Ce double défi interroge la durabilité et la gouvernance de ces territoires en processus de métropolisation, dont l'avenir conditionne en grande partie le développement régional et continental.

En 2018, un peu moins du quart de la population urbaine africaine vivait dans les villes littorales, notamment dans les zones de faible élévation, où les aléas climatiques (inondations, submersions, érosion, etc.) s'intensifient sous l'effet des changements globaux. Cette situation exacerbe les vulnérabilités sociales, spatiales et infrastructurelles, en particulier pour les populations précaires et résidant dans les quartiers informels. Par ailleurs, la littoralisation des économies (industrie, tourisme, port, etc.) accentue les pressions sur ces espaces, conjuguant enjeux commerciaux, fonciers et environnementaux. Parallèlement, la dynamique métropolitaine des villes littorales est marquée par une pression foncière intense, notamment dans les franges marines et les périphéries urbaines, où se jouent des recompositions socio-spatiales complexes. Entre projets étatiques, investissements privés et acquisitions individuelles, les usages du sol sont redéfinis, suscitant inégalités, conflits d'appropriation et tensions autour du contrôle de la rente foncière. Ce phénomène nourrit une urbanisation spectaculaire de ces villes littorales mais aussi des compétitions d'acteurs pluriels, dans un contexte où les politiques d'aménagement peinent parfois à réguler ces transformations.

Cet appel à communications vise à rassembler des contributions interdisciplinaires (géographie, urbanisme, sciences sociales, environnement, économie, etc.) qui explorent, à l'échelle africaine, les interactions entre les enjeux climatiques, les dynamiques foncières et les transformations urbaines dans les villes côtières. Les propositions pourront s'inscrire dans les thématiques suivantes, sans s'y limiter : (1) Les enjeux climatiques et globaux de la croissance des métropoles côtières africaines (2) Dynamiques actuelles, risques et vulnérabilités des villes africaines en bordure de mer (3) Adaptation et résilience des villes côtières africaines face aux risques climatiques : politiques publiques, pratiques locales et innovations (4) Dynamiques urbaines et marchandisation convoitises foncières dans les métropoles littorales : acteurs, conflits, recompositions socio-spatiales et impacts sur l'accès à la ville.

\*\*\*

## Érosion côtière, cohabitations d'activités économiques et risques de tensions dans les villes littorales de San-Pédro et Sassandra

**Émile-Aurélien Ahua**

L'occupation et l'organisation des villes littorales ivoiriennes sont fortement conditionnées aujourd'hui par l'ampleur de l'érosion côtière. Pour définir dans ce contexte des modes d'aménagements et des modèles d'urbanisation adaptés sur les littoraux ivoiriens, il est nécessaire de mesurer et d'évaluer l'évolution et l'impact de l'érosion côtière. En s'intéressant aux villes de Sassandra et de San-Pédro qui disposent d'une large gamme d'activités économiques à proximité du littoral, la présente étude se concentre sur l'influence de l'érosion côtière sur les activités économiques et ses acteurs. Cette recherche questions les dynamiques, les stratégies d'acteurs et les risques de tensions qui en découlent. À partir d'une analyse cartographique, une première démarche méthodologique s'est activée à décrire d'une manière diachronique les modalités d'évolution du trait de côte dans ces villes. En outre, en s'appuyant sur des focus group auprès de divers acteurs (pêcheurs, opérateur du tourisme, vendeurs ambulants, etc), nous avons cherchés à cerner les différents jeux d'acteurs dans leur résilience à ces phénomènes littoraux. À travers des échanges semi directifs avec les autorités locales et les organes en charge de la gestion du littoral d'autres résultats sur les politiques publiques ont été obtenus. Des enquêtes de terrain, il découle que ce phénomène à progresser dans les villes de plus de dix mètres en moins de dix ans. En occasionnant ainsi le recul contraignant des acteurs économiques, ceux-ci en l'absence de politiques publiques efficaces développent des stratégies qui leur sont propre d'où une prévalence des conflits d'intérêt et des tensions foncières. Ces effets sur l'organisation de l'espace littoral suscitent beaucoup de craintes et méritent d'être analysés en profondeur afin de réguler et mieux gérer l'occupation de l'espace.

**Mots-clés :** Érosion côtière, occupation de l'espace, Sassandra, San-Pédro

## Fabriquer les métropoles africaines littorales : le laboratoire d'idées des Ateliers de Cergy

**Vincent Bourjaillat**

**Christophe Bayle**

L'urbanisation du continent africain constitue, au début du XXI siècle, un phénomène généralisé et spectaculaire par son ampleur. Les Ateliers Internationaux de Maîtrise d'OEuvre Urbaine de Cergy, au travers de près d'une vingtaine d'ateliers menés dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est, du Sud et du Centre, ont offert un cadre privilégié d'observation et d'analyse des processus actuels de production urbaine et de dynamiques périurbaines. Ils représentent également un laboratoire d'expérimentation et de recherche de solutions auprès des autorités publiques, nationales et locales. À partir des exemples de quatre métropoles – Saint-Louis du Sénégal, San Pedro en Côte d'Ivoire, Porto-Novo au Bénin et Nouakchott en Mauritanie – cette contribution interroge la manière dont la

situation géographique et la vulnérabilité aux changements climatiques sont documentées et partagées entre les parties prenantes. Elle s'intéresse également la façon dont ces enjeux sont intégrés dans la conception des stratégies urbaines élaborées par les collectivités territoriales et dans les projets développés par les opérateurs. L'analyse comparée de ces quatre métropoles met en évidence plusieurs lignes de tension et d'articulation entre les enjeux de planification urbaine, de prévention des risques climatiques – notamment inondations et érosion côtière – de développement économique et de cohésion sociale. Elle révèle des pistes pour continuer « d'habiter » le littoral, tout en régulant la compétition autour de l'usage de ces espaces. L'expérience des Ateliers de Cergy met en avant une approche globale, collective et systémique du fonctionnement et de l'organisation des villes africaines, condition essentielle pour relever les défis urbains et climatiques contemporains.

### **Dynamiques urbaines en périphérie dakaroise : entre recompositions foncières et justice socio-spatiale**

**Bintou Dia  
Sambou Ndiaye**

Proches de la métropole qui concentre l'essentiel des activités et services administratifs, les zones périphériques constituent des observatoires privilégiés de fortes transformations s'inscrivant dans l'aménagement de la grande côte. En effet, en raison de l'hyperconcentration des activités sur Dakar, plusieurs projets structurants ont été initiés par l'État dans ces franges semi-urbaines dont Lac-Rose. Située dans la commune de Tivaoune-Peulh, la zone touristique du Lac-Rose est confrontée à des convoitises foncières de la part de promoteurs immobiliers et des coopératives d'habitat, favorisant du coup un circuit de transactions foncières marchandes ainsi que des accaparements à grande échelle. Le découpage du pôle-urbain, la VDN Dakar-Saint-Louis et le projet de création d'une ville-verte située entre le lac et la mer ont favorisé un changement de vocation des sols, de reconfiguration foncière, d'évictions et de conflits fonciers. La réflexion proposée ici vise à questionner ces recompositions socio-spatiales, les jeux d'acteurs et les mobilisations sociales qu'elles génèrent. À travers une approche combinant sociologie des acteurs et géographie urbaine, elle montre que loin de corriger les déséquilibres d'aménagement urbain, ces projets ont favorisé une reconfiguration du marché orienté vers le foncier habitat et abouti à des dépossession posant la question de la justice socio-spatiale. Malgré leur portée, les mobilisations sociales à bas bruit ne sont pas encore arrivées à changer la dynamique.

### **Urbanisation, pression foncière et risques environnementaux à Diofior (Sénégal)**

**Lamine Ousmane Cassé  
Catherine Chatel**

Les petites villes deltaïques sénégalaises, à l’instar de Diofior, sont aujourd’hui confrontées à une combinaison complexe de défis fonciers et climatiques. La rareté croissante du foncier constructible, alimentée par l’attractivité de la commune et la pression démographique, se traduit par une hausse significative des prix des terrains, des litiges fonciers et des difficultés d’accès à la propriété, notamment pour les populations à revenus modestes. Cette tension foncière conduit à l’occupation d’espaces impropres à l’habitat à savoir les bas-fonds, zones inondables et terres salinisées, augmentant la vulnérabilité aux inondations et compromettant la sécurité et les conditions de vie des habitants. Les transformations socio-économiques observées, notamment la diversification des activités économiques, l’essor du commerce informel, illustrent la complexité des interactions entre urbanisation, gestion foncière et enjeux environnementaux. Ce contexte met en lumière l’importance de stratégies intégrées de gouvernance foncière et d’adaptation climatique pour renforcer la résilience des villes côtières et deltaïques sénégalaises.

## Urbanisation littorale : tendances et scénarios en Afrique

**Cécilia Bobée**

**Margherita Fadda**

**Hervé Gazel**

**François Moriconi-Ebrard**

**José Luis San Emeterio**

La « littoralisation » désigne la concentration croissante des populations et des activités économiques dans les zones côtières. Ce processus, observé dans le monde entier, s’est particulièrement intensifié au cours du dernier siècle. L’étudier et savoir appréhender ses dynamiques futures est un enjeu socio-économique et de planification crucial.

Bien que l’information spatiale soit essentielle pour traiter les questions liées à la croissance urbaine et à la gestion des terres, les statistiques officielles de nombreux pays africains reposent souvent sur des limites administratives qui ne reflètent pas les réalités physiques ni sociales de la répartition de la population. Aujourd’hui, les images satellitaires constituent une ressource inestimable pour identifier de manière précise et continue l’étendue de l’urbanisation. Notre travail se base sur l’exploitation de la base de données Africapolis des agglomérations urbaines africaines, élaborée à partir de deux sources indépendantes : les images satellitaires et les données de recensement des plus petites unités administratives disponibles.

Le processus de littoralisation en Afrique sera analysé dans un premier temps en diverses zones côtières (Agglomération de Lagos, Maputo, etc. ). S’ensuivront des analyses prospectives afin 1) d’examiner plusieurs scénarios de croissance urbaine dans certains des corridors côtiers les plus dynamiques du continent, 2) et pour explorer la manière dont ces scénarios pourraient affecter la durabilité à long terme de ces agglomérations littorales.

\*\*\*

## A73 - Violences conjugales et intrafamiliales en Afrique jusqu'aux années 60 : sources, dynamiques et représentations

**Margaux Herman**

**Coralie Klipel**

### Présentation de l'atelier

À l'heure où les violences conjugales et intrafamiliales sont au cœur des mobilisations féministes et des politiques publiques dans de nombreux pays, cet atelier propose de replacer ces violences dans une perspective historique afin de mieux comprendre leurs formes, leurs mécanismes de légitimation et les difficultés liées à leur documentation.

Le panel examinera les violences exercées à l'encontre des femmes dans différentes sociétés africaines avant et pendant la période coloniale, en mettant l'accent sur les sources disponibles et les enjeux méthodologiques et historiographiques qui en découlent. Les communications mobilisent une diversité de matériaux — archives judiciaires et administratives coloniales, archives missionnaires, registres des tribunaux indigènes — afin d'interroger les logiques de pouvoir au sein du couple et de la famille, mais aussi les manières dont ces violences ont été enregistrées, invisibilisées ou reformulées dans les sources.

En croisant les approches historiques, juridiques et genrées, cet atelier entend contribuer à une réflexion plus large sur les continuités et ruptures entre régimes normatifs précoloniaux et coloniaux, ainsi que sur la place des violences intrafamiliales dans l'histoire sociale et politique des sociétés africaines.

\*\*\*

### Les violences conjugales au Sénégal à l'époque coloniale au prisme des plaintes déposées auprès de la justice indigène

**Karine Marazyan**

**Mathis Toquet**

Cette proposition de communication vise à documenter les cas de demande de divorce pour maltraitance déposés par les femmes devant les tribunaux indigènes du Sénégal entre 1906 et 1931.

L'analyse repose sur les registres d'activité des tribunaux indigènes disponibles aux archives nationales du Sénégal (aussi connus sous les noms des États récapitulatifs des jugements des tribunaux indigènes). Plusieurs dizaines de milliers de litiges sont arbitrés par près de 40 tribunaux répartis sur l'ensemble du Sénégal (à l'exception des quatre communes)<sup>35</sup>. L'analyse quantitative (en cours) des séries de litiges sur la période suggère que près de 10% d'entre eux sont des demandes de divorce, certaines étant explicitement motivées par la maltraitance de l'époux. Une première contribution sera de décrire la distribution spatiale et

---

<sup>35</sup> 1 Plus de 40 000 entre 1906-1922, la période pour l'heure analysée

temporelle des demandes de divorce par type de motif (la maltraitance et l'absence de l'époux étant les deux plus fréquentes) afin de comprendre l'éventuelle spécificité des cas de demandes de divorce pour maltraitance, et leur lien éventuel avec des caractéristiques de l'environnement économique (et la valeur économique du travail des femmes notamment). La réponse des tribunaux à ces demandes sera également posée et documentée (le divorce est-il accordé ou est-il requis que l'épouse retourne dans son foyer ? La dot doit-elle être remboursée ou la femme en est-elle dispensée ?). Cette analyse pourra être complétée par le décompte et la description d'autres cas de violences basées sur le genre arbitrés par les tribunaux indigènes notamment en répressif (cas de viols, d'escroqueries au mariage, de mariages forcés).

Cette communication insistera aussi sur la méthodologie adoptée pour l'analyse quantitative et qualitative des données contenus dans les registres d'activité des tribunaux.

### Affaires abandonnées et effacement des violences de genre en contexte colonial : dénonciations, témoignages et expertises dans l'Afrique de l'Ouest française (c. 1900-1950)

Cette communication propose d'examiner la manière dont les institutions coloniales ont traité – et souvent refuser de traiter – les violences de genre dans LS colonies françaises d'Afrique de l'Ouest entre 1900 et 1950.

À partir des archives judiciaires de l'Afrique occidentale française, l'étude met en lumière les **mécanismes judiciaires de silenciation** qui façonnent le traitement des plaintes féminines : décisions de non-lieu, abandon des poursuites ou correctionnalisation des crimes à leur endroit. Ces instruments judiciaires, appuyés sur des préjugés raciaux et de genre – comme par exemple la hiérarchie des crédibilités entre témoins, médecins, policiers et plaignantes – ont relégué les plaintes portées par les femmes aux marges des archives policières et judiciaires, en refusant de leur reconnaître un statut légitime dans l'espace pénal colonial.

En suivant la trace des **démarches interrompues**, des **affaires abandonnées** et des **témoignages disqualifiés**, il devient possible de cartographier les lieux où la parole des femmes a été neutralisée, et d'interroger comment le **refus de justice** a participé à la construction d'une condition féminine coloniale.

La mise en série de ces fragments d'archives, permet par ailleurs de reconstituer le continuum de violences de genre, allant des coups et blessures aux homicides, en passant par les viols, souvent requalifiés en délits mineurs ou disqualifiés comme des histoires inventées par les femmes pour obtenir des dédommagements pécuniers. L'analyse croisée de dossiers judiciaires et de séries statistiques permet de montrer comment un système de justice prétendument civilisateur a en réalité produit des **formes structurelles d'injustice genrée**, en excluant de son champ les violences contre les femmes.

Enfin, cette recherche insiste sur la persistance des **actes de dénonciation, de plainte et de témoignage** à travers l'empire, malgré leur faible succès judiciaire. Lire ces démarches dans leur contexte social et émotionnel revient à reconnaître leur portée politique : ces gestes, même éphémères, disent la volonté des femmes de nommer la violence, de contester les

hiérarchies qui la rendent possible, et de produire, dans les marges de l'État colonial, une mémoire critique des violences tues.

### **Pouvoir, patriarcat et justice coloniale : la gestion politique des violences conjugales dans le Tchad colonial (1900–1960)**

**Ibrahim Bourma AHMAT**

Cette communication analyse la manière dont la colonisation française au Tchad (1900–1960) a redéfini les formes et les représentations des violences conjugales à travers l'articulation entre justice coutumière et justice coloniale. En s'appuyant sur les archives administratives, judiciaires et missionnaires conservées à N'Djamena et à Aix-en-Provence, elle interroge la façon dont les institutions coloniales ont instrumentalisé la « protection » des femmes africaines pour asseoir leur autorité politique, tout en maintenant les structures patriarcales locales.

L'étude met en évidence trois niveaux d'analyse :

1. Le niveau normatif, où la violence conjugale devient un champ de négociation entre les codes coutumiers et les ordonnances coloniales ;
2. Le niveau politique, où l'administration utilise les affaires domestiques pour légitimer sa mission civilisatrice et contrôler les chefferies ;
3. Le niveau social, où les femmes, malgré leur marginalisation juridique, mobilisent la justice coloniale (plaintes, témoignages, alliances missionnaires) pour contourner ou redéfinir les rapports de domination.

Cette recherche contribue à une histoire politique du genre, en montrant que les violences intrafamiliales ne relèvent pas uniquement de la sphère privée, mais qu'elles participent à la fabrique coloniale du pouvoir. En outre, elle éclaire la genèse des inégalités juridiques et politiques entre hommes et femmes dans les sociétés postcoloniales.

### **Entre condamnation et passivité : l'ambivalence des missions face aux violences intrafamiliales, Kenya (années 1920-1930)**

**Julie Maestri**

Les archives des missionnaires de la Consolata, mission catholique fondée à Turin en 1901, permettent de mettre en lumière des faits de violences conjugales et intrafamiliales, en particulier contre les filles et les femmes, au Kenya central entre les années 1900 et les années 1960. Les missionnaires de la Consolata sont, dès leur arrivée au Kenya en 1902, confrontés à la violence que les hommes, mari, époux, père ou amant, ou que les familles exercent contre celle(s) qui partage(nt) leur vie. La mission d'Ichagaki, en pays kikuyu, se fait particulièrement témoin des violences. Il y est fait état de femmes qui, pour diverses raisons, parfois explicitées, soupçonnées, mais pas toujours sues, sont reniées par leur époux et/ou leur famille. Ces femmes, alors exclues de la société deviennent des parias, meurent seules et abandonnées de tous. Au fil du temps, les missions vont paraître pour certaines filles et

femmes comme des lieux de refuge, les missionnaires se plaçant parfois comme défenseurs et refusant de « rendre » à un père maltraitant une jeune fille venue chercher de l'aide à la mission. Il apparaît cependant que les jeunes filles, pas encore mariées, sont plus facilement protégées, accueillies et défendues par les missionnaires que les femmes mariées ou déjà mères. D'autres femmes sont forcées par leur père, leur frère, ou même un missionnaire d'épouser un homme choisi par leurs soins et qui ne leur convient pas. Certaines d'entre-elles prennent la fuite pour échapper à une union et à une vie non désirées. C'est le cas de Karmela Monsoni, jeune femme kikuyu, qui disparaît en 1920, après un mariage devant l'autel. Sa disparition donne d'ailleurs lieu à une véritable recherche de la part des missionnaires catholiques et des autorités coloniales britanniques. Les recherches durent trois ans. Des documents conservés dans les archives des Consolata font état d'une véritable enquête pour retrouver la disparue mais aussi et surtout pour comprendre le ou les motifs de sa disparition. Ainsi, les missions peuvent devenir un refuge pour celles qui fuient les violences intrafamiliales et conjugales. Si les missionnaires se placent parfois comme médiateurs des couples, ils ne se montrent pas toujours à la hauteur pour protéger les femmes.

\*\*\*

## A74 - Nouvelles écritures » en études africaines : réflexions critiques et retours d'expériences

**Camille Evrard**  
**Romain Tiquet**

### Présentation de l'atelier

Depuis plusieurs années, les initiatives d'écritures « alternatives » en sciences sociales se multiplient : recherche-création, narration audiovisuelle, bandes dessinées, installations, etc. Parallèlement, dans le cadre du projet MadAf sur l'histoire de la folie en Afrique, une collaboration avec une réalisatrice a abouti à la création radiophonique Folies (post)coloniales. Ce type d'expérience soulève des questions sur la manière dont les chercheur-es transmettent leurs travaux au-delà des canaux académiques classiques.

Cet atelier se propose comme un espace de discussion autour des écritures alternatives dans les études africaines, en croisant approches scientifiques et pratiques créatives. Il entend réunir chercheur-es et artistes pour partager des retours d'expérience sur des projets collaboratifs finalisés ou en cours (films, expositions photo, créations sonores, BD, peinture...).

Quatre axes structureront la réflexion :

1. Étapes de la création : comment les chercheur-es repensent leurs enquêtes et leurs terrains en mobilisant des outils, récits et techniques issus du champ artistique ? Quels ajustements méthodologiques sont nécessaires pour faire dialoguer rigueur scientifique et création ?

2. Enjeux éthiques et épistémologiques : comment rendre compte du terrain sans trahir ses sources ? Comment articuler l'exigence scientifique avec des formes fictionnelles ou sensibles ? Ces nouvelles écritures nous obligent à expliciter nos positions, méthodes et responsabilités.
3. Restitution : la volonté de toucher un public plus large pousse à réinventer les formes de restitution sur le continent africain. Quels médiums permettent une circulation plus large et plus juste des savoirs ? Quels formats favorisent l'accessibilité et l'impact local ?
4. Dialogue entre recherche et création : la collaboration entre chercheur·es et artistes n'est jamais évidente. L'atelier vise à interroger les modalités concrètes de ces coopérations : avec qui travailler ? Comment ? En quoi ces partenariats transforment-ils nos pratiques de recherche ?

Enfin, l'atelier portera attention à la dimension politique de ces pratiques. Au-delà de leur intérêt heuristique, ces formes alternatives permettent-elles de renouveler notre engagement intellectuel ? Peuvent-elles faire émerger d'autres manières de produire, de partager et de vivre la recherche ?

L'atelier pourra inclure des présentations de projets sous forme d'installations, de projections ou de créations sonores.

\*\*\*

## Réactiver des archives sonores enregistrées dans un contexte colonial. La recherche-crédation et ses enjeux

**Cécile Van den Avenne**

Partant d'un projet de recherche-crédation menée en duo (chercheuse-artiste) autour d'un corpus d'enregistrements musicaux réalisés pendant l'exposition coloniale internationale de Paris en 1931, le propos de cette communication est d'interroger les enjeux autour de la restitution-réactivation d'archives sonores dans des projets de création contemporains : de quelle façon, selon quels protocoles, pour qui, pourquoi, etc.

En 1931, à l'occasion de l'Exposition coloniale, Philippe Stern, alors attaché au musée de la Parole et du Geste, enregistre une anthologie de « chants, musiques et dialectes indigènes », avec le soutien de la firme Pathé. Ces archives sonores ont été le point de départ d'un projet de recherche-crédation, mené en duo (chercheuse-musicien) qui s'est concentré sur les enregistrements dit « dahoméens », où il s'est agi tout à la fois de retracer le contexte d'enregistrements, retrouver les protagonistes, comprendre les enjeux de ces enregistrements au moment où ils ont été réalisés, et proposer des créations musicales à partir des archives. Nous avons construit une expertise en mettant en commun nos compétences : celle de socio-linguiste et historienne, spécialiste du fait colonial, celle de musicien (Yewhe Yeton), connaisseur des musiques et rythmes enregistrés, et de la langue dans laquelle les chants sont performés. Du côté de la création, l'enjeu principal était de ne

pas décontextualiser ces archives pour en faire une simple matière sonore à travailler, exploiter, etc., qui dépolitiserait l'histoire du collectage. Mais rejouer et réactiver ces archives c'est aussi les redocumenter : en travaillant précisément sur les musiques et les textes, nous pouvons proposer un savoir qui vient corriger les erreurs qui se sont sédimentées au moment du collectage, réalisé lors d'interactions où la communication était parfois rendue difficile par l'absence de langue commune. La communication retracera ce parcours de recherche-création, en gardant en tête quelques questions : peut-on tout faire avec des archives sonores, y a-t-il de « bonnes » et de « mauvaises » manières de les réactiver ? Pour qui, pour quoi ? Que racontent ces archives et que peut-on leur faire raconter ?

### « C'est notre voix » : éthique de l'écoute et subjectivité de la recherche par le son en Afrique

**Marie Fierens**

**Ornella Rovetta**

Donner à entendre, c'est dévoiler nos sources, mais aussi nous exposer, en tant que chercheuses et autrices. Depuis huit ans, nous explorons ensemble, chacune depuis nos disciplines (sciences de l'information et de la communication et histoire), ce que le son fait à la recherche et à celles et ceux qui la pratiquent. Dans le cadre de cinq projets sonores réalisés au Rwanda, en Tanzanie, au Burkina Faso et en RDC, nous avons interrogé les tensions entre récit scientifique, éthique de terrain et écriture sonore.

Le son, comme l'écrit, engage à la fois des rapports de confiance et l'indépendance du chercheur. Dans le récit sonore, un dialogue sensible et direct avec les voix des « enquêtés » s'instaure ; nos voix et notre présence – y compris dans leurs silences – sont audibles dès l'enregistrement. En même temps, nous revendiquons « notre voix » dans le cadre de l'analyse scientifique. La narration sonore brouille ainsi la frontière entre le « terrain » et le « texte » ; là où, habituellement, le passage du terrain au texte implique une médiation, le sonore prend sa propre place. Comment faire récit sans trahir la vérité propre de chaque parole ? Où placer la voix off pour ne pas surplomber ni expliquer à l'auditeur ce qu'il serait censé entendre ? Que faire quand une pré-écoute réveille des peurs ou suscite une forme de censure, voire un incident heuristique ?

Nos choix de prise de son (entretiens individuels ou collectifs en focus group, participation à des groupes de parole et de réconciliation), de montage et nos accidents d'écoute sont matière à réflexion. Ils nous obligent à interroger notre position de chercheur, la place du sensible et la co-construction du récit. Cette communication propose un retour d'expérience concret et réflexif sur ces dilemmes éthiques et épistémologiques à partir de cinq projets d'écriture sonore.

## Retour d'expérience sur des ateliers de recherche-crédation entre l'Afrique du Sud et le Nigéria

**Pauline Guinard  
Annael Le Poullennec**

Dans le prolongement d'un séminaire organisé en février 2025 à l'IFAS-Recherche (Johannesburg), nous organisons entre novembre 2025 et mai 2026 une série d'ateliers en ligne proposant un échange entre chercheurs, artistes et artistes-chercheurs basés en Afrique du Sud et au Nigeria. Ces ateliers visent à approfondir la réflexion sur les enjeux épistémologiques et politiques, les méthodes, les possibilités et les défis soulevés par l'utilisation de pratiques créatives dans la recherche universitaire et, inversement, par l'intégration de méthodologies de recherche dans la création artistique (Bationo-Tillon, Cozzolino, Krier, Nova, 2024; Citton, Manning, Massumi, Rasmi, Chrétien, 2018; Hawkins, 2020).

Les discussions sont organisées autour de quatre thématiques identifiées lors du séminaire inaugural : le son dans la recherche-crédation (pratiques sonores, mémoires et sciences sensibles, ainsi que le rôle du son dans la coproduction et la diffusion des connaissances) ; le mouvement, les mobilités et immobilités comme objets et méthodes d'étude dans les projets de recherche-crédation, notamment leur lien avec les méthodologies dites décoloniales ; les approches pédagogiques et didactiques de la recherche-crédation, ou comment enseigner et évaluer les projets de recherche-crédation à l'intérieur et à l'extérieur du monde universitaire, ainsi que le rôle des artistes et/ou chercheurs dans la définition et la remise en question des cadres (nationaux, internationaux, institutionnels, etc.) ; enfin, écrire et publier la recherche-crédation au-delà, parfois à l'encontre, des normes de l'écriture universitaire.

Chaque atelier combinera présentations de projets et discussions pratiques en groupe fermé, pour croiser les approches sud-africaines, nigériennes et, dans une moindre mesure, françaises, afin de développer ensemble une proposition pour un numéro spécial de revue. Pour ces REAF, nous proposons de présenter l'approche expérimentale et collaborative de ces ateliers, ainsi que nos premières analyses de cette expérience.

## Anthropologie partagée et transmission filmique. Retour d'expériences en Côte d'Ivoire

**Véronique Duchesne**

Au cours de mes différents terrains de recherche menés en Côte d'Ivoire (dans les villages du département de Bongouanou ainsi que dans plusieurs communes du district d'Abidjan), j'ai pratiqué une ethnographie par le film articulée à la démarche de l'anthropologie partagée. S'inscrire dans une telle approche implique un engagement réciproque entre le ou la chercheur-e et les personnes filmées, en partageant le processus de recherche et de

création filmique. Accepter d'être filmé procède dès lors d'un désir commun de film. Le choix de filmer engage une réflexion critique sur la pratique même de la recherche : sur les conditions de production des données empiriques (qu'elles soient audios ou visuelles), sur leur traitement et sur les modalités de leur transmission. Une interrogation centrale sous-tend cette démarche : pour qui filme-t-on ? À quel(s) public(s) pense-t-on lors du tournage, du montage, puis de la diffusion ? Ces publics sont-ils les mêmes à chaque étape du processus ? Ces questionnements soulèvent également des enjeux esthétiques et éthiques relatifs au choix du format (court, moyen ou long métrage), au type de narration adopté, ainsi qu'au mode de diffusion (festivals, télévision, plateformes en ligne, etc.). Dans cette présentation, je propose d'aborder ces questions à partir de mes propres expériences de terrain, en montrant et en commentant quelques extraits de films issus de mes recherches.

## Formats de l'enquête dans le processus de création participative de films par un public adolescent au Sénégal. Retour d'expériences

**Emmanuelle Cheyns**  
**Frédérique Jankowski**  
**Bastien Defives**

Nous proposons dans cette communication de mettre en discussion un processus de recherche- création par le film, avec 12 adolescents, au Sénégal (au village de Lissar). Ce dispositif, mené par un binôme artiste (photographe vidéaste) – chercheures (sociologie et anthropologie), visait à questionner l'attachement aux semences paysannes dans un dialogue intergénérationnel.

Il s'agissait de penser l'enquête à partir de tournages réalisés par des jeunes de 12 à 15 ans, mettant en scène une situation de dialogue avec un de leurs aînés. Confrontés individuellement à leurs matériaux de tournage, les jeunes explicitent leur intentions de réalisation et leurs choix de séquences à monter pour réaliser chacun un film de 5', dans un processus de vidéo-élicitation (Bigando 2013) mais aussi de création.

Ce processus nous a conduit à des ajustements méthodologiques sur le format de « l'enquête » (orienté vers l'écoute, et l'articulation entre l'intention, l'expérience de tournage et le sujet du film) dans un souci d'ethnographie partagée avec les participant.es (Ingold 2014). Des points de vue difficiles à verbaliser par ce jeune public peuvent par ailleurs être exprimés dans leurs choix artistiques.

Ce travail à l'interface entre pratiques artistiques et de recherche a ainsi permis de mener une enquête tout en visant, au-delà d'un unique moment de « dérushage », la création d'une forme artistique.

La projection-débat des 12 films des jeunes auprès des adultes du village a suscité de l'enthousiasme et une vive émotion. Dans un moment de réaffirmation des expériences qui permettent de faire communauté (Rémy 2018), ces films ont conduit à engager un dialogue sur les transformations vécues dans la transmission intergénérationnelle. Au-delà du sujet

des films, la forme même a questionné les pratiques de transmission des savoirs entre les jeunes et leurs aînés (en leur donnant la capacité de questionner puis de restituer publiquement) par des objets tiers médiateurs. La projection a par ailleurs suscité un désir de partage au-delà du village (caravane itinérante).

## L'écriture visuelle pour rendre compte du passé architectural du Togo

**Edem Augustin Awoussa**

Comment écrire la souveraineté et la mémoire en Afrique à travers des architectures marquées par la colonisation ? Cette question, au croisement de l'histoire, de l'anthropologie et des études patrimoniales, invite à repenser les formes d'écriture scientifique face à des monuments porteurs d'une parole politique implicite.

Comment rendre compte du passé architectural africain autrement que par les mots du colonisateur ? Cette communication explore la possibilité d'une écriture sensible et critique de l'architecture au Togo, à partir de deux lieux emblématiques : la muraille d'Agbogbo, symbole du peuple ewe, et le fort de Bismarckburg, trace matérielle de la domination allemande. En confrontant ces deux architectures, l'étude interroge les tensions entre mémoire, pouvoir et patrimonialisation.

La démarche s'appuie sur un double dispositif : d'une part, une enquête historique et anthropologique, fondée sur les récits oraux et la documentation coloniale ; d'autre part, une expérimentation d'« écriture visuelle » sous forme de carte sonore, photographique et exposition muséale visant à restituer les voix du terrain et les imaginaires attachés à ces lieux. Cette hybridation cherche à dépasser le récit académique classique pour proposer une forme d'écriture partagée, située et participative.

Au-delà de la restitution patrimoniale, cette approche engage une réflexion épistémologique sur la production du savoir postcolonial : qui parle, depuis où, et pour qui écrit-on ? En redonnant à l'architecture une valeur de parole, la recherche défend l'idée d'une souveraineté narrative africaine.

## Archives sonores et création radiophonique : enjeux autour de la restitution d'une recherche au Rwanda

**Magnifique Neza**

**Florence Rasmont**

La restitution d'une recherche universitaire menée dans un contexte postcolonial auprès de publics ayant peu accès à l'écrit pose des défis aux chercheur·es concerné·e·s. Telle est notre situation, puisque les auteures de cette proposition ont toutes deux conduit leur thèse de doctorat au Rwanda. C'est pour répondre à cet enjeu de restitution que le projet ANR-FIMEMO, débuté en octobre 2025 et consacré aux premiers savoirs élaborés par les rescapés des génocides juif et tutsi sur le crime, développe un projet de création sonore.

Les objectifs sont d'une part, de permettre la restitution de la recherche auprès du public rwandais par le biais d'une diffusion radiophonique, et d'autre part de valoriser des fonds sonores rwandais méconnus. Aujourd'hui, les archives de la plus grande association de survivants au Rwanda, Ibuka, conservent en effet de nombreuses cassettes audios enregistrées très tôt après le génocide par l'association. Celles-ci illustrent à la fois le dynamisme des associations de survivants à la sortie du génocide —thème de notre ANR — et des aspects techniques, logistiques et patrimoniaux propres au Rwanda de l'après-génocide.

L'élaboration de ce documentaire soulève néanmoins des questions en matière de diffusion. Notre présentation abordera à ce sujet la question de la langue — le kinyarwanda reste la langue parlée par tous les Rwandais, mais n'est pas maîtrisée par les chercheur·es étranger·ères —, le paysage radiophonique rwandais, ainsi que le contexte politique marqué par un nationalisme fort, qui encourage des postures collectivisantes et égalitaires, tout en défavorisant indirectement l'élaboration d'histoires associatives, militantes et individuelles.

### Liminalités croisées : chercheur·se·s et artistes-migrants face à la production des savoirs en sciences sociales

**Khalid Mouna**  
**Victoire Jacquet**

Les recherches à propos des mobilités sont aujourd'hui des objets issus du champ artistique (danse, musique, arts visuels) qui visent à renouveler les enquêtes de terrain. Ce croisement des approches permet d'approcher les conditions de liminalité - où le migrant artiste circule, du fait de son engagement dans les pratiques artistiques entre des espaces d'inclusion et d'exclusion, au sein de la société.

Si le chercheur adopte des méthodes à partir d'un regard artistique, le migrant artiste devient partie prenante de cette reconfiguration méthodologique. On peut ainsi parler d'une double liminalité : celle du chercheur et celle de l'artiste-migrant, qui articulent rigueur scientifique et création sensible.

En donnant une voix à ceux qui sont habituellement exclus, l'art nous conduit à appréhender la condition liminale du migrant, et par là même, à reconnaître la complexité des parcours migratoires. Notre travail en collaboration avec des artistes en mobilité au Maroc, ne vise pas uniquement à répertorier des pratiques artistiques, mais à penser considérer plus largement les modes de circulation des pratiques culturelles (danses, chants, langues etc.). À travers l'art, le chercheur peut certes toucher un public plus large, mais surtout de repenser les formes de circulation des savoirs sur le continent africain. Ces arts sont des médiums qui rendent accessibles, des mémoires et des vécus relatifs aux mobilités transafricaines. Ces pratiques transforment les espaces d'exclusion en lieux de dialogue et d'appartenance. Ces nouvelles écritures, visuelles (peinture, sculpture) ou performatives (musique, danse, théâtre) obligent les chercheur·se·s et les artistes à expliciter leurs positions et à interroger

leurs responsabilités dans la production du savoir, car leurs intérêts peuvent s'avérer différents voire éloignés.

Dans cette communication, nous présentons notre travail de recherche visuelle mené auprès d'une communauté d'artistes au Maroc, et la manière dont la collaboration entre chercheur-se-s et artistes devient un espace de négociation où s'inventent de nouvelles pratiques. Nous montrerons comment ce dialogue interroge les cadres mêmes de la recherche, et suscite des formes de co-production des récits et des d'imaginaires des chercheur-se-s et des artistes. Cette présentation inclura également des extraits vidéo du tournage du film Danser la Boza.

### Un livre d'enfants pour parler d'Histoire ? Projets, usages, enjeux et pièges d'un livre d'images pour parler du massacre de Marikana (Afrique du Sud)

**Judith Hayem**

En août 2024, lors des commémorations annuelles de l'écrasement sanglant de la grève des mineurs de platine de Marikana en 2012, la chercheuse décide de ne pas solliciter d'entretiens dans cette période de tristesse et de tension. Elle observera, décrira et spontanément se met à dessiner. Ceci suscite de manière impromptue des sortes de drawing interviews : les habitant.e.s de la mine parlent autour des dessins qui sont faits d'elles et eux, à l'entrée du compound, devant leurs échoppes... Les enfants surtout réagissent. C'est ainsi que la chercheuse découvre que la cérémonie, qui a des allures de grande kermesse autant que de grand-messe, ne leur est pas totalement claire. Revenue en France, elle décide à l'occasion d'un atelier d'écriture de réaliser un vieux rêve : créer un livre pour enfants... autour du massacre de Marikana, pour ses jeunes interlocuteur.ice.s et en reprenant les croquis de terrain. Le livre finit par tourner autour de la colline où a eu lieu le massacre centre des célébrations et lieu de vie dans la mine : elle apparaît à chaque planche. Mais au-delà du processus créatif, comment ne pas trahir les faits et être à niveau d'enfants ? Comment la présentation de la tentative livresque aux enfants des écoles devient-elle l'année suivante une occasion de parler de ce qui est tu ? Comment répéter cette expérience et la rendre heuristique ? C'est ce que cette communication tentera de cerner rétrospectivement et prospectivement.

### Réflexions méthodologiques du projet AFRIUNI : fragments d'expériences créatives à Abidjan, Abomey-Calavi, Dakar et Yaoundé

**Alain Agnessan**

**Ruth Bush**

Dans le cadre de cet atelier, nous partagerons des réflexions et éléments de réponse tirées de notre expérience dans le projet AFRIUNI « Creative lives of African universities » (ERC 2021-2027). Ce projet explore les représentations et les expériences vécues de la vie universitaire dans quatre villes africaines (Abidjan, Abomey-Calavi, Dakar et Yaoundé). Nos

méthodes de recherche-action participative mettent en avant les récits des étudiant.e.s co-chercheur.e.s de ces campus. Nous avons produit une exposition numérique à la suite de quatre événements-expo de restitution en présentiel dans les pays concernés. Cette exposition présente les productions multimédias de quatre-vingts étudiant.e.s co-chercheur.e.s. Il s'agit d'arts visuels, de fiction, de théâtre, de clips hip hop et reggae et de court-métrages documentaires. Leurs travaux témoignent de créativité et vulnérabilité de la vie étudiante, confrontée à des défis tels que la politisation, la liberté académique, la massification, le chômage, la discrimination fondée sur le genre et le handicap, les injustices épistémiques et linguistiques, les (in)certitudes quant à l'IA et à la crise climatique. L'imagination, la solidarité, la traduction, la détermination et la débrouillardise sont les formes de vie universitaire que cette recherche met en évidence, par opposition à une conception instrumentale et néolibérale de l'enseignement supérieur. Les co-chercheur.e.s ont produit des connaissances souvent drôles, fragmentaires, profondément personnelles, vulnérables et disruptives dans leur forme esthétique. Mais cette approche à la recherche posé évidemment des défis, dont il est important de tirer des implications à la fois institutionnelles et épistémiques. Notre focus portera sur le récit-fiction 'Rose rougie', écrit par quatre étudiantes co-chercheuses à l'UCAD (sur l'expérience de la menstruation en milieu universitaire et les courts-métrages des co-chercheur.e.s à l'UFHB (deux sur l'expérience des étudiant.e.s mal-voyant.e.s; et un autre, 'Kosovar', sur les étudiant.e.s qui dorment dans les salles de classe, faute de logement).

\*\*\*

## A75 - « La révolution féministe sera internationale ou ne sera pas ». Engagements, réseaux et circulations des militantes africaines à l'international (années 1920/années 1970)

**Pascale Barthélémy**

**Sara Panata**

### Présentation de l'atelier

En titre de ce panel, une phrase de l'anthropologue et féministe sénégalaise Awa Thiam extraite de son livre *La parole aux négresses*, publié en 1978, trois ans après le lancement de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985). Notre but est de documenter et d'analyser les trajectoires des pionnières africaines qui ont été à l'avant-garde, des années 1920 aux années 1960, des importantes connexions féministes internationales qui se développent dans les années 1970. L'objectif de ce panel est triple.

Il s'agit d'abord d'analyser la place et le rôle des militantes africaines dans la constitution de réseaux internationaux, féminins ou mixtes, en examinant leur présence, leurs échanges, leurs engagements et leurs circulations. Dans quelle mesure les femmes africaines ont-elles influencé les débats internationaux au sein de ces réseaux, en particulier lorsqu'ils portaient sur les droits des femmes, l'anticolonialisme et le racisme ?

Il sera également question d'explorer les manières dont des militantes africaines ont contourné les contraintes coloniales et de genre de leurs pays et se sont engagées au sein d'un éventail d'organismes internationaux. Que représentaient ces espaces, souvent dominés par des logiques coloniales, racistes et patriarcales, pour ces militantes ? Comment y ont-elles été accueillies ? Quelles luttes ont-elles pu y mener ?

Enfin, ce panel vise à questionner l'impact de ces engagements internationaux sur les réseaux féministes locaux. Ces connexions militantes ont-elles eu des effets sur les manières de s'organiser au niveau local ? Cet internationalisme a-t-il influencé des collectifs et des réseaux féministes en Afrique, leurs structures et leurs mots d'ordre ?

De manière plus large, ce panel propose de réfléchir à la façon dont ces connexions ont enrichi la pensée féministe et l'histoire politique du second XX<sup>e</sup> siècle.

\*\*\*

The title of this panel is a quote from Senegalese anthropologist and feminist Awa Thiam from her book *La parole aux négresses*, published in 1978, three years after the launch of the United Nations Decade for Women (1975–1985). This panel aims at documenting and analyzing the trajectories of African women activists who were at the forefront of significant international feminist connections from the 1920 to the 1960s, which laid the groundwork for development in the 1970s. The objective of this panel is threefold.

First, it aims to analyse the place and role of African activists in the formation of international networks during the 1920-1960, whether women-only or mixed, by examining their presence, exchanges, commitments and networks. How did African women influence the international debates within these networks, particularly when they addressed women's rights, anti-colonialism, and racism ? It will also explore the ways in which African activists circumvented the colonial and gender constraints of their countries and became involved in a range of international organisations. What did these spaces, often dominated by colonial, racist and patriarchal logics, represent for these activists? How were they received within them? What struggles were they able to wage?

Finally, this panel seeks to interrogate the impact of these international commitments on local feminist networks. Did these activist connections have an effect on the ways in which people organised themselves at the local level? Did this internationalism influence feminist collectives and networks in Africa, their structures and their slogans?

More broadly, this panel proposes to reflect on how these connections enriched feminist thought and political history in the second half of the 20th century.

\*\*\*

**Annie Jiagge (1918-1996) : À la croisée de l'action sociale chrétienne et des mouvements pour les droits des femme**

**Claire Nicolas**

Première femme juge du Ghana, Annie Jiagge (née Baëta, 1918-1996) est surtout connue pour son travail de rédaction de la Déclaration sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes adoptée par l'assemblée des Nations Unies en 1967. Toutefois, ses engagements antérieurs sont moins connus. Dans la lignée des travaux de microhistoire globale, cette présentation propose de se concentrer sur son parcours intellectuel, militant et spirituel, afin de faire émerger des enjeux économiques, politiques, et intellectuels larges. En particulier, cette présentation propose de revenir aux réflexions qui ont fondé son engagement politique, à la croisée de l'évangile social, du bénévolat et des mouvements pour les droits des femmes. Comment Annie Jiagge a-t-elle entremêlé des réflexions sur son parcours individuel avec des préoccupations sociales, un ancrage dans la foi protestante et une proximité aux mouvements de femmes ? Comment sa biographie circulatoire, à la croisée d'enjeux micro-locaux, nationaux et transnationaux, nourrit-elle ses propositions intellectuelles, politiques et spirituelles, influençant ainsi les organisations internationales auxquelles elle appartient, voire dirige ?

En s'appuyant sur ses correspondances, ses interventions dans le débat public et les archives régionales ghanéennes, cette présentation se concentre sur la production intellectuelle d'Annie Jiagge dans les champs religieux et politiques. Il s'agira d'abord d'articuler ses réflexions théologiques avec celles de ses réseaux locaux et familiaux à Keta. Ainsi, au cœur de l'Église presbytérienne évangélique de Gold Coast, elle se nourrit de circulations familiales et institutionnelles entre le Togo et la Gold Coast d'une part et entre l'Église presbytérienne et la Mission de Bâle d'autre part. Ensuite, la présentation se concentrera sur la *Christian Action* telle qu'elle la conçoit lors de son séjour londonien (1945-1951), durant lequel elle forge un réseau chrétien global marqué par la Conférence mondiale de la jeunesse chrétienne d'Oslo (1947) et l'intégration à la Young Women's Christian Association. Enfin, il s'agira d'analyser ses débats avec la Federation of Gold Coast Women fondée en 1953, afin de comprendre son influence et ses pas de côté vis-à-vis de ce mouvement proche des socialismes africains.

## A Story of Two Bayas: Algerian Women's Participation in International Organising Under French Colonialism

**Emilia Flack**

This paper focuses on the experiences of two Algerian women involved in international women's organising during French colonisation, both named Baya. The first, identifiable only by first name, was among the delegation that represented Algeria at the International Women's Congress hosted by the *Comité mondial des femmes* [CMF] in Marseille in 1938. The second, Baya Bouhoune, represented the Algerian section of the *Fédération démocratique internationale des femmes* [FDIF] at international conferences between 1948 and 1955.

These women operated in very different moments of female internationalism, the first anti-fascist and the second anti-colonial. Their international militancy thus took on different

meanings. Baya's participation at the 1938 congress symbolised the union of colony and metropole in the face of the fascist threat. On her return to Algeria, she disappeared into near anonymity, reduced in contemporary settler and French accounts to the novelty of her racialised otherness: as 'notre petite Musulmane'. Baya Bouhoune had more control over her own story. A frequent contributor to the communist press and active propagandist, she used her international experience to make the WIDF's internationalist vision meaningful for Algerian women on a local level in the context of growing nationalist sentiment.

And yet, despite the decade that separated their experiences, Baya and Baya Bouhoune had much in common. Both entered the world of international women's organising through local women's networks affiliated with the Algerian Communist Party. Both found, through these networks, opportunities to move across public and transnational spaces that were typically closed to colonised women. Both subverted colonial and patriarchal constraints to claim political agency and contribute their perspective, as colonised North African women, to a developing landscape of female internationalism. Both, also, were constantly forced to negotiate between affirming their own political subjectivity and performing 'Muslim' and North African authenticity for a largely European audience.

This paper offers a microhistorical account of both Bayas stories, highlighting the ways that these women claimed political space for themselves and brought Algeria into international feminist conversations at very different historical moments. By focusing on these two case studies from the colonial period, this paper contributes to an active body of scholarship interested in challenging the nationalist teleology that has dominated Algerian history and denied Algerian women any political agency prior to the struggle for national liberation. Moreover, through its comparative approach, this paper complicates typical chronologies of leftist women's international organising to highlight the continuities and differences between the experiences of colonised women in the inter-war CMF and the post-war WIDF.

### Intercontinental Connections and Women's Rights Activism. The Case of Charlotte Maxeke's South Africa's Advocacy for Women and the Family: 1900-1939

#### Phoebe Musandu

This project is an effort to map the local and international connections that one woman made in the course of her adult life as she advocated for women and the African family in South Africa before her death in 1939. Charlotte Manny Maxeke was born in the early 1870s and received a missionary education as a child. Towards the end of the 19th century, the opportunity to travel with a church group to both the United Kingdom and the United States culminated in her receiving the opportunity to pursue both her secondary and college education in Ohio between 1892 and 1901. As a consequence, she became the first African woman to receive a bachelor's degree from Wilberforce University, an HBCU (Historically Black College or University). Once she returned to South Africa, she established the Bantu Women's League that eventually became the Women's League of the African National Congress. Maxeke's education, travel abroad and her clear ability to build networks with

local and international institutions that were critical in Africans' struggle against imperialism's various manifestations enhanced her capacity to advocate for women and the African family.

## L'Union Nationale des Femmes Tunisiennes : une histoire transnationale (1956-1966)

**Rosalie Mahieu**

Cette communication propose d'écrire l'histoire transnationale de l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes (UNFT) depuis l'indépendance de la Tunisie (1956) jusqu'en 1966. La décennie, 1956-1966, qui marque les débuts de cette organisation officiellement fondée en 1958, s'inscrit dans un triple contexte : un contexte national de construction de la Tunisie nouvellement indépendante sous la direction du président Habib Bourguiba, un contexte régional de libérations nationales, de développement institutionnel du panafricanisme et de formation politique du Grand Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc), ainsi qu'un contexte international de guerre froide.

Dès ses débuts, l'UNFT multiplie les participations dans des congrès régionaux et internationaux, les rencontres avec des organisations féminines d'autres pays d'Afrique et d'Asie et les invitations auprès de militantes insérées dans des réseaux féminins internationalistes. Ces liens noués à différentes échelles dessinent un espace transnational où les militantes tunisiennes portent leurs luttes anticoloniales et féministes bien au-delà des frontières nationales.

L'UNFT interroge par sa multipositionnalité en pleine guerre froide, c'est-à-dire dans un moment de bipolarisation du monde où la logique des blocs domine. Nous montrerons dans quelle mesure le concept de « pragmatisme stratégique » élaboré par P. Barthélémy et S. Panata correspond aux stratégies des militantes de l'UNFT qui refusent de choisir un camp au profit de contacts multiples et non-exclusifs. Dans la continuité de l'esprit de Bandung, les militantes tunisiennes s'unissent avec celles qu'elles nomment leurs sœurs d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne indépendamment des rapports de force Nord/Sud. Cette sororité dessine d'une part une communauté imaginée à l'échelle du grand Maghreb et interroge d'autre part l'idée d'un Maghreb noir où l'africanité et l'arabité s'entremêlent. Il s'agira de comprendre comment l'UNFT construit, à travers ses circulations et ses récits, un nouvel espace politique transnational, panarabe et panafricain au cours de cette décennie.

Enfin, nous analyserons les effets de ces engagements transnationaux sur l'espace politique national tunisien au prisme du féminisme d'État mis en scène par Habib Bourguiba. Un pan de l'historiographie présente l'UNFT comme un organe de transmission politique dépendant du pouvoir. Cette perspective invisibilise les luttes des femmes de l'UNFT en leur retirant toute agentivité. Il conviendra d'oser une histoire au ras du sol, celle des militantes tunisiennes en circulation pour mieux saisir comment un espace autonome modifié par des dynamiques transnationales, sans forcément être oppositionnel au pouvoir bourguibien, se construit en Tunisie à l'heure des décolonisations et de la guerre froide.